

## Cory Aquino sur la défensive

**V**oici deux semaines encore, la présidente des Philippines pouvait envisager l'avenir avec confiance. Le succès de son séjour aux Etats-Unis, où elle a su séduire l'hôte de la Maison Blanche, le Congrès et l'opinion publique, venait d'illustrer un charisme dont l'une des clés est, sans nul doute, l'absence de colère et d'amertume, ainsi que l'a souligné alors la presse américaine.

Mais il a suffi de quelques jours pour que cette image, qui tenait peut-être de l'illusion, s'évanouisse. Si le Congrès américain a fini par lui accorder une aide économique supplémentaire bienvenue, M<sup>me</sup> Aquino a subi un sérieux revers, dès son retour aux Philippines, avec l'échec « in extremis » de la conclusion d'une trêve avec les insurgés communistes. Alors que la signature de cet accord était considérée comme acquise, l'armée a en effet arrêté l'un des principaux dirigeants de l'insurrection, M. Salas, et les négociateurs communistes ont aussitôt regagné la clandestinité.

Tout en affirmant que l'arrestation de M. Salas « menace l'ensemble du processus engagé pour mettre un terme à la guerre civile », les communistes n'ont certes pas formellement rompu les négociations. Ils ont sans doute leurs propres soucis, ainsi que le prouveraient, si elles se confirmaient, les importantes purges intervenues dans leurs rangs ces derniers mois. Enfin, ils sont assez bien implantés pour, en bons tacticiens, léninistes, n'accepter une trêve que s'ils y voient un moyen de renforcer leurs positions.

Il reste que l'arrestation de M. Salas, même si elle a été entérinée par M<sup>me</sup> Aquino, semble avoir été décidée sans son agrément et pour torpiller une négociation à la veille d'aboutir. Depuis plusieurs semaines déjà, un lobby militaire hostile à toute discussion - dont le ministre philippin de la défense, M. Poncio Enrique, est l'avocat le plus en vue - montre de plus en plus les dents. M. Enrique en est même venu à contester quasi quotidiennement jusqu'à la légitimité de la présidence, l'accusant d'assumer un pouvoir « révolutionnaire » et non légal, et lui demandant de soumettre son mandat, au début de 1987, à un vote populaire.

Face à cette offensive particulièrement musclée et dont le porte-drapeau est son propre ministre de la défense, la présidente des Philippines est demeurée, jusqu'à présent, apparemment sans réaction. Il n'y a pas ou - c'est été la moindre des choses - de rappel à l'ordre. M. Enrique a même pu déclarer, le 7 octobre, que M<sup>me</sup> Aquino avait « trahi » son mandat sans provoquer de mise au point du palais présidentiel.

Il est possible que la présidente, face à cette offensive d'un homme qui fut l'administrateur de la loi martiale sous M. Marcos et dont les ambitions présidentielles sont bien connues, ait choisi de la laisser se découvrir et commettre trop d'erreurs pour ne pas se discréditer. Il n'en résulte pas moins, pour l'instant, une inquiétante impression de flottement.

Il est urgent, pour M<sup>me</sup> Aquino, de reprendre l'initiative, faite de quoi tout pourrait arriver, y compris un transfert du pouvoir en faveur des militaires. Elle a prouvé par le passé qu'elle savait se servir de sa popularité, apparemment intacte, pour brouiller les cartes et renvoyer dos à dos ses adversaires, faisant taire ceux qui l'accusaient d'indécision. La démonstration est à recommencer.

## Un test pour la privatisation

### Engouement pour les titres d'ELF-Aquitaine

La cession de 11 % du capital d'ELF-Aquitaine a été présentée dès l'origine par le gouvernement comme une opération-test pour l'ensemble du programme de privatisation, et perçue comme telle par l'opposition. D'ores et déjà, pour 10,8 millions de titres ELF offerts, 46 millions de titres, au minimum, auraient été demandés.

A 305 F le titre, le gouvernement a retenu un cours attractif compte tenu des résultats du groupe.

Le chiffre définitif des ordres d'achat sera communiqué le 16 octobre par la chambre syndicale des agents de change, qui fait office de « boîte noire » où convergent toutes les demandes collectées par un groupe de banques françaises.

M. Balladur, ministre des finances et de la privatisation, a pour sa part déjà précisé que 300 000 petits épargnants avaient passé des ordres d'achat pour au moins dix titres.

Mais l'essentiel des demandes supérieures à dix titres émanerait d'investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts, compagnies d'assurances). Dès lors que

ces derniers paraissent en position de force, ils risquent de remettre en question la dimension « populaire » de la privatisation, à laquelle M. Balladur se déclare très attaché.

Cette prééminence des grands « geodarmes » de la Bourse pose, d'une façon générale, le problème du rôle qui leur sera attribué dans la privatisation, et plus précisément de la manière dont on leur demandera de légitimer le « juste prix » fixé par le gouvernement pour les sociétés soumises à la privatisation.

(Lire page 30 l'article de ERIC FOTTORINO.)

## Fin du consensus ?

### Le débat sur le terrorisme: le gouvernement attaqué par l'opposition et critiqué par l'UDF

Le consensus politique face au terrorisme a-t-il pris fin ? Répondant à M. Chirac, le mercredi 8 octobre, à l'Assemblée nationale, M. Lionel Jospin au nom des députés socialistes, a réclamé « moins de verbe et plus d'actes » en insistant sur « les contradictions » de l'attitude gouvernementale. Mais c'est aussi au sein même de la majorité que des voix discordantes s'élèvent désormais. Le porte-parole du groupe UDF, M. Gaudin, a sommé le premier ministre de mettre clairement en cause « les Etats subversifs ». Encore plus critique, M. Giscard d'Estaing a reproché à M. Chirac d'avoir fluctué dans sa stratégie au cours de ces dernières semaines.

(Lire nos informations pages 6 et 7.)

## La France et le Proche-Orient

par ANDRÉ FONTAINE

« **M**ÉFIONS-NOUS des idées claires », disait Georges Bideault, elles sont rarement exactes. Il est peu de domaines auxquels cette remarque s'applique autant qu'au Proche-Orient. Pour comprendre ce qui s'y passe et définir la politique qu'il y faudrait suivre, la logique cartésienne est d'un faible secours. Et de même les trop commodes simplifications du manichéisme, qu'il découle du mandémisme, de l'anticommunisme, du pénarabisme ou des différentes formes de l'intégrisme, à l'abri duquel aucune religion ne se trouve aujourd'hui.

Au départ, pourtant, une évidence: comme au beaucoup d'autres parties du monde, y compris en Europe, y compris en France, la structure de base, au Proche-Orient, c'est la tribu, ou, si l'on préfère, le clan. Le relief, jadis, isolait les différentes

tribus. Le progrès des moyens de communication les a mises quotidiennement au contact les unes des autres. Le retour des Juifs au pays de leurs ancêtres, qu'ont vainement tenté d'empêcher il y a trente-neuf ans l'ensemble des pays arabes, n'a fait qu'ajouter aux conflits engendrés par la difficile cohabitation de ces groupes, d'accord pour vénérer le même Dieu mais non sur les moyens de le faire.

Pendant des siècles, les sultans de Constantinople ont fait régner sur la région la paix des cimetières, la Russie et la France se voyant reconnaître à l'occasion le droit de protéger les minorités chrétiennes. Après l'écroulement de l'empire ottoman, en 1918, Paris et Londres ont obtenu au Proche-Orient une double et d'ailleurs conflictuelle hégémonie qui n'a pas survécu à la deuxième guerre mondiale.

(Lire la suite page 6.)

## Un dossier prometteur au sommet de Reykjavik

### La paix des euromissiles ?

A la veille du sommet Reagan-Gorbatchev de Reykjavik, l'URSS a annoncé qu'elle rapatrierait six régiments d'Afghanistan.

par Michel Tatu

Parmi les nombreux dossiers qui attendent MM. Reagan et Gorbatchev à Reykjavik, ceux du désarmement ne devraient pas forcément être les plus importants (bien des experts, aux Etats-Unis notamment, estiment que le processus de maîtrise négociée des armements - *arms control* - a excessivement monopolisé l'attention ces dernières années), mais

ils sont de loin les plus substantiels.

Depuis bientôt quinze ans qu'a été signé le premier accord SALT, entre M. Nixon et M. Brejnev, le désarmement des missiles et armements de toutes sortes a constitué la partie la plus apparente des tractations entre les deux Grands. Et c'est bien parce que leurs positions sur ces mêmes sujets se sont rapprochées ces derniers temps qu'un nouveau sommet est devenu possible.

Ce n'est peut-être pas un hasard non plus si le dossier reconnu de part et d'autre comme le plus prometteur est celui des

euromissiles, celui-là même qui avait provoqué une crise dans les relations Est-Ouest il y a moins de trois ans et celui sur lequel la fermeté occidentale, malgré de nombreuses difficultés, avait été constante.

Tout se passe en effet comme si cette fermeté avait payé. Les Soviétiques ayant fait sur ce dossier de très importantes concessions, échelonnées en trois étapes au cours de l'année écoulée:

1) Dans un premier temps, ils ont désigné ce dossier des autres chapitres du désarmement.

(Lire la suite page 3.)

## Surprise à l'Assemblée nationale

M. Roland Dumas a été élu président de la commission des affaires étrangères au troisième tour contre M. Stasi (UDF).

## Les professeurs de langues et le français

Les enseignants de langues « rares » appelés à donner des cours de français.

PAGE 32

## Intéressement et participation

Une analyse des deux projets d'ordonnances qui relancent la vieille idée gaulliste.

PAGE 27

Le sommaire complet se trouve page 32

## « A tort et à raison », d'Henri Atlan

### Jeux de savants et jeux de mystiques

Henri Atlan est connu pour ses recherches aux confins de l'intelligence artificielle et de la biologie. Voici qu'il fait œuvre de philosophe. Question essentielle: des scientifiques ou des mystiques, qui a raison ? Réponse: tous, mais pas de la même façon.

Il faut se méfier des biologistes qui se mettent à philosopher. Ceux qui dérapent ont l'élucubration proliférante. Sous le couvert de l'autorité scientifique, ils nous servent, en matière de politique, d'éthique ou d'anthropologie, des rafistolages de sophismes peu rigoureux. L'oubli des très étroites limites de validité des hypothèses et des découvertes scientifiques rend possibles ces divagations. La demande du public y aide. De l'extrapolation au naufrage, le parcours est très fréquent, ces dernières années. Une énumération serait aussi longue qu'inutile.

Quelques autres sont à surveiller de plus près. En effet, l'espèce *Homo biologicus philosophans* donne parfois naissance à des mutants féconds. Ils s'appellent Claude Bernard, Jean Bernard, François Jacob ou Albert Jacquard, par exemple, et ont jalonné la modernité d'œuvres majeures, conjuguant la recherche en laboratoire à une authentique activité de penseur.

L'ouvrage d'Henri Atlan signe son appartenance à ce petit groupe. Il est rare qu'une première

lecture ait le sentiment qu'un texte deviendra classique. C'est le cas. Voilà le livre d'un scientifique qui traite de questions philosophiques avec une rare intelligence - mais aussi avec humeur, humilité, prudence, ironie, sensibilité - sans craindre les positions inconfortables ni la lutte avec des confusions tenaces. Quand on croise un livre pareil, que faire ? Le dire, tout de suite.

Alors on demandera qui est l'auteur. Si une carte de visite peut répondre à cette question-piège (il est permis d'en douter), on lira celle d'Henri Atlan. Né en 1931. Professeur de biophysique à Jérusalem et à Paris-IV. Applique des recherches en théorie de l'information à l'étude de l'auto-organisation des systèmes vivants. Invente des jeux bizarres sur de gros ordinateurs, en extrait des articles hyperspécialisés destinés à la communauté scientifique internationale. A déjà publié *l'Organisation biologique et la Théorie de l'information* (Hermann, 1972).

et *Entre le cristal et la fumée, essai sur l'organisation du vivant* (Seuil, 1979). Commence à avoir un profil nobélisable. Est membre du Comité consultatif national d'éthique. Connait intimement le Talmud, la Kabbale et toute la tradition juive. Vient de passer six ans à réfléchir sur les différences entre science et mythe, savoir rationnel et pensée mystique. Résultat : *A tort et à raison*.

On demandera donc de quoi ça parle. Du dialogue peut-être possible entre science contemporaine et traditions mystiques - ce qui suppose de ne pas les confondre, ni de les détruire l'une par l'autre mais de commencer par marquer leurs différences irréductibles. Ça parle aussi de la vérité, et des différentes façons d'avoir raison. Des contrastes entre Occident et Orient. Du savoir comme jeu et des jubulations de la recherche.

Comment tout cela se met-il ensemble ? Un peu de patience.

ROGER-POL DROIT.

(Lire la suite page 18.)

## Le Monde

### DES LIVRES

- Une biographie de Gorki, par Henri Troyat.
- La chronique de Nicole Zand : le temps des Foires.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 13 à 21



## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : mesure de « rétorsion »

## L'immigration des travailleurs mozambicains est suspendue

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Environ soixante mille travailleurs mozambicains employés en Afrique du Sud seront renvoyés chez eux à l'expiration de leur contrat de travail, et plus aucune embauche ne sera faite, a décidé, mercredi 8 octobre, le gouvernement de Pretoria. La mesure est applicable immédiatement. Elle a été notifiée le jour même aux autorités de Maputo.

La décision a été prise en raison « des activités de l'ANC (Congrès national africain) et du SACP (Parti communiste sud-africain), responsables de la dégradation continue de la sécurité à la frontière », précise le texte. Elle est liée à l'explosion d'une mine, lundi dernier, à proximité du territoire mozambicain, qui a blessé six soldats sud-africains. Selon Pretoria, cet incident « est le dernier exemple d'une série d'actes de violence commis dans la zone frontalière ». L'ANC continue de recevoir le soutien du Mozambique pour promouvoir sa politique de violence, indique la note, et cela ne peut se faire sans que les représentants du gouvernement du Mozambique le sachent. Pretoria accuse même les services de sécurité de Maputo d'être complices de l'infiltration en territoire sud-africain de militants de l'ANC.

Mardi, le général Magnus Mälan, ministre de la défense, avait adressé un ultimatum à son voisin oriental.

« Si le président Samora Machel choisit le terrorisme et la révolution, avait-il déclaré, il se heurtera de plein fouet à l'Afrique du Sud (...) qui réagira en conséquence ». Il a averti le dirigeant mozambicain qu'il tenait l'avenir du pacte de Nicomati entre ses mains. Il s'agit de l'accord de non-agression et de bon voisinage, signé le 16 mars 1984, aux termes duquel le Mozambique s'engageait à ne plus prêter aide aux nationalistes de l'ANC, en échange d'une cessation de l'aide de Pretoria aux rebelles armés de la RNM (Résistance nationale du Mozambique). Un traité qui, selon Maputo, n'a jamais été respecté par le gouvernement sud-africain, bien que le Mozambique ait rempli ses obligations en expulsant les membres de l'ANC.

Le pacte de Nicomati n'est plus, depuis longtemps, qu'un chiffon de papier. La commission conjointe chargée de régler les différends a été dissoute il y a un an par le président Machel, après la publication du journal d'un officier de la RNM attestant de la continuité de l'aide fournie par l'Afrique du Sud aux rebelles du Mozambique (le Monde du 13 octobre 1985). Aujourd'hui, Pretoria continue d'affirmer son attachement à l'accord de Nicomati, mais saisi le premier incident sérieux pour menacer son voisin de représailles et renvoyer chez eux les travailleurs migrants de ce pays.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## ALGÉRIE

## Le président de la Ligue des droits de l'homme empêché de quitter le territoire

Sorti de prison après onze mois de détention, M. Abennour Ali-Yahia, fondateur et président de la Ligue algérienne des droits de l'homme, non reconnu par les autorités, a de nouveau des ennemis. Après nous avoir adressé plusieurs lettres dont il s'est aperçu qu'elles « ont été détournées de leur destination », il nous a fait parvenir un message dans lequel il nous dit vivre « sous la

menace constante d'une nouvelle arrestation, soumis à des tracasseries, à des écoutes téléphoniques, au contrôle et à la confiscation d'une partie de son courrier ».

Invité à un colloque sur « le respect de l'application internationale des droits de l'homme », qui doit se tenir au siège de l'UNESCO à Paris le 11 octobre, il ne pourra être présent. En effet, interdiction lui a été faite de quitter l'Algérie, et la police lui a refusé son passeport lors d'une tentative de sortie pour répondre à une invitation de la Fédération internationale des droits de l'homme, au début de l'été.

D'autre part, le ministère de la justice a demandé que M. Ali-Yahia, qui avait pris le risque de défier des accusés de tous bords lors de procès politiques, soit radié du barreau. Les autorités considèrent, en effet, que sa condamnation en 1985 pour la fondation « illégale » de la Ligue est une peine « infamante » de droit commun.

M. Ali-Yahia souhaite l'annulation d'une campagne d'opinion en faveur des autres membres fondateurs de la Ligue encore derrière les barreaux des prisons d'Algérie, à Berrouaghia et Lambèse où les conditions de détention sont particulièrement difficiles.

J. G.

## TUNISIE

## L'obligation de visa pour la France est tempérée par des aménagements

TUNIS  
De notre correspondant

L'obligation du visa imposée aux Tunisiens se rendant en France intervient dans quelques jours. Mais jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, les voyageurs qui n'auront pu se procurer le visa auprès des autorités consulaires pourront l'obtenir dans les ports, aéroports et postes frontalières français. Les Tunisiens vivant légalement en France depuis plus d'un an (225 000 résidents, dont 50 000 enfants) seront dispensés de cette obligation et pourront circuler librement entre les deux pays, et ceux y effectuant de fréquents séjours, principalement pour raisons professionnelles, auront la possibilité de bénéficier de visas de longue durée de deux ou trois ans.

Ces dispositions ont été annoncées, sans autre précision, par M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires européennes, au terme d'une visite de quelques heures qu'il a effectuée mercredi 8 octobre à Tunis, en compagnie de hauts fonctionnaires de plusieurs départements ministériels.

Après Alger et Rabat, qui avaient été informés des dernières semaines directement par le gouvernement des décisions de Paris, le voyage éclair de M. Bosson revêtait donc surtout un caractère politique et diplomatique.

Le secrétaire d'Etat, qui a rencontré MM. Hedi Mabrout, ministre des affaires étrangères, et Zine el Abidine ben Ali, ministre de l'intérieur, a déclaré que les formules arrêtées pour les ressortissants tunisiens avaient été mises au point avec l'« aide efficace » des autorités tunisiennes et « dans un esprit de grande compréhension et d'amitié », afin que rien ne vienne altérer la qualité des relations franco-tunisiennes et diminuer le flux habituel de voyageurs (320 000 sorties annuelles de Tunisie) vers la France. Outre la « grande compréhension » des dirigeants tunisiens, M. Bosson a tenu à souligner aussi leur « tristesse » à la suite des actions terroristes menées récemment à Paris et que Tunis a condamnées sans équivoque.

M. Bosson a indiqué que des conversations se poursuivaient encore avec Alger et Rabat et que des formules analogues à celles retenues avec Tunis seront rapidement adoptées.

MICHEL DEURÉ.

## Le porte-parole du département d'Etat a démissionné

Washington (AFP). — Le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, a démissionné, mercredi 8 octobre, pour marquer son désaccord avec la campagne de désinformation sur la Libye qu'aurait menée le gouvernement américain. M. Kalb s'est pourtant refusé à dire qu'une telle campagne a bien été menée par Washington — ce que nient les responsables américains, le président Reagan en tête, — mais il a paru en confirmer implicitement l'existence en présentant sa démission.

An cours d'une brève conférence de presse convoquée pour expliquer sa décision, qui a surpris les observateurs à la veille du sommet de Reykjavik, M. Kalb a souligné qu'il ne souhaitait pas, en agissant ainsi, marquer son désaccord avec le secrétaire d'Etat George Shultz, « un monument d'intégrité et de crédibilité », mais avec le programme de désinformation tel qu'il a été rapporté par la presse. Il a refusé de dire si le département d'Etat avait été mêlé à cette campagne. « Je ne lance aucune accusation », a-t-il déclaré.

Ancien journaliste, M. Kalb a rappelé qu'une controverse s'est fait jour sur la « crédibilité » du gouvernement américain à la suite de la publication d'informations sur un mémorandum du Conseil national de sécurité (NSC) portant sur un programme de désinformation de la presse américaine et étrangère concernant la Libye.

Le Washington Post avait affirmé, la semaine dernière, que le gouvernement avait délibérément organisé des fuites d'informations mensongères sur une recrudescence des activités terroristes libyennes, pour « déstabiliser » le leader libyen en le convaincant que Washington préparait un second raid contre lui.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Le Congrès a décidé, mercredi 8 octobre, d'enquêter sur l'existence de liens entre le gouvernement des Etats-Unis et la mission qu'effectuait l'appareil abattu dimanche dernier par la défense nicaraguayenne avec à son bord une cargaison d'armes, trois ressortissants américains et un latino-américain de nationalité encore incertaine.

Pour les autorités de Managua, la preuve est maintenant faite d'une « participation ouverte des Etats-Unis à une guerre d'agression contre le Nicaragua ». Pour les autorités américaines, ce vol n'avait, en revanche, rien d'une mission officielle, mais relevait d'initiatives individuelles prises sans soutien gouvernemental.

Sur le fond, la thèse de Washington paraît difficile à accepter sans un grand scepticisme. L'appareil abattu (apparemment un C-123) avait, en effet, décollé d'un aéroport militaire du Salvador, et l'on imagine mal que cette facilité ait pu lui être accordée sans qu'il y ait eu, d'une manière ou d'une autre, feu vert des Etats-Unis. D'autre part, William Cooper et Wallace Sawyer, les deux Américains tués dans la chute de cet avion de transport abondamment utilisé au Vietnam, ont — à une époque au moins — travaillé pour la CIA.

Enfin, l'unique survivant, Eugène Hasenfus, quarante-cinq ans, et aujourd'hui prisonnier de l'armée nicaraguayenne, a servi cinq ans dans les « marines », dont il est colonel, et si l'on affirme dans les milieux officiels qu'il n'est plus militaire d'active, on n'a jamais été employé par la CIA, certains de ses

## CHILI

## Membre de la junte, le général Matthei souhaite « une transition pacifique vers une démocratie complète »

Santiago. — Dans l'opposition comme au sein de la junte, il y a une prise de conscience sur le fait que la Constitution actuelle, qui a été affirmée mardi 7 octobre le général Fernando Matthei, commandant des forces armées du Chili et membre de la junte. Evoquant les critiques récentes avancées par les Etats-Unis sur la prolongation du régime militaire, le général a aussi estimé que « les souhaits du président Reagan et ceux des Chiliens sont les mêmes, dans le sens où nous voulons une transition pacifique, organisée, la plus vite possible, vers une démocratie complète ».

Cette déclaration du commandant des forces armées, si elle n'est pas la première d'un homme connu pour ses positions en faveur d'une dialogue avec l'opposition (le Monde du 9 octobre), aborde pourtant la possibilité d'une modification de certains articles de la Constitution en vigueur depuis 1980, sans toutefois préciser quels points précis pourraient être discutés. Cette prise

de position intervient au moment où le général Pinochet vient de nommer un nouveau représentant de l'armée dans la junte de gouvernement, le général Humberto Gordon Rabino, qui remplace le général Julio Cesar Robert. Le nouveau représentant, âgé de cinquante-neuf ans, est l'actuel directeur de la police secrète (CNI). — (AFP, AP.)

(Ces deux événements contradictoires viennent renforcer l'impression de division qui règne au sein de la junte. Les déclarations du général Matthei insistent toutefois l'ouverture d'une possible dialogue avec l'opposition. La nomination au sein de la junte du général Gordon Rabino, en revanche, le secteur « dur » du régime. Le CNI, que dirige le général Gordon, est, en effet, le service de police le plus fidèle au chef de l'Etat. Cette dernière a une mission beaucoup plus radicale vis-à-vis de l'opposition que la police régulière (le Service des investigations), dirigée par le colonel Parada. La lutte qui oppose les deux services policiers s'est récemment tournée en faveur du général Gordon.)

## A TRAVERS LE MONDE

## République dominicaine

## Le président Balaguer destitue le ministre de la défense et plusieurs hauts responsables

Saint-Domingue. — Le nouveau président de la République dominicaine, M. Joaquín Balaguer, a destitué, mercredi 8 octobre, son ministre de la défense, les chefs de la marine et de la sécurité d'Etat et vingt-trois autres officiers supérieurs, en leur reprochant leur passivité devant des méfaits dont se sont rendus coupables les forces armées. Dès le début de son mandat, le 16 août dernier, M. Balaguer (soixante-deux ans, conservateur) avait exigé la fin des abus dans la répression, rappelle le communiqué de la présidence. En dépit de cet appel, un homme, soupçonné d'être un passeur clandestin, Julian Urena, a été étranglé dans une cellule de la marine, dimanche dernier, souligne le communiqué.

Selon certaines informations, plusieurs crimes ont été signalés ces dernières semaines dans diverses angoisses militaires, sans que la hiérarchie de l'armée ait fait état publiquement du châtiment des coupables.

## « Normalisation » des relations avec Moscou

Le gouvernement soviétique a annoncé, mercredi 8 octobre, qu'il a donné son accord pour une normalisation de ses relations avec l'Union soviétique. Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Andreï Gromyko, a précisé que cette décision fait suite à la rencontre avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, le week-end dernier, à New-York. Les deux protagonistes étaient ainsi convenus de rétablir des relations amicales « pour le profit réciproque des deux peuples ». « Pour notre part, a dit M. Gromyko, nous sommes prêts à normaliser nos relations avec l'Union soviétique (...). Mais il est nécessaire que les deux parties s'abstiennent d'activités hostiles ».

« GABON : décès du général Ba Oumar. — Deux jours de deuil national ont été organisés, samedi 4 et dimanche 5 octobre, à la suite du décès du général Ba Oumar, commandant en chef des forces armées gabonaises et ministre de l'habitat et du logement. Le général venait d'achever une communication devant le conseil des ministres lorsqu'il s'est effondré. (AFP.)

[Agé de soixante ans, le général Ba Oumar avait fait ses études d'officier à l'Ecole d'application des transmissions de Montargis (France). Engagé volontaire au cours de la deuxième guerre mondiale, il s'est trouvé également sur les fronts d'Indochine et d'Algérie. Il a été nommé commandant en chef des forces armées gabonaises en 1976, et ministre de l'habitat et du logement en 1984.]

## ÉTATS-UNIS

## Le Congrès décide d'enquêter sur l'affaire de l'avion abattu au Nicaragua

WASHINGTON  
de notre correspondant

proches ont, en revanche, déclaré à la presse le considérer comme un agent de la centrale.

Il n'est pour autant nullement certain que les enquêtes maintenant ouvertes par le Congrès parviennent à démentir une implication directe de la CIA ou d'un autre service officiel dans cette mission, car des groupes politiques privés avaient effectivement pris le relais de l'Etat américain dans l'appui à la guérilla antisandiniste après que le Congrès eut, en 1984, coupé l'aide militaire aux « combattants de la liberté ».

Mais la loi interdit à des citoyens américains de participer à une action militaire contre des pays avec lesquels les Etats-Unis ne sont pas en guerre. Cet appui était resté discret, avait toujours été présenté comme « humanitaire », mais n'a jamais rien eu de secret. En Floride notamment, où vivent d'importantes colonies d'immigrés latins-américains à l'anticonmuniste militant, les contacts bénéficiaient d'appuis importants, et l'extrême droite leur apporte, dans l'ensemble du pays, un soutien complet.

Souvent citée comme pouvant être liée à la mission du C-123 (ce qu'elle nie), une organisation s'est montrée particulièrement active en ce domaine : le United States Council for World Freedom, basé à Phoenix (Arizona) et fondé en 1981 par le général John Singlaub, soixante-cinq ans, vingt-neuf fois médaillé au cours des combats de la deuxième guerre mondiale, de la Corée et du Vietnam et écarté de l'armée pour avoir publiquement critiqué M. Carter lorsqu'il était président des Etats-Unis.

## Un scandale majeur

Section américaine de la Ligue anticomuniste mondiale, organisation à la dénomination explicite et très liée au régime de Taiwan, le United States Council for World Freedom aurait réussi à réunir plusieurs millions de dollars, en particulier auprès de milliardaires texans, pour aider la guérilla antisandiniste. La carrière du général Singlaub semblait avoir souvent été étroitement liée aux services de renseignement et son activité en faveur des « contras » ne pouvait qu'attirer la sympathie de l'équipe de M. Reagan, la frontière entre l'officiel et le privé est mince. Impossible à tracer politiquement, il y a de fortes chances que, si elle a été violée au point de vue légal, cela ait été fait avec précautions.

Si, toutefois, de solides preuves de véritables complications officielles étaient réunies soit par le Congrès, soit par la presse, c'est tout l'appareil d'Etat, M. Reagan en tête, qui

se trouverait convaincu de mensonge ou de troublante ignorance. Les conséquences, ce qui deviendrait à ce moment-là un scandale majeur, pourraient être très sérieuses.

Pour l'instant, toutefois, les dirigeants américains semblent peu troublés par cette affaire qu'éclaire presque totalement la préparation du sommet de Reykjavik. Comme on lui demandait, mercredi, s'il approuvait cette aide « privée » aux contras, M. Reagan s'est contenté de répondre que les Etats-Unis étaient un « pays libre dont les citoyens jouissent de beaucoup de libertés ». Quant aux affaires internationales, M. Elliott Abrams, il a estimé que l'aide privée avait maintenu « la résistance (antisandiniste) en vie », que « quelques personnes très courageuses (...) avaient voulu réellement transporter ce matériel au Nicaragua — ce qui semble être le cas avec ce vol. (...) Dieu les bénisse », a ajouté M. Abrams, [car] si ces gens étaient engagés dans cet effort, ils sont alors des héros ».

Quant au porte-parole du département d'Etat, M. Redman, il vivement protesté contre le refus du gouvernement nicaraguayen de laisser les représentants consulaires américains s'entretenir avec M. Hasenfus. Cette attitude, a-t-il déclaré, « conduit à se demander si une ambassade américaine peut normalement fonctionner à Managua ».

Cette interrogation revenait en réalité à agiter la menace d'une rupture des relations diplomatiques, un développement qui aurait en tout cas sa légation au moment où le Congrès s'appareille à voter 100 millions de dollars d'aide aux contras.

BERNARD GUETTA.

## Des responsables d'extrême droite inculpés d'escroquerie

Plusieurs responsables d'un groupe d'extrême droite dirigé par M. Lyndon LaRouche ont été inculpés, mardi 6 octobre, d'escroquerie aux cartes de crédit, et plusieurs centaines d'agents fédéraux ont perquisitionné au quartier général de l'organisation à Leesburg, en Virginie. Dix personnes, trois hommes et sept femmes, ont été arrêtées. Les responsables ont été accusés d'avoir obtenu des cartes de crédit en faussetant des signatures et d'avoir utilisé ces cartes pour acheter des biens et services. Les agents fédéraux ont également saisi des documents et des objets personnels.

(L'organisation de M. LaRouche, liée au Parti ouvrier européen et accusée de néo-nazisme et d'antisémitisme, a été déclarée illégale en Angleterre de trafic de drogue et l'ancien secrétaire d'Etat, Henry Kissinger d'être un agent secret soviétique.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 659572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Robert Benoit-Méty (1944-1969)  
Jacques Ravet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principales sociétés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Robert Benoit-Méty, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wozniak.

Rédacteur en chef :  
Daniel Verne.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde 1986 705-010 le publiciste d'aujourd'hui, compte 3 400 par jour par le Monde  
c/o Speedimex, 45-45 30 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Répondre dans premier vol et  
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimex U.S.A.  
P.R.C., 45-45 30 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 472 F 554 F 1 208 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
487 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 398 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en  
provision : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à notre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapex LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

سكنا من الأول



## Diplomatie

La rencontre de MM. Reagan et Gorbatchev les 11 et 12 octobre à Reykjavik

### La paix des euromissiles ?

(Suite de la première page.)

Alors que M. Gromyko, dans l'espoir d'utiliser le renfort des Européens contre l'initiative de défense stratégique américaine, expliquait qu'aucune réduction d'armements offensifs, même en Europe, n'était possible sans abandon de l'IDS, M. Gorbatchev a accepté que le cas des forces nucléaires intermédiaires (FNI) soit traité à part. Cela facilite d'autant plus la conclusion d'un accord que M. Reagan en devient du même coup un ardent partisan : il se voit offrir en effet la possibilité d'un progrès important sans avoir à concéder quoi que ce soit sur son projet favori.

2) Moscou accepte également de réduire dans des proportions très importantes son arsenal de SS-20, voire d'y renoncer complètement. Cette concession est encore plus spectaculaire si l'on se souvient des efforts et ruses déployés par tous les dirigeants soviétiques, de Brejnev à Tchernomir, pour conserver le maximum de ces fameux engins à trois têtes nucléaires, dont plusieurs centaines (271 selon l'OTAN, 243 selon les Soviétiques) sont basés sur l'Europe. De là à penser que M. Gorbatchev a finalement fait sienne la thèse occidentale selon laquelle ces missiles, symboles du surarmement soviétique et déployés de surcroît en pleine détente, ont constitué une véritable provocation à l'égard de l'Europe occidentale, il n'y a qu'un pas. M. Arbatov, l'ambassadeur de Moscou, ne vient-il pas d'admettre, au cours d'une récente conférence de presse à Helsinki, qu'il « se demande aussi parfois » quel était le but de ce déploiement ?

#### Les forces française et britannique « entre parenthèses »

3) La troisième concession soviétique a consisté à mettre « entre parenthèses » les forces nucléaires française et britannique. A la différence par exemple d'Andropov, qui en décembre 1982 avait placé les SS-20 en strict parallèle avec les missiles de Paris et de Londres, M. Gorbatchev a renoué la vapeur là aussi et fait dépendre leur maintien des seuls Pershing et missiles de croisière déployés depuis 1983 en Europe par les Américains. Le mois dernier, une autre concession, également décisive mais plus discrète, a été faite sur l'exigence de « maintien en l'état » que le numéro un soviétique présentait encore dans son plan du 15 janvier dernier à la France et à la Grande-Bretagne : Moscou ne demande plus à ces deux pays, en tous cas pas pour l'instant, de renoncer aux programmes de modernisation en cours de leurs forces.

Cette nouvelle « avancée » n'a pas été annoncée publiquement ni même, rapporte-t-on, confirmée par les négociateurs soviétiques aux pourparlers de Genève, mais elle s'inscrit dans le cadre de la nouvelle formule d'« accord intermédiaire » avancée par Moscou. Là encore, M. Gorbatchev a fait un pas en direction d'une ancienne proposition américaine en suggérant une formule limitée à la fois dans le temps et sur le fond : on laisserait subsister une partie des missiles américains en Europe en échange d'un nombre également limité de SS-20 à l'ouest de l'Oural. Dès lors, rien ne semble plus s'opposer à la conclusion d'un accord sur les bases acquiescées par M. Reagan : réduction des forces intermédiaires à 100 ogives de chaque côté en Europe, soit autant d'euromissiles américains (contre 372 qui étaient programmés par la décision de l'OTAN de 1979) et 33 SS-20.

#### Combien de SS-20 en Asie ?

Plus d'obstacles majeurs à un accord donc, mais tout de même quelques détails encombrants, et d'abord à propos de l'arsenal asiatique. Encore aujourd'hui, Moscou insiste pour conserver ses 171 SS-20 à l'est de l'Oural et offre tout au plus de les geler à leur niveau actuel. Les Etats-Unis exigent au contraire la réduction de cet arsenal à 100 ogives, comme en Europe, et le droit de maintenir en compensation (pour le moment, aucun armement américain équivalent aux SS-20 soviétiques n'existe dans la région Asio-Pacifique) 100 missiles intermédiaires sur leur territoire.

En second lieu, Washington demande, sous la pression notamment des Allemands, que les forces nucléaires à courte portée soient incluses ou au moins mentionnées dans un accord dès son stade initial, alors que les Soviétiques préfèrent

traiter ce problème dans le cadre de l'accord définitif qui suivra l'accord intermédiaire. Il s'agit de quelques centaines d'ogives nucléaires portées par les missiles SS-21, 22 et 23 développés ou déployés actuellement par l'URSS et portant à moins de 1 000 km : ce n'est pas une portée « intermédiaire », mais bien suffisante pour couvrir toute l'Allemagne fédérale à partir de la RDA ou de la Tchécoslovaquie.

Enfin, même si tout cela est réglé, il restera à s'entendre sur des mesures de contrôle. Or les Américains ont déjà fait savoir que le dis-

quant à la France, ses responsabilités ont été sur tous les tons ces dernières années que leur objectif était de « parvenir à l'équilibre au plus bas niveau possible ». Ils ne peuvent donc guère objecter eux non plus à l'arrangement qui se prépare. Ils semblent pourtant éprouver la même morosité, d'autant que le problème de la force française de dissuasion, de son décompte dans la négociation et des contraintes qui pourraient être imposées à sa modernisation ne saurait être considéré comme évacué. Les Soviétiques acceptent certes de le mettre entre parenthèses, mais seulement pour la durée de l'accord intermédiaire envisagé : un délai qui pourrait ne pas excéder deux à trois ans selon certaines indications. Au-delà, notamment pour la conclusion d'un accord définitif, Moscou reviendra à la charge.

Or si Paris dispose dans quelques années, comme le prévoit le programme de modernisation, de quelque cinq cents charges nucléaires face à cent ogives de SS-20 seulement, M. Gorbatchev aura beau jeu de dénoncer la « disproportion » créée dans l'autre sens et de montrer du doigt la France comme le pays qui, non seulement empêche la conclusion d'un accord durable de désarmement en Europe, mais est la cause d'un éventuel retour en force des SS-20 à l'ouest de l'Oural.

C'est en fait pas encore là, mais c'est bien parce que M. Gorbatchev a senti les réticences des alliés des Etats-Unis sur tous ces points, de même que celles des techniciens chargés des négociations au sein des grandes administrations américaines (département d'Etat et Pentagone), qu'il a souhaité rencontrer M. Reagan en tête à tête à Reykjavik. Il espère que ce dernier, souhaitant une percée qui conduira à la signature d'un accord et à un « vrai » sommet aux Etats-Unis, surmontera les réticences de son entourage et donnera les directives nécessaires.

#### Pas de progrès sur l'IDS

Les autres dossiers du désarmement sont beaucoup moins prometteurs. Sur les arsenaux stratégiques des deux Grands, les deux Grands ne sont d'accord jusqu'à présent que sur le principe d'une réduction de 30 % (le chiffre de 50 % avancé par M. Gorbatchev il y a un an à Genève a été ramené par lui à des proportions plus modestes, précisément, expliquant qu'il n'y avait pas de quoi compenser les « sacrifices » consentis par l'ensemble européen). Mais les modalités n'en sont pas définies, et tout ce dossier reste lié à celui de l'initiative de défense stratégique : sans accord pour limiter ou limiter l'IDS, Moscou ne consentira à aucune réduction de son arsenal.

Des pas ont sans doute été accomplis pour surmonter cette contradiction fondamentale : entre les quinze ans que demande M. Gorbatchev pour un « verrouillage » du traité ABM de 1972 et les sept ans et demi (cinq ans d'observation garantie du traité, deux ans de négociation et six mois de préavis avant sa dénonciation en cas d'échec), le fossé n'est pas infranchissable.

Mais même s'il n'est pas franchi, on peut se demander si Moscou est toujours aussi pressé d'obtenir un résultat sur ce point. Sachant que l'IDS se heurte à de sérieux obstacles au Congrès, que les recherches menées dans le cadre de ce programme sont d'ores et déjà ralenties et que sa conception initiale sera presque certainement modifiée après le départ de M. Reagan de la Maison Blanche dans un peu plus de deux ans, M. Gorbatchev a moins d'intérêt à troquer d'importants sacrifices sur son armement offensif contre des concessions américaines arrachées aujourd'hui au forceps, mais qui viendront peut-être d'elles-mêmes dans quelques années. D'autant que la recherche soviétique en matière de lasers, de faisceaux de particules et d'électronique militaire a reçu un sérieux coup de froid depuis son arrivée aux affaires.

Chacun pour ses raisons donc, les deux Grands peuvent considérer qu'il est urgent d'attendre. Le dossier des armements stratégiques centraux et de l'IDS sera très certainement discuté à Reykjavik, mais sans grand résultat et sans plus que cette impasse soit considérée comme un drame. Un motif de plus en tout cas pour les deux parties de chercher à concrétiser leur rapprochement sur le sujet plus « facile » des euromissiles.

MICHEL TATU.

### Six régiments soviétiques doivent être rapatriés d'Afghanistan dans la deuxième quinzaine d'octobre

Le retrait d'Afghanistan, annoncé officiellement à Moscou, de six régiments soviétiques, dans la deuxième quinzaine d'octobre a été qualifié de « ruse élaborée » par M. Caspar Weinberger, secrétaire américain à la défense, en visite officielle à Pékin, où il a remis à M. Deng Xiaoping, ce jeudi 9 octobre, un message de M. Reagan. M. Weinberger a affirmé que l'URSS avait envoyé récemment deux régiments en Afghanistan dans le seul but de les en retirer ultérieurement.

M. Weinberger, qui a également rencontré, pendant son séjour à Pékin, le premier ministre,

le ministre des affaires étrangères et le ministre de la défense chinois, quitte Pékin, samedi, pour l'Inde, où il sera le premier secrétaire américain à la défense en visite officielle.

D'autre part, le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Shahabzada Yaqub Khan, a affirmé mercredi que son gouvernement était en contact avec Moscou pour rechercher « une solution rapide au problème afghan », parallèlement aux négociations « indirectes », menées sous l'égide de l'ONU entre Kaboul et Islamabad, dont la relance est annoncée pour le mi-novembre.

### L'art de préparer un sommet

MOSCOU  
de notre correspondant

Les Soviétiques savent désormais préparer un sommet, fit-il intermédiaire. Tandis que, à Reykjavik, les spécialistes des relations publiques envoyés en éclaireurs tenaient, dès mercredi, un premier « briefing » destiné à la presse internationale, le ministère de la défense faisait savoir à Moscou que le retrait, annoncé en juillet par M. Gorbatchev, de six régiments soviétiques d'Afghanistan, commencerait le 15 octobre. Enfin, un citoyen américain, déçu par son pays, apparut à l'occasion, mercredi soir au journal télévisé et déclarait avoir obtenu l'asile politique en Union soviétique, une opération évidemment destinée à contrer avec les moyens du bord les critiques concernant les droits de l'homme en URSS.

Le calendrier de l'évacuation des six régiments (de sept mille cinq cents à huit mille cinq cents hommes au total) n'a pas été laissé au hasard. Le retrait, annoncé le 28 juillet à Vladivostok par M. Gorbatchev, « commencera le 15 octobre et sera achevé au cours du même mois », a indiqué, mercredi, le ministère de la défense. Ces six régiments font partie, selon la formule consacrée, du « contingent militaire soviétique limité qui se trouve provisoirement en République

que démocratique d'Afghanistan à la demande de son gouvernement ». L'information est publiée ce jeudi en première page de la Pravda.

L'Union soviétique est décidée à donner le maximum de retentissement à ce geste de bonne volonté. Une vingtaine de correspondants occidentaux à Moscou ont été invités à se rendre incessamment en Afghanistan. Ce voyage devrait coïncider avec le début du retrait et permettre, immédiatement après le « mini-sommet » de Reykjavik, de faire connaître à l'opinion internationale que l'URSS tient concrètement ses engagements. Les forces soviétiques en Afghanistan sont estimées actuellement à cent vingt mille hommes.

Le ton général de la presse soviétique est l'optimisme. « L'humanité espère que dans la froide Reykjavik, la glace de la « guerre froide » se brisera et que les rapports entre l'URSS et les Etats-Unis se réchaufferont », écrit, mercredi, M. Victor Afanassiev, rédacteur en chef de la Pravda. La plupart des articles rappellent, en outre, poliment, que la rencontre de Reykjavik « ne se substitue pas » à celle qui reste prévue aux Etats-Unis.

Mais le leitmotiv est une interrogation sur les intentions de M. Reagan : « Quels messages apporte-t-il à Reykjavik le président américain ? », se demandent, ce jeudi, les deux envoyés spéciaux de la Pravda. La crainte, partout exprimée, est que le chef de l'exécutif américain se refuse à une discussion approfondie sur les deux grands dossiers que les Soviétiques jugent prioritaires : les essais nucléaires et la « guerre des étoiles ».

#### Le cas Lokshin

En ce qui concerne les droits de l'homme, une idée semble faire son chemin : il s'agit de proclamer une sorte de symétrie avec l'Ouest. Les diplomates occidentaux chargés des « cas humanitaires » en font l'expérience depuis plusieurs semaines. Dès qu'ils ont fini d'énumérer des noms et de présenter leurs arguments, leur vis-à-vis soviétique soulève à son tour un certain nombre d'affaires concernant par exemple des enfants nés en URSS, qui habitent désormais en Occident, mais dont un des parents, resté en Union soviétique, réclame la garde, etc.

L'interview donnée mercredi soir à la télévision par M. Arnold Lokshin, un biochimiste américain de quarante-sept ans, qui a obtenu l'asile politique en URSS va dans le sens de cette symétrie tant recherchée actuellement par les Soviétiques. M. Lokshin s'estime persécuté en raison de ses opinions pacifistes et de son hostilité à la politique de M. Reagan, à Houston (Texas), où il travaillait dans un laboratoire de recherche sur le cancer. Il a donc émigré en URSS avec sa femme et leurs trois enfants et

décidé d'apprendre le russe. Se souvenant sans doute du célèbre livre du transfuge soviétique Kravtchenko, publié à la fin des années 40, Tass titre la dépêche qui lui est consacrée : « Arnold Lokshin : J'ai choisi la liberté ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

#### UNESCO

### Le conseil exécutif a choisi un proche de M. Chirac comme directeur général adjoint

M. Michel de Bonnecoeur, ancien collaborateur de MM. Chirac et Barre, actuel et ancien premiers ministres, n'est choisi, mercredi 8 octobre, par le conseil exécutif de l'UNESCO pour occuper le poste de directeur général adjoint de cette organisation. Cette décision devrait être avalisée dans quelques jours par le directeur général, M. M'bow, lequel a décidé de ne pas briguer un troisième mandat à la tête de l'Organisation (le Monde du 8 octobre).

En juin, la révélation d'une lettre de M. Chirac recommandant au directeur général de faciliter la nomination de M. de Bonnecoeur avait défrayé la chronique place de Fontenay (le Monde du 4 juin). Alors que M. M'bow se montrait toujours décidé à briser un troisième mandat, la demande pressante de Maitgnon avait fait craindre aux partisans d'un changement à la tête de l'UNESCO que Paris, en agissant ainsi, n'aliène un peu sa liberté de choix lors de l'échéance de 1987.

Le conseil exécutif a, en outre, approuvé mercredi un budget de 2,3 milliards de francs pour 1988-1989, ce montant ne devant être définitivement confirmé que lors de la conférence générale d'octobre 1987 qui donnera également un successeur à M. M'bow.

[Né en 1940, diplômé de l'Ecole nationale d'administration (ENA), M. de Bonnecoeur est actuellement conseiller des affaires étrangères à la direction économique et financière du Quai d'Orsay ; il a servi en Afrique et a notamment dirigé de 1978 à 1982 la mission de coopération française à Dakar, au Sénégal, d'où est originaire M. M'bow.]

## LE DROIT DE COMPRENDRE

Le droit de comprendre, c'est pouvoir utiliser facilement les notions de synthèse essentielles à la réussite universitaire ou professionnelle.

Indispensables aux besoins de chacun, les 30 précis Dalloz sont constamment actualisés au fil des révisions par les professeurs spécialistes du thème traité.

LES PRECIS DALLOZ - ACCESSIBLES - COMPLETS - INDISPENSABLES



## Proche-Orient

La visite du premier ministre israélien à Paris

## Un geste d'amitié

C'est un geste qui est autant apprécié à l'Élysée qu'à Matignon: à la veille de quitter le pouvoir, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a tenu à manifester le prix qu'il attachait aux relations franco-israéliennes en faisant à Paris son dernier déplacement de chef de gouvernement à l'étranger. Mais c'est aussi le prétexte qu'ont invoqué les terroristes pour renouveler leur chantage, menaçant d'assassiner un des otages français du Liban, Jean-Paul Kautzman, durant la visite à Paris du premier ministre israélien. Arrivé mercredi 8 octobre, ce dernier, à l'issue d'un entretien avec M. Chirac et d'un dîner offert en son honneur par M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, s'est félicité de la « fermeté » de la France face au terrorisme. « Le gouvernement français, a-t-il dit, a pris les mesures nécessaires, dans un cadre démocratique, pour stopper les menaces terroristes ».

M. Pérès devait s'entretenir ce jeudi avec M. Mitterrand, ami de longue date, avant de regagner Jérusalem, vendredi, pour y présenter la démission de son cabinet. Conformément aux accords d'alternance conclus en 1984 entre les deux grands partis israéliens, le ministre

des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, va prendre la direction du gouvernement. M. Pérès, qui deviendra ministre des affaires étrangères, entend continuer à s'entretenir régulièrement avec les responsables français des grands sujets d'intérêt commun: terrorisme, situation au sud du Liban, perspectives de relance d'une éventuelle négociation de paix au Proche-Orient.

Il n'y a pas de résultats particuliers à attendre de cette visite. M. Pérès a dit lui-même qu'en se rendant à Paris au terme de son mandat, il souhaitait simplement témoigner des « très bonnes relations » encore illustrées tout récemment par la collaboration des services de renseignements des deux pays lors de la vague d'attentats à Paris.

Le seul véritable point de friction porte sur le Liban. Lors du récent débat lancé par la France aux Nations unies sur l'avenir de la FINUL, Israël n'a guère apprécié de se retrouver en position d'accusé pour son refus d'évacuer totalement ses troupes jusqu'à la frontière israélo-libanaise, comme le demande Paris. Si les « casques bleus » de la FINUL, et particulièrement ceux

appartenant au contingent français, causaient le feu des extrémistes chiites pro-iraniens, dit-on à Jérusalem, ce n'est pas la faute d'Israël. L'Etat hébreu, fait-on valoir, ne se maintient dans la zone dite de « sécurité » le long de la frontière que pour empêcher les infiltrations de commandos extrémistes — que la FINUL s'est révélée impuissante à interdire. Ce n'est pas le déploiement de la FINUL le long de la frontière, soutient par la France, qui fournit à Israël des garanties de sécurité suffisantes ni n'empêchera les miliciens chiites de poursuivre le harcèlement des « casques bleus », affirmant encore les Israéliens.

Au cours de cette visite, M. Pérès devait aussi assister jeudi soir à un cérémonial à Versailles pour le centenaire de la naissance de David Ben Gourion, père fondateur d'Israël, dont le premier ministre fut un proche collaborateur.

AL. Fr.

« Le Monde » consacrera samedi (numéro daté 12-13 octobre) sa page « Dates » à David Ben Gourion

## Le conflit du Golfe

## Le Conseil de sécurité lance un nouvel appel au cessez-le-feu

NEW-YORK de notre correspondant

Convoqué, vendredi 3 octobre, à la demande du groupe arabe, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité mercredi une résolution proche de la précédente (582), consa-

crée en février dernier au conflit du Golfe, alors qu'on s'attendait généralement à un durcissement de son attitude à l'égard de Téhéran.

La nouvelle résolution, adoptée sous le numéro 589, maintient le reproche fait à Bagdad d'avoir été à l'origine du conflit et celui adressé à Téhéran de refuser la négociation

d'une paix honorable. Les deux parties sont donc priées de cesser les combats, de retirer leurs forces armées sur les frontières reconnues et de s'en remettre au Conseil de sécurité pour le règlement d'ensemble.

La seule différence porte sur la mission confiée au secrétaire général, de soumettre un rapport sur l'application des deux résolutions d'ici au 30 novembre. On pense que la secrétaire générale adjointe chargée des affaires politiques spéciales, M. Diego Cordovez, se rendra dans la région au début du mois prochain.

G.L.

## Libye

## Le colonel Kadhafi menace l'Italie

Le colonel Kadhafi s'en est pris violemment, mardi soir 7 octobre, à l'Italie, l'accusant d'être « l'ennemi numéro un » de la Libye et affirmant que celle-ci sera « une base pour la jeunesse et le peuple libyens afin de libérer l'Italie de la mainmise américaine ».

Le colonel Kadhafi, qui s'exprimait à l'occasion des festivités qui se déroulent autour du golfe de Syrte, à l'occasion du seizième anniversaire du départ des derniers colons italiens, a menacé de « lancer contre l'Italie toute sorte d'opérations militaires, au cas où les forces armées américaines prendraient le territoire italien comme point de départ

pour une [nouvelle] agression, contre la Libye ».

« L'Italie représente un danger réel (pour la Libye) et constitue une base pour le terrorisme d'Etat américain (...). Malgré les bonnes attitudes adoptées par ce pays à l'égard des causes arabes et en dépit du fait que nous avons des amis au niveau officiel, le peuple libyen est exploité par les institutions capitalistes et par l'Amérique. Les Italiens ont besoin d'un nouveau Garibaldi pour les libérer des bases américaines et la Libye sera une base pour la jeunesse et le peuple libyens afin de libérer l'Italie de la mainmise américaine », a-t-il déclaré.

## Asie

## INDONÉSIE

## Confirmation officielle de l'exécution de neuf anciens dirigeants communistes

Djakarta. — L'exécution « récente » de neuf anciens dirigeants communistes indonésiens (le Monde du 8 octobre) a été confirmée, mercredi 8 octobre, par l'agence de presse indonésienne Antara, citant un porte-parole des forces armées. Selon le général Piter Damatik, Abdullah Alihamy, Bono, Amar Hanafiah, Sam Kamaruzaman, Kamil, Sudiono, Supono,

Tamuri Hidayat et Wiroatmodjo ont « été exécutés récemment et ont pu revoir leur famille avant leur mort ». Les neuf anciens responsables communistes ont été « enterrés selon les rites de leur religion respective », précise Antara.

L'exécution de cinq d'entre eux, Hidayat, Alihamy, Hanafiah, Kamil et Wiroatmodjo, condamnés à mort pour avoir été impliqués en 1965 dans une tentative de coup d'Etat attribué aux communistes, avait déjà été annoncée par l'organisation Amnesty International. Un porte-parole de l'organisation humanitaire à La Haye a, d'autre part, déclaré que douze prisonniers condamnés à mort en Indonésie, dont il n'a pas été en mesure de dire les noms, avaient été graciés, leur peine étant commuée en prison à vie. Selon les infor-

mations d'Amnesty International, d'autres prisonniers sont menacés d'exécution, a conclu le porte-parole. — (AFP.)

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a adressé une lettre au président de la République, le mercredi 8 octobre, dans laquelle il lui reproche — sans autre précision — d'avoir « trahi » sur les droits de l'homme en Indonésie lors de son récent voyage officiel dans ce pays et lui demande de faire entendre sa voix pour obtenir la grâce des condamnés à mort encore emprisonnés. M. Marchais, qui écrit en sa qualité de président du comité de défense des libertés et des droits de l'homme, dit à l'adresse de M. Mitterrand: « Le sang des partisans de la liberté coule en Indonésie. Il peut encore couler. Et vous ne dites rien, ne faites rien... »

## OU DÉJEUNER CONTACT ?...

Chez VAGENENDE 1900. Décor et raffinement cuisine garantis Belle Époque, mais services « affaires » à la carte. Ainsi, le téléphone qui arrive directement sur votre table



pour vous permettre de garder le contact et de faciliter vos rendez-vous en toute décontraction. Sans des réalités oblige...

Vagenende 1900  
La Brasserie du Président  
Tous les jours jusqu'à 1 h du matin.

142, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris  
Téléphone (1) 43 26 68 18

## Europe

RFA

## Symbole de la contestation antinucléaire la centrale de Brokdorf est entrée en service

BONN de notre correspondant

La centrale nucléaire de Brokdorf, symbole de la contestation antinucléaire, a été mise en service mardi 7 octobre dans le Schleswig-Holstein. C'est la première centrale à entrer en service depuis la catastrophe de Tchernobyl. Près de dix mille personnes ont assisté manifestant dans les rues de Hambourg, où des groupes de casseurs ont saccagé plusieurs magasins.

Après la catastrophe de Tchernobyl, le gouvernement chrétien-démocrate du Schleswig-Holstein avait exigé un nouvel examen de sécurité qui avait retardé encore une fois la mise en route de la centrale de quatre mois. Il est vrai que la

firme exploitante, la compagnie Preussa Elektra, n'était plus à cela près.

Commencés en 1974, les travaux de construction avaient dû être suspendus de 1976 à 1980, en raison de l'opposition que suscitait la centrale. En février 1981, le site de Brokdorf avait été le théâtre d'une impressionnante manifestation antinucléaire rassemblant plus de cent mille personnes. D'autres manifestations ont été organisées par la suite, et les affrontements avec la police ont été souvent violents. Le mouvement antinucléaire a reporté son attention cette année sur le centre de retraitement de Wackersdorf et la centrale française de Cattenom, proche de la frontière lorraine. Mais trente mille personnes avaient

encore manifesté à Brokdorf le 7 juin.

Brokdorf est la vingt et unième centrale nucléaire ouest-allemande. Sa mise en service traduit la détermination du gouvernement de poursuivre son programme. Dans un rapport au Bundestag, le ministre de l'environnement, M. Wallmann, avait indiqué lundi que deux cent trente-neuf incidents avaient été signalés l'année dernière dans les centrales, dont vingt-deux avaient provoqué des procédures d'arrêt d'urgence. Ces incidents n'ont cependant à aucun moment, selon M. Wallmann, présenté de véritable danger ni remis en cause la sécurité de l'énergie nucléaire en RFA.

HENRI DE BRESSON.

## POLOGNE

## MM. Bujak et Michnik reçoivent le prix Robert-Kennedy des droits de l'homme

MM. Zbigniew Bujak et Adam Michnik ont annoncé, mercredi 8 octobre à Varsovie, qu'ils avaient été choisis pour recevoir le prix Robert-Kennedy des droits de l'homme (l'an dernier le prix avait été décerné à M<sup>me</sup> Winnie Mandela, l'épouse du militant noir sud-africain). M. Zbigniew Bujak — qui est actuellement membre du nouveau « Conseil provisoire » de la solidarité, après avoir été responsable du syndicat pour la région de Varsovie, puis membre de la direction clandestine du mouvement, a fait savoir qu'il comptait consacrer le montant du prix (40 000 dollars) à l'achat de matériel médical pour le dispensaire de l'usine de tracteurs d'Ursus. Il a, par la même occasion, annoncé que la direction de l'entreprise, où il a longtemps travaillé et milité, avait refusé de le rembourser.

Quant à l'historien Adam Michnik, il a l'intention d'utiliser le montant du prix au financement de livres consacrés aux droits de l'homme. Les deux lauréats ont exclu de se rendre aux États-Unis pour la remise du prix, le 20 novem-

bre, même s'ils étaient autorisés à le faire.

Interrogés à propos de la réaction totalement négative, jusqu'à présent, des autorités à la nouvelle offre de dialogue avancée par les dirigeants de la Solidarité, M. Adam Michnik a répondu: « Nous sommes patients. Nous n'avons pas peur de retourner en prison. Tout ou rien, le pouvoir devra tenir compte de la réalité et admettre que Solidarité vit et qu'il n'est impossible de détruire ce mouvement ».

Deux jours plus tôt, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, avait déclaré que des hommes comme Walecia et Bujak avaient l'« intérieur de la guêpe noire » (une allusion à la manière dont les « spécialistes » recommandent les chiens méchants), ajoutant qu'il était exclu que des hommes comme eux puissent « vouloir collaborer sincèrement avec les autorités de la Pologne populaire pour le bien du pays ».

En Haute-Silésie, la création d'un conseil régional provisoire du syndicat (comme il en existe déjà un pour

la région de Varsovie) a été annoncée mardi 7 octobre. Il comprend huit membres, parmi lesquels M. Tadeusz Jedynek, ancien membre de la direction clandestine, tout récemment libéré en prison. Par contre, M. Andrzej Gorczy, qui était le dernier en date des représentants de la Haute-Silésie au sein de la direction clandestine, or qui a échappé à l'arrestation, ne figure pas dans le nouveau conseil.

Une délégation des syndicats officiels polonais a fait une visite en Autriche, du 5 au 8 octobre, sur l'invitation du président de la Confédération autrichienne des syndicats (OeGB), M. Anton Benya. C'est la première fois qu'un syndicat d'un pays démocratique invite une délégation des syndicats mis en place par les autorités après l'interdiction de Solidarité en date des organisations syndicales qui existaient avant la proclamation de l'état de guerre. Cette invitation a suscité une certaine polémique en Autriche, et la fraction chrétienne de l'OeGB n'a pas participé aux rencontres avec la délégation. — (AFP.)

## YOUgoslavie

## Un citoyen américain condamné à sept ans de prison

Belgrade (AFP). — Un Américain d'origine yougoslave a été condamné, mercredi, à Titograd, à sept ans de prison pour avoir participé aux États-Unis à des manifestations hostiles à la politique de Belgrade envers la petite province autonome du Kosovo, dont la population est albanaise dans sa majorité. L'agence Tanjug a annoncé que M. Pjer Ivezaj, âgé de trente ans, et détenu depuis le 19 août à Titograd, a été reconnu coupable d'« association et activité hostiles à la Yougoslavie ». Le tribunal de Titograd, selon l'agence, a établi que l'accusé s'était affilié en 1978 à l'Organisation étudiante albano-américaine de Detroit (États-Unis), qui regroupe des émigrés albains et yougoslaves et participe à des manifestations en faveur de la création d'une république du Kosovo, manifestations organisées à Detroit. Washington et Chicago.

Bien que naturalisé américain, M. Pjer Ivezaj, un Albain de Yougoslavie originaire de Titograd, est resté aux États-Unis depuis 1972, est présenté comme un citoyen yougoslave par l'agence Tanjug. Aux termes de la législation yougoslave, en effet, quiconque n'a pas expressément renoncé à sa nationalité demeure passible de poursuites dans ce pays.

[Cetle sévère condamnation d'un citoyen américain, établi aux États-Unis depuis son adolescence, et « compatible » d'avoir manifesté sur le territoire américain contre la politique de Belgrade, a suscité une protestation « indignée » du département d'Etat, et de vives réactions à la Chambre des représentants; certains membres du Congrès ont même demandé à l'administration de « couper les vivres » à la Yougoslavie, en lui retirant notamment le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée en matière d'échanges commerciaux. Deux autres citoyens américains d'origine yougoslave sont actuellement détenus en Yougoslavie et n'ont pas été autorisés à rencontrer un diplomate américain.]

## ITALIE

## Un enfant assassiné par la Mafia à Palerme

Palerme (AFP). — Un garçon de onze ans, Claudio Domino, a été assassiné d'une balle dans la tête, mardi 7 octobre à Palerme, probablement parce que sa famille n'a pas voulu collaborer avec la Mafia.

La grand-mère de Claudio possède en effet l'entreprise de nettoyage chargée d'entretenir les locaux du tribunal où se déroule depuis février dernier le grand procès de la Mafia. Selon les enquêteurs, le père de Claudio, qui gère la société, pourrait avoir refusé d'engager des mafiosi parmi ses employés, ou de déposer dans le bâtiment des messages destinés à certains inculpés.

Le garçon était parti chercher du pain à la demande de sa mère, en compagnie de deux amis du quartier de San-Lorenzo. A une centaine de mètres à peine de chez lui, un homme casqué conduisant une puissante moto l'aurait appelé par son prénom à plusieurs reprises. Lorsque Claudio s'est approché, le tueur lui a tiré une balle de pistolet 7,65 dans l'œil, presque à bout portant.

Le père de l'enfant, Antonino Domino, trente-six ans, qui a été victime de plusieurs malaises lors de son interrogatoire par les policiers, affirme n'avoir jamais reçu de menaces ni subi de pressions de la part de la Mafia. Selon lui, l'assassinat de son fils n'est pas lié au fait qu'en juillet dernier son entreprise ait remporté l'appel d'offres pour le nettoyage du tribunal installé dans la prison de l'Ucciardone.

A l'époque, les membres de la famille Domino et ses employés avaient fait l'objet d'une enquête des services de sécurité pour s'assurer qu'aucun d'entre eux n'était lié à la

Mafia. « Dans la salle d'audience, affirmo Antonino Domino, nos employés sont surveillés en permanence par un groupe de carabinieri, et tout contact avec qui ce soit est impossible ».

Malgré ces déclarations, les enquêteurs privilégient pour l'instant la piste de la vengeance, même s'ils n'excluent pas que l'enfant, qui résidait dans un quartier « à haute densité mafieuse », ait pu être le témoin involontaire d'un crime ou d'un épisode « particulier ».

Le meurtre de Claudio Domino a horrifié toute la péninsule. Mercredi après-midi, une manifestation contre la Mafia s'est déroulée à Palerme, à l'appel notamment des trois principaux syndicats italiens. Il y a vingt-cinq ans, dans le même quartier de San-Lorenzo, un garçon de treize ans avait été tué d'une fusillade entre deux clans de la Mafia.

— Publistat

MÉDECINE-PHARMACIE  
Nécessité d'une classe préparatoire

Ne perdez pas de temps à tenter de réussir le concours. Un bac D ou C faible ne suffit plus. Avec le CEPES, du 15 oct. au 15 juin, renforcement des bases scientifiques et large anticipation sur le programme de première année. Professeurs de fac. Succès importants depuis 20 ans. 57, rue Ch.-Lafitte, 92, Neuilly, 47.45.09.19 et 47.22.94.94.

Chez moi, il fait la pluie et le beau temps.

La météo sur Minitel. Météo régionale, météo marine, prévisions complètes.

Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE  
LE MINITEL A TROUVE A QUI PARLER.

هكنا من الأمل

# RENAULT PORTES OUVERTES

## "TOUT" SUR LA GAMME LA PLUS JEUNE D'EUROPE

LES NOUVELLES RENAULT 9 ET LES NOUVELLES RENAULT 11. Des voitures pour rouler à l'extraordinaire, avec leurs calandres larges et agressives, 4 puissants phares à lode intégrés, spoiler avant et becquet arrière ton caisse, deux nouvelles motorisations encore plus performantes. Les nouvelles RENAULT 9 et les nouvelles RENAULT 11, les grandes vedettes des PORTES OUVERTES RENAULT.

\* Version RENAULT 9 et RENAULT 11 TXE et TURBO.

LA NOUVELLE RENAULT 21 NEVADA. Laissez-vous surprendre par cette formidable vue panoramique que vous réserve son immense surface vitrée. A deux, à quatre ou bien à sept, la RENAULT 21 NEVADA vous invite à l'évasion. La RENAULT 21 - 2 Litres injection, la liberté en puissance.

LA SUPERCINQ. Découvrez les 22 versions de la SUPERCINQ et toutes ses qualités qui en font un grand succès: maniable, nerveuse, séduisante et confortable. Une gamme étendue pour tous les usages, essence, turbo ou Diesel, automatique, "société"... La vie ça roule en SUPERCINQ.

## "TOUT" SUR LES FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS

JUSQU'AU 31 OCTOBRE, FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS SUR TOUTES LES RENAULT 87.\*\* Renault Bail vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois.

EXEMPLE:

FINANCEMENTS	RENAULT 9 C	RENAULT 11 TC
Dépôt de garantie égal à l'option d'achat final	(8.040 F)	(8.775 F)
1 <sup>er</sup> loyer majoré	(13.400 F)	(14.625 F)
Soit versement initial de:	21.440 F	23.400 F
59 loyers constants de:	691 F	755 F
Coût total en cas d'acquisition:	62.235 F	67.925 F

Offre valable jusqu'au 31 octobre 1986 sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail S.A., RC Paris B 702.002.221.  
RENAULT 9 C prix clés en main au 01/10/86: 53.600 F millésime 87.  
RENAULT 11 TC, prix clés en main au 01/10/86: 58.500 F millésime 87.  
\*\* Hors véhicules utilitaires.

## "TOUT" A GAGNER

Venez jouer et peut-être gagner la nouvelle RENAULT 9 ou la nouvelle RENAULT 11 ainsi que des milliers de cadeaux dans tout le réseau RENAULT.

RENAULT partenaire elf

DIAC: votre financement.



# TOUT VOIR, DEMANDER ET SAVOIR PENDANT 4 JOURS.

VENEZ TOUS DANS LE RESEAU RENAULT  
DU VENDREDI 10 AU LUNDI 13 OCTOBRE





## La France et le Proche-Orient

(Suite de la première page.)

Les Britanniques ont chassé les Français de Syrie en 1945 : « Si je pouvais, je vous déclarerais la guerre », avait dit alors de Gaulle à l'ambassadeur du roi George VI. Les uns et les autres se sont fait expulser du Levant l'année suivante par les Nations unies. Les Américains les ont obligés en 1955 à quitter l'Égypte, et Suez, un an plus tard, a mis fin au grand rêve de « Bevinistan », ainsi baptisé du nom d'Ernest Bevin, secrétaire travailliste au Foreign Office à l'époque, appelé à prendre au Proche-Orient la relève du défunt empire des Indes. La révolution irakienne de 1958 devait en faire disparaître le dernier pan.

Ce qui manque en réalité au Proche-Orient, c'est, au sens grec, un sens commun, et donc non pas un terme, une structure hégémonique. En Europe, les rivalités des tribus et autres corps sociaux sont contenues par l'existence d'un État dont les arbitres sont à la fois généraux et respectés. Et tout ce qu'on peut légitimement dire de la somnolence de la CEE ne saurait faire oublier que la loi prévaut désormais, dans les rapports entre ses membres, sur la force. À l'Est, la férule soviétique remplit le même rôle, empêchant Hongrois et Roumains, Bulgares et Yougoslaves, Polonais et Tchèques, de s'entre-déchirer.

Mais il n'y a rien de tel au Proche-Orient : rien n'a été substitué aux hégémonies disparues, sinon des ambitions hégémoniques contradictoires, génératrices de conflits. L'Irak, la Syrie, la Libye, Israël, ont tous un moment tenté, ou tentent encore, d'établir, au besoin par les armes, leur paix. Personne n'y a réussi. Les grandes puissances s'en sont mêlées, à leur éphémère manière. Avec pour résultat le chaos actuel, où l'on voit, comme dans la tragédie antique, le sang épouser le sang, échouant jusqu'à notre sol.

Nos cerveaux s'épuisent à chercher à ce désordre des composantes logiques. « La Méditerranée est un tragique théâtre », écrit Camus, qui n'est pas celui des brutes. C'est un immense poids de frustrations, de peurs, de volontés de vengeance, dont il faut tenir compte si l'on veut essayer de comprendre les mobiles de ces hommes, de ces enfants, qui ne paraissent jamais fatigués de tuer. Et c'est tromper soi-même — ou se tromper — que de laisser croire, comme certains orateurs du débat de mardi à l'Assemblée nationale, qu'on fonde à « n'y » qu'à « pour venir à bout du terrible défi que pose le terrorisme oriental ». Le fait est que la France n'a guère cessé depuis quarante ans de patrouiller au Levant, dans une politique qui a de moins en moins les moyens de ses ambitions, et que ses ventes d'armes à tel ou tel belligérant, si elles soulagent ses finances, limitent la réalité du désarmement dont il lui arrive de se prévaloir.

L'objectif légitime des pouvoirs successifs à Paris a été de jouer un rôle, à possible éminent, dans le retour de la paix dans cette partie du monde. De l'avis de tous, sauf, malheureusement, de bon nombre des principaux intéressés, ce retour suppose l'acceptation mutuelle du fait israélien par les Palestiniens et du fait palestinien par Israël. Il faut le répéter sans cesse, y compris en ce jour où l'on célèbre à Paris le cent-

naire du de Gaulle hébraï : ce David Ben Gourion que son exceptionnelle stature vouait, comme il en avait à la fin de sa vie la volonté, à conclure la paix avec ses voisins arabes. Le temps ne lui a pas été laissé, et il a fallu le courage et la clairvoyance d'un Sadat, qui l'a payé de sa vie, pour que, sur un front ou moins, le haché de guerre soit enterré.

Il n'y a pas entre les peuples de haine éternelle. L'Allemagne, en qui des générations de Français ont appris à voir un ennemi héréditaire, est maintenant notre meilleur allié. Un jour viendra sûrement où Juifs et Arabes, qui ont souvent fait bon ménage dans le passé, s'entendront que leurs ancêtres du vingtième siècle se soient si violemment affrontés. Mais rien n'éclaircit aujourd'hui la voie qui pourrait conduire, avec quelque plausibilité, à la restauration de la paix. De part et d'autre, on est encore à exiger du monde extérieur un soutien inconditionnel, décourageant de plus en plus l'effort de médiation dont nombre d'hommes d'État occidentaux, de Gaulle et Kennedy en tête, ont si longtemps rêvé. Et les plus exotiques n'hésitent pas, pour faire prévaloir leurs vues, à prendre des Français d'abord, puis actuellement la France entière, en otage.

Les Français ont rêgé dans l'absence d'un sang-froid et avec dignité au chantage auquel ils se trouvaient exposés. Personne n'a demandé qu'on y cède. La grande majorité de la population reste convaincue qu'il n'est pas nécessaire pour y faire face de renoncer aux règles de l'État de droit. Une lézarde a commencé à se dessiner à l'égard de la loi, mais elle est encore étroite, et les critiques formulées mardi par Valéry Giscard d'Estaing ou Jean-Claude Gaudin à l'égard du premier ministre sont à peine moins nettes que celles du PS.

Il est vrai qu'on a trop parlé, et de manière trop contradictoire, du côté du gouvernement. Il est vrai qu'on a continué à négocier du moins à parler, ici, là et ailleurs, avec les maîtres chanteurs ou leurs intermédiaires, au moment même où l'on répétait qu'il n'était pas question de céder au chantage. Mais qui, parmi ceux qui en France ou à l'étranger ont exercé le pouvoir, est en mesure de donner à Jacques Chirac des leçons sur ce point ?

Ce qui est sûr, c'est que la France ne peut se permettre de se déshonorer à propos d'une menace dont la gravité saute aux yeux. S'il est un domaine où il faut qu'elle ait une politique et qu'elle s'y tienne, c'est bien celui-ci. Et dans cette affaire la Constitution marque clairement que le président de la République et le premier ministre partagent la responsabilité de la définir. Mais ce serait vivre dans une indéfinissable nostalgie de croire que notre pays peut à lui seul, dans cette partie du monde, agir efficacement. C'est toute l'Europe qui devrait, solidement, prendre en charge ce dossier, pour d'une part remonter la chaîne du terrorisme et exercer sur ses commanditaires les pressions nécessaires pour le mettre hors d'état de nuire et d'autre part, remettre sur le métier la toile de Pénélope de la négociation d'ensemble sur le Proche-Orient et profiter de l'évidente lassitude des peuples pour venir enfin à bout de tous les jusqu'au-bourgeois.

ANDRÉ FONTAINE.

## CORRESPONDANCE Culture et terrorisme

M. Jean-François Poquelin, habitant Sfax, en Tunisie, nous adresse la lettre suivante :

Le vendredi 19 septembre, en première page du Monde, dans un article intitulé « La guerre contre qui ? », on pouvait lire : « La Syrie

n'a pas hésité, dans l'espoir de parvenir à ses fins, à organiser l'assassinat de notre ambassadeur à Beyrouth Louis Delamare ».

En parallèle, dans un numéro précédent (le Monde du 18 septem-

bre), l'un de vos journalistes déclarait que le budget culturel du Quai d'Orsay serait en augmentation. Il dénonçait rétrospectivement, avec quelques-uns de nos diplomates, la « clochardisation » qui menaçait nos institutions culturelles à l'étranger, depuis déjà dix ans. Or, durant cette période difficile, nos responsables politiques ont pourtant décidé de consacrer des moyens considérables à la construction d'un centre culturel à Damas !

En annonçant l'inauguration prochaine de ce bâtiment, « aux dimensions sans précédent », doit-on simplement se féliciter du renforcement de notre dispositif culturel et, partant, de notre influence, sans s'interroger sur la signification de ce choix dans un pays à tout le moins suspect ? (Quand il est accusé de soutenir directement l'action des terroristes et d'agir contre les intérêts français dans la région). (—)

## M. LAJOINIE (PC) : à qui profite le crime ?

Premier intervenant, M. André Lajoinie, président du groupe communiste, dénonce le terrorisme, mais explique qu'il ne faut pas le confondre avec la lutte des Noirs d'Afrique

## Le débat à l'assemblée M. Jacques Chirac face aux critiques de et aux questions de M. Lionel

Le débat sur le terrorisme organisé le mercredi 8 octobre à l'Assemblée nationale a montré que le « consensus » des forces politiques sur ce problème n'existe plus. M. Jacques Chirac a rappelé, sans les modifier, les positions de son gouvernement : la France ne cédera pas au chantage, ne modifiera pas sa politique étrangère, et rien, dans l'état actuel du dossier, ne permet de prouver qu'un État a soutenu ou aidé les poseurs de bombes. En revanche M. Jean-Claude Gaudin, porte-parole de l'UDF, a certes apporté son soutien au gouvernement, mais en soulignant que soient nommément accusés les États « subversifs » et que la France reconstruise les rapports qu'elle pourrait avoir avec ceux-ci. En clair, M. Gaudin a soumis le premier ministre à choisir son camp, de désigner ses « ennemis ». Absent de

M. Jacques Chirac parle d'« une guerre sans frontières ni village » et rappelle que, de décembre 1985 à février 1986, « des actes de même nature » ont été commis. Il dit que « vouloir soustraire à la justice française des hommes qui se sont rendus coupables de crimes ou de délits sur notre territoire revient à porter atteinte à l'indépendance des juges ». Puis il évoque les mesures prises par la nouvelle majorité, notamment le vote, cet été, de la loi sur le terrorisme et le rétablissement des visas, « approuvés par la plupart des hommes qui se sont rendus coupables de crimes ou de délits sur notre territoire ». Il annonce qu'il est « communié à porter leurs fruits » et que les récentes arrestations de terroristes, même si ces derniers sont sans lien avec les derniers attentats, prouvent « que les terroristes ne sauraient défigurer durablement et impunément l'action de la police ».

Le premier ministre affirme que « tout laisse à penser que les auteurs [des récentes attentats] ont pu bénéficier d'une complicité active en France ». En revanche, ajoute-t-il, « il n'y a pas de lien » — j'y insiste — rien ne permet d'affirmer qu'un État étranger serait impliqué dans ces événements tragiques (—). « Le gouvernement n'a pas changé de politique et ne pratique pas le double langage (—). Aucun compromis n'est possible avec les terroristes (—). Aucune discussion ne peut avoir lieu avec eux ». Il explique son voyage de M. Aurillac à Damas et les contacts « qu'il a pu avoir [sa demande M. Pandaud] ne cherchaient qu'à faire passer le message de fermeté aux États, services, groupes et groupuscules concernés ».

Mais M. Chirac menace : « Si la preuve était apportée que certains États, ou certains services dépendant d'eux, ont apporté leur soutien, direct ou indirect, à des actions terroristes perpétrées sur notre territoire ou contre les intérêts français, ou encore leur complicité active aux terroristes, le gouvernement en tirerait toutes les conséquences ». Il a donc des moyens de mettre en œuvre des mesures de rétorsion qui s'imposent.

Le premier ministre conclut en désignant ceux qui se livrent « à des amalgames pour alimenter des courants racistes et xénophobes », en affirmant que la lutte contre le terrorisme n'implique « aucun renoncement aux règles d'un État de droit », que la politique extérieure de la France « ne lui sera dictée par personne, pas même sous la menace de bombes » et en demandant que « le pays demeure uni et solidaire ».

## M. LAJOINIE (PC) : à qui profite le crime ?

Premier intervenant, M. André Lajoinie, président du groupe communiste, dénonce le terrorisme, mais explique qu'il ne faut pas le confondre avec la lutte des Noirs d'Afrique

du Sud contre l'apartheid ou du « courageux peuple du Nicaragua ». Il ajoute que les Français « n'ont que faire » des accusations qu'échangent le gouvernement actuel et le précédent. Il évoque aussi les « comportements de type fasciste » de certains policiers.

L'orateur communiste demande, parlant des attentats : « À qui profite le crime ? ». Il affirme ensuite que « la persistance de l'occupation par Israël, d'une partie du sud du Liban alimente les problèmes de la région ». Il apporte son soutien à la résolution votée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 23 janvier, exigeant le retrait d'Israël. Enfin, à propos des otages français au Liban, il déclare : « Pas question, bien sûr, de céder devant le terrorisme, mais entre le refus de toute négociation ou d'actions militaires éventuelles et les négociations elles-mêmes, n'y a-t-il pas d'autres moyens d'obtenir la libération des otages ? Sans aucun doute, puisque les États, confrontés aux mêmes problèmes, les ont utilisés, comme les États-Unis, l'URSS et Israël ».

## M. GAUDIN (UDF) : accepter d'avoir des ennemis

Intervenant à son tour, M. Jean-Claude Gaudin souligne que, pour faire face au terrorisme, « le gouvernement sera d'autant plus fort qu'il aura derrière lui le plus grand nombre de Français ». Il se félicite du consensus sur ce dossier, rendant « hommage » aux responsables de l'opposition qui ont « exprimé leur soutien au gouvernement ».

Constatant que le terrorisme est une forme de guerre, le président du groupe UDF déclare au premier ministre : « Dans une guerre, il faut accepter d'avoir des ennemis. Il n'y aura pas de lutte efficace contre le terrorisme sans une mise en cause des États subversifs qui mènent directement ou indirectement des actions terroristes contre les nations occidentales. On ne viendra pas à bout du terrorisme si notre politique étrangère ne consent pas à établir une discrimination officielle entre les États que nous considérons comme alliés et ceux que nous ne pouvons considérer comme tels, en particulier parce qu'ils soutiennent le terrorisme ».

M. Gaudin demande que soient désignés « les nations que nous considérons comme coupables ». Puis, rappelant le regret de l'UDF que n'ait pas été autorisé le survol de la France par les avions américains

l'hémicycle, M. Giscard d'Estaing s'est montré plus sévère encore que le porte-parole de son groupe.

M. Lionel Jospin, fréquemment interrompu à la fin de son propos, a posé de nombreuses questions au premier ministre, à travers lesquelles il s'est efforcé de mettre à jour un certain nombre de contradictions dans la politique gouvernementale. Soulignant la difficulté de la lutte contre le terrorisme venu de l'extérieur, il a remarqué que le gouvernement actuel n'avait, pas plus que ceux de la gauche naguère, de solutions miracles à proposer.

M. Jean-Marie Le Pen a réclamé, lui, le rétablissement de la peine de mort, et accusé les Soviétiques d'animer tous les réseaux terroristes actifs en France. M. André Lajoinie, pour le Parti com-

muniste, a déclaré : « Vous avez demandé le consensus face au terrorisme. Nous ne l'avons pas obtenu de vous quand vous étiez dans l'opposition ; mais nous ne vous l'avons pas refusé parce que nous pensions que l'unité des Français était la première riposte au terrorisme ».

Fréquemment interrompu par des exclamations de députés de droite, le premier secrétaire du PS pose alors de nombreuses questions au premier ministre : « Qu'avez-vous fait, entre avril et septembre, après que vous ayez été, semble-t-il, avertis que des actions terroristes seraient conduites à l'autonomie si les prisonniers détenus en France et réclamés n'étaient pas libérés ? Avez-vous négocié ou avez-vous refusé de négocier ? (—) Si tel État du Proche-Orient est en cause, pourquoi lui demander son aide ? Si tel autre est responsable, pourquoi esquiver un rapprochement ? (—)

## M. JOSPIN (PS) : moins de verbe et plus d'actes

M. Lionel Jospin rappelle, au début de son propos, que « certaines zones proches de l'Europe ont accu-

ET POUR LE CONSENSUS...



multé chez elles tant d'éléments explosifs ». Il ajoute : « Nous devons comprendre, c'est-à-dire expliquer cette violence, cette tentation d'imitation, nous devons le combattre ». Il constate : « Vous n'avez pas plus que nous auparavant de solution-miracles à proposer aux Français ».

Constatant que « les gouvernements de la France ont fait leur devoir, et leur possible, avant comme après le 16 mars », il reproche à la droite d'avoir accusé la gauche, quand elle était au pouvoir, de « laxisme » et d'être « inefficace », alors qu'en 1974, en 1977, en 1978, des terroristes ont été relâchés lorsque la droite était au gouvernement. Rappelant certains propos tenus par

l'opposition, de 1981 à 1986, il déclare : « Vous avez demandé le consensus face au terrorisme. Nous ne l'avons pas obtenu de vous quand vous étiez dans l'opposition ; mais nous ne vous l'avons pas refusé parce que nous pensions que l'unité des Français était la première riposte au terrorisme ».

Fréquemment interrompu par des exclamations de députés de droite, le premier secrétaire du PS pose alors de nombreuses questions au premier ministre : « Qu'avez-vous fait, entre avril et septembre, après que vous ayez été, semble-t-il, avertis que des actions terroristes seraient conduites à l'autonomie si les prisonniers détenus en France et réclamés n'étaient pas libérés ? Avez-vous négocié ou avez-vous refusé de négocier ? (—) Si tel État du Proche-Orient est en cause, pourquoi lui demander son aide ? Si tel autre est responsable, pourquoi esquiver un rapprochement ? (—)

IL VA LE 49-3!



Pourquoi avoir soudain affirmé que vous n'avez pas été engagé en 1978 dans l'opération qui avait abouti à la libération de la centrale nucléaire de Tammuz à l'Irak ? (—) Pourquoi avoir déclaré que la perspective d'un État palestinien n'avait pas plus de sens que celle d'un État coréen ? (—) Pourquoi avoir laissé clairement entendre que la France était prête à se dégager du Liban ? Il y avait là le risque de donner à penser que la politique française du Proche-Orient était susceptible d'évoluer et faire naître chez certains de nos adversaires de redoutables tentations ?

M. Jospin ajoute : « Vous affirmez que vous ne discutez que d'État à État, sans intermédiaire. Mais qui est Mgr Capucci, sinon un intermédiaire ? Il conclut : « Si l'épreuve devait se poursuivre, vous ne pourriez l'aborder, monsieur le premier ministre, avec pour seul vantage la durée de votre discours et la douceur de l'opposition à votre égard. Il faudrait moins de verbe et plus d'actes ; moins de durée et plus de fermeté, moins d'habileté et plus de capacité à définir une action cohérente à long terme ».

Lui répondant immédiatement, M. Robert Pandaud, ministre délégué à la sécurité, reproche au gouvernement socialiste d'avoir libéré les responsables d'Action directe et des membres du groupe Abou Nidal. Puis il explique qu'il a reçu Mgr Capucci parce que celui-ci avait indiqué qu'il « voulait me mettre au courant de négociations concernant la libération de Gilles Peyrolles, dit-il. J'ai donc manifesté le souci de la continuité gouvernementale. Mais je n'ai pas, quant à moi, été l'avocat de Mgr Capucci ».

## M. LE PEN (FN) : Des camps pour les Japonais

M. Jean-Marie Le Pen commence par estimer que pour dégager un consensus national, il aurait fallu « la forme légitime, légale, d'un vote du Parlement, devant qui on s'engage sur une politique précise ». Il ajoute : « Nous payons vingt-cinq ans au moins de laxisme face au terrorisme » et que, dans la dernière décennie, les Espagnols, les Italiens et les Allemands « ont pu ranger la France dans les pays où l'on manquait de rigueur, lorsque l'on ne semblait pas dans la complaisance ou la complicité ». Il ajoute que, en

**Mes infos ? C'est une question de seconde**

L'actualité sur Minitel. Les flashs minute par minute. Les dossiers du jour.

**Le Monde sur Minitel**  
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

## Chahut

Après la quinzaine meurtrière qu'a connue Paris, les députés se devaient de discuter du terrorisme. Le gouvernement aurait pu organiser un débat, comme le lui permet le règlement. Il a préféré transformer la séance traditionnelle des questions d'actualité du mercredi après-midi. Les parlementaires auraient pu — auraient dû — vouloir débattre dignement d'un sujet aussi grave. Ils en avaient l'intention. Si l'on en juge du moins par leur effluence dans l'hémicycle et la qualité du silence qui a régné lors de l'intervention du premier ministre.

Bien vite pourtant les vieux démons ont repris le dessus. Même quand les paroles traduisent encore une unité de réaction, les actes le démentent aussitôt. Chacun pose le même postulat : « Pas question de céder au chantage des terroristes », mais les citations partiales, à da bien rares exceptions, ne permettent d'applaudir cette idée que lorsqu'elle est émise par l'orateur de son camp. Pas un seul geste n'a traduit un semblant d'unité des députés devant la menace des poseurs de bombes. Le « consensus », sur les points où il subsiste encore, devra se satisfaire de paroles.

La division a même éclaté au grand jour. D'abord parce que les

députés de l'UDF et ceux du RPR qui les ont rejoints dans leurs applaudissements ne pouvaient ignorer qu'en approuvant ainsi M. Jean-Claude Gaudin ils contestaient la politique de M. Jacques Chirac. Ensuite, et surtout, parce que l'intervention de M. Lionel Jospin, et la façon dont elle fut chahutée par les élus de la droite, a confirmé que le clivage majorité-opposition était redevenu la priorité des hommes politiques. Certes le premier secrétaire du Parti socialiste a posé des questions embarrassantes, mais était-ce une raison pour le huer ? Certes le nouveau député de la Haute-Saône, en ne se contentant pas du temps de parole qui lui était imparti, a fourni sur un plateau un argument à ses adversaires pour l'interrompre. Mais était-ce une raison pour que M. Jacques Chaban-Delmas le rappelle à l'ordre aussi sèche-ment ? Le souci de tous les orateurs de s'exprimer en direct à la télévision n'aurait pas dû empêcher un vrai débat sur un tel sujet.

Résultat : un redoutable chahut. Les députés auraient dû savoir, cette fois plus que jamais, s'en dispenser.

THÉRRY BRÉHIER.

هكنا من الأهل

## Politique

### nationale et la lutte contre le terrorisme

#### M. Jean-Claude Gaudin Jospin

ministre, comme tous les orateurs, a affirmé qu'il était impossible de céder au chantage, mais il a souligné qu'une voie soit trouvée entre le refus de toute négociation et la négociation pour obtenir la libération des otages français au Liban.

A l'exception de M. Robert Pandrand, ministre délégué à la sécurité, qui a répliqué rapidement à M. Jospin, aucun membre du gouvernement n'a répondu aux interventions. Celui-ci, en effet, n'avait pas voulu faire une déclaration dans les formes prévues par la Constitution et le règlement de l'Assemblée. Il s'est donc simplement agi d'une intervention du premier ministre suivie d'une réponse de chacun des cinq groupes organisés au Palais-Bourbon, sous l'œil des caméras de FR 3, qui, comme tous les mercredis, ont retransmis en direct cette séance.

Corse. « le terrorisme est une réalité de tous les jours ».

Le président du Front national s'en prend alors aux immigrés : « Il est évident qu'avec le grand nombre d'étrangers que nous avons accueillis sans les contrôler et qui, bien souvent, sont incontrôlables, une menace terrifiante pèse sur la nation. Dans des circonstances identiques, un gouvernement aussi démocratique que celui des Etats-Unis a mis dans des camps toute une population de Japonais, et cela dès 1941. C'est un truisme de constater qu'on ne peut pas compter sur le libéralisme des étrangers dans notre propre pays ».

Après avoir critiqué l'action des gouvernements socialistes, M. Le Pen conclut : « Seule une politique nationale peut arracher le pays au risque créé par l'offensive lancée contre lui depuis des décennies et qui émane de la seule vraie centrale terroriste existant dans le monde, celle des Soviétiques, qui animent tous les réseaux terroristes actuellement actifs dans notre pays ».

**M. MESSMER (RPR) : combattre**

Dernier orateur, M. Pierre Messmer estime que « les politiciens, d'où qu'ils viennent, sont inutiles et risquent de se retourner contre leurs auteurs ». Puis il affirme qu'il

n'y a pas d'autre choix que de « combattre » le terrorisme. « C'est ce que fait le gouvernement, avec une résolution que le pays approuve ». Après avoir rappelé l'accentuation de la législation sécuritaire depuis le 16 mars, le président du groupe RPR reconnaît qu'il était « inévitable » que la recrudescence du terrorisme relançât le débat sur la peine de mort. Mais il précise : « Mon opinion, comme celle de nombreux collègues du RPR, est connue par nos votes comme par les propositions de loi que nous avons signées et dont nous espérons qu'elles seront discutées en temps utile. Aujourd'hui, cette discussion ne servirait qu'à nous diviser, alors que les criminels ne sont pas arrêtés et pas tous identifiés. » Il ajoute : « S'il était avéré que des gouvernements étrangers les ont dirigés ou aidés, des sanctions, au moins politiques et économiques, devraient être prises. Personne ne comprendrait que nous ne frappions de sanctions économiques des Etats qui ne respectent pas les droits de l'homme sur leur territoire et que nous hésitions à appliquer les mêmes sanctions aux Etats qui exercent des hommes et fournissent des bombes pour assassiner des Français ».

Le débat est alors clos, sans que le gouvernement réponde aux interventions.

Th. B.

ABDALLAH, GARBIDJIAN, NACCACHE

### Trois prisonniers sans point commun

Comme c'était prévisible, Georges Ibrahim Abdallah et Veroujan Garbidjian, deux des trois détenus dont le CSPPA et l'ASALA arménienne exigent la libération, se sont refusés à condamner la récente vague d'attentats commis à Paris. Selon M. Jacques Vergès, qui assure la défense des deux hommes, la police a réuni les deux prisonniers dans une même cellule à la Santé, durant tout un après-midi, sans que rien en sorte de concluant... « On a voulu qu'ils se fassent des confidences, nous a-t-il indiqué, mais l'enregistrement de leur conversation a dû être bien décevant ! Des soldats prisonniers ne font pas de déclarations. »

Après leur garde à vue, puis cette « confrontation » inédite, après l'entrevue critique entre Georges Ibrahim Abdallah et Mgr Hillarion Capucci, Abdallah a été transféré à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, son lieu de détention initial, et Veroujan Garbidjian à la centrale de Clairvaux. Le troisième prisonnier, dont la libération est réclamée par le CSPPA et l'ASALA, Anis Naccache, défendu par M. Antoine Comte, est pour sa part encore détenu à la maison d'arrêt de la Santé. Sa garde à vue, du 1<sup>er</sup> au 2 octobre, a permis aux enquêteurs de la Direction de la surveillance du territoire (DST) de l'entendre à nouveau. Lui-même a souhaité rencontrer M. Alain Marsaud, juge d'instruction chargé de l'enquête sur les attentats revendiqués par le CSPPA, pour réitérer ses positions, à savoir la condamnation des actes terroristes commis partiellement en son nom.

Cette divergence d'attitude entre les clients de M. Vergès et celui de M. Comte ne date pas d'hier. Depuis les premiers attentats « signés » par le CSPPA à Paris, au mois de février dernier, Anis Naccache, chef du commando prokhomeiniste qui tenta d'assassiner en 1980 M. Chapour Bakhtiar, a fait savoir, par télégramme, sa désapprobation : « Prière de déclarer à la presse que je condamne les actes aveugles et contre principe islam. Comité de soutien, connais pas. »

#### Au-delà des clivages confessionnels

Les derniers communiqués de l'ASALA n'ont pu que le renforcer dans cette dénonciation, « Politiquement, il a tout de suite senti ces attentats comme une opération tournée contre lui, explique son avocat. D'où sa réaction. Je suis maintenant convaincu que le CSPPA ne veut pas la libération de qui que ce soit. Depuis le mois de septembre, Naccache, Abdallah et Garbidjian ne sont que prétextes. Comment imaginer, compte tenu de l'irréversible créé, qu'ils soient libérés ? »

M. Comte — assuré que l'Iran souhaite l'élargissement de son client des négociations prometteuses avaient eu lieu à la fin de l'année 1980 — exclut la participation de Téhéran aux récents attentats. En revanche, il envisage diverses hypothèses. Des proches de Georges Ibrahim Abdallah, soutenus par le Syrie, se dissimulent probablement, selon lui, derrière le sigle CSPPA : il peut aussi s'agir de l'Irak, pays

allié de la France, mais qui « est particulièrement intéressé à rendre impossible toute solution du contentieux franco-iranien ».

M. Vergès, dont on sait qu'il n'est pas indifférent à la chose politique, se refuse quant à lui à faire part de son analyse. Derrière le CSPPA, il ne voit rien, sinon « un rassemblement de solidarité qui se veut au-delà des clivages confessionnels ». De fait, aucun lien précis ne semble unir Georges Ibrahim Abdallah, Veroujan Garbidjian et Anis Naccache, excepté leur appartenance à des groupes terroristes nés au Proche-Orient.

L'opinion publique a moins retenu que Veroujan Garbidjian, Arménien né en Syrie, a rejoint le Liban avec sa famille à l'âge de treize ans pour se fixer à Beyrouth. Membre de la petite bourgeoisie, marqué par les récits familiaux relatifs au génocide des Arméniens en Turquie, il travailla alors chez un changeur. Il développa, selon M. Vergès, un « discours patriotique, national ». En 1983, il quitta le Liban pour venir en France, à Paris, où il s'inscrivit aux cours de l'Alliance française. Quelques mois plus tard, ce membre de l'ASALA, qui a rang de chef de commando, participera à l'attentat contre le

comptoir des Turkish Airlines à Orly, qui provoqua le mort de huit personnes.

#### Islamiste militant

L'histoire d'Anis Naccache renvoie, elle aussi, au Liban, mais au Liban des sunnites. Intellectuel, maîtrisant parfaitement le français, cet architecte fréquente la faculté de Beyrouth et s'engage très tôt dans les combats politiques. M. Antoine Comte le dépeint comme « un militant anti-impérialiste, pro-palestinien ». En 1975, il fonde le Mouvement du Liban arabe, alors que son pays plonge dans la guerre civile. Proche du FATAH de Yasser Arafat, au début des années 80, il devient progressivement « islamiste militant » et se rapproche, dès lors, de l'Iran.

Ainsi se retrouve-t-il, en 1980, à la tête d'un commando chargé d'assassiner le dernier premier ministre du cheh d'Iran à Paris. Piètre commando, qui échoue dans sa besogne mais fauche un gardien de la paix et une voisine de palier du M. Bakhtiar. Deux ans plus tard, Anis Naccache est condamné par la Cour d'assises des Hauts-de-Seine à la réclusion à perpétuité.

Abdallah, Garbidjian, Naccache : trois prisonniers sans point commun, sinon leur activité terroriste et leurs attaches libanaises. Trois détenus devenus des « symboles », selon M. Vergès, et qui sont utilisés comme tels par des groupes subversifs, bien décidés à faire reculer et plier le France au Proche-Orient.

LAURENT GRELSAMER.

#### M. Laurent Fabius « implacable »

M. Laurent Fabius, interrogé le mercredi 8 octobre, lors de l'émission d'A 2, « L'heure de vérité », sur le terrorisme, a affirmé qu'il faut être « implacable ». L'ancien premier ministre a précisé : « Je n'ai pas de critiques de fond sur les mesures techniques (de lutte contre le terrorisme) qui ont été prises et évidemment, toutes les formations de la nation doivent être solidaires pour dénoncer le terrorisme avec une vigueur

totale ». En revanche, sur le plan des orientations politiques de la lutte contre le terrorisme, M. Fabius a souligné qu'il ne faut « pas donner l'impression que la route n'est pas ferme », car « la notion de route unique et fermement tracée est essentielle ».

M. Fabius s'est dit opposé au rétablissement de la peine de mort pour les terroristes, à la fois pour des raisons morales et pour

des raisons d'efficacité. « Les terroristes sont élevés dans la mort », a-t-il souligné. En revanche, il a déclaré que l'idée d'ordonner une mission d'élimination physique de terroristes retranchés à l'étranger ne le « choque pas ». Il a affirmé, à propos d'une telle décision : « Je n'ai pas eu à la prendre, je ne l'ai pas prise. Si j'avais eu à la prendre, je l'aurais prise ».

Selon « l'Événement du jeudi »

### La France aurait proposé de fournir des armes à l'Iran

#### Démenti catégorique de Matignon

Dans les efforts en cours pour normaliser les relations franco-iraniennes, le France s'est-elle promise à Téhéran de lui livrer des armes et de cesser d'en fournir certaines à l'Irak ? L'Événement du jeudi croit pouvoir affirmer, mais les services du premier ministre nous ont catégoriquement démenti ces accusations ce jeudi matin 9 octobre. Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire indique que, selon les dirigeants iraniens, les deux pays ne se seraient pas seulement entendus pour régler le différend financier les opposant ; ils auraient aussi conclu « un accord secret portant [...] sur la non-fourniture de l'Irak de certaines armes sophistiquées comme les missiles Exocet » et sur la livraison à l'Irak d'hélicoptères, de blindés et de munitions. Selon l'Événement, « Michel Aurillac [ministre de la coopération] aurait été partie prenante dans cette négociation » qui aurait entraîné la visite d'une délégation militaire iranienne à deux reprises cet été à Paris et l'envoi de techniciens du ministère de la défense à Téhéran.

Ces dispositions auraient suscité l'inquiétude des dirigeants irakiens, « d'où l'arrivée dans la capitale française du ministre des affaires étrangères, M. Tarek

Aziz, qui vint rappeler à la France ses engagements à l'égard de Bagdad, le tout assorti d'un chantage concernant les répercussions d'un tel accord sur les relations économiques et financières de la France avec les pays du Golfe ». « La France, poursuit le journal, dut faire marche arrière ».

D'autre part, le journal affirme qu'« au lieu d'utiliser les bons rapports qui s'étaient esquissés avant le 16 mars entre le président [syrien] Hafez El Assad et François Mitterrand, le pouvoir chiraquien a d'emblée tenté de les rompre ». Pour ce faire, poursuit l'Événement, le gouvernement a dépêché à Damas, à deux reprises, un émissaire, M. Jean-Charles Marchiani (1), « proche » du ministre de l'intérieur.

(1) M. Jean-Charles Marchiani a commencé très jeune à travailler comme contractuel civil, au service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) qui est devenu, en 1982, la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), les services secrets français. Il en a été exclu, à l'âge de trente ans, en février 1970, par le général Eugène Guibaud, le prédécesseur de M. Alexandre de Marenches. A l'« antenne » parisienne du SDECE où il servait à l'époque, il fut l'officier traitant d'une information dans l'affaire dite Markovitch, du nom d'un garde du

corps de M. Alain Delon, retrouvé assassiné, qui devait donner naissance à une manipulation de prétendues photographies compromettant l'épouse de Georges Pompidou, alors chef de l'Etat. Il fut aussi l'instructeur d'une recrue du SDECE, M. Roger Delolette, qui fut ensuite mis en cause dans un trafic de drogue aux Etats-Unis. M. Marchiani, après son éviction du SDECE, a travaillé pour une filiale de la compagnie Air France, spécialisée dans la restauration, et dans une société chargée des études d'investissements à l'étranger.

## L'ÉVÉNEMENT

CETTE SEMAINE

### TERRORISME CE QUE NOUS CACHE LE GOUVERNEMENT

et aussi

Le n° 2 de l'OLP désigne les coupables.

Shimon Pérès : comment régler le problème palestinien.

Otages : nous sommes des Jean-Paul Kauffmann.

Votre opinion en direct, faites le 36.15 et tapez DKP.



## Politique

## PROPOS ET DÉBATS

## M. Marchais :

## mauvais

« Il y a un président et les choses passent, des choses extrêmement mauvaises pour la démocratie et le peuple », a déclaré, mercredi 8 octobre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Georges Marchais. Interrogé sur l'autorisation donnée par le conseil des ministres à M. Jacques Chirac de recourir à l'article 49-3 pour le projet de loi sur le découpage électoral, le secrétaire général du PCF a affirmé que « le gouvernement fait ce qu'il veut ». « Une fois de plus, a-t-il dit, il va faire adopter son projet de loi sans difficulté. »

## M. Laurent :

## insuffisant

M. Paul Laurent, membre du bureau politique du PCF, a estimé, mercredi 8 octobre, que les « réserves » émises par le président de la République sur l'utilisation de l'article 49-3 à propos du découpage électoral ne sont « pas du tout suffisantes » et que la position du chef de l'Etat « annule la portée de son refus de signer l'ordonnance ». Selon M. Laurent, un refus de M. François Mitterrand d'autoriser le recours au 49-3 n'aurait pas provoqué une « crise politique majeure » en France.

## M. Chevènement :

## paupérisation

M. Jean-Pierre Chevènement critique sévèrement le « style » de M. Jacques Chirac, en estimant que le comportement du chef du gouvernement est fait de « gestulations », de « propos bruyants et de coups de menton ». Dans l'édition de sa lettre mensuelle, République moderne, M. Chevènement écrit que « l'arrogance et l'arbitraire sont les deux maux de ce gouvernement », avant d'ajouter que « la paupérisation s'accroît », « Elle touche des pans entiers de l'Etat de plein fouet, souligne-t-il, tandis que le nombre des exclus ne cesse d'augmenter dans la société. »

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 8 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

## ● DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS

Le ministre de l'intérieur et le ministre des départements et territoires d'outre-mer ont présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés. Ce projet complète la loi du 11 juillet 1986 rétablissant le scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des députés, qui avait autorisé le gouvernement à délimiter par voie d'ordonnance les circonscriptions électorales. Le gouvernement n'ayant pu faire aboutir cette procédure, le projet de loi dresse les tableaux des circonscriptions dans les départements et dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française. Ces tableaux sont la reprise exacte de ceux qui figuraient dans les projets d'ordonnance. Ainsi, la délimitation des circonscriptions respecte les règles fixées par la loi d'habilitation et tient le plus grand compte des avis émis tant par la commission des six hauts magistrats créée par la loi du 11 juillet 1986 que par le conseil d'Etat.

## ● ARTICLE 49-3

Conformément aux dispositions de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, et à la demande du premier ministre, le conseil des ministres a délibéré sur l'engagement devant

● Découpage électoral : manifestation du PCF. — L'Humanité du 9 octobre publie un appel du PCF à une manifestation, vendredi 10 octobre à 15 heures, de Sèvres-Beylone à l'Assemblée nationale, pour protester contre « le charbonnage électoral ». « Il est possible de faire échec au coup de force. Tous les démocrates sont concernés », affirme cet appel.

L'Assemblée nationale de la responsabilité du gouvernement à propos du projet de loi portant délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés.

## ● POLITIQUE FAMILIALE

Le ministre délégué chargé de la santé et de la famille a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique familiale du gouvernement. (Lire page 27.)

## ● ZONES D'ENTREPRISES

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme ont présenté au conseil des ministres un projet d'ordonnance relatif aux avantages consentis aux entreprises créées dans certaines zones. (Lire le Monde du 9 octobre.)

## ● CNRS

Le ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur la réforme du Centre national de la recherche scientifique. Le CNRS, qui est aujourd'hui l'un des grands organismes de recherche publique, a pour mission essentielle d'approfondir les connaissances dans tous les domaines de la science. A ce titre, le CNRS est complémentaire de l'Université. Rien que la plus grande part de son activité doit être consacrée à la recherche de base, il est nécessaire d'améliorer ses relations avec les autres organismes de recherche et les entreprises. Si aujourd'hui la force essentielle du CNRS réside dans la compétence de ses personnels et de ses laboratoires, il n'est cependant pas exempt de graves défauts qui pourraient le mettre en péril s'il n'y était porté remède. Le gouvernement a donc décidé d'engager des réformes qui devraient permettre de corriger les travers actuels du CNRS et de centrer son action sur sa mission fondamentale, tout en assurant sa nécessaire ouverture. Ces réformes ont pour objectifs :

— De mieux prendre en compte la compétence scientifique ;

— D'améliorer les rapports du CNRS avec le monde économique ;

— D'accroître son efficacité et de clarifier ses modes d'intervention ;

— De faire participer le CNRS à l'élaboration de la politique nationale de recherche ;

— D'utiliser au mieux ses moyens humains et financiers.

A cet effet, l'organisation du CNRS fera une large place à la délégation des responsabilités, condition essentielle au développement des travaux interdisciplinaires qui constituent aujourd'hui une grande part de la recherche de pointe. Les modes d'intervention du CNRS seront assouplis et adaptés en fonction de la spécificité de chaque discipline. Dans le même temps, les instances consultatives placées auprès du CNRS doivent être réformées, notamment pour accroître les responsabilités des chercheurs les plus compétents. Le rôle et la composition du comité national de la recherche scientifique seront revus pour éviter qu'une même instance assure des fonctions aussi diverses que la prospective, la gestion, l'évaluation ou le recrutement. Les dispositions nécessaires pour la mise en œuvre de ces réformes seront prochainement arrêtées.

## ● DOM

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi de programme pour le développement économique et social des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte. Ce projet de loi correspond aux engagements pris à l'égard des départements et des collectivités concernées. Il a été soumis pour avis aux conseils régionaux et aux conseils généraux, ainsi qu'au Conseil économique et social. L'Etat consacrerait de 1987 à 1994 un total de 3,6 milliards de francs du développement économique et social des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte.

Un effort prioritaire sera consenti en faveur de l'emploi, de la formation professionnelle et de la mobilité des travailleurs avec la métropole.

Pourront être créées des zones franches, dans lesquelles pourront être suspendus les droits de douane, taxes sur le chiffre d'affaires et droits indirects sur les biens destinés à l'exportation. Les exonérations de cotisations sociales pour l'embauche de jeunes de seize à vingt-cinq ans seront exceptionnellement portées à 50 % ou à 100 %, selon les cas, pendant une durée d'un an. Ces mesures en faveur de l'emploi seront complétées par le doublement des crédits publics consacrés au secteur du bâtiment. Le projet de loi prévoit également la réalisation progressive, pendant sa durée d'application, d'une parité sociale globale entre les départements d'outre-mer et Saint-Pierre-et-Miquelon d'une part, la métropole d'autre part. Enfin, le projet de loi et ses annexes énumèrent les équipements qui seront financés pendant la période d'exécution.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a rappelé que ce projet de loi s'ajoute aux mesures prévues dans la loi de finances rectificative du printemps qui comportait notamment la délocalisation des

investissements outre-mer. L'ensemble de ces mesures doit permettre aux départements et aux collectivités d'outre-mer intéressées de rattraper leur retard et d'occuper au sein de la communauté nationale la place qui doit être la leur.

## ● CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales. Le premier projet concerne une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière entre la France et le Burkina-Faso. Cette convention met à jour les rapports entre les deux Etats, en s'inspirant des accords régissant notre coopération avec les services douaniers étrangers. Le second projet règle le financement du programme de surveillance des pollutions atmosphériques en Europe élaboré sous l'égide de la commission économique des Nations unies pour l'Europe.

## 49-3 : nouvelle formule

« Conformément aux dispositions de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, et à la demande du premier ministre, le conseil des ministres a délibéré sur l'engagement devant l'Assemblée nationale, de la responsabilité du gouvernement à propos du projet de loi portant délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés. »

Cette formule, contenue dans le communiqué officiel du conseil des ministres du mercredi 8 octobre (déjà diffusé, depuis mars dernier, par le service de presse de M. Jacques Chirac), est une innovation. Après la controverse juridique-politique qui s'est développée ces derniers jours à

propos des conditions de mise en œuvre de l'article 49-3 et des responsabilités respectives du chef de l'Etat et du premier ministre à cet égard, le débat se trouve ainsi deux fois tranché.

D'une part, M. François Mitterrand a fait clairement savoir qu'il ne lui appartenait pas de s'opposer à l'utilisation de la procédure du 49-3.

D'autre part, la formule solennellement pesée du communiqué officiel rompt avec la tradition qui avait fait jusqu'à présent indiquer que le conseil des ministres « autorisait » le premier ministre à engager la responsabilité du gouvernement.

## M. Valéry Giscard d'Estaing critique le gouvernement

Participant, le mercredi 8 octobre, à l'émission « Découvertes », de Jean-Pierre Elkabbach, sur Europe 1, M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas ménagé ses critiques à l'égard du gouvernement. Concernant le dossier du terrorisme et le sort des otages français au Liban, l'ancien président de la République, absent du débat au Palais-Bourbon, s'est montré encore plus sévère que le porte-parole du groupe UDF, M. Jean-Claude Gaudin.

Rappelant — ainsi qu'il l'avait déclaré le 16 avril, mais cette fois en des termes plus nets — qu'il aurait été favorable à ce que la France permît aux avions américains de survoler son territoire lors de leur raid en Libye, M. Giscard d'Estaing a affirmé que la lutte contre le terrorisme exigeait du gouvernement « une action constante », conduite avec « calme » et « fermeté », et dans « la solidarité avec nos partenaires ».

Évoquant sans le nommer la visite récente de Mgr Capucci, il a souligné que « les négociations derrière la scène ne peuvent pas aboutir, car les demandes présentées par les terroristes sont inacceptables ». M. Giscard d'Estaing est encore plus réservé vis-à-vis des négociations engagées par le gouvernement pour délivrer les otages français au Liban. Il constate que, par rapport aux intentions de M. Jacques Chirac lui-même, personnellement dévoilées il y a quelque temps, « ce n'est plus la même stratégie qu'on poursuit ». D'où son insistante interrogation : « Je voudrais savoir quelle est la stratégie qu'on entend mettre en œuvre ; je souhaite qu'il y ait une et je souhaite qu'elle soit menée avec la détermination et la fermeté nécessaires. »

Autre observation : M. Giscard d'Estaing s'est plaint de l'usage inapproprié de l'article 49-3 de la Constitution. « A l'heure actuelle, constate-t-il, le Parlement n'a pas les moyens de délibérer avec toute la liberté nécessaire sur un certain nombre de projets de type législatif (...) La procédure 49-3 réduit la marge de discussion au Parlement (...) et ne peut être qu'un moyen exceptionnel de faire voter des lois. »

Comme il avait déjà en l'occasion de le faire le 13 mai dernier lors du premier examen par le Parlement du projet de loi sur le découpage électoral, l'ancien président, d'accord en cela avec M. Mitterrand, a réitéré « un véritable débat » à l'Assemblée nationale sur ce projet qui lui est retourné. « Les règles du jeu, rappelle-t-il, doivent être acceptées par tous les joueurs et changées avec beaucoup de soin. » Aussi souhaite-t-il, que si le gouvernement veut engager sa responsabilité sur ce projet, il ne le fasse qu'après une discussion normale des députés.

Enfin, M. Giscard d'Estaing a évoqué sa rencontre du mercredi 15 octobre avec M. Raymond Barre. « Je pense, a-t-il noté, que nous verrons désormais plus régulièrement (...) Il est utile que les grands dirigeants de notre pays analysent les vrais problèmes. » Quant à l'élection présidentielle de 1988, M. Giscard d'Estaing dit ne pas « vouloir s'en occuper ». Il se contente de relever en évoquant les candidats potentiels à cette élection : « C'est plus que le trop plein, c'est tout le monde... »

## Communication

## Les satellites de télévision directe en Europe

Sept ans après le lancement du programme industriel franco-allemand, la télévision directe par satellite semble enfin passer du stade du projet à celui de la réalité.

En République fédérale allemande, les Etats (Länder) ont trouvé un compromis politique pour se partager les canaux de TV SAT. En France, Télédiffusion de France prépare le

plan de financement de TDF 1, dont les quatre chaînes seront attribuées par la Commission nationale de la communication et des libertés.

## Accord politique sur le lancement du satellite TV SAT

## Vers une libéralisation du paysage audiovisuel allemand

Les ministres-présidents des Etats (Länder) de la République fédérale allemande sont parvenus à un accord politique sur le lancement du satellite de télévision directe TV SAT-1. Depuis trois ans, les Länder, qui ont chacun une autorité en matière de politique audiovisuelle sur leur territoire, s'opposaient sur l'affectation des quatre canaux du satellite à des entreprises publiques ou privées. L'accord signé à Hambourg, le 3 octobre, précise que deux canaux seront attribués à des chaînes publiques et deux à des consortiums privés.

Bien que l'accord ne le précise pas, on estime, en Allemagne, que les deux canaux publics pourraient revenir à Eins Plus, regroupement de chaînes germanophones européennes mené par la télévision allemande ARD, et à Drei Sat, regroupement parallèle mené par la chaîne ZDF. Les deux canaux privés pourraient être attribués aux seuls candidats déclarés : SAT-1, consortium dirigé par l'éditeur Springer et le groupe de communication de Leo Kirch, et RTL Plus, filiale commune de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et du groupe multimédias Bertelsmann.

Cet accord devrait permettre le lancement rapide de TV SAT, frère jumeau du satellite français TDF-1, qui diffusera sur toute l'Europe de l'Ouest dès la fin de l'année prochaine. De même, la Bundespost devrait maintenant confirmer sa commande de TV Sat-2 au groupe industriel franco-allemand Eurosatellite.

Mais le compromis politique trouvé entre les différents Länder ouvre aussi la voie à la libéralisation du paysage audiovisuel allemand. Depuis l'été, le gouvernement de la République fédérale envisage de créer deux chaînes hertziennes privées couvrant chacune environ une moitié du territoire national mais bute sur la complexe géographie politique allemande. L'accord de Hambourg semble préfigurer, au-delà des olives politiques, le regroupement des Länder en deux « coalitions » soutenant deux projets de chaînes : celle du Nord (Basse-Saxe, Berlin, Schleswig-Holstein, Hambourg) pour SAT-1, et celle du Sud (Bavière, Bad-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat) pour RTL Plus. Les autres Etats dirigés par le SPD semblent satisfaits que l'avenir des chaînes publiques soit « garanti » par le texte signé le 3 octobre.

Mais l'on attend toujours en République fédérale la décision du tribunal constitutionnel de Karlsruhe, qui doit se prononcer sur les modalités de coexistence des secteurs publics et privés de la télévision après un recours du Land de Hesse (SPD).

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Le financement de TDF 1

## 1,8 milliard de francs à trouver dans le privé

M. Claude Contamine, président de Télédiffusion de France, ne chôme pas. Il a passé son été à étudier le financement du satellite de télévision directe TDF 1 et compte boucler rapidement l'affaire pour remettre le dossier avant la fin de l'année à la Commission nationale de la communication et des libertés. C'est elle, en effet, qui doit attribuer les quatre canaux de télévision européenne diffusée par l'engin. Le président de TDF a envoyé, il y a quelques jours, aux investisseurs potentiels, un dossier de présentation du projet.

Lorsqu'il a confirmé officiellement le projet du satellite français en juillet dernier, M. Jacques Chirac a clairement précisé les règles du jeu : l'Etat prend entièrement à sa charge le financement de TDF 1 (environ 2 milliards de francs), mais demande au privé de prendre le relais pour assurer celui de TDF 2 et la pérennité du système de télévision directe. Soit 1,758 milliard de francs à trouver d'ici à 1989.

La solution retenue est la construction d'une société de commercialisation qui tirera ses ressources de la location des canaux aux futures chaînes européennes. Son capital pourrait se limiter à environ 900 millions de francs, le reste étant emprunté sur le marché obligataire ou sous forme de crédits.

Quels sont les partenaires potentiels d'une telle opération ? Tout d'abord les industriels directement intéressés à sa réussite : ceux du secteur spatial (Alcatel, Aérospatiale), mais aussi ceux de l'électronique grand public (Thomson, Philips, etc.), qui savent que le satellite est le standard de la télévision de demain et qu'il peut protéger le mar-

ché européen du téléviseur contre l'industrie japonaise. Une stratégie à long terme qui pourrait les pousser à investir de manière conséquente dans le financement de TDF 1.

Deuxième catégorie de partenaires : des opérateurs financiers convaincus que l'affaire peut être rentable. Les premiers contacts menés par M. Contamine n'ont pas reçu d'accueil négatif, mais témoignent encore d'une certaine prudence.

Troisième catégorie d'investisseurs, enfin : les opérateurs candidats à un canal sur TDF 1. Ceux, en investissant dans la société de commercialisation, ils ne sont pas assurés d'obtenir l'autorisation d'émettre qui dépend, elle, de la CNCL. Mais il est évident qu'une participation au financement du satellite est un atout non négligeable dans un dossier de candidature. La Compagnie luxembourgeoise de Télédiffusion (CLT), candidate de longue date, est toujours intéressée par deux canaux. Les opérateurs qui envisagent le rachat de TF 1 (Hachette, le groupe Harsant) examinent eux aussi cette possibilité. Transmettre TF 1 par satellite sur toute l'Europe n'est-il pas un bon moyen de répondre aux exigences de diffusion des programmes français vers l'étranger prévues par la loi.

Une seule ombre au tableau : le dispositif anticoncentration risque d'imposer des contraintes différentes entre la diffusion par satellites et celles par chaînes hertziennes. Les opérateurs restent donc prudents. Ce qui ne fait pas l'affaire de M. Contamine, qui reçoit déjà sur son bureau les premières factures de la construction de TDF 2.

J.-F. L.

## Le roman de la vie d'Isabelle

Eberhardt.

« Une étonnante évocation. » Sylvie Gervais — Madame FIGARO

« Incontestablement une réussite. » Antoine Spire — LE MATIN

« Leur portrait romanesque ressuscite cet étrange personnage. » Françoise Ducaut — ELLE

300 pages, 89 francs.

ÉDITIONS LIANA LEVI

PAR MARIE-ODILE DELACOURT ET JEAN-RENÉ HILLEU.

Le roman de la vie d'Isabelle Eberhardt.

« Une étonnante évocation. » Sylvie Gervais — Madame FIGARO

« Incontestablement une réussite. » Antoine Spire — LE MATIN

« Leur portrait romanesque ressuscite cet étrange personnage. » Françoise Ducaut — ELLE

300 pages, 89 francs.

ÉDITIONS LIANA LEVI

PAR MARIE-ODILE DELACOURT ET JEAN-RENÉ HILLEU.

Le roman de la vie d'Isabelle Eberhardt.

« Une étonnante évocation. » Sylvie Gervais — Madame FIGARO

« Incontestablement une réussite. » Antoine Spire — LE MATIN

« Leur portrait romanesque ressuscite cet étrange personnage. » Françoise Ducaut — ELLE

300 pages, 89 francs.

ÉDITIONS LIANA LEVI

PAR MARIE-ODILE DELACOURT ET JEAN-RENÉ HILLEU.

Le roman de la vie d'Isabelle Eberhardt.

« Une étonnante évocation. » Sylvie Gervais — Madame FIGARO

« Incontestablement une réussite. » Antoine Spire — LE MATIN

« Leur portrait romanesque ressuscite cet étrange personnage. » Françoise Ducaut — ELLE

300 pages, 89 francs.

ÉDITIONS LIANA LEVI

PAR MARIE-ODILE DELACOURT ET JEAN-RENÉ HILLEU.



## Politique

### Le retour de M. Fabius

« Je pense que l'image que les Français ont de moi, c'est peut-être une image un peu incertaine, mais celle de quelqu'un qui a essayé, qui essaye de concilier la justice sociale, ce qui est au cœur même du socialisme, et puis l'efficacité économique. C'est en ça que j'ai parlé souvent du socialisme moderne. Vous me demandez pourquoi je (...) me bats. Je dirai, avant tout : les droits de l'homme. » L'autoportrait n'est pas mauvais, et peut-être plus lucide encore que ne le pense M. Laurent Fabius.

Aminci, plus souriant et moins compassé que lorsqu'il était à Matignon, M. Fabius a confirmé le mercredi 8 octobre, à « L'heure de vérité d'A 2 », la justesse du jugement porté sur lui par M. Gilles Martinet. Celui-ci écrit, dans son dernier ouvrage (1), que M. Laurent Fabius, tout bien pesé, se rattache plus à une tradition républicaine qu'à une tradition socialiste. Un ancien conventionnel, qui n'est pas particulièrement hostile à M. Fabius, remarquait, jeudi matin, le manque de « chaleur » de M. Fabius dans sa définition du socialisme.

L'ancien premier ministre, il est vrai, a déployé une plus grande force de conviction, s'est davantage animé, pour défendre des « dossiers » précis que pour nger de grandes idées.

M. Mitterrand, lui aussi, a fait, après tout, le chemin d'une conviction républicaine à un engagement socialiste. Mais pour M. Fabius, peut-être parce qu'il est le produit de sa génération et de sa formation (il n'aurait pas reculé, si la décision lui avait été soumise, devant l'ordre d'éliminer physiquement des terroristes, alors que le président de la République s'est refusé à donner un tel ordre). La distance n'est plus grande à franchir qu'elle ne le fut pour M. Mitterrand, qui est, lui, l'un des derniers fruits de la tradition humaniste française.

En outre, la gauche française a toujours besoin d'un « soufflé », d'un élan, d'un projet, — même si ses dirigeants ont après que la réalité fleurit plus que le rêve dans les palais nationaux. Il n'est pas si facile d'incarner, comme il le souhaite, la synthèse entre la « fidélité » et la « modernité »,

fût-ce en modifiant sa propre image.

#### Une démonstration trop poussée

Pour le reste, M. Fabius a rempli son contrat d'opposant en attaquant la politique du gouvernement, notamment en matière sociale. Au point de pousser trop loin sa démonstration — on ne résout pas, a-t-il dit, le problème de l'emploi, en multipliant les « petits boulots » — en affirmant que M. Philippe Séguin veut « étendre le système de petits boulots fragiles à toute la population et remplacer les vrais boulots par des petits boulots ».

On attendait, précisément, que M. Fabius fasse des propositions sur l'emploi. L'ancien premier ministre a développé trois axes de lutte contre le chômage : par la croissance et l'investissement (M. Fabius préconise une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis) ; par la formation et l'aménagement du travail ; par le développement des « activités nouvelles ».

De telles propositions permanentielles de « mettre en œuvre la reconquête » à laquelle, dit M. Fabius, « les socialistes sont déterminés » ? Le débat sur la crédibilité de ces orientations culminera avec la convention nationale sur l'emploi du PS, au mois de décembre. Il sera d'autant plus ardu pour les socialistes que l'opinion, comme l'a remarqué M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, semble toujours plus marquée par les déceptions — notamment à propos de l'emploi — nées du passage de la gauche au pouvoir que par les inconvénients du retour de la droite.

« Nous reviendrons », a pourtant réaffirmé M. Fabius, qui souhaite montrer une résolution sans faille. M. Fabius envisage toujours que 1988 sonne l'heure de son propre retour, puisqu'il n'exclut pas d'être candidat à la candidature pour l'Elysée, au sein du PS, si M. Mitterrand ne se représente pas.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

(1) Cassandre et les tueurs, Grasset Ed.

### Le nouveau Sénat s'installe

## Les socialistes au banc des accusés

Le Sénat a procédé à une redistribution des postes de responsabilité consécutive au renouvellement triennal du 28 septembre. Le bureau du Sénat étant installé, les groupes politiques constitués, les commissions mises en place, M. Alain Poirer, qui a été reconduit dans ses fonctions de président dès le 2 octobre, a prononcé, mercredi 8 octobre, son allocution traditionnelle dans laquelle il a fait part de « préoccupations » suscitées par le déroulement des récentes sessions ordinaires et extraordinaires du Parlement.

Après avoir souhaité que soient évitées « autant que faire se peut », les « dérives possibles tant au plan institutionnel que réglementaire », M. Poirer a déclaré : « Le fonctionnement harmonieux des institutions exige que chacune d'entre elles demeure fidèle à elle-même, à sa tradition et, bien évidemment, aux textes constitutionnels. Le Sénat, quant à lui, par son esprit de sagesse, son sens de la mesure, sa capacité de propositions, a toujours eu le souci d'entretenir et de maintenir le dialogue le plus fructueux tant avec le gouvernement qu'avec l'Assemblée nationale. Il s'est efforcé d'éviter une double dérive qui consistait soit à devenir une « Chambre obstacle » d'abord soucieuse de contestations, soit une « Chambre d'enregistrement » subitement éprise de cohabitation. »

« La Haute Assemblée n'est ni une barrière ni un miroir, elle est tout simplement, comme elle l'a toujours été, une « Chambre de réflexion », animée d'une volonté constante de dialogue, source d'enrichissement de notre patrimoine législatif », a-t-il ajouté, avant d'affirmer :

« Pour refléter au mieux la volonté générale, la loi doit être le fruit d'un accord entre les deux Chambres qui composent le Parlement. Aussi est-il indispensable de demeurer vigilants face à certaines évolutions qui, insidieusement, risqueraient de conduire progressivement à la limitation du rôle du Parlement. Cette dérive résiste mal à une lecture sereine de la Constitution. »

« Nul, en effet, ne peut contester que l'appréciation de l'intérêt général est une prérogative du Parlement et de lui seul. Aucun autre organisme ne peut y substituer, directement ou indirectement, ses propres considérations sans risque d'altérer l'expression de la souveraineté nationale. Il reste — et c'est peu-être là que notre responsabilité est la plus grande — que la manifestation de la souveraineté nationale exige que le Sénat se garde d'attitudes excessives qui pourraient apparaître comme des dérives réglementaires. »

Classée au rang de ces « attitudes excessives », la stratégie d'opposition déployée par les socialistes au cours du débat estival sur l'audiovisuel justifiait, aux yeux de la majorité sénatoriale, quelques représailles. Ainsi le PS n'a perdu la seule présidence de commission qu'il détenait.

MM. Daniel Hoffel, Roger Romani, Marcel Lucotte et Jacques Pelletier, présidents respectifs des groupes de l'Union centriste, du RPR, de l'Union des républicains et indépendants et de la gauche démocratique s'étaient mis d'accord, lundi soir 6 octobre, pour que les présidences de commission soient,

« pour des raisons de clarté politique et d'efficacité législative, détenues par des sénateurs de la majorité ». Cette décision permettait en outre de satisfaire les revendications de postes exprimées par les différents groupes, notamment par le RPR, qui, devenu le plus nombreux, réclamait deux présidences dont celle des finances.

Si le PS conserve un des quatre postes de vice-président (1), il aura fallu un second tour de scrutin pour que son candidat, M. Michel Dreyfus-Schmidt, dont le nom avait été rayé intentionnellement par plusieurs sénateurs de la majorité, soit élu. Que M. Dreyfus-Schmidt, très en pointe lors de l'examen de la loi Léotard, a dit ainsi « payé son comportement d'obstruction » apparaît d'autant plus évident avec son collègue, M. Jacques Blaiski, a, lui, retrouvé son poste de questeur dès le premier tour (2).

#### Tiraillement à l'UDF

Cependant, ce troisième poste de questeur était guigné par les républicains indépendants, qui, forts d'un gain de cinq sénateurs, souhaitent ce ce mieux se traduire dans les faits. Ils n'ont guère été suivis par leurs collègues de la majorité, qui entendaient conserver son caractère « pluraliste » à la gestion, à l'administration et au fonctionnement du Sénat.

Reste que les séquelles de la campagne électorale, notamment dans la région parisienne (où le CDS reproche au Parti républicain un comportement déloyal) ne sont pas sans conséquences sur les relations au sein de l'UDF. A cela s'ajoute la

volonté manifestée par plusieurs responsables de la confédération de créer un groupe unique au Palais du Luxembourg. Tel un serpent de mer, cette question refait périodiquement surface, suscitant toujours aussi peu d'enthousiasme chez les sénateurs indépendants.

La constitution des groupes a ajouté à ce climat de tension. Soupçonnée de mal accepter la perte de sa qualité de groupe le plus nombreux du Sénat, l'Union centriste est accusée par l'Union des républicains et indépendants de s'être livrée à des actions de « débauchage ». Ainsi M. Bernard Fellarin, réélu en Savoie, rattaché administrativement aux RI avant le 28 septembre, figure désormais parmi les effectifs de l'Union centriste. De même, les RI reprochent aux centristes le ralliement à ces derniers de M. Xavier de Villepin, représentant des Français de l'étranger. Pour M. Lucotte, président des RI, l'Union centriste « gagne dans les couloirs ce qu'elle a perdu sur le terrain ».

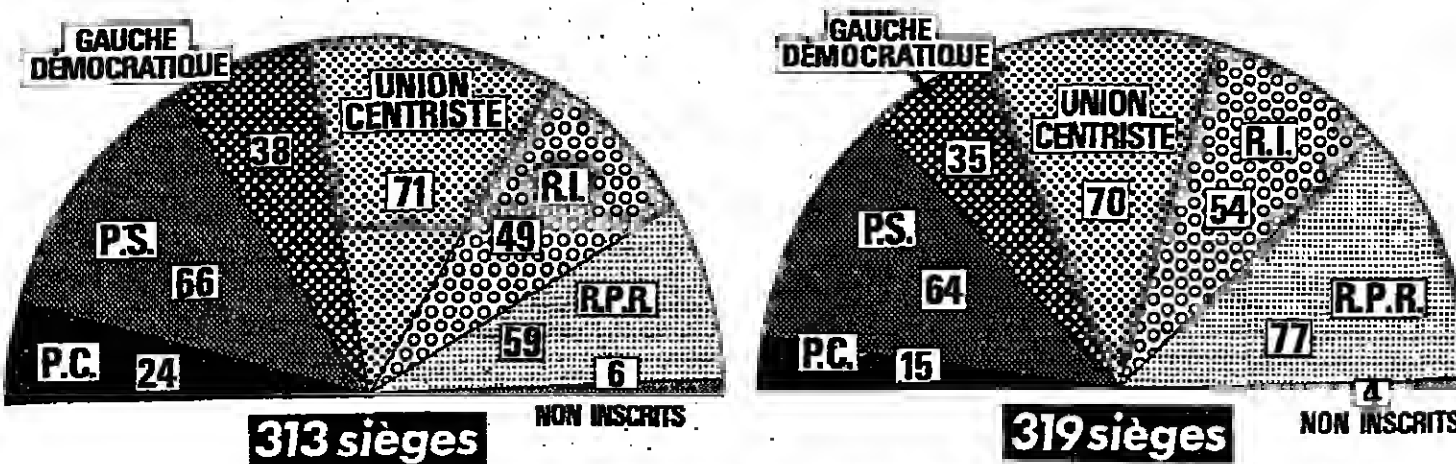
Ces tiraillements ont conduit les républicains indépendants à ne pas participer, mardi 7 octobre, à la réunion du bureau de l'intergroupe sénatorial UDF, que préside M. Hoffel, président du groupe centriste.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Ont été élus au premier tour : MM. Elieane Dailly (Gauche dém.) avec 267 voix, Pierre-Christian Taittinger (RI) avec 253 et Jean Chérioux (RPR) avec 239.

(2) Ont été élus au premier tour : MM. Pierre Schlé (Un. cent.) 281 voix, Amédée Bouquerel (RPR), 276, et Jacques Blaiski (PS), 183.

### Les effectifs des groupes avant et après le renouvellement du 28 septembre



L'augmentation de six sièges après les élections du 28 septembre résulte des deux nouveaux postes de sénateurs représentant les Français de l'étranger, qui étaient à prévoir et des quatre départs anticipés par 3 PS et 1 RPR, qui étaient vacants.

### La majorité détient toutes les présidences de commissions

Les commissions constituées, le mercredi 8 octobre, ont désigné leur bureau. La répartition des postes de président est la suivante :

- Commission des affaires culturelles : M. Maurice Schumann (RPR, Nord) remplace M. Léon Eckhoutte (PS, Haute-Garonne) ;
- Commission des affaires économiques et du Plan : M. Jean François-Poncet (gauche dém., Lot-

et-Garonne) remplace M. Michel Chauty (RPR, Loire-Atlantique) ;

- Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : M. Jean Lecanuet (Un. cent., Seine-Maritime) remplace M. Jacques Geston (Un. cent., Cher) qui lui avait succédé après son élection le 16 mars dernier à l'Assemblée nationale ;
- Commission des affaires sociales : M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine) est réélu ;
- Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes de la nation : M. Christian Poncelet (RPR, Vaucluse) remplace M. Edouard Bonnefous (Gauche dém., Yvelines) qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat de sénateur ;
- Commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suf-

frage universel, du règlement et d'administration générale : M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne) est réélu.

M. Pierre Carous (RPR, Nord) a, d'autre part, été désigné pour présider la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes. Enfin, M. Maurice Blin (Un. cent., Ardennes) conserve ses fonctions de rapporteur général de la commission des finances.

## American Airlines.

## Le seul vol quotidien sans escale Paris-Orly/Chicago.

## Et la seule compagnie aérienne transatlantique ayant des correspondances vers 190 villes aux USA, Canada, Mexique et Caraïbes.

### American Airlines.

### The American Airline.

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au : 47.23.00.35.

\* La compagnie typiquement américaine.



## JUSTICE

« Dans l'intérêt de la loi »

## La Cour de cassation est invitée à annuler la condamnation pour viols de Luc Tangorre

Condamné le 24 mai 1983 à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, qui l'avait déclaré coupable d'une série de viols et d'atteintes à la pudeur, Luc Tangorre sera-t-il jugé à nouveau ? C'est ce que doit décider, le jeudi 9 octobre, la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Cette juridiction, qui avait rejeté, le 10 novembre 1983, le pourvoi normalement formé par le condamné, se trouve saisie aujourd'hui d'un pourvoi « dans l'intérêt de la loi et du condamné » par lequel le ministre de la justice a demandé, en 1985, au procureur général près la Cour de cassation de requérir l'annulation de l'arrêt de condamnation. C'est la même procédure qui avait abouti en 1969, puis en 1985, à l'acquiescement de Jean-Marie Devaux et Guy Manvillein, jugés après avoir été initialement condamnés.

Si le cas de Luc Tangorre n'a pas connu le même éclat, il reste que ce jeune homme âgé aujourd'hui de vingt-sept ans, étudiant en éducation physique au moment de son arrestation, a toujours nié les crimes retenus contre lui. De la même manière, il a contesté avec ardeur la valeur des charges réunies, comme l'ont fait ses défenseurs, que ce soient ses avocats et, ensuite, les personnalités qui signèrent en sa faveur un appel publié dans le Monde du 25 janvier.

## Des charges discutables

A l'origine de l'affaire, une série d'agressions sexuelles commises à Marseille entre le 6 décembre 1979 et le 10 avril 1981. Au total, seize victimes. Le signalement qu'elles donnaient de leur agresseur aboutit à la constitution d'un portrait-robot. Pour présenter avec ce portrait des ressemblances certaines, Luc Tangorre fut arrêté le 12 avril 1981.

Selon ses défenseurs, cette ressemblance impressionna les enquêteurs au point de leur faire négliger d'autres recherches. A première vue, le reproche pourrait paraître excessif. Car on devait saisir chez le jeune homme des vêtements et des chaussures répondant aux descriptions données par les victimes : baskets blanches, casque de moto, imperméable kaki, etc. De plus, certaines des victimes avaient parlé d'un homme porteur soit d'un couteau,

soit d'un pistolet. Le jour de son arrestation, Tangorre portait sur lui un couteau de cuisine, et un pistolet, factice fut retrouvé chez lui.

Cependant, ces charges pouvaient être discutées. Ainsi, le pistolet de Tangorre avait un bout rouge, détail que n'avaient donné aucune des victimes. Les vêtements saisis étaient de ceux que peut porter aujourd'hui n'importe qui. Les expertises susceptibles de confirmer ou non certaines taches pouvaient y être relevées. L'une des victimes avait parlé aussi de gants. Tangorre n'en portait jamais. Une autre d'une cagoule, restée inconnue.

Il restait aussi une 2 CV et un cyclomoteur utilisés par l'agresseur. Tangorre avait une 2 CV, mais achetée postérieurement à certains des faits à l'occasion desquels ce véhicule avait été remarqué. Quant aux descriptions du cyclomoteur, elles variaient selon les témoignages. Cependant, Luc Tangorre fut reconnu par les victimes. Ces reconnaissances eurent-elles ? Certes, la suspect fut présenté au milieu de policiers lui ressemblant. Mais il était le seul à porter des baskets blanches, détail qui pouvait influencer les victimes.

Enfin, il produisit des alibis, mais on considéra que ceux qui attestent sa présence auprès d'eux, tel ou tel soir, étaient soit trop proches de lui pour être crus, soit insuffisamment précis.

Ce sont toutes ces failles, ces contradictions, ces incertitudes, qui furent à l'origine d'une campagne pour une révision. La requête présentée à la chancellerie, le 26 juillet 1984, fut rejetée faute de la production d'un fait nouveau « ignoré des premiers juges et de nature à faire naître un doute sérieux sur la culpabilité ». Mais c'est la raison du nouvel examen par la chambre criminelle, la direction des affaires criminelles et des grâces devait relever, dans l'arrêt de condamnation des assises des Bouches-du-Rhône, « une erreur de procédure susceptible d'entacher sa régularité ».

Cette « erreur », qui eut conduit le garde des sceaux — à l'époque M. Robert Badinter — à former un « pourvoi dans l'intérêt de la loi et du condamné » (article 620 du code de procédure pénale), est la suivante. A la fin des débats d'un

procès d'assises, le président doit, en application de l'article 349 du code de procédure pénale, poser à la cour et au jury autant de questions sur la culpabilité de l'accusé que le veut l'évocation et la qualification des faits retenus contre ce dernier par l'arrêt de la chambre d'accusation qui a ordonné le renvoi aux assises. Ainsi, la cour d'assises des Bouches-du-Rhône aurait dû dire pour deux des victimes si Luc Tangorre était coupable envers elles non seulement d'un acte de pénétration sexuelle par violence, contrainte ou surprise, et avec la circonstance aggravante de la menace d'une arme, mais aussi d'un attentat à la pudeur avec la même circonstance aggravante.

Or la lecture de la feuille de questions fait apparaître que celles qui portaient sur les attentats à la pudeur et les circonstances aggravantes ne furent pas posées.

Pour le garde des sceaux « en soumettant, par voie de question principale (viols), à l'appréciation de la cour et du jury des faits constitutifs d'une infraction dont la qualification légale diffère de celle qui a retenu l'arrêt du renvoi, le président, qui substitue ainsi une accusation à une autre, excède ses pouvoirs, et cette violation du code de procédure pénale doit entraîner la cassation ».

Il lui apparaît qu'une telle méconnaissance a porté atteinte aux droits de la défense.

Si la chambre criminelle que préside M. Jean Ledoux partage cette opinion, comme doivent l'y inviter l'avocat général, M. Henri Douteau et M. Armand Lyon-Caen, Luc Tangorre sera jugé à nouveau.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## DÉFENSE

## Quatre pays européens s'associent pour construire un hélicoptère antichar

Les gouvernements italien, néerlandais, britannique et espagnol ont donné leur accord, par l'intermédiaire de leurs directeurs nationaux de l'armement, à un projet d'hélicoptère de combat qui sera commun à chacune des quatre armées de terre de ces pays. L'accord a été signé mercredi 8 octobre à Rome. Il en résulte un « écoulement » de l'Europe dans ce domaine, entre, d'une part, ce consortium quadripartite et, d'autre part, la France et l'Allemagne fédérale, qui tentent de concurrencer.

Adopté à Rome, le programme italien, britannique, néerlandais et espagnol a été baptisé Tonal. C'est le projet d'un hélicoptère antichar, dérivé de l'actuel hélicoptère italien A-129, qui serait construit à plus de 350 exemplaires. La direction industrielle a été confiée au ministère italien de la défense et à une société conjointe (la Joint European Helicopter Company), basée à Rome et composée de la société italienne Augusta (38 %), de la société britannique-allemande Westland (38 %), de la société néerlandaise Fokker (19 %) et de la société espagnole CASA (5 %). Le Tonal sera, dans ces conditions, le premier hélicoptère européen directement dérivé

De quel côté l'aurait-elle vu — elle qui en avait tant, des plus retardataires aux plus obscurs — ce procès d'une concierge prévenue d'avoir soustrait 250 000 F à une vieille dame qui semblait dans le naufrage de la vieillesse ? Sans tendresse, assurément, mais sans imaginer non plus que cette vieille dame pourrait, un jour, être elle-même. Sans soupçonner que dans une de ces salles d'audience du palais de justice de Paris, où elle avait sa place assurée, on ait à dire qu'elle fut et, par contrecoup, à mesurer toute la pitié, toute la tristesse, que peut inspirer la fin de quelqu'un qui s'impose dans sa profession comme un monstre sacré, avant de connaître un dénouement moral la laissant à la merci de qui voulait.

Pas davantage l'incise de Sousa ne pouvait imaginer ce que la Madeleine Jacob qu'elle contait presque névrosée, brisée par l'âge, réduite à végéter dans un appartement tragiquement à l'abandon, avait pu représenter dans ce même palais de justice et jusque dans cette sombre chambre où elle avait à répondre d'une série de vols au détriment de cette locataire sans défense, qui devait mourir le 5 août 1985.

Si, pour certains, ce procès prenait une dimension sentimentale, ravivant les souvenirs, pour l'incise de Sousa il ne constituait qu'une épreuve, une ultime tentative pour convaincre le président, M. Mathieu Savelli, et ses assesseurs qu'elle n'était pas dévouée d'un veillard sans défense. Car l'incise de Sousa plaida non coupable. Concierge de l'immeuble de Madeleine Jacob, rue

## Au tribunal de Paris

## La concierge de Madeleine Jacob

Lamartine, à Paris, n'eût jamais avec cette locataire que de bonnes relations. Il lui fallait, malgré tout, expliquer comment elle se trouve bénéficiaire. Le 23 décembre 1984, d'un chèque de 250 000 F qu'elle sollicite sans en paraître le moins du monde surprise, considérant que c'était là la rémunération logique de quelques années. Chèque d'autant plus singulier qu'il avait été précédé d'un autre, d'un montant de 25 millions. La somme, alors, avait paru tellement énorme à Mme de Sousa qu'elle se garda de présenter le chèque, l'ayant montré à une voisine qui lui cria casse-cou.

## « Une affaire » sordide

Mais l'autre, celui de 250 000 francs, Mme de Sousa, le tint pour légitime. A preuve, ce papier par lequel Madeleine Jacob atteste l'établissement en récompense de services rendus, papier pourtant discuté, aussi bien aux yeux de M. Charles Lhmann, partie civile, qu'à ceux de M. Paul Lhuognot, représentant du ministère public. A bien le lire, il présente d'étranges anomalies qui permettent de croire que l'incriminée Madeleine Jacob fut invitée tout simplement à recopier un modèle.

Aurait-elle, maîtresse de la langue française comme elle le fut, usé de tournures qui appesantissent la traduction phonétique de certaines expressions de langue portugaise, c'est-à-dire du pays d'origine de M. de Sousa ?

Comment expliquer aussi que, dans les mois précédents, on ait

constaté le virement d'une série de sommes au compte de la concierge et, chaque fois, après que des retraits de sommes comparables eussent été opérés sur celui de Madeleine Jacob ? M. de Sousa assure qu'elle avait ses revenus propres, que son mari n'était point dénué non plus et que, pour acheter, comme ils le firent, un pavillon à Villepinte, d'une valeur de 730 000 francs, elle recourut au plus vieux métier du monde. C'est là un de ces détails auxquels Madeleine Jacob, chroniqueur judiciaire, aurait fait un sort.

Voilà donc les données de ce que M. Lhmann devait appeler une affaire sordide, lamentable, pour un pauvre être, sur le plan moral, criminel. Dans les mêmes sentiments, M. Paul Lhuognot, au nom du ministère public, a signifié à ces gens sans scrupules comme on en voit trop souvent, qui profitent de la perte des facultés intellectuelles de leurs victimes, à l'égard de la justice, à l'égard de l'ordre public, de l'ordre moral, de la prison dont nous avons surabondance, M. Lhmann avait à défendre. Ce pouvait-il dire sinon chercher à montrer que Madeleine Jacob n'était pas une gomme qu'on veut bien nous le faire croire, qu'elle a pu parfaitement se maintenir généralement envers une femme qui, à l'époque, était la seule à s'en occuper, et aussi qu'avec ses seuls revenus et ceux de son mari, elle pouvait acheter le pavillon de Villepinte. Arguments multiples peut-être un peu contradictoires.

Jugement le 5 novembre.  
J.-M. Th.

## L'affaire du « Rainbow Warrior »

## Bientôt des dédommagements pour Greenpeace

Le tribunal arbitral chargé de fixer le montant des dédommagements à accorder par la France à l'association écologiste Greenpeace pour le sabotage du Rainbow Warrior a tenu, dans le plus grand secret, sa première réunion à Genève en septembre, a confirmé à l'Agence France-Presse son président, le président M. Claude Raymond.

Professeur de droit à l'université de Genève, le président Raymond s'est catégoriquement refusé à toute précision sur le contenu des délibérations, dont le caractère confidentiel est d'autant plus souhaitable, a-t-il dit, que l'affaire a de claires implications politiques.

La décision d'instituer un tribunal arbitral avait été prise d'un commun accord entre la France et Greenpeace en décembre 1985. An début du mois d'août, les représentants de l'association écologiste avaient laissé entendre que les dédommagements devaient se chiffrer en millions de dollars (remplacement du navire, manque à gagner, etc.).

Outre M. Raymond, désigné à la présidence — selon le vœu des deux parties — par le tribunal fédéral suisse, le tribunal arbitral comprend M. François Terré, professeur à l'université de Paris-IX, et Sir Owen Woodhouse, ancien juge à la Haute Cour de Nouvelle-Zélande. — (AFP.)

## Le Carrefour du développement

## L'épouse de M. Yves Chaliar en garde à vue

L'épouse de M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet du ministre socialiste de la consommation M. Christian Nucci, recherché par la police dans le cours de l'enquête sur l'affaire du Carrefour du développement, a été interpellée, mercredi 8 octobre à Quimper (Finistère), et placée en garde à vue.

M. Rosemonde Chaliar, qui réside à Quimper depuis sa séparation avec son mari il y a quelques années, n'a été interrogée par des policiers de la brigade financière de la direction centrale de la police judiciaire, égarant sur commission rogatoire du juge parisien chargé du dossier, M. Jean-Pierre Mielau. Le magistrat souhaite vérifier ce que M. Chaliar a pu connaître des activités de son mari, qui fait figure de principal accusé dans l'affaire, et si elle a pu bénéficier de certaines de ses libéralités.

M. Chaliar, mère d'un garçon de dix ans, avait indiqué à la fin du mois de juillet que son mari l'avait informée de sa fuite à l'étranger au début de l'affaire du Carrefour du développement. « Il a peut-être été un peu léger, mais j'espère qu'il garde la tête froide et n'oublie pas qu'il a une femme et un fils qui lui conservent leur confiance », déclarait-elle.

## RELIGION

Le CNAL s'en prend au pape. — Une fois le pape reparti à Rome, le Comité national d'action laïque a estimé, dans un communiqué du 8 octobre, qu'il était « intolérable que le chef d'une Eglise, quelle qu'elle soit, procède en France même à une dénonciation des lois de la République, en particulier celles qui garantissent la liberté religieuse ». Le CNAL proteste contre le fait que « le pape ignore, jusqu'à la condamner implicitement, les conséquences des lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat, garantissant notamment la liberté religieuse ».

## SPORTS

VOILE : Coupe de l'America. — Première défaite pour French-Kiss, le bateau berré par Marc Pajot, mercredi 8 octobre, lors de régates disputées sur large des côtes australiennes. Opposé à l'un des meilleurs favoris New-Zeland, le bateau français a été battu da quarante secondes, au terme d'une course éprement disputée. New-Zeland qui a enregistré quatre victoires, est en tête du classement avec quatre points, à égalité avec le voilier américain Stars-and-Stripes.

FOOTBALL : Nouvel entraîneur au Racing Club de Paris. — Les mauvais résultats du club parisien depuis le début de la saison en première division sont à l'origine de la décision des dirigeants — et donc de Matra — de changer son entraîneur. C'est Victor Zvunka, responsable de l'équipe de division 3 et ancien responsable de l'équipe première en 1984, qui a trente-six ans reprend du service. Le sortant Sylvester Tekac remplace Zvunka dans ses fonctions. Une permutation qui ne modifie pas les objectifs et les ambitions du club, affirment les dirigeants.

Prise d'otage dans l'Essonne. — Une prise d'otage à Evry (Essonne) s'est achevée, ce jeudi 8 octobre, sans effusion de sang : Luc Lavallée, vingt-cinq ans, un malfrat qui s'était enfilé depuis mercredi soir dans un appar-

## A Clichy

## Le chanteur Jean-Luc Lahaye ouvre un centre pour les enfants abandonnés

Mercredi 8 octobre, le président de la République n'a pas hésité à affronter dans une partie de baby-foot le chanteur Jean-Luc Lahaye, pour attirer l'attention sur l'ouverture du premier centre d'accueil pour les enfants abandonnés de la région Centre-Val de Loire, créée par le chanteur français.

Ce centre, situé à Clichy, 25, rue Villeneuve, a été financé grâce aux droits d'auteur perçus sur la vente des 1,2 million d'exemplaires du livre Cent familles — dans lequel l'artiste raconte sa vie d'enfant de la DASS ébahi de famille en famille —, mais aussi grâce à un coup de pouce de M. Mitterrand lui-même.

Le centre héberge actuellement une quinzaine d'enfants, mais il devrait pouvoir en accueillir deux fois plus. Le centre n'a pas encore reçu l'agrément de la DDASS des Hauts-de-Seine, mais cette dernière affirme qu'elle favorisera l'accord d'ici au mois de décembre.

Aménagement, 24, parc du Petit-Bourg, avec une femme et trois enfants, s'est rendu, peu après 7 heures, au commissariat Ange Mancini, le patron du RAID (recherche, action, intervention, dissuasion) après trente heures de négociations.

## Le général Norbert Molinier reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mercredi 8 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Norbert Molinier.

Sont promus : général de division, le général de brigade Yves Béchir, commissaire général de brigade, le commissaire-colonel René Fornis.

• Armement. — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Jean Goyout et Paul Talbautier ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean-Marc Peyraud, André Dubresson et Jean-Claude Pujol.

Sont nommés : inspecteur de l'armement pour l'aéronautique et l'espace, l'ingénieur général de première classe Pierre Chevalier ; sous-directeur des personnels militaires, l'ingénieur général de première classe Pierre Amy.

• Service de santé. — Sont promus : médecin inspecteur, le médecin général Henri Antoine ; médecin général, les médecins en chef Antoine Lesbre (nommé directeur adjoint du service de santé de la 5<sup>e</sup> région militaire) et Bernard Mureau ; pharmacien-chimiste général, les pharmaciens en chef Jacques Labouret et Bernard Darigues.

Sont nommés : directeur du service de santé de la 5<sup>e</sup> région militaire, le médecin général Louis Courbiol ; médecin-chef de l'hôpital d'instruction des armées Béguin, le médecin général Georges Cournaud.

## Échecs

## Vingt-quatrième partie

## Acharnement inutile



Que pouvait espérer Karpov en mettant sous enveloppe son quarante et unième coup, dans la vingt-quatrième et dernière partie, le mercredi 8 octobre ? Gagner après l'ajournement ? Mais Alekhine (ressuscité) plus Fischer, plus Kasparov lui-même n'y seraient certainement pas parvenus. Arracher la nullité ? Mais le champion du monde ne menaçait rien et n'attendait plus que son adversaire répète, pour la troisième fois : Tb4+, pour qu'automatiquement, la partie soit déclarée nulle par répétition de coups.

On ne voit finalement qu'une raison à cet acharnement inutile décidé par Karpov : ne pas avoir à reconnaître publiquement qu'il ne pouvait pas remporter cette ultime partie, ce qui lui aurait juste permis de faire match nul (12-12), le titre mondial s'étant déjà envolé dès la vingt-troisième partie.

« ÉCHECS OFFENSIFS », de Gerry Kasparov. — Ce livre contient quatre-vingt parties jouées par le champion du monde, dont trente-huit annotées par lui-même. Bob Wade a réuni une foule de détails sur le caractère de l'âme de Bakou, il éclaircit chaque chapitre où l'on peut suivre, de neuf à vingt-deux ans, le fabuleux trajet du tourbillon de Karpov. Préface d'Arrabal normalement excessive.

Ed. Desmarchez-Naoum, 237 p., 185 F.

Tous les grands maîtres présents à Leningrad s'attendaient que Karpov propose la nullité ce jeudi sans reprendre le jeu. Il l'a fait et le match s'est clos sur le score de 12,5-11,5 en faveur de Kasparov.

B. de C.

## Blancs : KASPAROV

## Noirs : KARPOV

## Vingt-quatrième partie

## Début Catalan

1. d4	c6	2. d5	d6	d5
2. e4	e6	3. e5	e4	Td8
3. Cc3	b6	4. Td1	Td1	Td1
4. g3	Fd7	5. Td1	Td1	Td1
5. Fg2	Fd4+	6. Td1	g6	Rd5
6. Fd2	e5	7. Rd3	Td8	Td8
7. e4	e4	8. Rd3	Td8	Td8
8. Fg5	Fd7	9. Td1	Td1	Td1
9. Dd2	b6	10. Td1	Td1	Td1
10. Fd3	Fd6	11. Rd3+	Rd6	Rd6
11. Cc3	e5	12. Td1	Td1	Td1
12. Td1	b5	13. Td1	Td1	Td1
13. Td1	b5	14. Td1	Td1	Td1
14. Td1	Cd7	15. Td1	Td1	Td1
15. Td1	Fd7	16. Td1	Td1	Td1
16. Td1	Fd7	17. Td1	Td1	Td1
17. Td1	Cd5	18. Td1	Td1	Td1
18. Td1	Fd7	19. Td1	Td1	Td1
19. Td1	Fd7	20. Td1	Td1	Td1
20. Td1	Fd7	21. Td1	Td1	Td1

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

## EUROPE ECHECS

Karpov/Kasparov

Les parties commentées

En vente en kiosque, 25 F

مكتبة الأهل



(Publicité)

# Santé: l'étendue de nos impuissances.

En cinq ans, j'ai appris l'étendue de nos impuissances. J'étais alors Ministre en charge de la santé des Français. Notre impuissance à répondre à tant d'appels au secours, à tant de détresses et à tant de questions, m'a déterminée à agir pour comprendre, pour savoir, pour avancer.

Les médecines naturelles sont-elles efficaces ou ne le sont-elles pas?

Pour certains, elles sont très efficaces, pour d'autres non. Après avoir tout essayé, des hommes, des femmes, pensent s'en être sortis, grâce aux médecines différentes. La médecine officielle a-t-elle vraiment tous les succès qu'elle proclame?

C'est pourquoi aujourd'hui, je me tourne vers tous ceux qui ont trouvé une réponse. Vous étiez drogués, vous ne l'êtes plus. Vous étiez insomniaques ou noués par le stress, vous en riez maintenant.

Je vous lance un appel pour aider ceux qui sont dans la détresse. Témoignez. Nous avons besoin de vos lettres par milliers.

Avec moi, des spécialistes, médecins ou scientifiques, analyseront et trieront vos témoignages pour y voir plus clair, pour séparer le vrai du faux, pour informer, pour aider tous ceux qui veulent retrouver leur santé.

COMPRENDRE C'EST VIVRE MIEUX.



Georgina Dufoix.

## Association des Réseaux de Santé.

Fondateurs: Georgina Dufoix Présidente, André Bergeron, Pierre Cornillot, Paul Bouchet, Pierre Magnan, Théo Braun, Marc Netter.

La tâche est immense, alors écrivez-nous. Pour témoigner, écrivez à l'ARS en précisant ce dont vous souffriez, et comment vous vous en êtes sorti.

MINITEL N° 3615 + CUM (RUBRIQUE ARS) ou BP 320 75265 PARIS CEDEX 06



## Société

## MÉDECINE

Les premiers pas de la chirurgie anténatale  
Un fœtus sur le billard

Le docteur Michael R. Harrison, un chirurgien de l'université de Californie à San Francisco, vient de révéler qu'il avait, le 22 juillet 1985, opéré un fœtus de vingt-trois semaines atteint d'une hydromyélomélie (c'est-à-dire d'un blocage total des voies urinaires). Pour ce faire, il a retiré à demi le fœtus pendant trois minutes de l'utérus de sa mère et l'a ensuite replacé dans sa position d'origine afin que la grossesse puisse s'achever normalement. Le fœtus avait été extrait par les jumeaux, la partie supérieure restant attachée au placenta dans la cavité. Détail important, pendant l'intervention, le cordon ombilical assurait un fœtus nutrition et oxygénation. Neuf semaines plus tard, soit six semaines avant terme, Baby Mitchell naîtrait par césarienne dans un hôpital du Texas. Agé aujourd'hui d'un an, il va bien, à ceci près qu'il a dû être de nouveau opéré des reins il y a quelques jours. Une greffe rénale pourrait d'ailleurs s'avérer nécessaire dans quelques temps. Selon ses chirurgiens, son rein droit ne fonctionne qu'à peine, et le gauche « a un rendement » d'environ 50 %. Cette intervention, qui a fait grand bruit aux États-Unis, n'est pas une première. Deux autres fœtus, atteints eux aussi d'hydromyélomélie, avaient déjà été opérés ainsi, « en ouvert ». L'un était mort à la naissance, et l'autre à l'âge de six mois du fait d'autres anomalies congénitales.

Jusqu'à présent, la chirurgie fœtale, qui n'en est qu'à ses premiers balbutiements, consistait simplement en l'introduction d'un cathéter « mince comme un spaghetti » dans le cerveau (en cas d'hydrocéphalie), soit dans le ventre (en cas d'hydromyélomélie), soit dans l'abdomen (en cas d'hernie diaphragmatique).

Cent vingt-quatre fœtus ont pu être ainsi opérés dans le monde. Le docteur Harrison, pour justifier son intervention, rappelle que s'il n'était pas intervenu Mitchell serait mort in utero. En effet, lorsqu'il existe ainsi un blocage complet des voies d'excrétion urinaire, il s'ensuit une absence totale de production du liquide amniotique et un non-développement des poumons.

Le développement de la chirurgie fœtale, lié à la mise au point de nouvelles méthodes de diagnostic anténatal, ne va pas sans poser de redoutables problèmes éthiques et juridiques. Selon le docteur Frederic Frigoletto (chef de service de gynécologie-obstétrique à l'université Harvard) « l'efficacité et l'innocuité de la chirurgie fœtale ne sont pas prouvées ». « Dans ces conditions, ajoute-t-il, il est extrêmement difficile de poser les indications de telles interventions ».

En outre, ces nouvelles techniques mettent en évidence de redoutables casse-têtes juridiques, un peu du même type que ceux que pose la détermination des droits des embryons congelés dont les parents sont morts. Quels droits prévalent ? Ceux de la mère, ou ceux du fœtus ? Ce type d'intervention n'est pas sans risque pour les mères qui, outre les anesthésies et deux césariennes, doivent absorber quotidiennement des médicaments destinés à prévenir le travail (la mère de Mitchell, âgée de trente-deux ans, prenait du ritodrine).

Que se passerait-il si une mère refusait l'intervention ? Le médecin, au nom des droits du fœtus, pourrait-il se retourner devant la justice ?

FRANCK NOUCLH

## ÉDUCATION

## La réforme de l'enseignement supérieur

## L'UNI invite les universitaires à anticiper sur la loi Devaquet

Quelques jours après les syndicats autonomes (le Monde du 4 octobre), c'est au tour de l'UNI (Union nationale interuniversitaire), organisation « autonome » très proche de la majorité, de rendre publique son analyse de la situation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Si le ton est moins agressif, le message n'est pas moins gênant pour M. Alain Devaquet.

L'UNI regrette à nouveau que le ministre de l'enseignement supérieur ait préféré « temporiser » plutôt que de procéder à des « mesures chirurgicales salvatrices » dès son arrivée rue Descartes. D'autant que la lenteur de la procédure parlementaire ne permet pas d'envisager l'application de la nouvelle loi universitaire avant le printemps prochain, dans l'hypothèse la plus favorable. « C'est donc la quasi-totalité de l'année universitaire qui se déroulera en l'absence de tout cadre légal d'ensemble ».

Mais, loin de s'alarmer de cette période de flottement, l'UNI y voit au contraire une occasion à saisir. « Les universitaires ont aujourd'hui à faire à une situation plurielle qui prendra la forme qu'ils lui donneront. L'orientation d'ensemble ne tardera pas à se dessiner, avant même l'application officielle de la loi ». Sur quelques dossiers-clés, comme la restructuration interne des universités, le principe de l'accréditation des diplômes, la sélection ou les droits universitaires, le mot d'ordre est sans ambiguïté : « Il n'y a pas lieu d'attendre que le texte de la loi soit connu jusqu'à la dernière virgule pour commencer à réfléchir. Il faut d'avance donner un contenu à la loi pendant qu'elle est en pointillé ».

On ne saurait inciter plus clairement les universitaires à pratiquer la politique du fait accompli et à forcer la main au ministre de l'enseignement supérieur. Celui-ci a d'ailleurs appuyé son attitude, le 8 octobre à l'Assemblée nationale, en répondant à une question de M. Cassaigne

(PS) : il a admis que les universités « disposent d'une marge d'autonomie à la faveur de laquelle elles peuvent modifier le montant (des droits d'inscription) dans les limites d'une fourchette allant de 400 à 800 francs ».

D'autre part l'UNI a immédiatement réagi à la communication de M. Devaquet au conseil des ministres du 8 octobre sur la réforme du CNRS. Exprimer sa déception, elle réaffirme que « seul l'éclatement de structures centralisées et sclérosées (telles que le CNRS et l'INSERM) permettra de redonner vie à la recherche française ».

Cette assurance affichée par l'UNI s'appuie, à l'évidence, sur l'appréhension optimiste que porte son président, M. Jacques Rougeot, sur la situation politique : les élections récentes « ont confirmé le mandat confié à la nouvelle majorité le 16 mars. Au gouvernement d'en tirer les conséquences ».

## Le concours général sera ouvert aux élèves du privé

Réservé jusqu'à présent aux meilleurs élèves des classes de première et de terminale de l'enseignement secondaire, le concours général d'octobre 1987, aux établissements privés sous contrat. Un projet d'arrêté dans ce sens doit être prochainement soumis à concertation par l'éducation nationale. Le ministre entend ainsi ouvrir en faveur de « l'égalisation de traitement sans brimade et sans favoritisme entre enseignement public et enseignement privé ».

D'autre part, afin de « valoriser l'émulation entre les candidats », M. Monory a l'intention de régulariser le palmarès, qui sera publié à la fois nationalement et dans chaque académie. Outre les livres traditionnels, décernés, il veut offrir aux lauréats des voyages et des stages.

## SCIENCES

## Le vrai « Terre ! » de Christophe Colomb

L'endroit présumé où Christophe Colomb a posé le pied, le 12 octobre 1492, aux îles Lucayes, aujourd'hui Bahamas, ne serait pas celui que l'on croyait. C'est ce que vient d'annoncer la National Geographic Society à Washington. Après cinq ans de travaux pour recalculer la route de l'explorateur et étudier une nouvelle traduction du résumé du journal de bord de Christophe Colomb rédigé par Barthélemy de Las Casas, les chercheurs pensent avoir résolu au bout de cinq siècles, l'un des plus grands mystères géographiques. Ce n'est pas à Guanahani, rebaptisée San Salvador, que Christophe Colomb a abordé mais à 104 kilomètres plus au sud-est.

L'écocostage aurait eu lieu à Samana-Cay, une autre île des Bahamas qui mesure 14 kilomètres de long.

Le débat pourrait ainsi se clore, né il y a cinq siècles. Neuf îles de la région avaient été découvertes et Samana-Cay citée en 1492 par Gustavus Fox. Les nouvelles études ont été confirmées par plusieurs voyages à Samana où les chercheurs ont des preuves archéologiques de la présence d'Indiens Lucayen sur l'île que l'on avait longtemps crue inhabitée. Ainsi serait attestée la présence de ces hommes que le navigateur et nomade indien piquet pensait toucher au rivage de l'Inde.

Que lire ?  
le dernier Duras  
ou le Dernier des Mohicans ?

Les livres sur Minitel.  
La sélection du Monde.  
Les dernières critiques.

Le Monde sur Minitel  
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

OFFICIERS  
MINISTÉRIELS  
VENTES PAR  
ADJUDICATION

Rubrique GSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au palais de justice de NANTERRE  
le JEUDI 23 OCTOBRE 1986 à 14 heures

## LOGEMENT

3-4 étages de 2 pièces principales et une C.A.V.E.

## ISSY-LES-MOULINEAUX

(Hauts-de-Seine), 8, rue Rouget-de-Lisle et 35-37 rue Camille-Desmoulins

MISE À PRIX : 10 000 F

S'adresser à M. Michel POUCHARD, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 9, rue Robert-Lavigne, 92600 ASNIÈRES.

Tél. : 47-98-94-14. Et à tous avocats près le Tribunal de grande instance de NANTERRE.

## Vente sur licitation au palais de justice de NANTERRE, JEUDI 23 OCT. 1986 à 14 h.

## APPARTEMENT

3-4 étages, comp. 2 pièces principales, cuisine, WC ext. - C.A.V.E.

## PUTEAUX (92)

11, rue René-Picard

LIBRE - MISE À PRIX : 85 000 F

S'adresser à M. Robert GARDES, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 37, rue Gambetta, 92800 PUTEAUX. Tél. : 47-76-19-52.

Cabinet LE GOFF, administrateur, 16, avenue du Maréchal Foch, 92700 COLOMBES. Tél. : 47-86-13-02, le matin.

## Vente au palais de justice de NANTERRE, JEUDI 23 OCTOBRE 1986 à 14 h.

## APPARTEMENT à ASNIÈRES (92)

3, rue de Strasbourg

et une C.A.V.E. - MISE À PRIX : 100 000 F

S'adresser à Maître Michel POUCHARD, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 9, rue Robert-Lavigne, 92600 ASNIÈRES. Tél. : 47-98-94-14.

Et tous avocats près le tribunal de grande instance de NANTERRE

## Vente sur licitation au Palais de Justice de CRÉTEIL (94)

## 2 LOCAUX au KREMLIN-BICÊTRE (94)

d'une superficie d'environ 120 m<sup>2</sup> - 135, rue de Fontainebleau

MISE À PRIX : 180 000 F

S'adresser à Maître Serge TACNET, avocat, demeurant 23, rue Jean-Jaurès à CHAMPIGNY-SUR-MARNE - SCP SCHMIDT DAVID, avocat demeurant à PARIS-17<sup>e</sup>, 76, avenue de Wagram, tél. 47-56-16-69 - Sur les lieux pour visiter.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de CRÉTEIL

## APPARTEMENT à CRÉTEIL (94)

10, rue des Mûres, n° 10 à 16 bis et Villa du Petit-Parc, n° 17 à 23.

S'adresser à Maître Serge TACNET, avocat, 20, rue Jean-Jaurès à CHAMPIGNY-SUR-MARNE - La SCP SCHMIDT DAVID, avocat, 76, avenue de Wagram à PARIS (17<sup>e</sup>). Tél. : 47-56-16-69.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY

## UN APPARTEMENT DE 2 P.P.

avec cave, au 64, rue de la République à PARIS-19<sup>e</sup>

30 à 38, av. MATHURIN MOREAU

MISE À PRIX : 80 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY

## APPARTEMENT à SAINT-OUEN (93)

4112, rue Martin Levasseur

au rez-de-jardin, comprenant : entrée, deux pièces, salle de bain avec WC, chauffage, cuisine, séjour, chambre et jardin privé

MISE À PRIX : 200 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à GAGNY (93)

44, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente au palais de justice d'EVRY (91), mardi 21 octobre 1986 à 14 h

## MAISON D'HABITATION A ATHIS-MONS (91200)

64, rue de la République - Colonne mariale N° 209 sur 378 m<sup>2</sup>

M. A. P. : 250 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente sur licitation au Palais de Justice de BORIGNY, MARDI 21 OCTOBRE 1986 à 13 h 30

## UN PAVILLON à CLICHY-SOUS-BOIS (93)

60, avenue du Cimetière

édifié en rez-de-jardin divisé en six appartements, avec cuisine, WC, salle de bain, chauffage, 1<sup>er</sup> étage de 2 pièces, garage à l'extérieur, sur terrain de 377 m<sup>2</sup>

MISE À PRIX : 65 000 F

S'adresser à M. Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général Ledere à ROSNY-SOUS-BOIS (93110). Tél. : 48-34-90-87.

## Vente au palais de justice de CRÉTEIL, le JEUDI 23 OCT. 1986 à 9 h 30

## UN APPARTEMENT

de 4 P., cuis., parking et cave

un ensemble immobilier ass.

109, RUE DEFRANCE - VINCENNES (94)

MISE À PRIX : 350 000 F

S'adresser pour renseignements à M. P. VANDERLINDT, avocat, 165 bis, Grande-Rue, Nogent-sur-Marne (94). Tél. : 48-71-03-78.

M. BRAZIER, avocat, 178, bd Bessonneau, Paris (8<sup>e</sup>). Tél. : 45-62-39-03.

## Vente au palais de justice de PARIS le jeudi 23 octobre 1986 à 14 heures

## BEL APPARTEMENT DE 3 PIÈCES

principales - rue de Clugny, Notre-Dame n° 6 à

PARIS (4<sup>e</sup>)-OCCUPÉ

MISE À PRIX : 100 000 F

plus le paiement d'une rente viagère - M. Yves TOUBAÏLE, avocat à Paris 9<sup>e</sup>, 48, rue de Clugny - Tél. : 48-74-45-53. - M. P. MIZON syndic à Paris, 60, boulevard



## Le Monde DES LIVRES

### Gorki, ou l'itinéraire d'un « fonctionnaire de la plume »

Henri Troyat consacre une biographie à  
Maxime Gorki et à ses « métamorphoses » :  
du révolté au laudateur de Staline.

MAXIME GORKI reste aujourd'hui encore l'objet d'un maelstrom. Adulte en URSS — mais tant d'aspects de sa vie sont passés sous silence, — vénéré par toute une part de l'intelligentsia internationale, honni par combien d'intellectuels russes, le personnage est complexe, si l'œuvre l'est moins.

Le beau livre qu'Henri Troyat vient de lui consacrer braque avant tout le projecteur sur l'homme, sur l'itinéraire d'un révolté hanté par l'injustice et le despotisme et qui finit ses jours en « fonctionnaire de la plume » et en laudateur de Staline. Cette métamorphose, ses manifestations, Troyat les recherche dans une biographie qui coïncide avec une des périodes les plus troublées, les plus rapidement changeantes de l'histoire de la Russie, où se mêlent et s'entrechoquent traditions séculaires et germes de changement radical, résignation et aspirations, mouvements à la base et au sommet d'une société que l'on croit encore immobile.

L'enfance, difficile, d'abord, partagée entre un grand-père, religieux sans doute, mais qui sans cesse brandit un dieu impitoyable, vengeur, dont l'homme ne peut que subir le poids ; et une grand-mère dont la foi est tout autre, imprégnée de compassion pour les démunis, de sentiment de culpabilité à leur égard. Son évangile des pauvres inspire à Gorki, qui n'est encore que Pechkov, l'honneur des riches et des puissants, l'intuition que l'homme juste doit s'élever contre eux, leur arracher des biens indus, se situer du côté des humbles. Cette révolte naissante sera nourrie par le dur apprentis-

sage que la vie impose à l'adolescent condamné à d'innombrables petits emplois pour survivre : quasi-domestique chez un boulanger, sur des bateaux, gardien de nuit, etc. Brutalisé, ballotté, il apprend directement ce qu'est la condition du peuple dont ses livres *Enfance*, *Mes universités*, témoignent.

Mais dans le même temps — fin du dix-neuvième siècle, — le jeune Gorki, issu d'un milieu plébéien, à l'éducation inachevée, engagé dans le dur monde du travail, pénètre aussi dans l'univers intellectuel et combine par là-même deux existences, deux expériences qui, ailleurs, seraient séparées. Après l'assassinat d'Alexandre II en 1881, la Russie bouillonne, l'esprit révolutionnaire domine tous les groupes organisés, notamment les cercles d'étudiants.

#### Le pion et l'amer

A Kazan, où il vit — temps, Gorki se frotte à l'Université, à l'agitation étudiante. Puis il se tourne vers le milieu paysan avec le populisme Romass, qui veut une révolution dont il soit le ferment, mais s'en détourne vite, horrifié par cette paysannerie qu'il juge abêtie et résignée à jamais à son sort.

Enfin, quelques années plus tard, à Tiflis, c'est la rencontre avec l'agitation social-démocrate et la classe ouvrière. C'est là qu'il est publié pour la première fois en 1902. Là que Pechkov (le pion) devient Gorki (l'amer).

En dix ans, de 1881 à 1891, il a été en contact de tous les mouvements sociaux et intellectuels. Encore dix ans et, dès 1900, il



Maxime Gorki.

atteint à la gloire littéraire à Moscou, et est salué aussi bien par les élites de gauche que par les élites possédantes, que cet esprit révolté qui les condamne séduit. Le frisson du « grand soir » n'est pas étranger à ce succès ; il témoigne de la désagrégation rapide de la Russie, où coexistent à cette époque un prodigieux effort de modernisation, un âge d'or intellectuel et artistique et une fascination des élites au pouvoir pour la révolution qui les emportera.

A travers ce destin si bien campé qu'Henri Troyat retrace d'étape en étape — la révolution de 1905, le premier exil et l'épisode de Capri, la grande révolution de 1917, le second exil, qui va jusqu'en 1928, puis le retour triomphal en URSS et le maître intellectuel dévolu jusqu'à la fin à Gorki, — plusieurs thèmes forts se dégagent. Tout d'abord, la comparaison, inévitable, entre le

système répressif tsariste et le système répressif soviétique, que le sort de Gorki éclaire. Ce prophète de la révolution, repéré très tôt par les autorités de l'empire, jouit d'une extraordinaire indulgence. En 1900, il acquiert une machine pour reproduire des libelles séditieux. La police s'en inquiète mais laisse faire. En 1905, lorsqu'il est arrêté pour participation active au mouvement, c'est au terme d'hésitations. Et un mois plus tard, à l'issue d'une campagne de protestation internationale d'intellectuels — où Anatole France tient une place importante, — il est libéré. Quand le pouvoir s'oppose à son élection à l'Académie, nombre d'académiciens démissionnent et nul n'est inquiet. Et l'on joue les pièces de Gorki à travers toute la Russie, malgré les recommandations de la censure.

H. CARRÈRE D'ENCAUSSE.  
(Lire la suite page 17.)

### Variations sadiques

Roman, cruauté, enfance... Michel Tournier s'interroge sur leurs relations subtiles à travers *« Le Garçon écorché »*, de Robert Quatrepoint.

Il y avait cette vieille nostalgie d'un temps — pas si lointain — où nos villes étaient égayées par ces monuments vivants — si l'on peut dire — que dressaient au coin des rues et sur les places gibets, piloris, rones, bûchers, garrots et autres pals. Le 3 janvier 1889, Nietzsche ne trouva sur la piazza Carlo-Alberto de Turin qu'un cheval de fiacre fouetté à mort par son cocher pour tomber à son cou, puis dans le caniveau, foudroyé par Dionysos. Depuis, plus rien. Les échafauds ont disparu eux aussi, avec leur capacité illimitée de souffrir. Restaient pourtant dans notre musée imaginaire la pose précieuse et emphatique de *l'Ecorché*, de Houdon, quelques pages de son exact contemporain Sade, un avenu magnifique mais bien laconique de Bandelaire (« Je suis la plaie et le couteau »), puis plus rien à nouveau, jusqu'à la flamboyante parution en 1968 de *l'Histoire d'O*.

On s'étonne vraiment que la cruauté ne constitue pas une source d'inspiration plus féconde, d'autant plus qu'elle se marie avec bonheur à d'autres thèmes qui eux font florès, l'enfance par exemple. Dès mes premiers pas, j'ai saisi l'affinité qui rapproche jardin d'enfants et jardin des supplices, et j'ai compris qu'un genou hlessé, « couronné », devient par la magie des mots un genou royal. La chair à vif, c'est autre chose que la peau nue, et l'arrachement d'un pansement qui découvre la gueule rose et gaulée d'une cicatrice toute fraîche, cela va tout de même plus loin qu'un banal striptease. Qu'attend-on pour explorer les ressources érotiques de la chirurgie ? Pourquoi aucun photographe n'a-t-il à ce jour célébré la troublante beauté des blessures et le fantastique cérémonial d'une salle d'opération ? Comment aucun auteur de roman noir n'a-t-il encore exploité cette trouvaille admirable de notre société de consommation : l'utilisation des bébés morts fournis par les avorteurs pour fabriquer des produits de beauté ?

Un roman de la rentrée vient à propos répondre à quelques-unes de ces questions. *Le Garçon écorché*, de Robert Quatrepoint, peut sembler de prime abord sacrifier à une tradition un rien usée. Tout se passe dans la solitude d'un sombre manoir anglais (ou écossais ?). Les parents sont partis, laissant le jeune Nat entre les mains de sa préceptrice, M<sup>lle</sup> Fis-

cher. Celle-ci va répondre à sa fonction éducatrice jusqu'aux limites les plus rudes du plaisir-douleur. On ne lui reprochera pas de manquer de conscience professionnelle.

#### Du sang beaucoup de sang

Dans un pareil récit, ce sont les détails qui importent. Ils abondent dans celui-ci, et sont d'une rare qualité. Par exemple M<sup>lle</sup> Fischer revêt le costume marin d'un frère aîné défunt de son élève. Histoire de brouiller d'entrée de jeu les frontières des sexes et celles de la vie et de la mort. Il y a aussi un voyage imaginaire à Venise, et un usage assez maléfique d'une gondole. Il y a encore une flagellation aux orites et un bain de limon. Et du sang, beaucoup de sang.

Mais il y a surtout les mots. Pour la première fois l'arsenal du jargon anatomique est mis à sae par un romancier. Voici donc livrés à notre gourmandise l'acromion et l'angle scapulaire, la fourchette et le glaive du sternum, le grand couturier et le creux poplit, le rebord chondro-costal et la crête iliaque, la sangle abdominale, et bien d'autres appas étranges et humoristiques à la fois. Il n'est pas jusqu'au raphé, crête charnue et ambrée, dressée sur le mitan du périnée, qui trouve ici sa célébration. « *Garçon, rodieuse mappemonde ! s'écrit M<sup>lle</sup> Fischer. Je pincerai vos douceurs, je brusquerai vos duretés. J'amènerai vos lignes jusqu'au comble, jusqu'à l'extrême fin qu'autorise leur propre loi. Je m'évertuerai à voir où chaque organe palpable peut parvenir dans son rôle, y culminer. J'arracherai à votre corps ses ressources vives. Je lui ferai chanter son chant.* »

On songe à Valéry : « La vérité est nue, mais, sous le nu, il y a l'écorché ». Mais on songe plus encore à Vésale, cet architecte de Philippe II d'Espagne condamné par l'Inquisition. Non content d'avoir inventé l'anatomie moderne en disséquant des cadavres, il prétendait créer la physiologie grâce à la vivisection qu'il pratiquait sur des prisonniers ébriés à l'alcool.

MICHEL TOURNIER.

★ LE GARÇON ÉCORCHÉ, de Robert Quatrepoint, 267 p., 89 F.

#### ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Les Vacances du fantôme, de Didier Van Cauwelaert  
Faire-part, de François Boutry

### La peau des autres

UNE coquetterie ancienne pousse à n'associer ici que des romans rapprochés, tels des siamois, par le thème, le style, ou l'âge du capitaine. L'abondance des productions de l'automne oblige au disparate. Voici donc deux livres qui n'ont rien en commun que de paraître le même mois et de sortir du lot, du tas. En cherchant bien, un certain sourire narquois les fait cousins, sans parler de leur jeunesse. Deux hirondelles, plus quelques autres, feraient-elles le renouveau, tant attendu, de l'humour français ?

Pour son troisième roman, Didier Van Cauwelaert a imaginé un point de départ comme tous les amoureux rêvent d'en trouver un : ce qui s'appelle une idée en or. Comme toutes les trouvailles, elle est simple. Qui n'a pas songé qu'il se réveillait un jour dans la peau d'un autre ? Il paraît que ce fantasme, des milliers de gens le mettent à exécution chaque année en disparaissant corps et biens et en resurgissant loin des leurs. On se souvient d'un juge d'instruction sans histoires qui s'était évaporé en quittant le bureau et qui avait refait sa vie, on le sut par hasard, longtemps après, comme cantonnier !

ROGER CROUTIN, vingt-deux ans, est garçon-boucher et catcheur semi-professionnel sous le sobriquet de « Steak tartare ». Rien ne le prépare à occuper, un beau matin, le corps et la raison sociale d'un grand avocat cinquagénaire. C'est pourtant ce qui se passe. Pour quelles raisons ? La question ne sera pas posée. On est là pour jouer, non ?

Une existence, résumée dans un défilé d'entretiens, c'est peu. Vue du dedans, à brûle-pourpoint, cela fait beaucoup de choses à découvrir, à concilier. Maître Antoine de Latour-Jacob est une femme névrosée, une mère à peine moins cinquée, Cyclo-men, un fils prodige — Gabriel dirige des orchestres d'opéra, à

neuf ans — et, pour parer au plus urgent... un procès d'essais, l'après-midi de la métamorphose.

Le comique qui s'installe aussitôt s'apparente à celui des vaudevilles (Cauwelaert a signé deux pièces, dont *Le Nègre*, à l'affiche des Bouffes-Parisiens) : comment faire face aux suites d'un premier malentendu, comment gagner du temps, réplique après réplique ? Notre boucher s'y entend plutôt bien. A tout hasard, il cloue le bec du procureur en lui rappelant qu'il a dénoncé des juifs pendant la guerre. Par chance, si l'on peut dire, c'était vrai, et le magistrat reste bouche bée, d'autant plus qu'il le voit l'avocat est son meilleur ami.

On ne peut énumérer toutes les situations auxquelles Roger doit parer pour demeurer, plus ou moins, Antoine. Le comique d'improvisation remonte à l'auteur lui-même. On ne se dit plus : comment le personnage va-t-il s'y prendre ? Mais : qu'est-ce que l'auteur va encore inventer ?

Il n'est pas en peine, c'est le moins qu'on puisse dire. Notre boucher-catcheur doit s'improviser avocat-écrivain à une émission télévisée, ce qui nous vaut un plaisant regard en coulisse sur les dessous de la vie littéraire. Nous le retrouvons dans le lit conjugal, doué d'ardeurs dont son corps d'emprunt et son épouse avaient perdu l'habitude. Nous faisons le tour des adresses féminines trouvées dans l'agenda de Latour-Jacob, avec tous les quiproquos imaginables. Nous allons chez un maître de « parapsychique » à un abri atomique, dont la démonstratrice a bien du charme et renseigne Roger sur la nature profonde d'Antoine.

(Lire la suite page 17.)

Guy Bechtel

MENSONGES  
D'ENFANCE

La première  
pseudo-auto-maso-biographie

ROBERT LAFFONT

## Le prix Léautaud

à François Bott

Le premier prix Paul Léautaud, créé en février à l'occasion du trentième anniversaire de la mort de l'écrivain et doté d'un montant de 50 000 F, a été attribué le 7 octobre à François Bott, pour son livre *Lettres à Baudelaire, Chénier et quelques autres...*, paru au printemps chez Albin Michel. Michel Déon, Louis Nucéra, Raymond Devos, Alphonse Boudard, Jean-Paul Carco, et Jacques Petitjean... notamment font partie du jury de ce prix parrainé par la société Primegex.

L'ouvrage primé doit obéir, selon le règlement, à onze «commandements» tirés du *Journal littéraire* de Paul Léautaud. François Bott, qui dirige le département littéraire du Monde, «s'inscrit» comme l'écrivait Serge Doubrovsky dans «le Monde des livres», du 7 mars, dans la plus sérieuse des traditions et rejoint la longue lignée des moralités.

## Les vingt ans

de Christian Bourgois

«1959-1988. Depuis près de trente ans je suis éditeur. Chez Julliard de 1959 à 1972, chez Bourgois depuis 1972, chez Julliard de 1972 à 1988 et «10/18» depuis 1988. J'ai été ainsi à l'origine de l'édition d'environ trois mille livres...» Christian Bourgois préface de cette manière la grosse livret-catalogue (hors commerce) qu'il vient de publier à l'occasion du vingtième anniversaire de sa maison

d'édition. Un bilan sans le moindre nostalgisme, et plutôt, à juste titre, fier de lui-même.

C'est un roman de Michel Bernard, 666 qui porte le premier numéro des éditions Christian Bourgois : la couverture, blanche, simple, déjà reconnaissable entre toutes : depuis vingt ans, Christian Bourgois compose les plus belles couvertures de l'édition française, les plus originales, les plus sophistiquées, les plus rares. Des couvertures qu'il choisit soigneusement lui-même et qui ressemblent aux livres qu'il publie : audacieux, risqués, à la limite de la marge et des luxes de l'esprit et de la sensibilité ; les livres d'un homme libre et secret, d'un passionné qui cache son obstination derrière la façade d'une imperturbable courtoisie et de ses colères derrière d'épaisses lunettes fumées.

Pour le reste, il suffit de laisser le catalogue parler de lui-même. C'est la morale que Bourgois se fait de son métier. Alignons donc des noms, un peu au hasard des souvenirs : Borgès, Gombrowicz, Ginsberg, Ehni, Jünger, Klotz, Burroughs, Lovecraft, Chénier, Farlinghetti, Pons, Rezvani, Tolkien, Arrabal, Moreau, Handke, Lescaillet, Vien, Bailly, Brautigan, Jaffroy, Cummings, Perret, Morrison, Edelman, de Roux, Verheggen, Thom, Sibony, Soulez, Perce, Onetti, Villio, Fonta, Mandel, Wharton. Une liste, un désordre de noms, tout le contraire d'une secte ou d'une chapelle littéraire ; mais si l'on regarde d'un peu plus près le dessin dans le tapis, on verra apparaître dans ce désordre apparent les contours d'une véritable politique d'édition.

P. L.

## «Champs» d'automne

Comme chaque automne depuis deux ans, la collection de poche «Champs», que dirige Louis Audibert chez Flammarion, publie simultanément six volumes : la *Méditerranée* ; les *hommes et l'héritage* de Fernand Braudel (avec la remise en vente du tome I, *L'Espagne et l'Italie*) ; le *Traité du vivant* (tomes I et II) de Jacques Ruffié ; l'*Innocence* et la *Méchanceté* de Vladimir Jankélévitch ; la *Physique nouvelle* et les *Quanta* de Louis de Broglie — texte classique publié en 1937 et opportunément repris alors que paraît, toujours chez Flammarion, le *Grand Débat de la théorie quantique* de Franco Selleri, qui remet le propos de Louis de Broglie à l'honneur ; enfin, l'*Œuf transparent* de Jacques Testart, dont le texte est largement inédit.

La collection «Champs», créée en 1977, est, selon son actualité responsable, «la fille de l'ouvrage de Foucault les Mots et les Choses». «Nous avons d'abord publié des œuvres «jalons», explique Louis Audibert, des textes classiques comme la *Logique de Port-Royal*, des ouvrages auxquels, précisément, dans les Mots et les Choses, Foucault assignait un rôle, puis très vite nous avons enchaîné sur des travaux d'essayistes contemporains, Jankélévitch, Derrida, Laplace, etc. Personnellement, je ne suis arrivé qu'en 1978. J'ai poursuivi cette ligne en ouvrant largement la collection aux grands historiens contemporains, en exploitant les livres du fonds Flammarion et d'autres éditeurs.

A ses débuts, «Champs» n'avait que deux concurrents : Idées/Gallimard (devenu Folio/Essais) et Points/Seuil. Aujourd'hui huit collections de poche doivent se partager le marché des essais, qui n'est pas en expansion. «Cela nous oblige», conclut Louis Audibert, «à beaucoup de rigueur». Avec ses cent vingt-cinq titres au catalogue, ses quelques deux cent mille ouvrages vendus chaque année (de 17 à 41 F), «Champs» veut être une collection de poche de référence. Elle y parvient. Grâce à la netteté de ses choix, à la définition claire de son champ, justement, elle fait autorité.

Jo. S.

## L'histoire

de l'humanité

année par année

La chronologie revient en force. On avait tenté, dans l'édition et surtout dans l'enseignement de l'histoire, sacrifié à la synchronie qu'il fallait bien prévoir un retour de bâton.

La public réclamait qu'on le réconcilie avec le temps : l'an dernier, le *Chronique du vingtième siècle*, publiée par Larousse et qui présentait année par année, à la manière d'un journal, les faits importants ou significatifs depuis 1900 remportait un succès considérable : plus de trois cent mille exemplaires vendus en édition courante.

Larousse réédite donc cette année en la réactualisant sa *Chronique du vingtième siècle* et sur

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## Lettres étrangères

● JOHN HAWKES : *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska*. Une épopée baroque et débordante où l'on aperçoit, du fond d'un bordel de l'Alaska, la virginité absolue des neiges du Grand Nord. Aventures rocambolesques et aurores boréales par l'auteur des *Oranges de sang* (Prix du meilleur livre étranger 1974). Traduit de l'américain par Michel Douy. (Seuil, 495 pages, 99 F.)

## SCIENCES

● HUBERT REEVES : *L'Heure de s'enivrer*. L'univers a-t-il un sens ? Conseiller scientifique à la NASA et directeur de recherches au CNRS, Hubert Reeves, après *Patience dans l'azur* (Seuil, 1981) et *Fousaises d'étoiles* (Seuil, 1984), s'interroge à nouveau sur le sens, ou le non-sens, du développement complexe de l'univers. Pour «accoucher du sens», une «décision consciente et active est nécessaire» : celle de l'homme. (Seuil, 276 pages, 89 F.)

## HISTOIRE

● HENRI PAECHTER : *Espagne 1936-1937 : la guerre dévore la révolution*. Ce livre est la réédition d'un ouvrage paru pour la première fois en 1938. L'auteur analyse le conflit en militant autant qu'historien. (Spartacus, 220 p., 90 F.)

● SIMON WIESENTHAL : *Le Livre de la mémoire juive*. *Calendrier d'un martyrologe*. A travers manuscrits, programmes et déportations, le martyrologe du peuple juif, ordonné par date. Parce qu'il n'est de plus grand péché que l'oubli. (Robert Laffont, 321 pages, relié, 180 F.)

## BIOGRAPHIE

● CLAUDE CUENOT : *Pierre Teilhard de Chardin*. La vie et l'œuvre du Père Teilhard de Chardin par l'un de ses amis et correspondants qui s'est donné pour but de dégager «le substratum géologique, paléontologique et biologique de la pensée thalhardienne». (Le Rocher, 469 pages, 140 F.)

## SOUVENIRS

● COLETTE AUDRY : *Françoise l'ascendante*. Par l'auteur de *Derrière la bagniole* (Prix Médicis 1962), le long cheminement du souvenir à travers photos, orfèbre et mémoire collective d'une famille, vers Françoise, arrière-grand-mère de Colette Audry et mère de Gaston Doumergue. Ou com-

me l'entrepris, selon les mêmes principes et avec une équipe éditoriale déjà rodée, une série de chroniques : *Chronique de l'humanité*, cette année, *Chronique de la France et des Français*, l'an prochain, et, si tout va bien, *Chronique de Paris et des Parisiens*, en 1988.

Comme on pouvait le prévoir, *Chronique de l'humanité* est un ouvrage énorme : mille deux cents quatre-vingts pages grand format, sept mille articles, trois mille cinq cents illustrations. L'équipe d'historiens dirigée par Anik Blaise a dû rudement travailler pour réussir à sortir en moins d'un an un livre qui relate les événements survenus dans les diverses régions du globe depuis l'aube de l'humanité.

Cette tâche ne va pas sans quelques défauts : erreurs typographiques, légendes quelquefois contestables ; l'ensemble demeure néanmoins impressionnant, notamment dans des domaines encore peu connus du grand public : civilisations indiennes, chinoises, japonaises et même — bien que les chronologies soient plus difficiles à établir — africaines.

Et puis, l'importance des ventes espérées a permis à l'éditeur de proposer son livre à un prix défiant la concurrence : 349 F pour tant d'heures de lecture, c'est (presque) un cadeau.

P. L.

## Un juré du Nobel

parle

Kjell Espmark est, à cinquante-six ans, le plus jeune des académiciens suédois. Cette relative jeunesse lui confère une sorte de droit à l'impertinence qui lui permet d'aborder un sujet que ses confrères académiciens ne sortent pas de considérer comme tabou : les délibérations qui précèdent l'attribution du prix Nobel (1).

Les amateurs de scandale en seront néanmoins pour leurs frais : l'impertinence de Kjell Espmark est assez sage pour ne lui faire franchir aucune des limites de la bienséance. On saura donc tout sur les différentes orientations prises par les jurés du Nobel depuis sa première attribution (à Sully Prudhomme...) en 1901.

On assistera aux luttes, toujours très féroces, qui opposent conservateurs et progressistes, avant-gardistes et humanistes, partisans de la découverte d'auteurs de langues et de pays littérairement marginaux et partisans de la consécration des valeurs internationales établies. On verra se dessiner des évolutions, se confirmer des interdits politiques — contre Malraux,

contre Borgès ou contre Graham Greene, par exemple — et apparaître quelques explications à des «oubliés» célèbres : Zola, Tolstoï, Ibsen, Strindberg, James, Machado, Virginia Woolf, Gorki ou Hoffmannsthal ou à des consécérations considérées aujourd'hui comme nettement abusives : Pearl Buck, Bouine, Eucken, Heyne, sans parler de Winston Churchill, dont il est peu probable que l'histoire retiendra le génie littéraire.

Mais ce survol intelligent et documenté, qui pose de manière aiguë la question de la valeur d'un prix international et qui envisage toutes les améliorations possibles au fonctionnement de son attribution, demeure très-à-propos en rétrospective sur les pressions de toutes sortes — aussi bien politiques que littéraires — qui s'exercent sur les académiciens suédois. L'idée que le jury Nobel loge dans un bunker impénétrable à tous les vents de la planète demeure, après ce livre, une certitude qu'il faudra bien, un jour prochain, établir ou réfuter.

P. L.

(1) Voir l'article d'Alain Debove dans le Monde du 9 avril.

★ LE PRIX NOBEL, de Kjell Espmark. Traduit de suédois par Philippe Bompert. Belfand, 338 p., 119 F.

## EN BREF

● PRÉCISIONS : Le roman de John McCabera, *L'Obscur*, paru aux Éditions de la Sphère en 1980 n'est pas (encore) indisponible, comme nous l'indiquions dans le Monde des livres du 3 octobre ; les Éditions Solfia en ont racheté tous les exemplaires. Vendu 40 F, ce livre est distribué par l'intermédiaire de Distique.

D'autre part, dans l'article sur la revue *Loess* (le Monde du 3 octobre), le nom de l'écrivain français «témoin de l'islam des années 30» était François Bonjean (et non Bonjean).

● LE POÈTE ET THÉORICEN VRATISLAV EFFENBERGER, né en 1923, est mort à Prague. Amateur d'un groupe surréaliste toujours en activité dans cette ville, il n'aura pas seulement été le dernier à apporter au surréalisme une contribution essentielle sur le plan des idées. Son œuvre poétique, en particulier

ses scénarios imaginaires, compte aussi parmi les textes les plus pertinents inspirés par les régimes du «socialisme réel», saisi en l'occurrence avec un humour féroce et dans toute son irrationalité cachée. Effenberg, malgré son importance, était certes condamné en Tchécoslovaquie à une situation marginale ; la plupart de ses textes sont inédits, en tchèque comme dans d'autres langues. Le lecteur français, toutefois, peut en lire quelques-uns dans le *Surréalisme en Tchécoslovaquie*, de Petr Kral, paru en 1983 aux Éditions Gallimard.

● Un colloque consacré à Henri Petit, aura lieu les 17 et 18 octobre à la Sorbonne, salle Louis Liard. En outre, une association des amis d'Henri Petit (12, rue Louise-Michel, 92300 Levallois) édite des cahiers consacrés à l'écrivain.

● LES TROISIÈMES ASSISES INTERNATIONALES de la traduction littéraire organisées par l'association ATLAS se tiendront en Arles, les 8, 9, 10 novembre. Elles réuniront traducteurs, écrivains et critiques sur les thèmes suivants : «Modes de pensée, modes d'expression ; de l'arabe au français, du français à l'arabe.» Table ronde sous la présidence d'Amir Miquel, avec des écrivains maghrébins de langue arabe, des spécialistes et des traducteurs français.

● La traduction littéraire : qui juge ? Table ronde avec écrivains, traducteurs, critiques et éditeurs.

Et, sous le thème général de l'humour : «Les exercices de style, de Raymond Queneau», avec Jacques Roubaud et les traducteurs étrangers.

Renseignements à ATLAS, 99, rue de Valenciennes, 75006 Paris, tél. : 45-49-18-93.

● LE HUITIÈME PRIX FRANCE-ACADIE a été attribué, pour la section sciences humaines, à Ronald Labrie pour *An Village-de-Bûle, mémoires d'une communauté acadienne*, dans la section création littéraire, à Joseph et Roland Le Hénec pour *Contes, récits et légendes des Îles Saint-Pierre-et-Miquelon* (voir «le Monde des livres» du 8 novembre 1985). Ces deux ouvrages ont été publiés à Moncton, au Nouveau-Brunswick.

● LE DEUXIÈME SALON DU LIVRE DE PESSAC se tient du 9 au 12 octobre salle municipale Belfagor. Quarante éditeurs, une vingtaine de libraires et de nombreux auteurs notamment Jean Orliac, Robert Sabatier, Jean Lacouture et des écrivains régionaux parmi lesquels le poète Denis Béjancin participeront à cette manifestation.

## BOURSE GONCOURT DE LA BIOGRAPHIE

décernée par la ville de Nancy

«Un érudit clair et calme, maître de son savoir, serviteur de l'exactitude»

Florence Delay, *Le Monde*

«Digne en tous points du «siècle d'or» espagnol, cette biographie d'une qualité exceptionnelle réussit le miracle d'arracher Cervantès aux innombrables légendes qui se sont accumulées autour de lui, et de nous donner un éclatant portrait, vivant, précis, sans jamais diminuer cette gigantesque stature»

Nicole Casanova, *Le Quotidien de Paris*

MAZARINE



# LITTÉRAIRE



CAGNAT.

## Blanchot et Foucault

L'automne foucaultien se poursuit. Comme nous l'avons annoncé (1), nous tenterons, à la fin, d'en esquisser le bilan. Mais on ne saurait attendre pour inviter à la lecture du dernier livre de Maurice Blanchot, *Michel Foucault tel que je l'imagine*, que publient les éditions Fata Morgana.

Le philosophe fut un lecteur attentif de l'écrivain (2). De son côté, l'auteur de *Entretenir l'infini* contemplait à distance son parcours. Pourtant, leur amitié fut toujours indirecte. « Je ne l'ai jamais rencontré », écrit Maurice Blanchot, *sauf une fois dans la cour de la Sorbonne pendant les événements de mai 68, peut-être en juin ou juillet (mais on me dit qu'il n'était pas là), où je lui adressai quelques mots, lui-même ignorant qui lui parlait.* Etrange rencontre, curieuse emblème.

Le ton est donné. Il quitte aussitôt le plan des confidences, imaginaires ou réelles, sans perdre de cette retenue discrète qui donne aux phrases de Blanchot leur souveraine et puissamment fragile élégance.

Cette épure est d'une extrême richesse : les rapports de Foucault au structuralisme, à la psychanalyse, à Nietzsche s'en trouvent éclairés. Les simplifications hâtives y sont défilées, qu'il faut croire à beaucoup que Foucault conçoit la notion de vérité ou perdait de vue la question du sujet.

De *l'Histoire de la folie* au calme apaisé des derniers livres, Blanchot retrace toute la trajectoire, en fai-

sant curieusement silence sur les *Mots et les Choses*. Il donne à voir en Michel Foucault « un homme en danger (...) un homme en marche, solitaire, secret et qui, à cause de cela, se méfie des prestiges de la subjectivité, cherchant où et comment est possible un discours de surface, miroitant, mais sans mirages (...) ». Entendons aussi un homme qui se risque à être philosophe — de cette sorte qu'on n'attend pas, et dont on ne distingue que tard, à grand-peine, la trace.

C'est dire qu'on ne s'en défait pas avec l'investitive ni avec l'éloge. C'est « une œuvre qui a besoin d'être étudiée (lus sans parti pris) plutôt que lue », conclut Blanchot. Beaucoup, en France, sont-ils aujourd'hui en mesure de l'entendre ?

Au milieu de ce qu'on dit sur Foucault, ces derniers temps, de bête et de sordide (il faut parfois user de mots simples), la livre de Blanchot, comme celui de Deleuze, a la simple grandeur de l'intelligence en éveil.

R.-P. D.

\* MICHEL FOUCAULT TEL QUE JE L'IMAGINE, de Maurice Blanchot. Éditions Fata Morgana. 70 p., 48 F.

(1) Dans « Le Monde des livres » du 5 septembre 1986, nous avions omis de signaler un numéro spécial de la revue *Acres* qui rassemble une quinzaine d'articles venus de France et de l'étranger (n° 54, 94 p., 75 F.), rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

(2) Voir notamment l'article de Foucault intitulé « La pensée du dehors », paru dans *Critique* (n° 229, juin 1966). On pourra également consulter l'entretien publié par *Le Monde* du 6 septembre 1986.

## Sélections

### Femina

### et Goncourt

Voici la première sélection de douze romans français parmi lesquels le jury du Prix Femina désignera, le 17 novembre, son lauréat.

René Bellato : *l'Enfer* (POL). Jean-Denis Bredin : *l'Absence* (Gallimard). Nicolas Bréhal : *l'Enfant au souffle coupé* (Mercure de France). Claude Delaune : *la Mosaïque* (Le Seuil). Daniel Deleury : *les Noces de la lune rouge* (Gallimard). Michel Host : *Valet de nuit* (Grasset). Gilles Lapouge : *la Bataille de Wagram* (Fleury). Françoise de Martigny : *Arrêt sur image* (Gallimard). Pierre-Jean Remy : *Une ville immortelle* (Albin Michel). Patrick Reumaux : *le Visiteur de Gondal*. Pascal Quignard : *le Salon de Wurttemberg* (Gallimard). Jean Vautrin : *la Vie Ripolin* (Mazarine).

Les jurés Goncourt ont rendu publique leur nouvelle sélection pour le prix, qui sera attribué le 10 novembre. Elle comprend douze romans : *l'Enfant au souffle coupé*, de Nicolas Bréhal (Mercure de France); *les Vacances du fantôme*, de Didier van Cauwelaert (Seuil); *les Fureurs de la sardine*, de Pierre Combessat (Grasset); *les Frères Morvay*, de Henri Coulonges (Stock); *les Mémentos*, de Guy Dupré (Grasset); *Valet de nuit*, de Michel Host (Grasset); *l'Étudiant étranger*, de Philippe Labro (Gallimard); *la Bataille de Wagram*, de Gilles Lapouge (Fleury); *Un aristocrate à la lanterne*, de Pierre Moutiers (Gallimard); *la Vie Ripolin*, de Jean Vautrin (Mazarine); *la Vie d'un bébé*, de François Weyergans (Gallimard).

# Danièle Sallenave



## La vie fantôme

roman

« Vous lirez *La vie fantôme* avec votre cœur et votre intelligence. Les deux seront parfaitement satisfaits. Un grand livre dont on a envie de dire sans attendre qu'il est et sera au sens noble du terme, un classique. »

MICHEL GAZIER/TÉLÉRAMA

« *La vie fantôme* ou l'adultère en province, quelque part entre Proust et Flaubert. Un roman impressionnant de maîtrise. »

CLAUDE SERVAN-SCHREIBER/MARIE-FRANCE

« D'une écriture volontairement dépouillée, avec une terrible acuité, Danièle Sallenave analyse, décortique, fouille jusqu'au plus profond les sentiments de ses personnages... Prix Renaudot en 1980. Danièle Sallenave se confirme ici comme un grand écrivain. »

FEMME ACTUELLE

« *La vie fantôme* est le grand roman de notre médiocrité. »

JOSYANE SAVIGNEAU/LE MONDE

« A partir d'une banale histoire d'adultère, Danièle Sallenave a écrit un chef-d'œuvre. »

PRIMA

« Économe, drôle, caustique, d'une stupéfiante efficacité. »

CATHERINE LÉPRONT/SUD OUEST DIMANCHE

« La réussite de ce roman est la précision : dans la traduction parfaite d'une histoire sans histoire, dans la description exacte d'une passion paresseuse. »

JÉRÔME GARCIN/L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

« Danièle Sallenave nous captive avec le récit minutieux d'un adultère. Pourquoi, comment ? Secret d'écrivain, parole de femme ! »

PIERRETTE ROSSET/ELLE

« *La vie fantôme* est d'abord un somptueux opéra de la hantise. »

JEAN-LOUIS EZINE/LE NOUVEL OBSERVATEUR

292 pages - 85 F.

P.O.L

## EN POCHÉ

• Dans la collection « Les cahiers rouges », chez Grasset, est réédité *David Golder*, d'Irène Némirovski (n° 63), paru chez le même éditeur en 1929. L'histoire d'un vieil homme après la perte de sa fortune, de sa santé et de ses amis. Peintre d'une société, l'auteur a été redécouverte par *Le Bal*, paru l'an dernier dans la même collection.

• Toujours dans « Les cahiers rouges », la *Dernière Civil*, d'Ernest Glaeser, paru pour la première fois chez Grasset en 1937. Témoignage sur la montée du nazisme en Allemagne, les retrouvailles d'un exilé avec son pays en 1927. Traduit de l'allemand par Jean-Paul de Dadelsen. (N° 62.)

• Des articles choisis des Encyclopédistes sont publiés en deux volumes chez GF-Flammarion. *L'Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers* rassemble notamment de larges citations de Diderot et de d'Alembert. (N° 42B et 44B.)

• Dans la collection « La mémoire du siècle » des éditions Complexe, un texte inédit de José et Dan Kotek sur *l'Affaire Trophim Lyssenko*, le biologiste de Staline, tenu pour responsable des retards de la science et de l'agriculture soviétique. (N° 46.)

• Dans la collection « Bibliothèque cosmopolite » chez Stock, les *Papiers de Jeffrey Aspern*, d'Henry James, paru en 1988 chez le même éditeur. Le narrateur rédige un livre sur Aspern et apprend qu'une vieille dame sur le point de mourir détiend de précieux manuscrits du poète britannique. (N° 71.)

• Quarante-sept textes inédits de Jack London ont été rassemblés dans un cinquième volume de ses œuvres, sous le titre *l'Humanité en marche*. Traduit de l'américain dans la collection « 10/18 » par Jacques Parsons, Francis Lacassin et Charles-Noël Martin. Se mêlent rêveries et réflexions. (N° 1 795.)

## Passage en revues

### Littérature, poésie

*Recueil*, dirigé au Champ Vaillon par Richard Millet et Jean-Michel Maulpoix, consacre les deux tiers de son dernier numéro (4-5) aux rapports de la musique et de la littérature. Jacques Cels, pour qui « l'enfer, c'est le verbe », estime que la musique, dont l'essence est religieuse, « est l'ivresse du cœur qui tend à gommer les effets de la séparation ». De ce riche et beau sommaire, citons les courtes fictions de Danièle Sallenave, jouant sur le verbe historique ; les variations de Roger Laporte sur la musique de Virgile, seulement audible dans le phrasé de Proust ; et, de Jean-Louis Giovannoni, cette belle définition : « Les mots sont l'ombre de ce que la musique tient dans son envol. » (Ed. Champ Vaillon, 01420 Seyssel, diffusion PUF, 95 F.)

La revue *Siècle*, qui confirme avec son deuxième numéro (automne 1986) ses exigences qualitatives, laisse aussi une place régulière à la musique et aux musiciens. Le premier numéro s'ouvrait sur Cervantes. Celui-ci reste à la même hauteur avec deux textes de Melville traduits par Armand Faraçchi. L'un de ceux-ci, *John Marr*, date des dernières années de la vie de l'écrivain et n'avait jamais été traduit. (Siècle, diffusion Distique, 75 F.)

Orac! invite ses lecteurs à un « dîner

de textes », subtilement composé par Denis Montebello. (Orac!, musée Sainte-Croix, 86000 Poitiers, distribution Distique, 75 F.)

Un numéro spécial de *l'Infini* (n° 15, été 1986) dédié aux multiples variations de l'érotisme littéraire. Les grands érudits sont convoqués en tête : du *Carquois des cantiques* à Joyce et Céline, de Bataille et Genet à Soliers et Proust. Viennent ensuite des textes inédits d'auteurs jeunes ou moins jeunes, qui tentent de trouver des voies inédites dans un genre littéraire largement exploité. (Edit. Denoël, 78 F.)

Dans la NRF d'avril, un texte inédit de Jean Genet sur les Frères Karamazov. Dostoïevski « détruit la dignité du récit », estime Genet, qui oppose l'écrivain russe à Flaubert et à Proust. (Edit. Gallimard, 47 F.)

Les amateurs de Delfail connaissent probablement l'existence de la Société des *Cahiers Joseph Delfail*, animée par Pierre Tesquet. Si quelques-uns l'ignorent encore, signalons-leur que cette association vient de faire paraître la troisième édition de sa publication (*Cahiers Joseph Delfail*, 11, rue Saline, 24100 Bergerac.)

P. Ka.

## Raimon de Miraval troubadour

GRAND spécialiste du catholicisme et de l'amour courtois, René Nelli, mort en 1982, a laissé inédits un certain nombre de manuscrits — dont une vie romanesque du troubadour Raimon de Miraval, qui vécut, pense-t-on, entre 1185 et 1229. Il mourut à Lérida après avoir éprouvé les affres en grande partie littéraires d'amour au succès inégal, et les maux trop réels infligés aux albigens par Simon de Montfort. Les éditions Albin Michel publient ce texte, suivi de la traduction — due au même auteur d'une vingtaine de « chants d'amour » du troubadour.

Bien que la compétence indiscutable de René Nelli garan-

tisse la justesse des matériaux dont il se sert pour reconstituer certains épisodes de la vie de Raimon de Miraval, on peut préférer à ces récits imaginaires les œuvres mêmes du troubadour : vingt-deux « chansons », plus « spéculatives et analytiques » que lyriques, de l'aveu du traducteur, mais qui constituent une parfaite propédeutique à l'érotisme occitan du Moyen Âge et aux rares subtilités du « service d'amour ».

MONIQUE NEMER.

\* LE ROMAN DE RAIMON DE MIRAVAL TROUBADOUR, de René Nelli, Albin Michel, 190 p., 95 F.

Bouleversant, révoltant et tellement tendre !

# Eva Thomas

## Le viol du silence

Une adolescente est violée par son père. Après 25 ans d'enfer, elle retrouve la paix. Un témoignage tendre, pudique et violent. Un récit criant de vérité et de douleur.

Aubier

## ● RENTRÉE ROMANESQUE

## Un Don Juan de l'écriture

DEPUIS le héros du chef-d'œuvre de Malcolm Lowry, *Au-dessous du volcan*, la place de consul, dans la littérature, semble prise pour toujours. Puis vous avez trouvé sur votre route le Vice-consul de Duras, *Monsieur le Consul*, de Bodard... Il semble que ce nom porte une charge indéfinie d'éloignement, de nostalgie, et peut-être finalement d'inutilité.

Vous savez, comme tout le monde, que Pierre-Jean Rémy est consul de France à Florence, et vous êtes tenté de le reconnaître dans le héros de son dernier roman, *Julius Wiener*, consul de France à N., la ville immortelle située quelque part en Italie. Mais Julius, dont le patronyme évoque Vienne, chère au cœur d'un écrivain fou d'opéra, n'a pas écrit trente livres et plus, bâti, à cinquante ans, un château de mots dont les salles sont trop nombreuses et trop vastes pour qu'il ait eu le temps de faire le ménage dans les coins. Est-ce la retraite florentine de Pierre-Jean Rémy qui vous vaut aujourd'hui de lire ce roman désenchanté sur la solitude, la vanité des honneurs, la complicité trompeuse des œuvres d'art, l'échec de l'intelligence devant la cruauté du monde ?

Julius Wiener, haut fonctionnaire, végétant sans plaisir dans une semi-retraite entrecoupée, due à sa nonchalance et à son manque d'ambition, parce qu'il aime davantage les livres que les honneurs, se trouve, à sa grande surprise, rappelé à ce qu'il peut croire l'activité, mais qui ne sera qu'un linceul solennellement ardoisé. Comme tous les artistes, il connaissait N., cité légendaire de l'art, plus chargée de passé que Florence, Rome ou Venise. Depuis longtemps, le palais du consulat de France à N. n'était plus qu'un nid de poussière, loué en partie à l'Université américaine et encombré, pour le reste, par le

fatras d'un enquisseur. Etre nommé consul, ce n'est pas grand-chose pour Julius Wiener, sur le plan hiérarchique. Mais consul à N. !

## Du rêve au cauchemar

Ses souvenirs, sa grande connaissance de l'art, lui font accepter ce poste comme dans un rêve. Rénover l'inutile palais consulaire, ce sera se redonner vie à soi-même, renouer avec une jeunesse perdue. C'est ainsi qu'il arrive dans un décor figé par la neige, qu'il voit peu à peu s'ouvrir les portes de la haute société qui se refermeront, qu'il vous entraîne, sur ses pas incertains, vers la découverte du secret sanglant de la ville, au fil d'une chronique chirurgicale, impitoyable.

Vous ne jalousiez ni les dieux ni des artistes, vous avez conscience de votre nullité, face aux grands bâtisseurs. Le consul de France à N. ne subit rien d'autre que votre cauchemar de tous les jours. Sans le vouloir, Pierre-Jean Rémy, toujours victime de son vieux démon de rapidité d'écriture (p. 78 : en douze lignes, sept mots en « ment », dont cinq adverbes, avec deux « simplement » à une ligne d'intervalle !) démontre qu'il serait vain de prétendre égaler les maîtres qu'on admire. Mais vous comprenez mieux cet auteur, trahi par sa prodigalité.

Vous irez même jusqu'à relire d'un autre œil *Orient-Express*, c'est tout dire. Vous porterez au crédit de Pierre-Jean Rémy tout ce qui doit l'être. Le Don Juan de l'écriture connaît en Julius Wiener la plus émouvante réincarnation possible, dans cette ville immortelle et meurtrière.

FRANTZ-ANDRÉ BURGUET.

★ UNE VILLE IMMORTELLE, de Pierre-Jean Rémy, Albin-Michel, 292 p., 89 F.

## Les folies italiennes de Pierre Combescot

Un roman baroque, délirant et résolument italien où Lorenzaccio croise l'élection de Jean-Paul I<sup>er</sup> et où Machiavel se laisse fasciner par un esthète de la mort, bourreau des Borgia.

LE second roman de Pierre Combescot, *les Funérailles de la Sardine*, a tout pour être un très beau livre, nourri de Florence, de Rome et de Venise, des théories de la Renaissance et de la peinture du Quattrocento, de cette période qui vit la rupture avec l'esthétique du Moyen Âge et la naissance de l'art moderne.

Combescot rassemble ici toutes ses passions et toutes ses folies italiennes : de l'histoire de l'Empire romain à l'actualité de Rome vers la fin des années soixante-dix de ce siècle — Brigades rouges et loge P 2 —, de l'Antiquité au présent en passant par la Renaissance. Assurément, Pierre Combescot est un « boulimique » d'Italie. A la lecture attentive de la presse contemporaine, il ajoute une connaissance parfaite de l'arbre généalogique tortueux des Borgia et une culture latine qui lui permet de reconstruire une mythologie et de bâtir des filiations fantasmatiques.

On ne peut qu'admirer le jeu subtil de l'auteur avec le narrateur et les personnages, ainsi que la construction en trois grandes parties : en apparence, trois histoires tout à fait différentes, pour un même roman. Au début, *le Choix des forts*, dans la première moitié du seizième siècle, offre le récit enfiévré d'une vie, celle de Lorenzo de Médicis, « Lorenzaccio », qui parle à la première personne et sait mettre en scène toute une époque, les intrigues d'un milieu florentin d'où émergent la figure d'un certain... Niccolò Machiavelli (auteur notamment du *Prince*) et celle de don Michele, le bourreau, grand spécialiste du garrot et grand esthète de la peine de mort.

Vient ensuite le *Song des grands*, la vie d'un empereur du Bas-Empire, relatée par séquences : « où l'on fait connaissance de l'Empereur sans nom » ; « où l'on voit l'Empereur enfler



BERENICE CLEEVE.

les corridors du Pololín pour se retrouver sur la terrasse où nous l'avons découvert » ; « où le pape Hilaire confère à Dieu le statut de romancier », ce dernier chapitre étant l'occasion d'un fort beau passage. « Le roman est le péché mortel de Dieu. Ne lit-on pas que Dieu créa le monde en six jours et que le septième il se reposa ? C'est faux : le septième il inventa le roman et se mit à écrire pour l'homme l'histoire de l'homme, une parole d'éternité, un travail d'écriture toujours en progrès. (...) Et ce faisant, il découvrit, tout étonné, que Lilith, la première femme, c'était un peu lui. Mais cette créature se rebella (...). Dans la nuit blême

ou monde, elle fut chassée du premier paragraphe ».

Enfin, le troisième récit, *la Très Sainte Agonie*, se présente comme une suite de procès-verbaux — ou un journal de bord — recensant meurtres et terrorisme sur fond d'élection de l'éphémère pape Jean-Paul I<sup>er</sup> : « Rome, la campagne ou sud de la voie Appia antioche, Jeudi 24 août 19 h 30 » ; « Rome, teatro del soir, Jeudi 24 août, 23 h 30 », etc.

## Le fameux Lorenzo Sardin

La continuité du roman est assurée par l'Italie et la force semblable du destin contre lequel, à chaque époque, les hommes se

révoltent mais aussi par des « réincarnations » de personnages, des clins d'œil et des « glissements » qui intriguent, invitent à débusquer les correspondances, les incongruités (soutenues par un goût immodéré de l'anachronisme). Le *Cocofato* de la Renaissance se mue en l'aigle *Cocofatum* du Bas-Empire ; le *Brancaccio* que déteste Lorenzaccio (de la branche cadette des commanditaires de la chapelle Brancacci décorée au Carmine par Paolo Uccello) devient en 1978 joueur de foot et travesti romain. Quant aux rapports de Lorenzaccio et du fameux Lorenzo Sardin, terroriste, ils sont la clef du livre, une synthèse finale qui permet à Combescot d'affirmer la toute-puissance du romanesque.

Il faut se laisser porter par cette histoire gigogne, par ce délire baroque, par ce style torrentiel, étourdissant. On ne peut pourtant éviter une certaine lassitude au long de ces quatre cents pages imprimées trop serrées (l'éditeur a produit un livre « gris-noir » à la limite de la lisibilité). Entre le déferlement verbal et la logorrhée, la frontière est parfois incertaine, et le travail de relecture, d'édition, semble faire défaut. Pierre Combescot est comme débordé par lui-même, par le mouvement de son écriture.

Mais les réserves que l'on fait sur ce roman sont avant tout signes de « dépit amoureux », indices des espoirs que, connaissant la culture, la verve, le talent de Pierre Combescot, on met en lui. Et même s'il n'atteint pas la totale réussite, son livre émerge de la marée — et du marais — de la rentrée. Seulement sa « sardine » s'enfile tellement qu'elle a un peu tendance à boucher le port.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LES FUNÉRAILLES DE LA SARDINE, de Pierre Combescot, Grasset, 404 p., 110 F.

## Un conte voltairien

Philippine ou le jardin d'Alexis Lecaye.

OU va Tina, la mère de Philippine, trois ou quatre fois l'an, jamais plus ? Elle revient fatiguée, silencieuse, marbrée de stries roses, et de bleus qui partent vite. Où vont les mères qui disparaissent ?

A la fin du roman d'Alexis Lecaye — un roman d'aventures comme ses livres précédents, mais bien davantage — on connaît la réponse. On sait surtout le sens de cette odeur tenace qui imprègne Tina à chaque retour : « L'encens froid et ancien, le cigare, l'alcool, la poussière, l'huile de lin, la térébenthine et le bois précieux, la pierre, l'homme. Un mélange d'essences uniques, qui ne pouvait se réaliser qu'au fond d'une crypte, de cet espace vaste et confiné, encombré d'objets précieux. C'était l'odeur de l'art ».

## Le jardin d'Emile

Ainsi Philippine, une petite fille sans principes, aux huit ans amoureux, mue seulement par une infinie curiosité, découvre dans les oubliettes d'un château, quelque part au bord de l'Atlantique, ce qu'est l'enfance de l'art.

Le chemin est évidemment rocailleux. Et les obstacles de taille. Sans trop dévoiler de ces aventures qui tiennent autant du conte que de la bande dessinée, disons que l'on rencontre des anbergistes genre Thénardier en plus horrible, dotés d'un garçon aux nettes tendances criminelles, un couple de gardiens de château, Gaston et Emilienne, paralysés, anciens collabos, aussi bêtes que cruels, des chiens de garde pathétiques ; on fréquente Tina bien sûr, putain de son mélier, dont on

se demande comment elle a pu engendrer une petite fille aussi monstrueusement dynamique et fûtée. Mais ces personnages sont des comparses ; le vrai héros du livre, aux côtés de Philippine, c'est Emile.

Alexis Lecaye a visiblement pris beaucoup de plaisir à inventer Emile. C'est une sorte de géant qui a grandi seul dans le parc du château de Ker-Topoff. C'est un créateur comme Philippine et comme le maître du château, l'énigmatique seigneur, aux airs de Barbe-Bleue. Emile s'est fait un jardin : « Il y eut quelques événements mémorables dans sa vie, le gel du bégonia-bambou, la découverte du palmier, la mort de toutes ses greffes, une année... » Emile ressemble au héros des *Souris et des hommes*. Il est antérieur au bien et au mal.

Alexis Lecaye a bâti son roman selon des structures « apparentes », un chapitre par personnage, un personnage par chapitre, avec incursions de l'auteur et remarques caustiques au second degré sur les excès érotiques des uns et des autres. On craint un moment d'être rebuté par cette mise à distance, on s'agace de certaines facilités de méthode, et pourtant le charme agit. A la manière d'un conte voltairien revu par Freud, *Philippine* est un monde avec ses lois baroques, sa couleur particulière : le jardin d'Alexis Lecaye, dont la morale semble être que pour créer quelque chose, il faut surtout choisir soi-même ses propres règles. Et se moquer des autres, ce que l'auteur fait avec d'évidentes délices.

GENEVIEVE BRISAC.

★ PHILIPPINE d'Alexis Lecaye, Mazarine, 252 p., 75 F.

## Une fantaisie de Daniel Apruz

Dans son neuvième livre, *Dix mille jours*, Daniel Apruz affirme son irrévérence poétique : toute invraisemblance est bonne à prendre.

LORSQUE vous refermez le dernier roman de Daniel Apruz, le réveil est brutal. Vous émergez d'un monde merveilleux dans lequel les souffrances et les petits bonheurs de la vie quotidienne, au fil des jours, se parient, sous le pinceau d'un magicien-peintre, de toutes les

couleurs de l'imprévisible. L'auteur confirme, dans son neuvième livre, les dons d'irrévérence poétique déjà manifestes dans *lo Baleine*, *Méfiez-vous des arbres*, ou *les Pendules de Malac* (1).

Axée sur l'histoire d'amour fou de Léonard le Balayeur et de

Geneviève, cette chronique d'un quartier des Godeaux, une petite ville comme les autres, déroute par l'évidence de l'absurde. C'est un théâtre où rien ne se passe jamais comme vous le prévoyez. Les personnages, actuels ou passés, se commentent les uns les autres, davantage définis par leur métier et les rues où ils exercent, que par leur nom. Pourtant, les nous chantent à vos oreilles, et leur fantaisie, comme les chutes des phrases d'Apruz, vous prend au dépourvu.

Vous comprenez vite qu'il faut vous attendre à tout : M<sup>me</sup> Middelerke, aux seins monumentaux, donne du lait à l'infini sans avoir de bébé. Léonard balaye en dansant, et n'a pas d'ombre, comme Grenouille, le héros du *Parfum*, de Süskind (2), n'avait pas d'odeur. Sa mère était venue d'Espagne cachée dans une armoire que le père de Léonard portait sur son dos, pour ensuite passer son temps dans le placard de la cuisine... Les buveurs nostalgiques, chez le bougnat, vous narrent la geste incroyable de la ville des Godeaux, et toute invraisemblance est bonne à prendre. Vous la savourez. C'est une autre façon de percevoir l'univers, voilà tout.

## Un cordonnier prophète

Une fille-mère accouche d'un ange, que son vol entraînera trop près du fusil d'un chasseur. Vous y croyez, et vous souffrez pour cette mère, qui a élevé son oiseau-homme avec un si grand amour. Comme vous vous prenez à croire que les rats d'égoût sont bien des âmes perdues, qu'un vieil accordeoniste s'évertue à apprivoiser. Quant à Elie Toubaron, le cordonnier à la bouche pleine de clous,

vous devez bien admettre qu'il est un prophète, puisqu'il prédit la seconde guerre mondiale, qui s'insère dans la durée du roman, et qu'il ressemble à un halluciné biblique durant toutes les hostilités.

Ce mélange de clins d'œil et de paroles graves, de phrases parodiques et de discrètes, brèves, et efficaces envolées lyriques, donne aux *Dix mille jours*, et à quelques-unes des mille et une nuits qu'ils contiennent, un charme désinvolte. Apruz ne s'éternise pas, mais il prend son temps. Et que signifie le mot « temps », quand Geneviève passe des heures et des heures, derrière une fenêtre, à attendre que Léonard revienne de Poméranie, où il est prisonnier ? Retour d'ailleurs suivi d'une disparition, tant les miroirs du récit sont multiples.

La guerre même, l'occupant, la Gestapo, les Américains vainqueurs sont évoqués sans insistance. C'est la vie. Ainsi M<sup>me</sup> Patakios échange-t-elle les draps, à l'hôtel des Lilas blancs, quand sont passés les soldats divers. Ainsi les jeunes femmes du village se relaient-elles dans le lit du boulanger pour lui redonner le moral, donnant ainsi une conclusion inattendue à *la Femme du boulanger*, de Pagnol... Daniel Apruz réussit le tour de force de vous faire côtoyer la vie, la mort, l'amour, la vieillesse, la folie, avec un détachement qui n'exclut pas la tendresse. Un roman enchanté.

F.-A. B.

★ DIX MILLE JOURS, de Daniel Apruz, Calmann-Lévy, 246 p., 89 F.

(1) *Les pendules de Malac*, chez le même éditeur, a obtenu, en 1982, le Grand Prix de l'humour noir.  
(2) *Fanny*.

**Annick GEILLE**

**La voyageuse du soir**  
roman

« On quitte, à regret, Marie, l'héroïne, que l'on voudrait accompagner plus longtemps dans ses voyages du soir. »

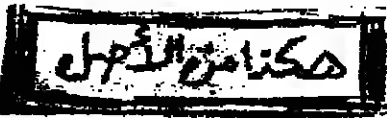
Jean Chaloin / Le Figaro

**GALLIMARD** *grif*

مكتبة الأمل

Desclée





● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

## La peau des autres

(Suite de la page 13.)

J'oubliais : pendant ce temps, bien entendu — pourquoi bien entendu ? — l'évocat s'est changé en garçon-bouvier. Pas longtemps, à ce qui semble. Il a déserté. De toute façon, le romancier avait assez à faire avec un des éléments de l'échange standard. Trop de dédoublements, c'est trop.

Il faut se méfier des bonnes idées comme de la peste, tous les scénaristes savent ça. On y reste visé et, fatalement, l'effet se répète, s'émousse. Il n'y a plus vraiment de surprise. Seules changent les circonstances du gag initial d'une conscience vierge projetée, tête la première, dans une biographie inconnue.

Van Cauwelaert prolonge sur quelques dizaines de pages de trop ce qui appelait la distance d'une longue nouvelle. En faisant de l'avocat un ministre de la cohabitation, sur fond de crise calédonienne et de terrorisme, il descend du romancier humoristique au chansonnier politique, et subit de plein fouet la banalisation, l'impression de périsseable, de déjà vu, que l'actualité ne manque pas d'infliger à la littérature.

Est-ce l'ambiance de compétition, avivée par les récompenses d'automne ? Les jeunes auteurs paraissent trop engagés dans un « challenge » où il faudrait constamment faire ses preuves, étaler tout son linge aux fenêtres, forcer la nature. Au lieu de se perdre dans une politique-fiction, une de plus, on aurait aimé connaître mieux quelques personnages comme Cyclamen, l'imprésario loufoque que sa folie même prépare à deviner le secret de Roger-Artoine, seul intéressant. Mais, encore une fois, quelle belle idée de départ ! A elle seule, elle signale un contour d'avenir, digne du Marcel Aymé de *Passer-muraille* et du Queneau de *Loin du Ruil*.

**FAIRE-PART** est un premier roman, c'est-à-dire un roman dont les qualités et les défauts se mêlent, s'échangent, qui vaut par ce qui irrite ; le tri n'est pas fait, la voix pas encore posée.

L'histoire ? Rien. Nous sommes sous la couverture blanche à liseré bleu des Editions de Minuit. Choix des comités de lecture ou des postulants ? L'esprit nouveau roman survit aux dissolutions proclamées. Ici, on ne se soucie plus de narrer ; l'écriture, voilà notre aventure. Je simplifie.

Donc, il se passe peu de chose. Un nommé Germain prie son directeur-adjoint à dîner. Nounouche, sa femme, met sa robe noire, la décolletée, et les petits plats dans les grands. L'invité arrive en retard, avec ses chiens. A table, Germain et un

malaïse, quelque chose qui ne passe pas. Nounouche caresse les cabots. Un autre jour, ils piquent-niquent dans le parc de Versailles enneigé.

Cela, c'est le présent, enfin : ce qui se distingue à peu près du magma du passé et de l'imaginaire. Reste ce magma. C'est lui qui compose le lien, le trame du livre, et à quoi François Boutry réserve visiblement son intérêt : souvenirs ou rêves de villes à perte de vue, de contes pour enfants, de squares, de cimetières — beaucoup de cimetières, — d'enterrements, — beaucoup d'enterrements. Souvenirs d'on ne sait quoi, ni, surtout, d'on ne sait qui. Pas une mémoire collective, non, mais flottante, sans sujet pour les organiser et y chercher un sens.

**S**ERAIT-CE l'estampille de la « modernité » littéraire ? Que l'auteur ne s'astreigne plus à raconter des intrigues, adossé au sens commun, mais qu'il laisse la poésie investir le roman, y servir des moments... Il y a des moments présents dans *Faire-part*, des effets de givre, des sensations à la fois patinées par la mémoire et privées de conscience fédératrice. Au fond, c'est le même sujet que chez Van Cauwelaert : les aventures, plus ou moins classiquement ordonnées, d'ego disloqués. La peau des autres, version avant-garde !

Autre estampille de nouveauté, celle-là plus conventionnelle : le recours au participe présent. François Boutry refuse l'indicatif. Il n'écrit pas : « Nounouche se lave dans son bain, mais : Nounouche se lavant... » L'action de se laver n'a pas lieu. Elle est surprise dans son déroulement. La participle empêche de participer. C'est un mode de voyeur, l'équivalent de l'arrêt-sur-l'image au cinéma.

Toujours à cause de la couverture des Editions de Minuit, on songe à Claude Simon, champion de cet usage. Répond-il ici, cet usage, à une nécessité aussi forte que chez le Nobel, ou frise-t-on le procédé ? Il est trop tôt pour le dire. L'intention transparait, non fuit. La littérature se doit, c'est écrit en toutes lettres page 78, de carner, de dénoncer peut-être comme l'illusion majeure de l'esprit, « le processus de toute parole, qui consiste à ne dévoiler à autrui qu'une version expurgée, intelligible, avouable, du volatil magma de pensées et de sensations qui mijote sans fin en chacun de nous ».

Du pain sur la planche.

★ LES VACANCES DU FANTÔME, de Didier Van Cauwelaert. Seuil, 392 p., 89 F.

★ FAIRE-PART, de François Boutry. Editions de Minuit, 172 p., 65 F.

## Un petit tour sous la III<sup>e</sup> République

Michel Doury nous entraîne dans les allées bourgeoises de la fin du siècle.

**M**ONSIEUR LÉOPOLD, le dernier roman de Michel Doury, ressemble à une série de cartes postales anciennes, échouées d'une vieille boîte à souvenirs. Agencées selon la fantaisie de l'auteur, ces images démodées semblent figées dans le temps révolu qu'elles étaient destinées à illustrer.

Monsieur Léopold, le personnage que Michel Doury met en situation, est l'un des dignes fils que la bourgeoisie française, provinciale et opulente, a engendrés et élevés, entre la naissance de la III<sup>e</sup> République, la fin du siècle et les premiers flouffes de la Belle Époque. Il n'est même que cela, tant son appartenance sociale lui tient lieu d'identité. Pour faire exister Monsieur Léopold, l'auteur n'a pas eu besoin de recourir aux subtilités de la psychologie, de puiser dans les profondeurs du cœur et de l'âme. Quelques traits de caractère, quelques attitudes, ont suffi pour dessiner son profil. Le milieu, la famille et l'histoire ont pourvu en

reste, c'est-à-dire à l'ambiance, qui est, ici, l'essentiel.

Comme projetés par une lanterne magique, les clichés se succèdent au rythme de courts paragraphes, scènes d'inspiration patriotique ou polissonne, militaire ou religieuse (entièrement calquées sur l'obligé...). Se faisant une idée de la fidélité aussi laxiste que son épouse, la mère de Monsieur Léopold court l'uniforme et passe sans transition d'artilleur en hussard ; les bonnes, comme il se doit, accompagnent complaisamment les premiers balbutiements érotiques du jeune bourgeois ; les confesseurs écoutent, avec gourmandise comme il se doit, les récits des manquements juvéniles de leurs ouailles...

Le grand soin documentaire dont fait preuve Michel Doury donne à son récit un aspect de chronique d'époque où l'histoire défille en accéléré. Des silhouettes connues s'intègrent ainsi au paysage : Emile Zola, qui dans les *journaux de Paris* avait provoqué

un beau scandale en accusant de toutes sortes de choses épouvantables des personnes pourtant très respectables en apparence... apparaît dans « le jardin voisin », vêtu d'un long tablier de grosse toile bleue.

Les photographies jaunies que l'auteur étale sous les yeux de ses lecteurs n'éveilleront que peu de nostalgie. Toutes les distances sont prises, toutes les postures

convenues. La valeur du roman de Michel Doury tient plus à la grande habileté, au savoir-faire, à cette écriture dont la blancheur et l'efficacité rappellent celle de Bove, l'inquiétude existentielle en moins.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ MONSIEUR LÉOPOLD, de Michel Doury. Balland, 143 p., 79 F.

## ● HISTOIRE LITTÉRAIRE

### Gorki par Troyat

(Suite de la page 13.)

Autre thème d'importance, les rapports de Gorki avec Lénine, puis avec Staline, qui éclairaient tout à la fois le personnage de Gorki et la conception de la culture des deux maîtres successifs de l'URSS.

Dès sa première rencontre avec Lénine en 1905, Gorki, qui jusqu'alors respectait un certain pluralisme dans son journal, *la Vie nouvelle*, accepte sans broncher la vision totalitaire de Lénine et l'impose aussitôt à sa publication. Le couple Lénine-Gorki, malgré des moments difficiles (entre 1918 et 1921, Gorki tente d'arracher à son ami une certaine indulgence à l'égard des intellectuels), est fait de cet ascendant de Lénine sur Gorki. Ce dernier, tout en traitant parfois Lénine de « canaille » dans ces années terribles, reconnaît en dernier ressort qu'il n'y a pas d'autre issue pour lui que de le suivre complètement. Et Lénine, pragmatique, accepte les écarts de Gorki, parce qu'il a besoin de lui pour tracer la voie d'une culture monolithique, soumise au pouvoir politique. Le couple Gorki-Staline procède ainsi tout naturellement du précédent. Gorki rentre d'exil en 1928, à l'heure où Staline liquide la NEP et impose le terrorisme comme mode d'exercice du pouvoir. De ce terrorisme, Gorki n'a rien ignoré. Ni le sort des paysans et des ouvriers, ni la destruction des élites, ni les camps (il a même visité l'enfer de Solovki). S'il s'obstine à affirmer que les prisonniers sont heureux parce qu'ils

connaissent leur faute et se réhabilitent (le « travail par la joie » n'est pas loin), que le sort des hommes qui construisent le socialisme est heureux, ce n'est pas par aveuglement mais, il le dit clairement, parce qu'il ne faut pas « désespérer les masses ». Cet optimisme voulu, dans un vocabulaire et une forme répétitifs, pédagogiques, démonstratifs, que Tchekhov avait condamné en 1900 par un jugement qui décrit déjà la « langue de bois », caractérise pleinement le Gorki de l'époque stalinienne.

Ce Gorki dogmatique que — les propos de Tchekhov le montrent — l'on entrevoyait de très longue date et toujours pensé — et c'est le fond de son amitié avec Lénine — que la littérature avait une fonction sociale et morale, c'est-à-dire qu'elle devait obligatoirement être engagée. Contre Tolstoï, mais aussi contre Tchekhov et d'autres écrivains de son temps, Gorki a toujours prôné que la littérature devait contribuer à façonner « l'homme nouveau », conformément à un projet idéal et quelles que soient les aspirations des individus. Il rejoignait ainsi à l'avance Lénine et plus tard Staline.

On conçoit dès lors, et Henri Troyat a mis très heureusement toute sa sensibilité et son talent au service de cette explication d'un destin passionnant, qu'il n'y avait pas pour Tchekhov d'autre voie que celle qui le conduisait à devenir le pontife Gorki.

H. CARRÈRE D'ENCAUSSE.

★ GORKI, d'Henri Troyat. Flammarion, 262 p., 94 F.

VAINCRE LE CHAOS ET L'ABSURDE AVEC  
**THOMAS MORE**

"Le plus grand homme d'Etat de l'Occident"

## L'UTOPIE

"Le secret de son génie"

présentés par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres

TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL de MORE. En regard, traduction nouvelle. Introduction : origine, sens et puissance de l'Utopie. Notes. Tables. Index analytique. Une référence permanente aux problèmes actuels. Prix Bordin de l'Académie. Mame éditeur. 6<sup>ème</sup> mille.

UN PRESTIGIEUX VOLUME : reliure toile de lin chiffrée. Signets. Sous écrit illustré. 18 x 24, 790 pages. Le livre à offrir : 210 F franco, livré par retour.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.C.P. 1462-61 Z Lille ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs 59110 La Madeleine. Tél. 20 55 29 16.

Ecrire pour spécimen gratuit. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

## Les structures du sacré chez les Arabes

Joseph CHELHOD

Collection « Islam d'hier et d'aujourd'hui »  
Une analyse anthropologique de l'islam et des structures primitives de la pensée arabe.

Nouvelle édition,  
288 pages, 126 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Florent GABORIAU

## Philosophie

issue des sciences

215 p., 100 F



30, rue Madame 75006 Paris

Diffusion TEGUI

PIERRE GUILLAUME

## Du désespoir au salut : les tuberculeux

aux 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles

De la phobie mal décelée à la tuberculose, maladie de la misère, cet ouvrage montre la vie des malades et de ceux qui avaient choisi de la combattre.

Aubier

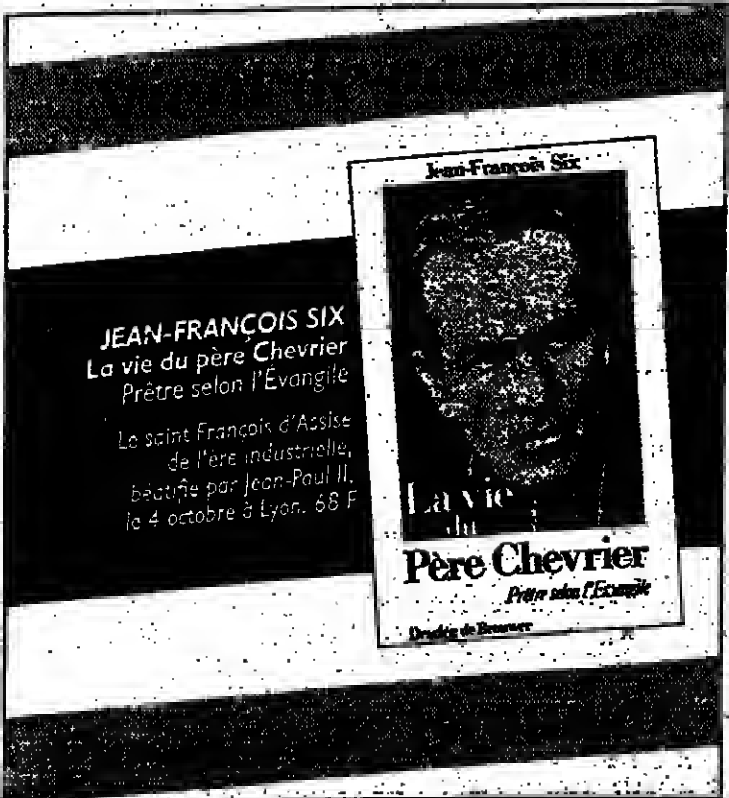
Les œuvres de

## Thérèse de Lisieux

sont aux

Éditions du Cerf

Renseignements chez votre libraire.





## ● SCIENCES HUMAINES

## L'ère des malentendus

Dans le deuxième tome de son « Histoire de la psychanalyse » Elisabeth Roudinesco fait revivre tous les acteurs de la saga freudienne.

SE souvient-on encore de l'abbé Marc Oraison, qui, à l'aube des années 60, voulait purifier les vocations religieuses en les passant au crible de l'analyse freudienne ? Et du Père Grégoire Lemerrier, qui, à la même époque, prit l'initiative, fort controversée, d'étendre soixante moines bénédictins sur le divan (quarante se défroquèrent) ? Et d'Angelo Hesnard, l'auteur de *Morale sans péché* et de *Univers morbide de la faute*, deux ouvrages fort appréciés par Jean Lacroix dans les colonnes du *Monde*, mais que le Saint-Office s'empressa de mettre à l'index ?

C'est un des charmes, et non des moindres, du second volume de l'*Histoire de la psychanalyse en France* (1925-1985) d'Elisabeth Roudinesco que de rappeler à nos mémoires nombreuses les noms de presque tous les acteurs inscrits au générique de la saga freudienne. Jacques Lacan occupe, bien entendu, le devant

de la scène, mais les « seconds couteaux » ne sont pas négligés, ce qui nous vaut de savoureux portraits, parfois cruels, de Jean Laplanche, André Green, Serge Leclaire, J.-B. Pontalis, Michèle Montrelay, Françoise Dolto... Portraits que leurs patients — pardon, leurs analysants ! — ne manquent pas d'exploiter à la faveur d'un transfert négatif... ou positif !

Les formules perfides ou assassines, Elisabeth Roudinesco les réserve en général aux psychanalystes « orthodoxes », entendez par là ceux qui n'ont pas suivi « Sa Majesté » Jacques Lacan — comme elle l'appelle — dans ses épuisants combats contre l'Hydre de l'Association internationale de psychanalyse. Non seulement celle-ci ne comprend rien à son « génie », mais elle eut, en outre, le toupet de faire remarquer à « Sa Majesté » qu'en principe une séance d'analyse durait cinquante et non cinq minutes... Sur ce point, sa lacanité n'a guère pas été épargnée. Elle admet qu'après tout la cupidité et l'ambition sociale jouent un rôle important dans la réduction du temps des séances : « Plus les élèves, mais explique-t-elle, viennent vers lui, plus Lacan désire avoir des élèves ; et plus il s'enrichit, plus il aime les billets de banque ».

En 1953, Rudolph Löwentstein, qui fut avant guerre l'analyste de Lacan, se plaignait déjà à Marie Bonaparte des tricheries incessantes et du caractère retors de son patient. C'est que, pour Löwentstein, technicien rigoureux et théoricien de l'Ego Psychologie, il existait des règles qui fixaient la pratique analytique : tact, interprétation des résistances, nombre de séances obligatoires, durée de ces mêmes séances, interdiction de mélanger la réflexion théorique et la relation transference, tentative de réduire le narcissisme et de dégonfler la mégalomanie.

## La conduite de la cure

Sans doute est-ce justement sur ce point, c'est-à-dire sur la conduite de la cure, que l'ouvrage d'Elisabeth Roudinesco, charmant lorsqu'il nous invite au grand bal de la psycho-nostalgie, présente certaines défaillances. La psychanalyse n'est pas unique-

ment une aventure intellectuelle, un roman palpitant, elle est aussi une thérapie, peut-être pas la plus efficace, mais certainement celle qui demande à être menée avec le plus de rigueur, d'honnêteté, de modestie et de conscience professionnelle. « Le psychanalyste guérit moins par ce qu'il dit que par ce qu'il est », répétait le regretté Sacha Naebt. Et, ce que Freud redoutait le plus, ce n'était pas la médicalisation de la psychanalyse, mais la bassesse et l'affairisme de nombreux jeunes analystes. Il était conscient que le problème de la sélection dans sa discipline était éternel plus encore que technique. Au psychiatre Ludwig Binswanger, il confiait : « J'ai toujours pensé que se jetteraient tout d'abord sur ma doctrine les cochons et les spéculateurs ; je ne m'étais pas trompé... »

Il est trop facile, et injuste de surcroît, de se gausser, comme le fait Elisabeth Roudinesco, des visées prétendument adaptatives de la psychanalyse anglo-saxonne, sans s'interroger sur ce qui se pro-

duit lorsque des psychanalystes se prennent pour Salvador Dali ou André Breton, passent des divans aux barricades ou considèrent l'exploitation de l'inconscient comme la forme d'escroquerie la plus élégante.

A cet égard, il est dommage et symptomatique qu'Elisabeth Roudinesco ait exclu de son *Histoire de la psychanalyse en France* celui qui mériterait probablement le plus d'y figurer : l'ethnopsychiatre Georges Devereux. En prenant le parti d'être à la mode, elle risque d'être rapidement démodée.

ROLAND JACCARD.

\* HISTOIRE DE LA PSYCHANALYSE EN FRANCE, tome II, d'Elisabeth Roudinesco. Ed. Le Seuil, 780 p., 175 F. Signale la parution de l'édition revue et corrigée du tome I aux éditions Ramsay.

A propos de Lacan, outre le livre VII de son *Œuvre*, l'*Éthique de la psychanalyse* (Seuil, 375 p., 125 F.), deux ouvrages lui ont récemment été consacrés : Lacan, de Marcelle Marini (Belfond, 298 p., 120 F.) et Jacques Lacan maître son ? (PUF, 220 p., 95 F.).



Jacques Lacan et sa fille Judith Miller à Stockholm en 1963.

## Un psychanalyste sur le divan

Jean-Bertrand Pontalis au panthéon des grands hommes : Sartre, Lacan et Freud.

QUI donc aurait soupçonné que le vénérable Jean-Bertrand Pontalis, maître d'œuvre de la Nouvelle Revue de psychanalyse et auteur d'un bref récit, *Lois* (1), avait nourri le désir, d'autant plus tenace qu'il le savait irréalisable, d'écrire... un roman de gare.

Fallait-il que le destin lui fût contraire pour qu'en définitive, lui, l'élève de Sartre au lycée Pasteur en 1941 et le disciple de Lacan en 1954 à Sainte-Anne, se vit condamné à partager ses temps entre la rue Sébastien-Bottin et la rue du Bac, entre son bureau d'éditeur et son divan d'analyste, loin des grandes effluvescences de l'imaginaire...

Pas de « roman de gare » donc, mais une autobiographie pudique, teintée de rigorisme, où les confidences, les discrétions, les aveux nous sont chèrement comptés. Pontalis ne se pose jamais en juge de Jean-Bertrand, mais promène un regard mélancolique sur quelques souvenirs dérisoires : le cours « H » honni et le rituel des vacances à Cabourg. Dès que

l'émotion affleure, le détachement de l'homme de bonne compagnie reprend ses droits, sauf dans le chapitre final, où il nous livre quelques-unes des plus belles pages jamais écrites sur les rendez-vous d'amour inévitablement manqués entre une mère et son fils... Peut-être l'impossible « roman de gare » débute-t-il ici.

## J'aimerais être bon

De l'humour, Jean-Bertrand Pontalis n'en manque pas. C'est même ce qui fait l'essentiel de son charme. Au fil des confidences, nous apprenons qu'un jour de printemps 1944 Sartre lui fit part de son intention de créer (peut-être dit-il : « monter ») une revue, une finis la guerre finie. Il demanda au jeune « JBP » d'y collaborer. « Avec joie », répondit ce dernier. Il y a un emploi qui m'attire particulièrement : j'aimerais être bon, vous savez, un de ceux qui esquissent des pas de danse autour de la vedette. Au mot « revue », il avait associé 000 pas Gallimard, mais Casino de Paris...

A Sartre, « JBP » ne fit jamais allégeance ; c'est été d'ailleurs incongru, tant le philosophe détestait qu'on lui emboîtât le pas. Ni révérence ni référence : l'imaginaire ne se contente pas de son « enseignement ». Lacan, en revanche, s'efforçait à tenir la place vide du maître, « fonction pour moi, à l'époque, des plus suspectes, écrit « JBP », où venait se conjurer l'infatuation de la personne et l'abus de pouvoir, l'illusion savamment entretenue de détenir (et de conserver pour soi) le maître mot et le mépris souverain des salueurs ».

En dépit de ses préventions, « JBP » succomba au magnétisme du « Grand Jacques », jusqu'au jour où, dans un music-hall, le hasard le mit en face du « Grand Robert ». « bel homme en habit noir venu du Québec hypnotiser les fautes des boulevards ». Certes, le « Grand Jacques » n'était pas le « Grand Robert » ; pensée « imple, absurde » — n'empêche que « JBP » avait dû l'écarter. Et qu'il se posait maintenant les questions suivantes : et

si le second n'était que la caricature vulgaire, sinistre, du premier ? Si, au bout du compte, ils faisaient jouer le même ressort pour exercer leur emprise ? Et si, surtout, c'était le même point sensible en chacun qu'ils touchaient ? « JBP » cessa bientôt d'assister au séminaire de Lacan.

Freudien conscient de l'imposture des doctrines hautement proclamées ; ayant de surcroît horreur des termes savants, des néologismes et des mots de plomb, Jean-Bertrand Pontalis se rapprocha des psychanalystes anglo-saxons (Harold Searles et Donald Winnicott) dont l'humilité et une sagesse souriante constituent les qualités premières. Ce sont elles également qui donnent à cet *Amour des commencements* son ton si singulier et si attachant.

R. J.

\* L'AMOUR DES COMMENCEMENTS, de Jean-Bertrand Pontalis. Ed. Gallimard, 197 p., 72 F.

(1) Gallimard.

**MORETTI**  
illustrateur  
CHRONIQUES ITALIENNES  
de STENDHAL  
En souscription jusqu'au 31 octobre 1986. 420 F.

expose  
à  
**L'IMPRIMERIE NATIONALE**  
Hall des preases, 27-39, rue de la Convention, Paris-15°  
Exposition ouverte tous les jours de 11 h à 18 h 30  
du 8 au 14 octobre 1986.

## Jeux de savants et jeux de mystiques

(Suite de la première page.)

Le point de départ de ce livre est l'irritation d'Henri Atlan envers les grandes synthèses scientifiennes mystiques qui encombrant l'air du temps (telles la *Gnose de Princeton* de Raymond Ruyer, le *Tao de la physique* de Fritjof Capra, ou le fameux *Colloque de Cordoue* de 1979). En célébrant ainsi les noces approximatrices de la rationalité scientifique actuelle (probabiliste, truffée de paradoxes) et des traditions d'Orient, on sombre à ses yeux dans la confusion. Pis. Annulant les différences, assimilant des registres dissemblables, on ne rend service à personne. La science s'y perd, la mystique aussi.

S'irriter est une chose. Démontrer les mécanismes, discerner une issue est une autre paire de manches. D'où cette longue recherche sur les différences entre rationalité scientifique et rationalité mystique.

## Beethoven en équations

Cette dernière expression peut surprendre. On pourrait être tenté de rejeter dans les ténébreuses extérieures les textes de la Kabbale, du soufisme ou les énoncés du zen. En repoussant ainsi tout un pan de l'expérience et de la réflexion de l'humanité, on se précipiterait au piège d'une transformation de la science en un nouveau mythe.

Croire en effet que la science peut atteindre à l'explication complète de la réalité ultime, et finalement réduire la création d'un quantum de Beethoven à quelques équations quantiques, a tout d'une mystification. Le postulat métaphysique du réductionnisme « fort », posé comme théorie vraie, n'est ni plus ni moins qu'un dogme. Il est d'ailleurs battu en brèche par les phénomènes observables dans les réseaux d'automates, ou les systèmes de neurones. On y voit émerger des propriétés « non observables dans les parties, et non descriptibles par une simple association des propriétés de ces parties ».

D'un autre côté, la démarche scientifique se renie si elle renonce à « jouer le jeu » réductionniste. D'où le penchant d'Henri Atlan pour un réductionnisme « faible », pratique et non théorique. On peut « y jouer » sans « y croire ». Il s'agit somme toute de respecter la science en rappelant les limites auxquelles ses règles la circonscrivent.

Respecter les traditions mystiques, c'est rappeler qu'elles n'obéissent à d'autres règles. Elles font elles aussi usage de la raison, contrairement à quelques préjugés bien ancrés. Mais cet usage est autrement orienté. Là où les sciences ont des questions, les spiritualités ont des réponses (qui évi-

demment ne se situent pas sur le même registre que les questions scientifiques). La réalité visée n'est pas la même : extérieure et intelligible pour la science, éprouvée et vécue au sein d'une expérience spirituelle pour la mystique, qui va s'efforcer à dire l'ineffable, avec et contre le langage, dans ses interstices.

Enfin, la démarche scientifique tire sa force de sa capacité à prévoir plus qu'à fournir une explication vraie. C'est de son efficacité manipulatrice qu'elle regnait confirmation de sa rectitude. En revanche, d'une portée pratique faible, les spiritualités ont un pouvoir explicatif fort. Elles permettent notamment de fonder le droit et l'éthique. Or en ces domaines, malgré les demandes dont on l'assaille, la science, en toute rigueur, ne peut que nous laisser en plan.

## Le plaisir de jouer

Il y a donc là deux usages de la raison sans commune mesure. Aucun n'a tort. Ni raison. Mettre en lumière leur dualité, sans céder à l'« impérialisme » de l'un ou de l'autre fait la force du livre d'Atlan. Il propose, c'est capital, d'esquiver le piège des conceptions englobantes et totalisatrices. Le caractère contradictoire ou non de la réalité ultime est logiquement indésirable, comme l'établit, an-

chambre 5, une très fine démonstration, impossible à reprendre ici. Sachant que cette réalité demeure inaccessible, on peut tenter de l'approcher par des voies différentes. Elles sont également légitimes, si on s'avise de ne pas les mélanges.

Grâce à ce scepticisme qui n'est pas nihiliste, à ce relativisme où tout ne se vaut pas, il nous reste le plaisir de jouer. Un beau chapitre fait converger Winnicott, Fink et Wittgenstein pour faire apparaître le jeu comme la seule garantie de sérieux. Jeu du savant, jeu du mystique. Le même homme peut les pratiquer, à condition de ne pas confondre les règles (ni d'un des jeux avec l'autre, ni d'aucun des deux avec la vérité du réel, qui reste « hors jeu »). A condition aussi de ne pas oublier qu'il appartient aux règles de chaque jeu de revendiquer pour sa part la compréhension de l'unité.

On ne fait pas le tour d'un tel livre en quelques jours, ni en quelques lignes. Nourri des travaux scientifiques et philosophiques les plus récents des histoires talmudiques les plus anciennes, *A tort et à raison* est une allégorie érudite. On doit y franchir quelques escarpements, mais l'air est limpide. Comme un gai savoir.

ROGER-POL DROIT.

\* A TORT ET A RAISON, Interférences de la science et de la mystique, d'Henri Atlan. Le Seuil, coll. « Science ouverte », 450 p., 125 F.



● BONNES FEUILLES

# L'amour et l'art des troubadours

La Fleur inverse, un essai de Jacques Roubaud sur la poésie des troubadours, paraît le 13 octobre aux éditions Ramsay. Nous publions ci-dessous des extraits de sa préface.

Ab la dolchor del temps novel  
follo li bosc e aucl  
chanton chascun en lor lat  
segon lo vers del novel chan.

A la douceur du temps nouveau  
les bois feuillassent les oiseaux  
chantant chacun en son latin  
selon les vers du nouveau chant.

**E**NIRE ces mots et nous, il y a presque neuf siècles. (...) Les mots sont presque compréhensibles: *dolchor*, douceur; *temps*, temps; *novel*, nouveau; *chan*, chant. Printemps, oiseaux, nouveau, le chant qui commence; il y a de telles ouvertures printanières depuis des siècles dans toutes les langues de l'Europe (...). On sort de l'hiver et du froid, à la lumière: amour, soleil, feuilles vertes. On a peine à saisir combien tout cela fut neuf, surprenant, inuit, il y a neuf siècles. (...)

La poésie des troubadours nait pénétrée de lumière et d'oiseaux. (...) Il n'est pas inutile, pour entendre les troubadours, de se placer par la pensée dans le rectangle pur ainsi défini par Peire Vidal: entre le Rhône et Vevey, entre la mer et la Durançe. Le paysage, les vents, ces dentées de l'œil et du chant que sont les pins, les cyprès, les vignes, les oliviers, les amandiers, les herbes, certaines couleurs de pierres, la mer, une seule mer (avoir des *yeux où bat la mer*, dit Giraut de Bornelh), tout cela semble indispensable à l'accord nécessaire du lieu et des syllabes sous la lumière. (...)

L'imagination du lieu, qui était encore possible, accompagnant l'écoute des poèmes, il y a treize ans, est aujourd'hui sans doute définitivement perdue. Le décor naturel a plus changé en ce dernier quart de siècle qu'en les huit cents années qui précèdent. Sans oublier l'effet de la nouvelle croisade des Albigeois, celle des résidences seigneuriales. (...) Ce n'est pas seulement que le décor maponier a été détruit sans remède, en Provence, que les essences végétales qui font le parfum sous-jacent aux rimes rares des troubadours ont disparu. Plus grave encore peut-être, et simultanément, frappe le terrible silence des matins, dans les débuts du soleil. Cette terre n'a plus d'oiseaux...

## L'amour suscite le chant

La disparition du visible et de l'audible naturel n'est pas la seule. (...) Les premiers mots du lyrisme amoureux moderne qui nous sont parvenus, pas trop étranges, ne sont pas du français, même ancien. La langue des troubadours, l'oc, l'occitan, le provençal, est une langue romane singulière: à la différence du français, de l'italien, du catalan même (qui en est le plus proche), elle n'a jamais, depuis le treizième siècle précisément, été associée à une unité politique ou territoriale quelconque. Et aujourd'hui, après avoir survécu, difficilement, à la royauté française et à l'école publique, elle est, elle aussi, menacée de disparition. Entendre les troubadours, en ces années, ne peut se faire qu'en tenant compte de ce triple assombrissement.

On a dit: « L'amour est une invention du douzième siècle. Et si l'invention de l'amour il y a, les inventeurs en furent les *trouvadors*. » On leur reconnaît ici, dans cet essai, une invention à la fois plus limitée et plus singulière, plus particulière, plus orgueilleuse et plus bouleversante: l'invention, ou découverte, des troubadours n'est pas l'amour; elle est que l'amour est inséparable de la poésie, est le moteur de la poésie dans le chant. Les troubadours ont inventé qu'il est un lieu indissoluble: celui qui unit l'amour à la poésie. (...) La poésie d'amour est la première; elle l'emporte sur toutes les autres manières de dire. L'amour suscite le chant. Il commande de dire; et de dire en poésie. Il est ce qu'on peut atteindre de plus haut, de plus essentiel. (...)

## La disposition des rimes

Les troubadours ont inventé que le chant d'amour serait plus

clair; on fargerno, ou *fabbru* (Dante). Il forge les mots du dire d'amour, il trempe la poésie au feu d'amour, il l'affine comme un or. (...) La poésie est un métier, où interviennent aussi bien l'art musical que l'art verbal, et la mise en valeur de la personnalité poétique, de sa voix. Chaque voix de troubadour est farouchement individuelle. (...) Chaque nom de poète est pour la première fois un *nom propre* comme chaque choix de rimes, de jeu de rimes est une signature, un *num* propre de l'amour. (...)

Se disant en rimes, se disant en vers où souvent surgit la concaténation inoubliable d'axiomes, de vérités d'amour, il apparaît que l'amour, s'il est amour d'un amoureux pour une dame, dissimulant dans l'universel l'amour de tel amoureux réel pour telle dame peut-être, est aussi, en même temps, sans qu'il soit possible de séparer l'un de l'autre, *un amour de la langue*. (...) La est une fonction essentielle, la première fois dite en poésie par la poésie, de la

évidence, une « monstration » du trobar, de l'intérieur. Les mots sont les mots des troubadours, les mots du grand chant, les axiomes, les vérités de l'amour ou séparées de leur mude d'existence, le vers, et le vers en rimes, en mesures plus complexes, les strophes, la canço. (...) De troubadour à troubadour, de poème à poème, on peut suivre le fil du mot « chant », du mot « amour », du mot « dame »; on peut pénétrer dans le *comment* du trobar, la combinatoire immensément complexe et novatrice de *champs* des rimes, ces architectures de timbres où chacun des mots du grand chant reçoit son poids de sens et de persuasion à l'amour. (...)

La prééminence revendiquée pour les troubadours pourra surprendre. Il est vrai que cette poésie, longtemps invisible dans les manuscrits, longtemps le domaine partagé des interrogations philologiques savantes et des à-peu-près romantiques, a souffert de son orgueil, de sa difficulté, de son éloignement, de sa langue, de sa morale, de son immensité même. (...)

## Langue d'exil

Il me reste, pour conclure, à dire quelques mots de mon propre intérêt pour la poésie des troubadours, qui n'est pas sans influence sur un certain ton de passion qu'on a déjà pu déceler dans cette préface.

Je suis d'origine provençale. La langue provençale, que je n'ai pas parlée enfant (qu'aujourd'hui je lis mais ne parle pas), joue un rôle particulier dans ma mémoire familiale; (...) elle a disparu plus vite dans la famille de ma mère, dont les parents étaient instituteurs, que dans celle de mon père, qui l'a entendue, avec l'accent rauque si particulier du Toulonnais, de la bouche de son grand-père, avant l'âge du lycée (et elle remonte aujourd'hui, dans sa vieillesse, par grands pans). A la fois proche et absente, elle est pour moi la langue d'origine, la langue perdue de l'âge d'or des langues, le jardin du parfum des langues dont Dante parle. Le français, qui est ma langue maternelle comme ma langue de pensée et de travail, qui est aussi ma langue de poésie, est en même temps langue d'exil, parce qu'il y a cela, en arrière, en écho, le provençal (je dis provençal par provincialisme familial, je sais bien qu'il s'agit de la langue d'oc, de l'occitan; si j'étais Catalan de France, je dirais peut-être le *lemosin*).

Ecrire des poèmes, composer de la poésie dans les conditions contemporaines est un exercice un peu difficile, on en conviendra. S'obstiner dans cette voie suppose (en tout cas pour moi) le choix d'un modèle, la référence à une époque favorisée, où la poésie fut et brilla. J'ai choisi la Provence du douzième siècle. On peut penser la poésie à travers les troubadours, leur exemple. La poésie la plus contemporaine, pour survivre, doit se défendre de l'effacement, de l'oubli, de la dérision par le choix d'un archaïsme: l'archaïsme du trobar est le mien.

L'idée de poésie comme art, comme artisanat et comme passion, comme jeu, comme ironie, comme recherche, comme savoir, comme violence, comme activité autonome, comme forme de vie, idée qui fut celle de bien des poètes (ceux que je préfère) dans la tradition européenne, et tout récemment encore celle de Raymond Queneau, je l'ai faite mienne, et j'en vois l'exemple premier chez les troubadours.

Aussi ce livre est-il un hommage; et, même indirectement, parle de la poésie de notre temps.

JACQUES ROUBAUD.  
\* LA FLEUR INVERSE, de Jacques Roubaud, Ramsay, 352 p., 119 F.

A signaler également le livre de René Nelli sur Raimon de Miraval (*Libre page 15*).



BERENICE CLÈVE.

qu'une union indissoluble de mots et de sons disant l'amour, le révélant, en son essence et en ses effets sur l'homme et sur la femme; ils ont donné, ou support, un lieu et une marque à ce lieu, à cet *entrelacement*: c'est la *rime*. (...) La rime est plus pour eux qu'une marque de fin de vers. Elle est au centre, au cœur même de la composition poétique et musicale qui chante l'amour, la *canço*; c'est la disposition des rimes, leurs timbres, le jeu de leurs sonorités, la décomposition, mise en valeur, heurt et rétablissement des mots de l'amour, des mots du grand chant, *amors, joï, dona...* qui font de chaque canço une création unique, un moment unique dans l'affirmation et la révélation de l'amour. (...)

L'invention d'une forme poétique à la fois complexe, savante, démonstrative, mais aussi ludique, séduisante, persuasive, chantante, repose sur le jeu et la *joie des rimes*. On a peine à saisir aujourd'hui la variété, la richesse, l'étendue de l'exploration du champ des rimes que représente sur un siècle et demi environ, de génération en génération, par transport de bouche en bouche, d'oreille en oreille et de mémoire en mémoire, cette tradition poétique. (...) Tout ce qui vient ensuite est chant, ou résurgence. C'est un moment polyphonique inégalé. (...)

Le poète est le « *trouvador* ». Il trouve les mots, et sons, et rimes pour dire l'amour; le dire pour ceux qui aiment et pensent et vivent l'amour en même temps que le chant de poésie. Il parle pour eux, il est un d'eux. La poésie est une forme de vie.

La nature même du jeu de la poésie fait du troubadour avant tout un artisan, un « *facteur* » (selon la désignation des grands rhétoriciens au quatorzième siècle); on fargerno, ou *fabbru*

poésie même: la gloire et mémoire de la langue. (...)

Le vrai de l'amour est dit d'évidence, est dit en rimes, en rapprochements, en oppositions, en échos de rimes, est dit en rythme. La maladie explicative ne les atteint pas. (...)

## Plaisir

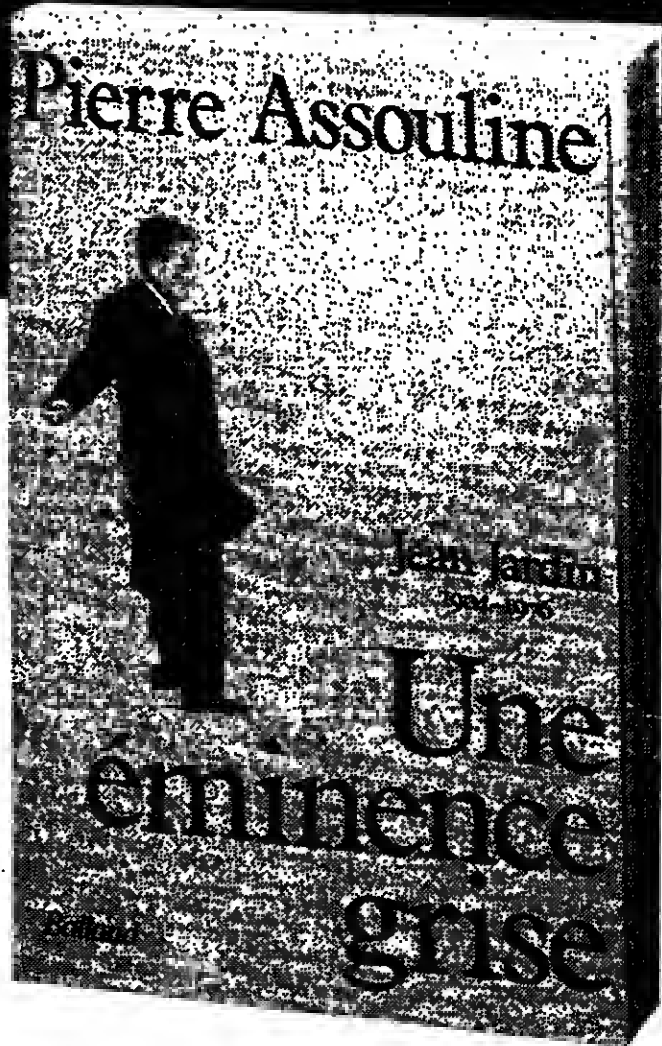
### ou renoncement

Que l'amour soit joie, illumination, extase, beauté, beauté des rimes, extase de la création formelle dans la canço, ne veut pas dire que les troubadours n'ont pas connu son envers noir, qu'ils sont restés dans la béatitude amoureuse, qu'ils n'ont chanté de la douleur d'amour que celle qui se résout enfin dans le plaisir ou le renoncement.

Comme autrefois la philosophie et la médecine antique, puis chrétienne, ils ont identifié à leur manière la *maladie de l'âme*, le soleil noir qui menace l'âme, la *mélancolie*. Mais pour eux, bien sûr, la mélancolie est avant tout l'éros *mélancolique*, l'ennemi démesuré qui mène à l'excès d'amour, à l'absolu vide de l'amour, à la folie. La seule folie d'amour qui ne mène pas à la mort (l'amour n'exalte pas la mort) est celle que le chant parvient à maintenir dans la *mesure* des rimes et du rythme. La *mezura*, un des concepts les plus riches du trobar, est ce qui permet la lutte contre la menace sans cesse présente de la mélancolie. (...) C'est une opposition dont la racine est dans l'amour même, dans le paradoxe de l'amour subissant à l'affirmation réitérée du lien amoureux que la mélancolie sans cesse présente comme impossible. (...)

Cet essai tente, dans l'esprit de ce qui vient d'être dit, non une explication mais une mise en

# PIERRE ASSOULINE



Une passionnante mise en scène d'un personnage hors du commun...

DANIEL RONDEAU LIBÉRATION

La description du milieu Vichyssois est tout à fait remarquable...

PIERRE LEPAPE LE MONDE

Publiscopie

# Balland

PROMENADE CULTURELLE

ecs ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE

A LA DÉCOUVERTE DU MONDE pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...

Beaux-arts Musique Littérature Cinéma Histoire Techniques etc.

Documentation gratuite sur demande ecs 1 rue Thénard - 75005 Paris Tél.: (1) 48.34.21.99



## ● SOCIÉTÉ

## Que sont les bistrotts devenus...

Les souvenirs de François Caradec, parti à la recherche des vieux sîcs d'autrefois. Nous l'avons rencontré devant un « dernier verre ».

FRANÇOIS CARADEC vit dans un quartier sinistré de Paris, à la lisière des treizième et quatorzième arrondissements, où accéder à un bistrot exige un effort pédestre de quelques centaines de mètres. Mais il en faut plus pour décourager ce piéton impatient.

« Les rues alentour, se souvient-il, étaient jadis pour leurs épiceries-buvettes. Malcolm Lowry a beaucoup fréquenté ces zîcs longs d'un mètre cinquante à peine. Les deux derniers bistrotts du coin sont devenus des banques. Mais est-il bien certain que la petite épargne solitaire soit un vice moins grave que l'ivrognerie collective ? L'agonie d'un certain art de perdre son temps a coïncidé à peu près avec l'avènement de la V<sup>e</sup> République. Bien des terrasses de café ont disparu au début des années 60, et l'arsenal Le Royal à Saint-Germain-des-Près est devenu un

drugstore, ce fut une catastrophe aussi grave que Tchernobyl ! »

Cette nostalgie d'une époque où les rencontres gratuites paraissent encore possibles est omniprésente dans la *Compagnie des zîcs*, un livre intempérant à souhait. François Caradec décrit les visages navrés qui « boivent pour tuer le temps, en attendant que le temps les tue », ces mêmes visages que Robert Doisneau avait photographiés pour illustrer le *Vin des rues* de Robert Giraud (1). La gouaille bourru de Caradec fait merveille lorsqu'il nous restitue, dans des saynètes drolatiques, des dialogues saisis sur le zinc. Il n'est pas dupe des comédies humaines qui se jouent dans les cafés et il n'ignore pas que le pathétique y côtoie le grotesque. « Un homme qui ne boit que de l'eau a un secret à cacher à ses semblables », prétendait Baudelaire. L'auteur apprécie, lui aussi, cette parole vraie ou fausse que

libèrent l'alcool et le vin. Certes, l'angoisse n'abandonne pas ceux qu'elle habite, mais, verre après verre, elle est contrainte de desserrer sa mortelle étreinte.

« Je suis incapable, précise François Caradec, d'écrire un roman, car je ne peux pas vivre avec des gens que je ne connais pas. J'ai écrit des biographies (2) pour fréquenter des écrivains que j'aurais aimé connaître. J'ai mis, dans ce volume, mes quarante années de fréquentation assidue des bistrotts. Depuis longtemps, je note les conversations qui m'ont fait rire ou qui m'ont troublé. Je me nourris ainsi des souvenirs des autres. »

## Qui allait boire le verre du mort ?

A Paris, « on rencontre mieux qu'ailleurs une certaine qualité de la solitude, et tant de bruits que l'on croit au silence », écrit joliment ce promeneur qui, aujourd'hui, fait des détours pour ne pas revoir des lieux qui lui rappellent trop les amis disparus, car même si bien des cafés sont devenus aujourd'hui des magasins de vêtements, il suffit d'un rien pour que les souvenirs sortent de l'ombre : Henri Michaux commande un alexandra dans un bar de la rue Monsieur-le-Prince, André Frédérique se noie dans un whisky au bar du Montparnasse, Jacques Prévert et André Hardellet échangent des rêves à une terrasse, et Eric Losfeld entraîne Caradec au Courrier de Lyon.

« Michaux et Frédérique, dit-il, étaient des hommes de bar, alors que Prévert et Hardellet étaient des hommes de bistrot. L'homme de bar se prend plus au sérieux, il est plus solitaire aussi. Tout ce qui est triste se passe dans les bistrotts. On apprend la mort de quelqu'un à un comptoir ou par le carnet du « Monde ». On y parle beaucoup de la mort comme pour mieux la conjurer, mais on la refuse encore plus qu'ailleurs. »

François Caradec fut d'ailleurs témoin, dans un bistrot, de ce refus presque animal de la mort. Pour



François Caradec photographié par Robert Doisneau.

tous ses amis, l'absent était toujours là, au bout du zinc, et ils demandaient qu'on lui servît sa « monnaie » habituelle. Ils burent à sa santé et échangeaient des banalités que l'absent n'aurait pas désavouées, mais l'émotion ne les gagna que lorsque le garçon leur demanda qui allait boire le verre du mort.

Les cafés de Paris ont également inspiré un ouvrage à Danielle Aubry et Gérard Sferz : mais, malheureusement, là où François Caradec consomme, ces deux auteurs ne font que du tourisme et leurs dialogues improvisés sonnent aussi faux qu'un verre vide.

François Caradec évoque aussi, dans son livre, le temps où, avec André Bureau, un réalisateur de courts métrages, il cherchait à atteindre le bout de la nuit. Leurs pas croisaient alors souvent ceux de Giacometti. « A la belle époque de Saint-Germain-des-Près, poursuit-il, on pouvait passer une nuit entière dans un bar en ne buvant qu'un seul verre. Il y avait aussi des bistrotts étonnants à Mouffetard avec des chaises et des tables vissées au sol. Tout a disparu, le formica a remplacé le zinc, et le formica c'est déjà la mort. Il ne reste plus que les bistrotts des gares qui, lorsque les der-

niers trains sont partis, jettent à la rue les orphelins de la nuit... »

PIERRE DRACHINE.

\* LA COMPAGNIE DES ZÎCS, de François Caradec, Ramsay, 122 p., 69 F.

\* AU VÉNITIEN DE TUNIS (Les Cafés de Paris), de Danielle Aubry et Gérard Sferz, photographies de Corinne Voss, Éditions Ubac, 116 p., 82 F.

(1) Denoël.

(2) L'entrevue (La Table ronde), Raymond Roussel (Pauvert).

## Personnages de la nuit

« Autrement dit Tavernes. Vous n'y viendrez pas, délicats lecteurs ; j'y suis allé pour vous. Vous ne verrez l'endroit qu'en peinture, et cela vous épargnera quelques sensations désagréables. C'est là un réceptacle de la lie du peuple. Mais la vie des gueux a une franchise qui mérite d'être observée ; car les passions qui sont à nu ont une originalité piquante. »

Louis-Sébastien Mercier.  
(Le Tableau de Paris, FM/ La Découverte.)

« Nous entrâmes dans le premier bistrot venu. Un ivrogne dormait, la tête appuyée sur la table. Je commandai du vin. Nos têtes nous servent sans dire un mot. Je la fis boire, puis je caressai son visage lentement. Elle se remit à pleurer. C'était pas la peine d'essayer de la consoler. L'ivrogne s'était réveillé. Il nous fixait sans rien dire. Je fermai les yeux. Je sentais que la fin était proche. Nous sortîmes du bistrot. Il ne pluait plus. Des traînées de boue tachaient l'asphalte. »

Francis Gaspard.  
(Journal d'enfer, Éditions Reptec.)

« Un bistrot tranquille, à la belle saison, du côté de Ménilmontant ; des fusains en bac égayent la terrasse, ses tables et ses chaises en fer ajouré. Par-delà l'arrière-salle, on surprend un étrange jardin à tonnelle et un bouledoine (la pétanque n'a pas encore fait son apparition)...

« Dans un coin, quatre manilleurs poursuivent leur partie sous les yeux de quelques amateurs qui jurent les coups, mais avec discrétion. Personne n'a prêté la moindre attention à mon entrée sur la pointe des pieds ; quand je m'assis sur une banquette de moleskine craquelée, aucun loufiat ne vint me demander ce que je désirais et qu'il me serait malaisé de préciser, car il est vrai qu'il ne s'agit pas d'une consommation. Le patron discute avec un habitué portant redingote, chapeau melon et barbe, qui ressemble à Erik Satie ; c'est peut-être lui, d'ailleurs, en rupture d'au-delà. »

André Hardellet.  
(La Promenade imaginaire, Mercure de France.)

« Je pouvais jusqu'à un bistrot de nuit. Je me payais une assiette anglaise, une choucroute, un pot du meilleur pinard que je dégustais lentement, l'âme sereine, écoutant les conversations autour de moi. Putains en ralliées. Chauffeurs de taxis. Indicateurs. Clochards. Poirrots. Radeurs. Il faisait bon et chaud dans la salle. Abri curieusement bâti sur les rambarde de la nuit. On devine une espèce de complicité latente entre ces gens qui ne dorment pas. Ce sont, à quelque chose près, toujours les mêmes. On se connaît vite, sans s'être jamais adressé la parole. Personnages de la nuit. Les visages, les allures, les voix, sont comme endeuillés, tachés de pêleux nocturnes. Chaque fois que quelqu'un pousse la porte et entre, tous les regards se tournent vers lui. Il semble qu'on craigne l'arrivée d'un ennemi qui tiendrait du diable ou de ses procureurs. Atmosphère fibreuse. Personne ici n'attend rien de défini sinon le jour. »

Louis Calaferte.  
(Septentrion, Denoël.)

## Balzac et Paris

Un ouvrage savant et passionnant qui trace la « topographie morale » d'une capitale changeante, mais immortelle.

L'OUVRAGE de Jeanine Guichardet, *Balzac archéologue de Paris*, man- quait indiscutablement depuis qu'est devenu introuvable celui de Noah W. Stevenson. Paris dans la comédie humaine de Balzac, paru en 1938. Il ne s'agit pas d'une promenade littéraire, voire sentimentale, comme le Paris de Balzac de Robert Brasillach, réédité en 1984 aux Éditions L'Inédit.

Paris trouve ici son géographe, son topographe, qui affronte deux monstres avec l'intelligence de Dante descendant aux Enfers et capable encore d'y distinguer des cerces. C'est en effet sur ce mode que l'auteur nous entraîne, dès les premières pages : les cercles de l'enfer parisien... une ville-escargot (il suffit de lire un développement des arrondissements) dont nous n'avons même plus idée. Ville de strates où

un contrefort gothique appuie une façade Renaissance quasi invisible parce que la lumière ne pénètre pas dans le cœur de la cité. Le Paris de Balzac est plein de mouvements et de palissades (il passe de 547 756 habitants en 1800 à 1 053 879 en 1846), plein de chantiers et de démolitions : un Paris qui grimpe déjà sur les hauteurs de Montmartre, de Belleville, de Charonne et de Ménilmontant, sur les collines de Montrouge et de Vanille, poussé par une prospérité arithmétique.

Balzac n'ignore pas cette extension, mais l'essentiel du monstre endormi tient dans la « topographie morale » dont il esquisse des traits çà et là, dans la Duchesse de Langeais notamment : « Contours indécis, aspect sinistre, rouge atmosphérique ». Dans le Colonel Chabert,

Paris baigne dans la boue : nombre de rues ne sont que des borborygmes bordés de planches et de marais, et l'avoué Desverrière ose hasarder son cabriolet dans les ornières trop profondes de la rue du Petit-Banquier. Rougeoient dans les ornières trop profondes de la rue du Foulard, pestilence des égouts (en 1840, le réseau des égouts n'atteint pas quarante kilomètres, quand il en compte aujourd'hui plus de deux mille) : des eaux qui remontent dans les maisons fabriquent un autre élément « balzacien parisien » : le salpêtre.

Le géographe choisit avec soin les thèmes majeurs de la vie infernale : l'insoluble exposition au nord, qui couvre d'un suaire noir les tours du palais de justice (Splendeur et misère des courtisanes), et l'image qu'on retrouvera dans *Entre savants* et le Colonel Chabert : « Comme le

pélican de la fable, Paris donne sa propre substance pour édifier ses quarante mille maisons. Il s'y est épuisé et parfois s'écroule. »

L'étroite rue Visconti, la gluante rue de Seine, le corridor humide de la rue Guénégaud, Francis Carco les parcourt quatre-vingts ans plus tard, puis Jean Genet, puis nous-mêmes. On ne tue jamais une ville, et le remarquable ouvrage de Jeanine Guichardet, de savante et passionnante lecture, nous rappelle que la ville existe d'abord dans sa « topographie morale » et qu'on ne se promène pas dans ses artères sans réveiller les ombres mortes des boueux rougeolements.

YVES LEMOINE.

\* BALZAC ARCHÉOLOGUE DE PARIS, de Jeanine Guichardet, SEDDES, 88, bd Saint-Germain, 75005 Paris, 497 p., 350 F.

Philippe Leprince

Quand un livre est un vrai livre — et celui-ci en est un — il est toujours appelé à dénouer ce qu'il n'a pas dénoué chez son auteur.

CHRISTIAN CHABANIS

Journal de sa mort

présenté par CHRISTIAN CHABANIS

144 pages 80 F

nouvelle cité, paris

ELVIRE DE BRISSAC

Le Repos

"Tous les charmes de l'insolite, à un degré rare." Jacqueline Platier/Le Monde

"Elvire de Brissac est précise, drôle, féroce, et si tendre." Françoise Xenakis/Le Matin

ROMAN

GRASSET

مكتبة الأمل

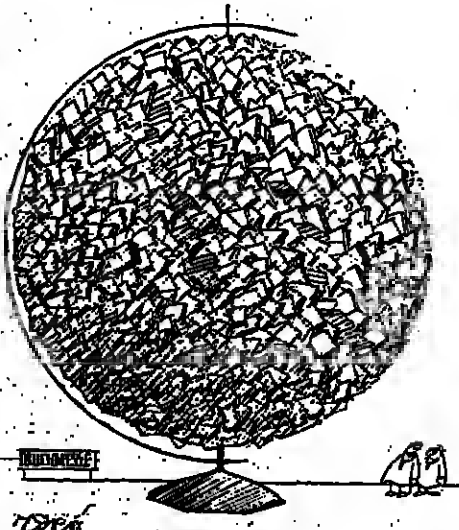


D'AUTRES MODES

# Le temps des Foires : (II) Francfort

**B**OUQUINOPOLIS ! Mégalectoville ! Hyper-mamoutaires ! La plus grande librairie du monde ! Trois cent vingt mille titres de tous les genres, dans toutes les langues, venus de près de quatre-vingts pays, étalés sur près de 10 000 mètres carrés... Ou on aime ou non la lecture, il y a là de quoi vous griser, vous appâter, vous saturer ; car ces livres, personne (ou presque) ne les lit, personne ne les achète. C'est la Foire...

Pour la trente-huitième fois, en effet, la Foire du livre — la *Buchmesse* — s'est tenue à Francfort-sur-le-Main, réunissant là, pendant six jours — du mercredi 1<sup>er</sup> au lundi 6 octobre, — l'ensemble d'une corporation à l'échelle mondiale : après la deuxième guerre mondiale et la division de l'Allemagne, les éditeurs de l'Allemagne de l'Ouest s'étaient trouvés dans la nécessité de chercher un équivalent à l'ancienne Foire de Leipzig et, en 1949, deux cent cinquante maisons d'édition allemandes exposaient pour la première fois dans une église illustre, la Paulskirche. Conçue à l'origine comme un rendez-vous entre libraires et éditeurs pour leur permettre de faire leurs commandes, de débattre des conditions de paiement et de livraison et de nouer des contacts, cette manifestation est devenue le lieu « incontournable » pour les professionnels de l'édition, même si certains, à la mémoire blessée plus tenace, refusèrent longtemps de se rendre en Allemagne. « Je ne suis venu qu'à partir de 1961 », nous disait Roger Straus, l'éditeur de I. B. Singer, de Philip Roth, de Tom Wolfe, qui a fêté cette année le quarantième anniversaire de sa maison d'édition Farrar, Straus et Giroux. « Je n'arrivais pas à oublier ce qui s'était passé », il n'envierait plus aujourd'hui de laisser passer une année sans venir, défenseur infatigable de la littérature et de l'entreprise éditoriale dans un monde éditorial de plus en plus phagocyté par les grands groupes. « Je fais les conglomérats ; ils sont la mort de l'édition telle que je l'aime », dit encore Roger Straus, qui s'est toujours battu pour conserver l'indépendance de sa maison.



La chronique de NICOLE ZAND

pas seulement chez les Français. Après l'achat de 20 % des actions du groupe par le financier Carlo De Benedetti (Olivetti, Mondadori) (voir *Le Monde* des 26 et 27 septembre), on s'interrogeait sur l'avenir de France-Lorrain, le club de livres de Bertelesman qui représente plus de 30 % des bénéfices des Presses de la Cité. On parlait d'autres investisseurs possibles : Hachette, Jimmy Goldsmith, le patron de *L'Express*, Rumeurs, Rumeurs...

Et que pouvait donc signifier le paquet-cadeau offert par Jean-Claude Lattès à Christian Bourgois, qui fêtait ses vingt ans d'édition — dont une dizaine à l'intérieur du groupe des Presses de la Cité ? Sortant d'un papier doré, apparu, avant les hors-d'œuvres, une belle créature à peine déshabillée, qui récitait, en vers de mirifiction, un compliment louangeur « au nom des Editions Hachette ». Puis disparut, laissant les invités ébahis.

**E**t les livres, dira-t-on ? Ces kilomètres d'allées bordées de volumes, c'est tout de même la raison d'être de la fête. Francfort n'est pas comme Paris le lieu d'un Salon, mais une foire de cession de droits, de tous les droits (traduction, adaptation, « écorisation », codition, etc.). Une sorte de gigantesque bureau en terre étrangère, jouissant de l'extorativité qu'on traite en une conversation ce qui, autrement, demanderait plusieurs échanges de courrier ou de téléphone. Sur le plan des conditions, par exemple, Francfort est incomparable. Plus personne, depuis dix ans, n'ose attendre la pêche miraculeuse, le livre-miracle-mystère qui apporte à son éditeur sinon la gloire, du moins la fortune. Il n'y a pour ainsi dire plus d'enchères, plus de secret qu'on achète à l'aveugle, plus de manuscrit qu'on avale en une nuit... Mais que de livres sont nés à Francfort !

L'essentiel est désormais de faire passer les frontières à des livres. De trouver les meilleurs éditeurs possibles pour chaque auteur. Et tous les acheteurs potentiels sont là. « Il est peut-être vrai que nous ne traduisons que peu de livres français, mais il est impossible aujourd'hui

d'oublier un romancier, un historien ou un scientifique », nous disait André Schiffrin, le fils de l'inventeur de la collection de la « Pléiade », directeur de Pantheon Books à New-York. D'innombrables transactions ont été mises sur pied, même lorsqu'elles n'ont pas été signées, d'autres avaient été préparées avant la Foire ; de même, de plus en plus, les directeurs de collections se rencontrent et parlent des livres qu'ils pourront faire ensemble d'ici plusieurs années. Tout un réseau de connaissances, de compétences, d'amitiés s'est établi ; les petits éditeurs découvrent leurs homologues ; chacun sent la nécessité de ne pas se limiter à l'Hexagone ou à la francophonie : il est significatif qu'en 1985, selon les dernières données statistiques du Syndicat national de l'édition, les cessions de droits réalisées sur l'étranger enregistrant une augmentation de plus de 26 %.

**F**RANÇOIS SAMUELSON, notre « agent à New-York », après trois années d'activité de son Bureau du livre français, se montre optimiste : il représente désormais vingt-deux éditeurs français, dont Gallimard, et, pour la première fois, constate un intérêt pour le jeune roman puisqu'il a vendu notamment Yann Queffelec (*Les Noces barbares*), Paul Thorez (*Une voix presque mienne*), Philippe Djian (*372 le marin*), Emmanuel Carrère (*Bravoure et la Moustache*).

Outre les jeunes romanciers américains (Jay McInerney, Peter Smith, David Levithan) et espagnols (Adelaida Garcia Morales, Eduardo Mendoza), italiens (Tabucchi, Pazzi), ou bien la nouvelle « reine du roman policier », la Britannique P. D. James, qui faisait le semaine dernière la couverture de *Time Magazine* et dont les Editions Mazarine ont acheté les droits avant la Foire, on remarquait la grande masse des biographies : deux Gorbatchev (notamment par Zhores Medvedev), un Fidel Castro (par le journaliste Tad Szulc), un Polanski (aux Editions du Chêne), un Berlusconi et un Sindona (chez les Editions Rinaldi italiens), mais aussi des autobiographies attendues : Cory Aquino, dont on peut se demander comment elle a le temps d'écrire des Mémoires ; André Sekharov, qui a accompli l'extraordinaire exploit, malgré le harcèlement de ceux qui l'épient, d'écrire et de faire partir ses écrits ; Ingrid Bergman dont Pantheon Books a acquis les droits de langue anglaise pour 500 000 dollars, dit-on ; Arthur Miller, etc.

Les éditeurs de sciences humaines et d'histoire semblaient satisfaits : Eric Vigne chez Fayard, ou encore Odile Jacob, qui, pour sa première Foire, a vendu à plusieurs pays chacune de ses publications : Elisabeth Badinter, Jacques Ruffié, Jean-Denis Vincent, François Gros, etc.

Pour l'amateur de littérature, cependant, le baptême de Francfort est une rude épreuve. « Si on veut encore écrire, c'est accablant, disait Hector Bianciotti, qui venait pour la première fois à la Foire du Livre. On fait naufrage sous l'industrie. C'est décourageant. Il faudrait créer un club des éditeurs de littérature et ne pas aller à Francfort », proposait-il sous le choc.

« Faut-il encore aller à Francfort ? » demandions-nous l'un après l'autre. La Foire du Monde du 16 octobre 1986), Sampietrini question, qui n'appelle qu'une réponse, toujours la même, et qui me rappelle un ami qui, lorsqu'on lui demandait pourquoi il restait au PCF, répondait : « Parce que c'est encore là que j'ai le plus de chances de rencontrer des communistes... » Pourquoi faut-il aller à Francfort ? Parce que c'est le seul endroit où on a la chance de rencontrer tous les éditeurs... Et, tout de même, de découvrir des livres qui paraîtront en France dans un an, dix ans ou jamais.

**L**a tendance pourtant est à la concentration. Et l'on ne parlait, dans les stands, les réceptions ou devant les évents, de succès que des « grandes manœuvres » du moment :

— le rachat (pour 500 millions de dollars, disait-on) de Doubleday par le « géant » allemand Bertelsmann, déjà propriétaire de Bantam ; grâce à cette acquisition, il va posséder le second grand club des Etats-Unis (après le Book-of-the-Month Club), le Literary Guild. L'équipe de base-ball New York Mets, qui appartenait à Doubleday, n'a pas été comprise, dans la transaction, et certains Américains estimaient que, publiquement, c'était une erreur ;

— l'achat par Peter Mayer, le jeune directeur de Penguin (Grande-Bretagne) et de Viking (Etats-Unis), — propriétaire aussi de Overlook Press, — de NAL (New American Library), ce qui devrait entraîner une rationalisation des équipes éditoriales ;

— l'arrivée sur le marché américain de lord Weidenfeld — associé à la belle-fille de Paul Getty — grâce au rachat de Grove Press, éditant ainsi de la maison qu'il avait fondée Barney Rosset, l'éditeur de Samuel Beckett et de Henry Miller ;

— le groupe allemand déjà acquiescé de Fischer et de Rowohlt devenu propriétaire de la maison américaine Henry Holt et Co (anciennement Rinehart, Holt et Winston) ;

— quant à l'OPA en cours sur les Presses de la Cité, elle alimentait bien des conversations et

## Les excès de William Beckford

L'auteur de *Vathek* a tenu en 1787 et 1788, au Portugal et en Espagne, un Journal intime. Le voici, deux siècles plus tard, dans une traduction gaillarde et limpide.

« **C'**EST un acteur, non un gentleman », a-t-on pu dire de lui. Il est vrai qu'il manquait quelque peu de pondération, William Beckford, que la réserve et le sens des convenances n'étaient pas ses pratiques préférées. Il adorait plaire, raffolait de se donner en spectacle. Une star, à sa façon, qui suscitait les rêves secrets de son public, faisait se lever desirés et haïnes, et qui, lorsqu'il se retrouvait seul, ne se retrouvait plus. Deux siècles plus tard, il n'a rien perdu de son charme. Ce sont désormais ses lecteurs qu'il contamine : car, de cette érotisation forcée de tout ce qu'il fréquente, de cette façon d'être au monde en exigeant du monde qu'il soit toujours vivant, il a fait un style.

Lorsqu'il commence à écrire ce *Journal intime*, en 1787, Beckford se trouve au Portugal par

accident. Il est sous le coup de deux grands chocs. Sa femme vient de mourir en couches, et il est indésirable en Angleterre. Surpris, de façon compromettante, avec un jeune garçon, il est considéré comme inféquentable. Il décide donc de s'embarquer pour la Jamaïque, mais souffre d'un tel mal de mer qu'il s'arrête au Portugal. Ce sont donc sous ces auspices, fort peu favorables que s'ouvre le *Journal*. Beckford a environ vingt-sept ans, il est beau, riche, il a déjà écrit (en trois jours et en français) *Vathek*, dont il attend la publication.

Ce *Journal* ne se veut ni journal de voyage, ni « journal d'une âme ». Il tient du livre de raison, où s'écrivent les faits du jour, du roman, qui déroule ses intrigues, et de la soupe de sûreté : qui permet à Beckford d'énoncer ses malaises, rapidement, sèchement. Du Portugal même, il n'y aura pas de vue cavalière, ni d'étude profonde. Il ne perçoit le paysage que dans la mesure où celui-ci l'affecte. Il ne vit que dans le jeu et la passion. Termes contradictoires, mais il serait sot d'en déduire quelque doute quant à sa sincérité. Le Portugal, pour le moment, est la scène où il s'écrit un rôle sur mesure : celui du dévot

quasiment sur la voie de la sainteté, mais à qui les prières ne retiennent rien de son agacement.

### Prendre sa revanche

C'est moins le Portugal qui l'intéresse que les Portugais, les Anglais du Portugal et lui. Il veut à la fois prendre sa revanche et rester ce qu'il est : insaisissable. Il se retrouve donc au beau milieu de manœuvres complexes, destinées à lui redonner une honorabilité. C'est d'abord cela qu'il conte, et, même, dont il tient le compte. Mais c'est là le côté semi-officiel du *Journal*. Son intimité à proprement parler, ce sont les émotions qu'il enregistre. Or tout lui est émotion. Beckford n'est pas homme de nuances. Il ressent avec excès. La beauté de la musique, la beauté des jeunes gens, l'ennui, l'abandon. Il passe de l'enthousiasme à la dépression, « des transports les plus exquises au plus noir accablement ». Mais s'il a du talent pour l'intensité, il n'en a pas moins pour l'ironie.

Beckford est un grand perturbateur. Et plus encore que ce flirt permanent avec le scandale, plus encore que cet abandon à la violence de toutes ses passions, ce qui retient, dans ce *Journal*, c'est ce qui apparaît d'ombres, chez

Beckford. Il serait regrettable de ne voir en lui qu'un héros romantique, flamboyant, brûlant, et cynique. Il est plus étrangement possédé : par le démon du vide, et une sorte d'affolement de perversité ingénue, qu'il ne situe jamais dans des limbes abstraits, mais toujours de façon très matérielle, physique.

Le vrai secret de ce *Journal* n'est pas dans les semi-confidences érotiques, mais dans l'alternance de caricatures ravageuses et de remarques insolentes où Beckford revendique son goût pour l'efféminé. Méchant homme, ce grand seigneur ? Peu importe. Ce qui importe, c'est qu'il ait su écrire l'énigme de son désir, sans honte, avec la distance de celui qui se sait divisé. Il disait de lui-même : « Pas même un animal me me comprend ». Il fallait peut-être ces deux siècles d'écart, et, ici, la traduction gaillarde et limpide de Roger Kann, pour que, de cet « ange déchu », on apprécie et l'arrogance et la douleur.

EVELYNE PIELLER.

★ JOURNAL INTIME AU PORTUGAL ET EN ESPAGNE, 1787-1788, de William Beckford, traduit par Roger Kann, Corti, 333 p., 110 F.

## JEAN-MICHEL SALLMANN Chercheurs de trésors et jeteuses de sorts

La quête du surnaturel à Naples au XVI<sup>e</sup> siècle

Nourrie d'exemples et d'anecdotes, une analyse d'un procès à Naples qui ouvre des perspectives nouvelles dans l'histoire des mentalités.

HENRI LEFEBVRE

Lukács 1955

PATRICK TORT

## Être marxiste aujourd'hui

Deux théoriciens marxistes écrivent à trente ans de distance et dialoguent dans le présent. Au centre de leur propos, la conscience de classe, le rôle des intellectuels, la vérité.

Aubier

H.D. Hilda Doolittle



## Hermione

Traduit de l'américain par Claire Malroux

des femmes

Philippe JULIEN LE RETOUR A FREUD DE JACQUES LACAN Editions Erès collection Littoral

## LE REGARD LITTÉRAIRE

Attention passion !

Il aime avec excès, il haïssait avec ferveur. Dans le *Regard Littéraire*, les plus grands écrivains d'hier et d'aujourd'hui sont pris sur le vif à dévorer ou à savourer d'autres écrivains.

Barbey guillotine Diderot, Oscar Wilde pousse au mensonge, Léon Bloy vitriole J.K. Huysmans, Julien Gracq savoure Proust au coin du feu, et *Complexe est compliqué*.



« D'ores et déjà, cette collection nous paraît essentielle. » Jean-Jacques Brochier, *Le Magazine Littéraire*.

LE REGARD LITTÉRAIRE : LE LANGAGE DE LA PASSION

EDITIONS COMPLEXE

**OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?**  
Dans le stock, ou par le réseau de la  
LIBRAIRIE  
**LE TOUR DU MONDE**  
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12



## THÉÂTRE

« Tel Quel », au Studio des Champs-Élysées

## Le rire terrible

Le théâtre des Champs-Élysées est fermé pour de longs mois de restauration. Mais là-haut, sous les combles, le Studio des Champs-Élysées poursuit son aventure en solitaire avec *Tel Quel* de William Hoffman, la première pièce montée en France où il soit question de SIDA.

*Tel Quel* est la traduction sibilienne et peu excitante de *As Is*, titre donné par l'Américain William Hoffman à sa pièce. Dans cette pièce, il est question d'une histoire de SIDA, AIDS comme on dit là-bas, ce qui pourrait faire fuir le public. Mais cette histoire de SIDA se croise avec une histoire d'amour, ce qui doit émouvoir le public et le faire venir au théâtre. On est à *Dame au Camélia* moins deux, à *Traviata* moins trois, surtout si l'on pense au passé frénétique de la dame. Mais il y a malgré tout une singulière différence car au lieu d'être dans les jupons de Violetta, nous voyons dans l'univers torride des gays (comprenez homosexuels) new-yorkais.

On pouvait craindre le pire de cette transposition française d'un texte sans doute caustique et souvent même humoristique, mais où abondent les procédés genre flas backes façon 50, et dont les modèles américains de mise en scène relèvent du off off off... Broadway. Or l'adaptation d'Ange Tognetti et Claude Baignères, soutenue par la mise en scène et l'excellent travail des acteurs (Jean-Claude Dreyfus, Jean Dauric, Marie-France Santoni...), évite non seulement ces écueils, mais enrichit même l'original d'une distance, d'une ironie toniques. Ce n'est plus une pièce américaine sur un sujet d'actualité, c'est une pièce française dont l'action se passe dans un univers étranger (so l'occurrence américaine), codé (gay, section hard, sous-section clone, et probable-ment catégorie SM), fantasmagorique. Les stéréotypes se précisent et passent les vingt premières minutes un peu incertaines, les



Jean Dauric et Jean-Claude Dreyfus.

parts respectives de l'émotion et du rire se définissent naturellement.

Mais au-delà de ses qualités, ce *Tel Quel* peut avoir une vertu directe : faire comprendre, au-delà de la transposition et de la caricature, à quels problèmes peuvent être confrontés, réellement, certains malades du SIDA. Il reste à comprendre pourquoi cette maladie a suscité, aux États-Unis, et maintenant en France, tant de pièces et de livres.

Les auteurs de pièces américaines sur le SIDA disent tantôt, comme William Hoffman : « *Le SIDA n'est qu'un prétexte, ce pourrait être la tuberculose d'une femme du (demi) monde* ». Tantôt, comme Larry Kramer : « *Le SIDA est bien un phénomène de parti et j'écris pour lutter contre les comportements qu'il suscite* ».

En fait, toutes ces affirmations, ces défenses sont datées d'un moment particulier de cette maladie. Le moment, jusqu'à quel ordre durable, où elle aura croisé

une communauté à peine constituée, fondant sa culture sur sa sexualité, ou sa différence sexuelle. Et voici que cette identité, que nombre d'homosexuels pensaient établie, se trouve à tout le moins bouleversée. Ces doutes, ces inquiétudes trouvent en tout cas, ces temps-ci, une réponse culturelle. Au sens large à travers les mouvements associatifs. Au sens « artistique », à travers, justement, des pièces comme *As Is*.

*As Is* a été écrit il y a plus de deux ans. Le public averti et reconnaît des phénomènes de stupeur, de dégoût, de fuite en avant qui, aux États-Unis, laissent désormais une large place au fatalisme, à une plus forte mobilisation de groupes, ou au contraire à des phénomènes de dislocation, de dispersion. Mais la situation d'*As Is* - *Tel Quel*, est en revanche bien proche de ce qu'on connaît actuellement en France. Et le miroir américain permet de rire, terriblement, de l'image qu'il nous renvoie.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

« Comme il vous plaira », de Shakespeare, à Aubervilliers

## Place aux jeunes!

Shakespeare visité par de très jeunes comédiens, pour moitié enfants d'immigrés. Au-delà de la curiosité, un spectacle sinon abouti, du moins efficace.

En lançant cette célèbre apostrophe : « *Comme il vous plaira* », Shakespeare s'adressait d'abord à son auditoire mais aussi, fatalement, à ses futurs traducteurs, adaptateurs, metteurs en scène et comédiens. Catherine Boskowitz a choisi, à Aubervilliers, d'adapter, en la raccourcissant, la traduction de Superville, plus dépouillée, plus simple que celle de François-Victor Hugo, et de confier la totalité des rôles à de jeunes et même très jeunes comédiens, pour moitié français de souche et pour moitié immigrés maghrébins de la seconde génération ou béurs.

Puis, comme l'auteur, en veine de libéralité, nous offre un bon gros troussseau de clés pour pénétrer dans son œuvre, pavane pour un amour naïf, pastoral pour exilés esthètes, petit précis de philosophie, guide pratique de l'usurpateur et, cela étant posé et à chacun des ébauchés, le choix, permettant entre le drôle ou le triste, bref, entre le drame et la comédie. Catherine Boskowitz a préféré, aux fastes du palais du due Frédéric, la rusticité de la forêt des Ardennes, et voulu s'intéresser plus à l'errance des bannis, au destin des crasseux qu'à la quête des possédants.

Si bien que l'on conserve de cette nouvelle vision de *Comme il vous plaira*, au-delà des amours d'Orlando pour Rosalinde, les impressions d'une sorte de remue-ménage libertaire entre bergers et bergères, fous et fous, hommes et femmes de cour tout à la fois de plaisirs qui n'ont de naturalistes que le cadre.

Là où Shakespeare notait la présence d'un seul clown, le bouffon Pierre de Touche, le metteur en scène en rassemble une demi-douzaine qui, sur une musique vive et gaie, peignent au synthétiseur des faits et sorciers épileptiques, scandent les couplets des derniers actes. Ils ajoutent encore à ce sentiment de fête mouvementée.

A tel point qu'on en oublie parfois l'essence même de cette pièce, une poésie aussi charmante que mélancolique et grave. Cela tient peut-être à l'expérience de la très jeune troupe de l'ABC (Aubervilliers bande comédie) : elle a deux ans tout juste. Et certainement à la nouveauté de Catherine Boskowitz,

qui paraît avoir compensé ses craintes de confier un tel texte à des nouveaux venus par une direction d'acteurs très dictatoriale, trop peu confiante.

Pourtant, une telle distribution donne beaucoup de sève, de force et d'actualité à la pièce. Elle permet aussi à des inconnus, reçus dans un beau, un vrai théâtre par Alfredo Arias, de faire montre de leurs talents. On se souviendra surtout de Sophie Berckelaers (Audrey) au tempérament comique sûr, de Karim Belkhadra (Silvius), qui joue très bien un rôle comploté, celui du

simple. Sonia Naji (Rosalinde) tient, à mesure que l'action avance, de mieux en mieux sa place pour se tirer avec brio d'un épilogue ardu, et Gérard Grueau (Jacques) assume avec beaucoup d'assurance et de conviction le rôle-clé de la pièce.

A défaut d'assister à un spectacle totalement abouti, on dépasse très vite le stade de la curiosité — des béurs sur les bords de l'Avon — pour se réjouir de l'efficacité, de l'entrain d'une troupe à l'avenir prometteur.

OLIVIER SCHMITT.  
\* Théâtre de la Commune, Aubervilliers, A 20 h 30 jusqu'au 19 octobre. Tél. : 48-34-67-67.

« Madame de la Carlière », à Marseille

## Les honnêtetés de Diderot

A Marseille, au Théâtre de la Criée, Catherine Sellers joue actuellement l'une des œuvres les plus jeunes, les plus enjouées, les plus attachantes de Diderot : « *Madame de la Carlière* ».

Œuvre un peu à part, chez Diderot, parce que celui-ci est tellement pris par son sujet, qui a une gravité, qu'il en oublie pour une fois de faire étalage de ses dons exceptionnels de « très brillant causeur de salon, plus intelligent que tous à propos de tout ».

Il s'agit, en effet, pour Diderot, d'une maladie de la société : parler sans savoir. Et il explique que pour tout un chacun, il faut absolument à tout propos, parler, alors qu'il est bien moins pressant de savoir. Tout le monde dit d'importance, aussi bien dans l'éloge hyperbolique que dans les propos venimeux.

Ayant posé cela, Diderot donne comme exemple l'histoire très curieuse de M<sup>me</sup> de la Carlière et de son mari, le chevalier Desroches. Le mariage, puis les jours heureux, puis la séparation de deux êtres, puis la mort de la jeune femme, donnent lieu, au fur et à mesure, à des conversations sottes, irresponsables ou sinistres, et toujours inexactes, « à côté ».

*Madame de la Carlière* est jouée par Catherine Sellers. Les actrices de la dimension de Catherine Sellers, on ne les compte même pas, en

France, sur les doigts de la main. C'est pourquoi, peut-être, nous la voyons si peu : les vraies grandes actrices font pour aux metteurs en scène.

Catherine Sellers, pour transmettre la pensée entière, et les arrières-pensées entières, du texte de Diderot, imagine tout un monde merveilleux d'attitudes et d'actes, qui, néanmoins, n'ont l'air de rien, qui paraissent le naturel même, libre et vrai. C'est très beau.

Pierre Tabard joue le chevalier Desroches, et Diderot par moments, et cet acteur, de son côté, sait atteindre une rigueur, une transparence, très rares.

Diderot, pour définir certains livres, certains spectacles, qui touchaient avec droiture et profondeur aux choses essentielles, disait simplement qu'ils étaient « honnêtes ». Eh bien, *Madame de la Carlière*, jouée par Catherine Sellers, c'est dans ce sens-là, une soirée « honnête ». Et Diderot ajoutait : « C'est l'effet de ce qui est honnête, de ne laisser à une assemblée qu'une pensée et qu'une âme. Par exemple, que l'humanité est belle au spectacle ! Pourquoi faut-il qu'on se sépare si vite ? »

C'est bien ce que ressentent les spectateurs de Marseille, lorsqu'ils se retrouvent, juste à la porte du théâtre, devant les amis qui se balançaient le long des quais du Vieux Port, après avoir écouté Catherine Sellers. Les Marseillais ont beaucoup de chance. Mais M<sup>me</sup> de la Carlière sera jouée à Paris, dans le courant de cette année, au Petit Odéon.

M. C.

## VARIÉTÉS

Pierre Desproges au Théâtre Grévin

## Candide pamphlétaire

Pierre Desproges a appris son métier de scène, il gambade désormais dans de vrais sketches où s'expriment sa tendresse et son sadisme flegmatique.

Pierre Desproges a présenté son premier « one man show » en 1984, à l'âge de quarante-cinq ans, après avoir « glandouillé » dans la vie, fait le courtier d'assurances, des enquêtes IFOP, des études paramédicales, écrit des romans-photos pour la *Veille des chaumières*, tenu le courrier du cœur de *Bonne Soirée*, dirigé une fabrique de fausses poutres en polystyrène, rédigé la rubrique des chiens égarés à l'*Aurore*, suivi les cours de Francis Blanche, de Jean Yanne, de Raymond Devos, de Guy Bedos, et s'être exhibé au milieu des années 70 dans une pantalonade télévisuelle (« le Ptit Rapporteur ») menée avec une irrévérence joyeuse par Jacques Martin.

Desproges sera encore procureur au « Tribunal des flagrants délits » de France-Inter, M. Cyclopede à la télévision et écrira un *Manuel de savoir-vivre à l'usage des rustres et des malpolis*, avant de s'amuser sur scène, en s'appuyant sur des sarcasmes, des digressions délirantes, un sadisme flegmatique mêlant aux diatribes de brusques échappées de tendresse, des émotions qu'une pudeur naturelle ne parvient pas à dissimuler.

Trois mois au Théâtre Fontaine en 1984 et deux cents représentations en tournée ont permis à Pierre Desproges d'apprendre le métier, de savoir bouger, respirer, de jouer avec les vibrations des spectateurs, de ne pas s'affoler, de ne pas abuser des adjectifs, de prendre son temps et faire des parenthèses improvisées.

Le premier spectacle se développait aux dépens des arbitraires de la vie et se présentait comme une conversation tenue par un solitaire individualiste mais pas sauvage qui finissait par s'excuser d'être sur scène. Celui proposé aujourd'hui par

Desproges dans le merveilleux petit théâtre Grévin est signé par un « écrivain » au style un peu baroque et qui ne peut s'empêcher de rire lui-même de certaines maximes loufoques, de certains traits acides. Il est joué par un comédien gambadant joyeusement dans de vrais sketches qui sont comme autant de bains salubres, dans des séquences à plusieurs personnages menées tambour battant.

Pierre Desproges s'est inspiré en partie des « Chroniques de la haine ordinaire », émission quotidienne de radio, où, pendant les six premiers mois de l'année, il a dit ses colères vraies ou fausses, les mois et les dialogues sont corrosifs et toujours drôles. Le rire n'est ni celui du éhéméroïde ni celui du caricaturiste : il appartient à un personnage libéré de toute entrave, qui a des rapports fraternels avec Candide, qui joue avec délicatesse, parfois presque au ralenti, et qui est un virtuose du geste esquissé, hésitant.

En fin de programme, le comédien prend plaisir à nous faire découvrir une incroyable chanson conçue il y a soixante-dix ans par Théodore Botrel sur l'air de la *Petite Tonkinoise*, un délirant duo d'amour patriotique entre un fantasme d'une tranche de Verdun, en 1916, et sa... mitrailleuse.

CLAUDE FLEOUTER.

\* Théâtre Grévin, 20 h 30.

A l'Observatoire

## Les strip-teaseurs du jeudi

Les femmes ont réclamé le droit au fantasme. On leur propose le strip-tease masculin. Ce n'est pas encore la clef des songes

Neuf garçons, jeunes et bien bâtis, sont sensés émouvoir les dames (les messieurs ne sont pas admis) le jeudi, de 22 h 30 à minuit, à l'Observatoire. Quatre danseurs, cinq strip-teaseurs : neuf plus un, gentil, plaisant, dodu, légèrement hésitant, comme on en rencontre dans les clubs de vacances.

Il est ébahi de maintenir l'ambiance — plus copine qu'érotique — entre les numéros, et, après déshabillage, de diriger dans l'ombre de la salle les jeunes gens en string vers quelques mains munies de billets de banque à glisser dans le cordon qui maintient le rideau.

La pudeur est préservée. Les mains féminines ne se hasardent guère là où elles risqueraient de troubler, d'effaroucher peut-être. Crainte de la déception, timidité ? Calme plat surtout du côté du fantasme. Et, sans fantasme, le strip-tease est juste une sorte de gymnastique, pour laquelle les femmes sont

favorisées. Elles ont à leur disposition un attirail de fanfreluches à références coquines, faites pour être ôtées avec grâce, tandis que les garçons ont le cuir, le t-shirt, doivent s'asseoir pour ranger leurs pantalons, sortir de la en caleçon et chaussures, sans être par trop ridicules. Ils clignent de l'œil, jouent la camaraderie complice, le gag : ce n'est pas ça qui fait rêver.

Les demoiselles du Crazy, sublimées par de somptueux éclairages, regardent au-delà des regards masculins, idoles inaccessibles et d'autant plus désirables. Même dans les cabarets où les numéros sont permanents, les officantes ont droit au mystère des dentelles, aux gestes à la fois évocateurs et dansants.

Mais un homme qui se déshabille et balance en faisant tourner sa cravate, qui baisse à petits coups son slip blanc sur une fesse noire, c'est seulement quelqu'un qui imite une strip-teaseuse. Quelqu'un qui fait rouler ses muscles, c'est seulement un homme qui joue les gros bras. Un garçon qui fait de l'œil, qui arbore une moue prometteuse, c'est franchement risible.

La mode du strip-tease masculin pour dames est née en Floride, à destination de retraitées solitaires et pas trop pauvres. Sans vouloir généraliser, nous avons pu remarquer, le jeudi 2 octobre, que les garçons les plus fêlés étaient ceux qui éveillaient un sentiment quasi maternel : un « Monsieur Muscle Noir » aux attitudes languides qui se blottit sur les genoux, un éphèbe blond, au sourire très doux d'adolescent qui viendrait demander un supplément d'argent de poche.

COLETTE GODARD.

\* L'Observatoire, 6, rue Casimir, 22 h 30, le jeudi.

JEAN CLAUDE VANNIER

VENREDI 10 - SAMEDI 11 MARDI 14 OCTOBRE 18 h 30

bien dans ses cordes

16 MUSICIENS

PRIX UNIQUE 48 F

LOC. 42742277

Festival d'automne à Paris

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

20 APRÈS LE SUCCÈS AU FESTIVAL D'AVIGNON

REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

THEATRE PARIS VILLETTE

8-30 OCTOBRE

ELLE EST LA

DE NATHALIE SARRAUTE

MISE EN SCÈNE MICHEL DUMOULIN

AVEC MARIA CASARÈS ET JEAN-PAUL ROUSSILLON

« JEAN-PAUL ROUSSILLON EST IRRÉSISTIBLE »

LE MATIN

« UNE FABLE MORALE DÉSOBLANTE SUR LA TOLÉRANCE ET SON CONTRAIRE JEAN-PAUL ROUSSILLON EST FORMIDABLE »

L'HUMANITÉ

« ON RIT, OUI, ON RIT À NATHALIE SARRAUTE »

NOUVEL OBSERVATEUR

RÉSERVATION - LOCATION :

THÉÂTRE PARIS VILLETTE 42020268

FNAC MONT-PARNASSE 45442136

FESTIVAL D'AUTOMNE 47033731

42961227

MARIG

100 MARIG

LES BRUNES DE MANO DARD

« JEAN-PAUL ROUSSILLON EST IRRÉSISTIBLE »

« UNE FABLE MORALE DÉSOBLANTE SUR LA TOLÉRANCE ET SON CONTRAIRE JEAN-PAUL ROUSSILLON EST FORMIDABLE »

L'HUMANITÉ

« ON RIT, OUI, ON RIT À NATHALIE SARRAUTE »

NOUVEL OBSERVATEUR

RÉSERVATION - LOCATION :

THÉÂTRE PARIS VILLETTE 42020268

FNAC MONT-PARNASSE 45442136

FESTIVAL D'AUTOMNE 47033731

42961227

هكتان من الأمل



## Culture

### CINÉMA

« La Femme de ma vie », de Régis Wariier

## Dépendance amoureuse

Où le fléau de l'alcoolisme devient la métaphore d'une double renaissance

Après s'être copieusement saoulés dans une chambre de palace, Simon (Christophe Malavoy), violoniste d'un grand orchestre, s'effondre en scène. Le retour à Paris ressemble à un enterrement. Car les compagnons de Simon en ont assez. Particulièrement Bernard (Andrzej Seweryn), le violoncelliste, et Xavier (Didier Sandre), le pianiste. La femme de celui-ci, Laura (Jane Birkin), a fondé l'orchestre et le fait marcher, avec une énergie farouche. Mais elle a quitté Xavier, épousé Simon et, les autres ont beau dire, elle le défend, elle le porte à bout de bras, elle est sûre qu'elle arrivera à le changer. Or il ne change pas, Simon, au contraire. Après ce concert raté, il s'enfoncé dans la déchéance, il boit, il boit, pour noyer son angoisse et pour lancer un défi à Laura, dirait-on.

En quelques séquences, Régis Wariier décrit, d'une façon très exacte, très forte, un milieu d'artistes où le métier est une passion, et une crise ouverte, une blessure à vif chez un couple dans lequel l'homme amoureux a été placé en état de dépendance par la femme amoureuse. Ce premier film d'un ancien assistant de Claude Chabrol, de Francis Girod, de Volker Schlöndorff, est exemplaire par son scénario, ses dialogues, sa mise en scène, ses éclairages, son interprétation, tout cela s'assemblant, comme on ne le voit plus très souvent dans le cinéma français, pour un drame psychologique évitant les pièges — mélodrame ou thèse — qu'aurait pu apporter le thème de l'alcoolisme.

Bien sûr, les ravages de l'alcoolisme, on les voit, on les comprend et, de ce point de vue, le personnage de Sylvia, joué par Dominique Blanc,



Jane Birkin et Christophe Malavoy

est d'une vérité bouleversante. Bien sûr, ce qui est en cause, c'est l'auto-destruction d'un homme, Simon. Mais il y a le peur du violoniste devant son engagement artistique, et l'attitude de Laura. Elle n'a pas vraiment envie que Simon guérisse. Tant qu'il est faible, il lui appartient, il lui doit tout. Dans le contexte social, moral et même esthétique de ce milieu, cette attitude féminine est logique. D'ailleurs, chacun ici a ses raisons, comme chez Jean Renoir.

Pierre (Jean-Louis Trintignant) a donc les siennes, qui s'opposent à celles de Laura. Constructeur de bateau, alcoolique repent, il a ramassé Simon ivre mort dans un bistrot, l'a ramené chez lui, flanqué sous la douche, hébergé et rassuré. Plus tard, il lui fait connaître des gens qui cherchent à guérir, en groupe. L'influence de Pierre n'est pas du prosélytisme. Au contraire de Laura, il ne protège pas Simon. Il le met en face de lui-même, de ses responsabilités, des autres, il lui témoigne une amitié qui ne l'enchaîne pas. Or,

jalouse, Laura ne tolère pas cette amitié. Pour la détruire, elle la rend ambiguë. Pour « reprendre » Simon, elle tente toutes les ruses, tous les coups bas.

On savait de quoi étaient capables Jane Birkin, Christophe Malavoy, Jean-Louis Trintignant. Les voilà différents, nouveaux en somme, emportés par le mouvement lyrique et la chaleur humaine de cette aventure, où l'alcoolisme, tout en étant bien présenté comme fléau, devient la métaphore d'une double renaissance. Birkin, avec son visage et ses allures de femme mûre, fascine par sa lutte contre elle-même et ses remises en cause. Malavoy se tire merveilleusement des scènes d'ivresse et de nervosité, affine toute sa sensibilité dans l'altruisme et la reconquête de sa vie. Trintignant, c'est le démiurge. Capable de souffrir sous sa cuirasse de volonté, il remet ce couple au monde. La fin, qui dit le meilleur façon d'aimer, est sublime.

JACQUES SICLIER.

« Tarot », de Rudolf Thomé

## La beauté du diable

Un quatuor mélancolique dans l'Allemagne d'aujourd'hui.

Des références à Goethe et à Eric Rohmer. La beauté fragile d'une héroïne de vingt ans.

Il y a quatre à jouer au chat et à la souris dans un décor de rêve, une maison de campagne, en pleine nature : Charlotte, actrice de

cinéma en train de se recycler dans le roman; Odile, vingt ans, blondor angélique, musicienne, nièce de Charlotte; Edouard, ami puis mari de Charlotte, réalisateur à la télévision; Otto, scénariste, copain et collaborateur d'Edouard. Lieu et date, l'Allemagne d'aujourd'hui.

L'action débute à pas feutrés, dans un style neutre, soutenu, comme entre gens de bonne compagnie. L'hommage à Eric Rohmer est évident, signé avec un fragment des

Nuits de la pleine lune où apparaît Falcasie Ogier. Avec un quant à soi, un esthétisme sous-jacent, qui irrite d'abord, mais finissent par créer un climat.

Odile, dès son arrivée chez sa tante, a séduit Edouard, sans que leur liaison soit jamais consommée. Par pudeur, par lointain remords chrétien, la jeune fille a refusé de mener à sa conclusion logique cette esquisse de flirt. Charlotte se débat avec son malaise, ses doutes. « fait » un enfant à Edouard, plus pour se convaincre elle-même de la réalité de son bonheur que pour retenu son mari. Tout part en eau de boudin. Odile devient l'héroïne, la victime désignée du destin que laisse prévoir une étrange partie de tarot.

On oublie cette finasse parfois appliquée, la référence consciente et consciencieuse aux *Affinités électives*, de Goethe, pour ne retenir que la beauté fragile de Katharina Böhm, Odile, ce passage d'un ange dans un monde qui n'a que faire de la pureté.

LOUIS MARCORELLES.

### CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ABBAYE DE ROYAUMONT (Val-d'Oise)  
Samedi 11 octobre  
à 20 h 45  
Loc. 30-35-30-16  
et 16-16  
(p.a. Mondial)  
(Mondial)

MÉLODES ET LIEDER  
C. LE COZ, soprano  
S. CYFERSTEIN, piano  
G. CHAMBERS, baryton  
S. MANOFF, piano

### IRCAM

Systèmes  
Personnels  
et  
Informatique  
Musical  
COLLOQUE  
11-12-13 OCTOBRE 10 H-18 H  
PETITE SALLE MUSICALE  
4 CONCERTS  
11-12 OCTOBRE 20 H-22 H  
13 OCTOBRE 18 H-20 H 30  
GRANDE SALLE  
LOCATION 42 78 79 95

### MUSIQUE

« Ariane à Naxos » à la salle Favart

## Martinoty tire les ficelles

Le nouvel administrateur de l'Opéra, Jean-Louis Martinoty, est aussi un remarquable metteur en scène lyrique. La salle Favart reprend aujourd'hui l'Ariane à Naxos, de Richard Strauss, monté il y a trois ans au palais Garnier.

Grâce à M. Bogianekino, qui l'avait engagé avant son départ, le nouvel administrateur de l'Opéra, Jean-Louis Martinoty, a l'occasion, ces jours-ci, de rappeler le remarquable homme de métier qu'il est, un de nos tout premiers metteurs en scène lyriques. Cette Ariane à Naxos de Strauss fut, il y a trois ans, son intronisation éclatante dans notre théâtre national qui l'avait ignoré jusqu'alors (*Le Monde* du 2 juillet 1983).

La reprise a bénéficié d'autant de soins et reste un spectacle très brillant, boursé d'idées, dans les décors de Hans Schaefer et les costumes de Lore Haas, qui jouent des mille nuances du baroque et de la Sécession. Rappelons que Martinoty développe autour du livre de Hofmannstahl et de la musique de Strauss, sans jamais les trahir, un contrepoint d'images et de péripéties savoureuses, restituant ou réinventant le climat d'une société, celle de Vienne au temps de François-Joseph et de la création de l'œuvre, accumulant les notations pictorales sur la vie du théâtre lyrique.

La nouveauté la plus marquante est d'avoir prolongé l'esprit du prologue dans la représentation, vue elle-même depuis les coulisses : le maître de musique et le maître à danser tirent les ficelles de ce spectacle insensé qui improvise en « temps réel » le mélange de l'opéra *seria* et de l'opéra *buffa* ; le compositeur prend une crise de nerf ou tombe en extase ; Bacchus en retard rate ses entrées et chante en tournant les pages de la partition, etc.

Sur la scène, l'œuvre problématique, le « monstre » imaginé par un bourgeois philistin, se tient miraculeusement en équilibre grâce à la conscience professionnelle des acteurs « seria », fussent-ils indignés et paniqués, et à l'aisance des comédiens italiens toujours capables d'« enchaîner » et de raccommode les pots cassés par des piroquettes et des promesses vocales.

Voilà ce que Martinoty nous donne à voir, au lieu d'une mécanique trop bien huilée qui souvent édulcore quelque peu le côté satirique très volontaire de cette comédie. Et ce n'est pas sans raison qu'il nous présente le triomphe final de l'opéra *seria* dans une salle désertée par le maître de maison et ses invités...

Une nouvelle fois, Trudeliese Schmidt éclabousse le prologue de son talent, en jeune compositeur virevoltant, indigné, amoureux et exquis, à la voix de velours noir, jallissante, pleine d'éclairs, droite comme une épée ; et, avec elle, Gwendoline Bradley, une Zerbina à la fois malicieuse et charmante, sœur de Reni Crist, multipliant les

acrobaties d'une voix légère aux facettes ravissantes. En face d'elles, Mantserrat Caballé joue avec esprit le rôle de l'imposante prima donna retranchée dans sa dignité outragée et déploie sa plus belle voix dans les airs superbes d'Ariane, bien que son timbre et sa diction, imprégnés de bel canto, ne retrouvent pas tout à fait les ondes mystérieuses et la palpitation miroitante du lyrisme germanique.

Peter Lindroos incarne à merveille Bacchus, le ténor pas très concerné par l'action, un peu débraillé, mais qui a de l'or et du soleil dans sa voix généreuse. Et tous les autres sont excellents : les comédiens italiens papillonnants dans leurs numéros de Frères Jacques (Russel Smythe, H.-J. Weinschenk, Jean-Philippe Courtils et Gerhard Unger, le délicieux vétéran), les naïves naldes mal fagottées (Eliane Lublin, Anna Ringert, Cécile Galois), Claes Ahnsj, l'industriel maître à danser, Daniel Ottaviano, le laquais hautain, ou Paul Hansard, le majordome satisfait et obtus.

Lothar Zagrosek, très sûr, fait d'honorables débuts à la tête de l'Orchestre de l'Opéra. Mais il ne peut effacer le souvenir de Jeffrey Tate qui illuminait cette musique magique et faisait rendre chaque instrument jusqu'à l'âme. Est-ce pour cela que la représentation ne nous a pas paru aussi étincelante qu'il y a trois ans ?

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations les 9, 11, 15, 17, 25, 26 et 30 octobre, à 19 h 30.

en 6 semaines  
4 MILLIONS DE FRANÇAIS  
ont vu

# JEAN DE FLORETTE

## QUEL BONHEUR !

« Quel bonheur de sortir d'une salle de cinéma avec cette délicieuse envie de vouloir y retourner, avec ce plaisir et cette émotion mêlés que procurent une belle histoire et des personnages forts (ou, si vous préférez, une histoire forte et de beaux personnages), du rire et des larmes, un véritable univers et de grands comédiens... Quel bonheur aussi de voir que l'audace, la simplicité et la détermination ont payé. »

LE COUP DE FOUDRE.

PREMIERE

## MARIGNY 100 REPRÉSENTATIONS

## LES BRUMES DE MANCHESTER DARD

Avec  
EUROPE 1

« UN VRAI REGAL »

Alexis LEBLANC (France 3 Soir)

« UN DIVERTISSEMENT IMPLACABLE »

Michel COURNOT (Le Monde)

« SUPERBEMENT REUSSI »

Bernard THOMAS (Le Canard Enchaîné)

« UN PUR CHEF-D'ŒUVRE DE LITTÉRATURE POLICIERE »

Pierre BRUNEAU (Minute)

« UN REBOUSSSEMENT PAR SECONDE »

Jean-Claude MAIRICE (Le Journal du Dimanche)

« UN CAUCHEMAR FRENETIQUE »

Armelle HELLOT (Le Quotidien de Paris)

« DU GRAND ART »

André LAFARGE (Le Parisien Libéré)

LOCATION 42 56 04 41

TOUS LES SOIRS A 21 H (SAUF LUNDI) DIMANCHE 14 H 30 ET 18 H 30





# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 9 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : **Columbo**.  
Edition tragique.  
Avec Peter Falk, Mickey Spillane, Jack Cassidy, Mariette Hartley, John Chander... (Rediff.)  
21 h 45 Magazine : **L'enjeu**.  
De François de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weiller.  
Au sommaire : Points de repère : Viser juste (des conseils pour choisir un micro-ordinateur) ; L'astéroïde belge ; L'homme du mois : Patrick Masmady ; L'enjeu de l'innovation.  
23 h 15 C'est à lire.  
Avec Charles Nicodemi pour son livre *Frères de sang*, et Daniel Mesguich.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Du 22 septembre au 18 octobre 86

**TOUTES LES SOLUTIONS CREDIT SUR ELECTROMENAGER TV-HI-FI**

AVEC LA CARTE BHV pour vos achats de plus de 2000 F.

**BHV**

20 h 30 D'accord, pas d'accord.  
20 h 35 Cinéma : **Un caprice de Caroline chérie**.  
Cécile Carrière Chérie. Film français de Jean Devaivre (1952), avec Martine Carol, Jean-Claude Pascal, Jacques Dacqune, Denise Provence.  
Gouverneur de Côte récemment prise aux Autrichiens, le général de Salaparuta est surpris par une insurrection. Il s'enfuit avec sa femme Caroline déguisée en jeune tambour. Et Caroline, incorrigible, s'offre un caprice avec un maître de ballet italien. Même cocktail d'aventures historiques et de galanterie que dans *Caroline chérie*.  
22 h 50 Magazine : **Résistances**.  
Au sommaire : Bollus, une ville sous le terrorisme ; Terrorisme et musulmans ; Résistance des prisonniers.  
23 h 35 Journal.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 D'accord, pas d'accord.  
20 h 35 Cinéma : **Folles bourgeoises**. ■■

Film français de Claude Chabrol (1976), avec Stéphane Audran, Bruce Dern, Jean-Pierre Cassel, Ann Margret.  
*La femme d'un romancier américain* fixé à Paris est la maîtresse de l'éditeur de son mari... qui la trompe lui-même. Lorsque elle l'apprend, elle sombre dans des fantasmes de jalousie et de meurtre. Chabrol s'est emparé d'un roman de Lucie Faur pour le transformer en comédie burlesque sur la dévotion et la bêtise des milieux bourgeois. Tout est fait pour mystifier le spectateur, même les « contre-emplois » d'une distribution internationale ! Tout de même, il faut voir cet inédit bien plus intéressant que les éternelles reprises.  
22 h 10 Journal.  
22 h 50 Documentaire : **Un ticket de métro pour la Chine**.  
Les 35 000 Chinois du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.  
23 h 40 Prélude à la nuit.

## CANAL PLUS

20 h 30 : Les triplés ; 20 h 35, Cinéma : **La chair et le sang**. ■■ Film américain de Paul Verhoeven (1985), avec Rutger Hauer, Jennifer Jason Leigh, Tom Burlinson ; 22 h 35, flash d'informations ; 22 h 40, Cinéma : **Firefox**, *Parme shootée*. ■■ Film américain de Clint Eastwood (1982), avec Clint Eastwood, Freddie Jones, David Huffman ; 0 h 40, série : **Mike Hammer** ; 1 h 30, **Beau** en direct du Felt Forum de New-York. Christophe Tiozzo-Head Priester (poids moyens).  
La « 5 »  
20 h 30, Série : **Thriller** ; 21 h 45, Série : **Lou Grant** ; 22 h 35, Série : **Arabeques** ; 23 h 25, Série : **Thriller** ; 0 h 40, Série : **Lou Grant** ; 1 h 35, **Arabeques**.

## TV 6

20 h, **Tonic 6** ; 22 h, **NRJ 6** (rediff.) ; 23 h, **Profil 6**, invitée : Kate Bush ; 0 h, **Tonic 6**.

## FRANCE CULTURE

20 h **Musique** : mode d'emploi. François Mauriac et la musique.  
20 h 30 **Facade II**.  
21 h 30 **Musique** : Michel Corbois, par Antoine Livio.  
22 h 30 **Nuits magiques**. La nuit et le moment.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (en direct de l'église Saint-Louis des Invalides). Passacelle pour orchestre, op. 1, de Webern ; Trois petites liturgies de la présence de Messiaen ; Requiem, de Denon, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, chef des chœurs Michel Trenchant, dir. Hans Drewans ; chef de chant : Monique Pambou ; Guy Comenelle, premier violon ; solistes : Eva Caspary, soprano, et Lutz-Michael Harder, ténor.  
23 h **Les soirées de France-Musique**. Pianomania. Avec des œuvres de Bach, Clementi, Beethoven, Alkan, Thalberg, Kalkbrenner, Field, Paganini, Chopin, Liszt.

Vendredi 10 octobre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13 h 50 **Fouilleton** : **Dallas** (rediff.).  
14 h 40 **Ravi de vous voir**.  
15 h 45 Série : **Buffalo Bill. Le doute** (rediff.).  
16 h 15 **Variétés** : **Show bisse**.  
17 h 25 **Fouilleton** : **Le seron paisible**.  
18 h 25 **Mint-Journal**, pour les jeunes.  
19 h 40 **La vie des Botes**.  
19 h 10 **Fouilleton** : **Santa Barbara**.  
19 h 40 **Cocoricocoboy**.  
20 h **Journal**.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord.  
20 h 35 **Variétés** : la vie de famille.  
Emission de Patrick Sabatier.  
Invité : Gérard Lanvin, avec Jean-Jacques Goldman, Rita Mitsouko, Paul Personne, le groupe Indochine, Jean-Louis Aubert, Lio, Jessie Geron, Jo Lemaire. A 22 h 5, la séance de 10 heures, avec Gérard Lanvin et Jacques Villeret, pour le film *Les frères Pétard*.  
22 h 35 **Fouilleton** : **Shogun** (4<sup>e</sup> épisode).  
D'après le roman de James Clavell.  
Avec Richard Chamberlain, Yoshio Mifune, Yoko Shimada, Frankie Sakai.  
23 h 25 **Journal**.  
23 h 40 C'est à lire.  
23 h 55 **TSF** (Télévision sans frontières).

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

13 h 50 **Magazine** : **Aujourd'hui la vie**.  
15 h **Série** : **Sergent Anderson**.  
16 h 55 C'est encore mieux l'après-midi.  
17 h 35 **Récré A 2**.  
Mes mains ont la parole : **Quick et Flupie** ; **Shara**.  
18 h 5 **Fouilleton** : **Capitol**.  
20 h 30 **Magazine** : **C'est la vie**.  
19 h 50 **Jou** : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 **Actualités régionales**.  
20 h 40 **Le nouveau théâtre de Bouvard**.  
20 h **Journal**.  
20 h 35 Série : **Deux filles à Miami**.  
Le borge.  
21 h 25 **Apostrophes**.  
Magazine littéraire de Bernard Pivot.  
Sur le thème « *puéur et impudeur* », sont invités : Jean-Claude Bologne (Histoire de la pudeur) ; Anne-Marie Buffaut (Histoire des larmes) ; Elisabeth Roudinesco (La bataille de cent ans, histoire de la psychanalyse en France) ; Jacques Laurent (Histoire imprévue des deux féminismes).

22 h 40 **Journal**.  
22 h 50 **Ciné-club** : **Le carrosse d'or**. ■■ ■■  
Film franco-italien de Jean Renoir (1952), avec Anna Magnani, Duncan Lamont, Odoardo Spadaro, Riccardo Roli (v.o.).  
Au début du dix-huitième siècle, une troupe de bateleurs italiens arrive à Lima, en même temps qu'un carrosse d'or commandé par le vice-roi. La comédie commença, qui aime un de ses partenaires, est aimée d'un tiers, puis du vice-roi. Inspiré par une pièce de Molière, ce film est en tous points admirable (mise en scène, utilisation de la couleur, interprétation, musique de Vivaldi en accompagnement). C'est une sorte de conte philosophique sur l'amour, les bleus terrestres, la liberté, sur les rapports de la vie et du théâtre. Un des chefs-d'œuvre de Jean Renoir.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h **Magazine** : **Mach 3** (reprise).  
14 h 30 Série : **Bizarro, bizzarro**.  
15 h **Prélude bis**.  
16 h **Documentaire** : **Civilisations**.  
17 h 02 3, 2, 1 **Contact**.  
17 h 30 Série : **Huckleberry Finn** et **Tom Sawyer**.

17 h 55 **Croq'soleil**.  
18 h 15-20 de l'information.  
19 h 15 **Actualités régionales**.  
19 h 55 **Dessin animé** : **Les entretiens**.  
20 h 04 **Les jeux à l'école**.  
20 h 35 Série : **Le petit docteur**.  
D'après l'œuvre de Georges Simenon.  
La demoiselle en bleu pâle.  
Avec Alain Sachs, Pauline Lafont, Michel Dussan...  
21 h 30 **Magazine** : **Taxi**.  
De Ph. Alfonsi et M. Dugowson.  
Au sommaire : Les hommes politiques ; Edmond Alphandery filmé chez lui regardant Lionel Jospin à « L'heure de vérité » ; Jean-Edern Hallier : que pense-t-il des poupées gonflables ?  
22 h 50 **Décalé**.  
Avec les groupes *Furniture*, *Hart of Noise*, *Cherry Bomb*, *Funnelweb* ; *Compagnons fumeurs* ; *Label public*.  
23 h 35 **Prélude à la nuit**.

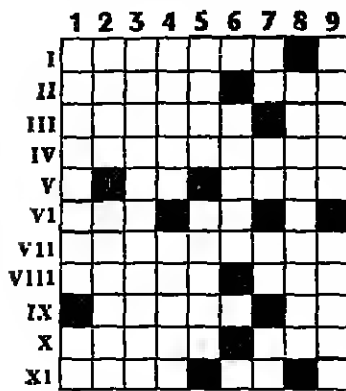
## CANAL PLUS

14 h, Cinéma : **Firefox**, *Parme shootée*. ■■ Film américain de Clint Eastwood (1982), avec Clint Eastwood, Freddie Jones, David Huffman... 16 h, Cinéma : **L'annuaire en deux**. ■■ Film français d'Edouard Molinaro (1983), avec Daniel Auteuil, Jean-Pierre Marielle, Emmanuel Béart... 17 h 30, Série : **Coco** 1<sup>re</sup> partie ; 18 h 45, **Coco** 2<sup>e</sup> partie ; 19 h 15, **Jen** : Les affaires sont les affaires ; 19 h 45, **Top 50** ; 19 h 55, **Zénaïch** ; 20 h 05, **Starquest** ; 20 h 30, **Les Triplés** ; 21 h, Cinéma : **Pétain d'histoire** ; 21 h 30, **Les Triplés** ; 21 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 22 h 30, **Les Triplés** ; 22 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 23 h 30, **Les Triplés** ; 23 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 24 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 24 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 24 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 24 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 25 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 25 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 25 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 25 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 26 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 26 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 26 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 26 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 27 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 27 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 27 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 27 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 28 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 28 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 28 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 28 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 29 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 29 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 29 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 29 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 30 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 30 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 30 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 30 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 31 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 31 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 31 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 31 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 32 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 32 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 32 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 32 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 33 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 33 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 33 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 33 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 34 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 34 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 34 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 34 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 35 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 35 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 35 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 35 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 36 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 36 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 36 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 36 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 37 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 37 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 37 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 37 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 38 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 38 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 38 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 38 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 39 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 39 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 39 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 39 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 40 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 40 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 40 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 40 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 41 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 41 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 41 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 41 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 42 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 42 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 42 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 42 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 43 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 43 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 43 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 43 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 44 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 44 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 44 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 44 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 45 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 45 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 45 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 45 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 46 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 46 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 46 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 46 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 47 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 47 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 47 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 47 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 48 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 48 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 48 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 48 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 49 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 49 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 49 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 49 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 50 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 50 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 50 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 50 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 51 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 51 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 51 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 51 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 52 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 52 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 52 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 52 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 53 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 53 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 53 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 53 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 54 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 54 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 54 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 54 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 55 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 55 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 55 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 55 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 56 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 56 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 56 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 56 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 57 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 57 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 57 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 57 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 58 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 58 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 58 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 58 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 59 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 59 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 59 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 59 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 60 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 60 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 60 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 60 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 61 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 61 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 61 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 61 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 62 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 62 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 62 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 62 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 63 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 63 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 63 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 63 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 64 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 64 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 64 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 64 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 65 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 65 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 65 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 65 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 66 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 66 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 66 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 66 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 67 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 67 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 67 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 67 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 68 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 68 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 68 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 68 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 69 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 69 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 69 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 69 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 70 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 70 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 70 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 70 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 71 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 71 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 71 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 71 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 72 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 72 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 72 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 72 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 73 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 73 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 73 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 73 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 74 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 74 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 74 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 74 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 75 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 75 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 75 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 75 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 76 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 76 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 76 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 76 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 77 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 77 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 77 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 77 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 78 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 78 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 78 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 78 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 79 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 79 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 79 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 79 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 80 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 80 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 80 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 80 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 81 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 81 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 81 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 81 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 82 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 82 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 82 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 82 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 83 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 83 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 83 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 83 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 84 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 84 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 84 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 84 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 85 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 85 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 85 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 85 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 86 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 86 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 86 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 86 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 87 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 87 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 87 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 87 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 88 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 88 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 88 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 88 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 89 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 89 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 89 h 30, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 89 h 45, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 90 h, **Cinéma** : **Pétain d'histoire** ; 90 h 15, **Cinéma** : **Pétain d'histoire**

## Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4331



## HORIZONTALEMENT

1. Son port est généralement ignoré du navigateur. — II. Soulevé par une explosion. Garniture de bassin japonais. — III. S'il fut décapité jadis, on lui a présentement coupé la queue. Lettres en parance. — IV. On y abandonne souvent au casino une partie de sa mise. — V. Personnel jeté par le mauvais œil. — VI. Principe suprême. En vitesse. — VII. Qui réunissent toutes les conditions pour être curés. — VIII. Pour lesquels la qualité n'est pas celle de la quantité. Ne sait parler que bêtement. — IX. Point dans le besoin. Copulative. — X. Couche légère. Lettres d'Amérique. — XI. Gaillard. Proie de rongeur.

## VERTICALEMENT

1. Garnir un col ou mettre la main au collet. Cuvette noire. — 2. Privilège humain. Présente un aspect roboratif mais son cœur est généreux. — 3. Ancienne garniture de lanterne. — 4. Il est démontré avec elle que deux revers sont préférables à un seul. Revenu. — 5. Élément de bombe au pays des Brigades rouges. Susceptible de faciliter les grandes manœuvres. — 6. Source de vie parmi une nature morte. — 7. Cardinaux. Aurait peut-être préféré devenir évêque. Possessif. Traditions. — 8. Elles sont parfois élevées par ceux-là mêmes qui veulent les abattre. — 9. Entre le tambour et le major. Animateur d'un foyer pour pêcheurs.

Solution du problème n° 4330

## Horizontalement

I. Prouesses. — II. Oublie. N° 6. — III. Judas. — IV. Elus. — V. Car. — VI. Patrie. NN. — VII. Ami. — VIII. Fournée. — IX. Oc. — X. Lard. KO. — XI. Erié. Ardu.

## Verticalement

1. Porte-parole. — 2. Ru. AM. Car. — 3. Objectif. Ri. — 4. Ululer. — 5. Eidié. — 6. Seau. — 7. SS. la. Or. — 8. En. — 9. Souse. — 10. GUY BROUTY.

**loterie nationale**

TRANCHE (N°204) DU **SUSPENSE**

TIRAGE DU MERCREDI 8 OCTOBRE 1986

LE NUMÉRO **280742** GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR **099** GAGNENT 1 500,00 F

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	0 391 5 251 9 451 03 191 03 591	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	6	7 086 14 086 18 786 20 346 22 246	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000
2	02 462 02 522 02 582	10 000 10 000 10 000	7	0 807 06 807 27 077	10 000 10 000 10 000
3	2 883 8 293 8 453 21 883 10 293	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000	8	106 013 8 786 2 146	10 000 10 000 10 000 10 000
4	4 574 4 584 4 594	10 000 10 000 10 000	9	0 279 0 389 4 479	10 000 10 000 10 000
5	5 775 8 885 02 885	10 000 10 000 10 000	0	2 031 0 491 4 261	10 000 10 000 10 000
6	506	10 000			

TOUS LES BILLETS NE BENEFICENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGNES SUIVANTS :

TAUREAU SCORPION POISSONS

GAGNENT 100,00 F

**LOTTO**

TRANCHE N°14

TIRAGE DU MERCREDI 8 OCTOBRE 1986

VALIDATION JUSQU'AU MARDI 11 OCTOBRE 1986

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 15 ET SAMEDI 18 OCTOBRE 1986

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

TIRAGE DU MERCREDI 8 OCTOBRE 1986

**loterie nationale**

DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 27/03/86)

Le numéro **685745** gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille

085745	485745	gagnent
185745	585745	50 000,00 F
285745	685745	
385745	785745	

Les numéros approchant aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	gagnent
605745	680745	685045	685705	685740	15 000,00 F
615745	681745	685145	685715	685741	
625745	682745	685245	685725	685742	
635745	683745	685345	685735	685743	
645745	684745	685445	685745	685744	
655745	685745	685545	685755	685746	
665745	686745	685645	685765	685747	
675745	687745	685745	685775	685748	
685745	688745	685845	685785	685749	
695745	689745	685945	685795	685749	

Tous les billets se terminant par

5745	gagnent	5 000,00 F
745		1 000,00 F
45		200,00 F
5		100,00 F

**TACOTAC**

TIRAGE DU MERCREDI 8 OCTOBRE 1986

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 10 OCTOBRE

« De Guimard à Le Corbusier - le village d'Anteuil », 14 h 30, sortie métro Jasmin (Paris passion).  
« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité (sortie côté marché aux fleurs) (P-Y. Jassé).  
« Le temple bouddhiste et la maison laotienne », 14 h 30, 40, entrée du lac Daumesnil (Hauts lieux et découvertes).  
« De la place Dauphine aux Grands Augustins », 14 h 30, pont Neuf, statue Henri-IV (Paris pittoresque et insolite).  
« L'hôtel de Lamoignon », 15 h, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).  
« Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 15 h, entrée principale (M.-Ch. Lasserre).  
« Hôtels et jardins du 9<sup>e</sup> arrondissement », 15 h, métro Trinité (C.-A. Messec).

« Des ruelles moyenâgeuses, de la rue de la Pucelle à la Comédie-Française, le café Procope », 14 h 30, 1, rue des Carmes (Vieux Paris).  
« Le Musée de la parfumerie », 15 h, 9, rue Saint-André, 15 h, 15, rue Saint-André (Paris pittoresque et insolite).  
« Exposition Boucher », 13 h 30, Grand-Palais hall d'entrée (Approche de Paris).

« 500 mètres d'un squelette souterrain sous l'avenue Denfert-Rochereau », 14 h 30, sortie principale du métro Denfert-Rochereau, Lampes de poche (M. Benassat).  
« Promenade dans l'île Saint-Louis », 14 h 15, métro Pont-Marie ou 14 h 30, métro Saint-Paul.  
« Picasso et l'hôtel Salé », 10 h 45, cour (Ch. Marle).  
« Le Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul-Hôtel-de-Ville (sortie Lobau).

## CONFÉRENCES

Domus Medica, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 : « L'hygiène en épidémiologie » (D. Bodin).

**Pompes Funèbres**  
**Marbrerie**  
**CAHEN & C<sup>e</sup>**  
43-20-74-52

**nouveau drouot**

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris

Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

**Compagnie des commissaires-priseurs de Paris**

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières, \* après le matin de la vente.

**DIMANCHE 12 OCTOBRE**

S. 2. - Archéologie, art de l'Islam - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 4. - Meubles, bibelots Napoléon III - M<sup>re</sup> DEURBERGUE.  
S. 5/6. - 14 h 15, tableaux, sculptures, cent œuvres de 1930 à nos jours, Arzhan, César, Haring, Salomé, Castelli. Expo S. 5. - M<sup>re</sup> CHARBONNEAUX.  
S. 5/6. - 15 h 45, 100 tableaux abstraits - M<sup>re</sup> BRIEST.  
S. 8. - 14 h, livres 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>, Adam, Le Villéquin, plaquettes révolus. Illustr. du 18<sup>e</sup> avec tirage à part des gravures 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> - M<sup>re</sup> RIBREYRE.  
S. 9. - Vins - M<sup>re</sup> CHAYETTE, CALMELS.  
S. 10. - Bx bij. fourrures - M<sup>re</sup> LE BLANC.  
S. 11. - Tbx, autographes de théâtre - M<sup>re</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
S. 12. - Cartes postales - M<sup>re</sup> MORAND.  
S. 13. - Art et publicité - M<sup>re</sup> CHEVAL.  
S. 14. - Tapis, tapisseries - M<sup>re</sup> ROGEON.

**LUNDI 13 OCTOBRE**

S. 3. - 14 h, céramiques - M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 11. - Minéraux, fossiles - M<sup>re</sup> MILLON, JUTHEAU, M. Delerm.

**MARDI 14 OCTOBRE**

S. 6. - Bijoux, argenterie, décorations - M<sup>re</sup> RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY.  
S. 8. - Bib. bijoux - M<sup>re</sup> LOUDMER.  
S. 9. - 20 h, Vente vins - M<sup>re</sup> BOISGIRARD, M. de Clouet, expert.

**MERCREDI 15 OCTOBRE**

S. 1. - Meubles, objets d'art - M<sup>re</sup> MILLON-JUTHEAU.  
S. 2. - Livres, bibliothèque romantique de M. X. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
Expo chez M<sup>re</sup> Gomez, 10, rue du Commandant-Rivière, 8, du lundi 6 au 10 octobre de 10 h à 12 h et 14 h à 18 h.  
S. 3. - Tableaux modernes - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 4. - Lingé, dentelle - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M<sup>re</sup> Daniel, expert.  
S. 7. - Tableaux, objets d'art, mobiliers anciens - M<sup>re</sup> OGER, DUMONT.  
S. 10. - Art nouveau, art déco - M<sup>re</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.

**JEUDI 16 OCTOBRE**

S. 6. - Antiques - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Silline, expert.

**VENDREDI 17 OCTOBRE**

S. 1. - Meubles, objets anciens de haute époque - M<sup>re</sup> CORNETTE DE SAINT-CYR.  
S. 2. - Instruments de musique - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Vatelot, expert.  
S. 4. - Bons meubles - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 5. - Livres mod. et anciens - M<sup>re</sup> DELAVENNE, LAFARGE.  
S. 6. - Antiques (suite) - M<sup>re</sup> PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN, M. Silline, expert.  
S. 7. - Bib. meubles - M<sup>re</sup> BONDU.  
S. 8. - Extrême-Orient - M<sup>re</sup> BOISGIRARD.  
S. 10. - Gravures, tableaux, bibelots, meubles - M<sup>re</sup> DEURBERGUE.  
S. 14. - Bons meubles, objets mobiliers - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.  
S. 15. - Tableaux, bib. memb. anciens et de style - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

**ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE**

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 42-66-24-48.  
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
J.-P. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.  
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.  
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Faubourg-Saint-Honoré (75008), 43-59-66-56.  
CHAYETTE, CALMELS, 12, rue Rossini (75009), 47-70-38-89.  
CHEVAL, 33, rue du Faubourg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.  
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-94.  
DELAVENNE, LAFARGE, 12, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-24-71-60.  
DEURBERGUE, 19, bd Montmartre (75002), 42-61-36-50.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.  
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 42-46-46-44.  
MORAND, 7, rue Ernest-Renan (75011), 47-34-81-13.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.  
RIBREYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

## Le Carnet du Monde

## Naissances

- Patrick HAZAN  
et M<sup>re</sup>, née Séverine LIOTARD,  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Océane,  
le 23 septembre 1986.

## Mariages

- Le général Charles GAY  
et  
M<sup>re</sup> Simone de GRENIER WILLY  
sont heureux de faire part de leur  
mariage, célébré à Bordeaux, le 4 octo-  
bre 1986.

## Décès

- M. Jean Armand,  
son père,  
M. et M<sup>re</sup> Francis Armand  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>re</sup> Alain Depolla-Armand  
et leurs enfants,  
ses frères, sœur, beau-frère, belle-sœur,  
neveux et nièces,  
M<sup>re</sup> Hélène de Felice,  
M. Pierre Figeac,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Marie-Hélène ARNAUD,  
agée de soixante-dix ans,  
survenue accidentellement à son domi-  
cile, le 6 octobre 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 10 octobre, à 10 h 30, en  
l'église Saint-Pierre de Clignancourt, 35, avenue  
Marceau, 75016 Paris, où l'on se  
réunira. L'inhumation aura lieu le  
même jour, à 14 heures, au cimetière de  
Monthey-Humilières (Oise) dans le  
caveau de famille.

17, rue Boissière, 75016 Paris.  
103, rue des Morillons, 75015 Paris.

- Michelle Beauvillard, sa fille,  
François Gollmann, son gendre,  
Catherine Gollmann,  
Pascal et Marie-Claude Gollmann,  
ses petits-enfants,  
Antoine, Virginie et Maud,  
ses arrière-petits-enfants,  
M<sup>re</sup> Alice Nizet, sa belle-sœur,  
M. et M<sup>re</sup> Georges Coffin,  
M. et M<sup>re</sup> Max Nizet,  
ses neveux et leurs enfants,  
Ses parents, alliés et nombreux amis,  
ont la tristesse de faire part du retour à  
Dieu, dans sa quatre-vingt-douzième  
année de

M<sup>re</sup> Madeleine BEAUVILLARD,  
née Nizet.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion dans le caveau familial auront lieu  
à Boussac (Creuse).  
Paris, 46, quai Henri-IV.

- M<sup>re</sup> Denise Escoffier,  
sa sœur,  
M. et M<sup>re</sup> Jean Escoffier,  
son frère et sa belle-sœur,  
M<sup>re</sup> Christine Escoffier,  
sa nièce,  
Le docteur Jacques Despeignes,  
Ses parents, alliés et amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>re</sup> Mireille ESCOFFIER,  
survenue le 5 octobre 1986, à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
lundi 13 octobre 1986, à 10 h 30, en  
l'église Notre-Dame d'Anteuil, 2, place  
d'Anteuil, 75016 Paris.

62, quai Louis-Blénot,  
75016 Paris.

- M<sup>re</sup> Xavier Mahourdeau-Halluin,  
Juliette et Sylvain Mahourdeau,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Xavier MAHOURDEAU,  
survenue brutalement le 4 octobre 1986,  
dans sa cinquante-sixième année.

L'inhumation aura lieu au crémato-  
rium du Père-Lachaise, le lundi 13 octo-  
bre, à 14 heures, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

47, avenue Charles-V,  
94130 Nogent-sur-Marne.

- Jacques et France Salles,  
Toi et Charles,  
Michel et Marie-Françoise Salles,  
Eric et Nathalie,  
Philippe et Noëlle Salles,  
Cécile, Julien et Antoine,  
Marthe Gerbeau,  
Les familles Favre, Boulier, Lefevre,  
Durand, Prod'homme, Butaux,  
Graff, Burguet, Robert, Moulère, Ger-  
beau et Cane,  
ont la douleur de faire part du décès de

Louis SALLES,  
professeur honoraire des lycées  
de Saigon, Dalet et Fés,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
leur père, grand-père et parent, survenue  
le 6 octobre 1986, à l'âge de quatre-  
vingt-neuf ans.

Selon la volonté du défunt, les obé-  
ques ont eu lieu le mercredi 8 octobre  
1986, dans l'intimité familiale.

5, rue Fontaine-Grolet,  
92340 Bourg-la-Reine.

- M<sup>re</sup> Jean Salin,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>re</sup> Pierre Desaulle,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean SALIN,  
ingénieur principal honoraire  
de la SNCF  
ancien directeur de la Vie du rail,  
secrétaire général de  
la Revue générale des chemins de fer,  
président du Cercle international  
des transports,  
chevalier de la Légion d'honneur  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenue à Paris, le 6 octobre 1986, dans  
sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le  
lundi 13 octobre, à 14 heures, en l'église  
Saint-Paul-Saint-Louis, 75004 Paris.

12, rue Charles-V,  
75004 Paris.

- Toulouse.  
M<sup>re</sup> Suzanne Bock, épouse Salvage,  
ses enfants et petits-enfants.  
Les familles Cabrol, Salvage, Bock,  
parents et alliés ont la douleur de faire  
part du décès de

M. Georges SALVAGE,  
agé de soixante-dix ans,  
ancien directeur de Praxinos.

La cérémonie religieuse est célébrée  
le jeudi 9 octobre, à 14 heures, en  
l'église de Castillon-Débat (Gers), sui-  
vie de l'inhumation au cimetière de  
Champantry (77), le vendredi 10 octo-  
bre, à 16 heures.

32190 Castillon-Débat.

**Remerciements**

- M<sup>re</sup> Paul Belgodère  
et ses enfants,  
dans l'impossibilité de répondre indivi-  
duellement à toutes les personnes qui  
leur ont manifesté leur sympathie lors  
du décès de leur époux et père,

M. Paul BELGODÈRE,  
les prient de bien vouloir trouver ici  
l'expression de leur très vive reconnais-  
sance.

**Anniversaires**

- Pour le quatrième anniversaire du  
décès de

Jean FIRMAN,  
une pensée est demandée à tous ceux  
qui l'ont connu et aimé.

**Messes anniversaires**

- L'Union nationale de l'arme blindée,  
cavalerie, chars, 39, rue Camur-  
tin, 75009 Paris, fera célébrer un service  
religieux à la mémoire des morts pour la  
France de la cavalerie, des chars et de  
l'arme blindée et des anciens de l'arme,  
décédés au cours de l'année,

le dimanche 19 octobre 1986,  
à 11 heures,  
en l'église Saint-Louis des Invalides.

Elle ravivra le flambeau, le samedi  
18 octobre, à 18 h 30.

- Une messe sera célébrée, le  
samedi 11 octobre 1986, à 10 h 30, en  
l'église Saint-Pierre du Gros-Chailou,  
92, rue Saint-Denis, à Paris-VII<sup>e</sup>, à  
la mémoire de

M<sup>re</sup> Marguerite AYACHE,  
décédée le 12 septembre 1986.

**Communications diverses**

- 18 et 19 octobre 1986,  
cent cinquantième du  
collège Saint-Thomas d'Aquin,  
56, rue du Perron, 69 Oullins.  
Une plaquette historique, un  
annuaire, une médaille, un cadet pro-  
mier jour F.T.T., des expositions, un  
repas, un concert, une messe, sont  
prévus.  
Anciens, anciennes, amis, prendre  
contact rapidement au 78-51-30-02.

- Cercle Bernier-Lazare.

La situation de la France au Proche-  
Orient, débat mené par Henry Bulawko,  
avec la participation de Benoît Rayaki,  
rédauteur en chef du *Matin de Paris*,  
jeudi 9 octobre, à 20 h 45, au 10, rue  
Saint-Claude, 75002 Paris, Tél. :  
42-71-68-19.

- Un nouveau directeur général  
pour la RIVP : M. Michel Lombardini,  
diplômé de l'Institut d'études politiques  
de Paris, précédemment directeur de la  
construction, succède à Jean-Marie  
Babion comme directeur général de la  
RIVP.

**STERN**  
GRAVEYR  
depuis 1840  
CARTES DE VISITE,  
INVITATIONS  
la distinction  
d'une gravure traditionnelle  
nouveau département "Société"  
pour cartes et papiers à lettres  
de belle qualité  
Atelier : 47, Passage des Panoramas  
PARIS 2<sup>e</sup> Tél. 42.36.94-45.08.36.45

هكنا من النمل



## REPÈRES

### Budget

#### Réduction du déficit ouest-allemand

Le déficit budgétaire ouest-allemand a été très sensiblement réduit durant le premier semestre 1986 pour représenter 18 milliards de deutschemarks (52 milliards de francs environ), contre 25 milliards un an auparavant, annonce le ministre des finances. Cette amélioration recouvre un phénomène particulier : la Bundesbank a versé, durant les six premiers mois de l'année, l'essentiel du bénéfice qu'elle doit remettre à l'Etat fédéral, 10,3 milliards de deutschemarks sur les 12,65 milliards prévus pour l'ensemble de l'année. En conséquence, les recettes ont progressé de 5,9 % (114,8 milliards), alors que les dépenses d'impôt n'augmentaient que de 1,9 %. Les dépenses ont baissé de 2 %. Selon la loi de finances 1986, le déficit budgétaire devrait être limité à 23,7 milliards de deutschemarks cette année.

### Circuits intégrés

#### La CEE attaque l'accord américano-japonais

La Commission européenne vient de décider d'attaquer devant le GATT l'accord sur les semi-conducteurs conclu entre les Etats-Unis et le Japon le 30 juillet dernier, qui prévoit un relèvement sensible des prix des semi-conducteurs vendus tant aux Etats-Unis que sur les marchés des pays tiers. Cette clause est très gênante pour l'industrie européenne, qui importe près de 60 % de ses besoins en semi-conducteurs. La démarche bruxelloise vise également l'accès au marché japonais. Une clause secrète de l'accord prévoit un doublement en cinq ans des importations de semi-conducteurs, réservée pour l'essentiel aux Américains.

### Coopératives de commerçants

#### Une progression de + 12,8 % en 1985

Les 54 sociétés coopératives de commerçants ont réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires total (TTC) de 70 milliards de francs, en progression de 12,8 % sur 1984. Les coopératives de commerçants détaillants rassemblent 22 sociétés exploitant des magasins d'alimentation générale (comme Coles ou Unico), qui exploitent 4 422 points de vente (contre 4 480 en 1984, soit une baisse de 1,3 %). On compte également 32 sociétés de commerce non alimentaire - ameublement, sport, confection, optique, etc., sous des enseignes comme Monsieur Meuble, Interport La Hutte, - exploitant 8 832 points de vente (contre 8 795 en 1984, soit une progression de 0,4 %). Les coopératives de commerçants réalisent 8 % du commerce de détail en France.

### Monnaies

#### Nouvel accès de faiblesse de la livre

De nouvelles interventions des banques centrales ont permis à la livre sterling de regagner un peu de terrain, jeudi 9 octobre, après son nouvel accès de faiblesse de la veille, qui lui avait fait perdre 1,5 % vis-à-vis du deutschemark. Tombée à 2,8329 DM, record historique, elle a remonté à 2,855 DM. Record historique également pour son indice pondéré en fonction du commerce extérieur britannique : sur une base 100 en 1975, cet indice a chuté mercredi à 67,1. Dans la City, tout le monde s'attend à un relèvement des taux d'intérêt, la semaine prochaine, après la clôture du congrès du Parti conservateur. Ce relèvement pourrait atteindre 2 points, s'ajoutant aux 10 % actuellement pratiqués.

### Le plan famille du gouvernement

#### L'allocation parentale d'éducation devrait toucher 214 000 familles

A l'issue du conseil des ministres, M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé et à la famille, a présenté à la presse le plan famille du gouvernement (le Monde du 8 octobre). Elle a souligné que « la préoccupation majeure du gouvernement est démographique ». Mais elle s'est défendue d'avoir des préoccupations « moralisatrices ».

M<sup>me</sup> Barzach a donné des précisions sur les deux prestations nouvelles, qui doivent entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 1987, et sur leur financement.

L'allocation parentale d'éducation, nouvelle formule, devrait toucher 214 000 familles. Son coût s'élèverait à 5,8 milliards de francs, dégragés par différentes économies (le Monde du 8 octobre (1)). Toutefois, les familles recevant déjà certaines prestations au 1<sup>er</sup> juillet 1987 (allocations au jeune enfant, prêts aux jeunes ménages) continueront à en bénéficier jusqu'au terme prévu.

L'allocation de garde d'enfant à domicile (non déductible) doit compléter l'aide apportée actuellement aux « gardes institutionnelles ». Réservée aux couples où les deux parents travaillent, cette prestation remboursera les charges sociales (patronales et salariales) de garde d'enfants, jusqu'à un maximum de 2 000 F (75 % des charges, pour un salaire égal au SMIC). Le coût de la mesure, qui tenebrait 130 000 familles serait de 1 350 millions de francs.

Parallèlement, le système des « assistantes maternelles » qui accueillent des enfants chez elles va être amélioré. Quant aux crèches, les conditions d'ouverture doivent être assouplies par un décret en attente depuis M<sup>me</sup> Georgina Dufoix.

M<sup>me</sup> Barzach a, d'autre part, indiqué que les prestations familiales seraient réservées dorénavant aux familles d'immigrés en situation régulière.

### Aérospatiale : 2 345 départs volontaires

Le plan de restructuration de la division « avions » de l'Aérospatiale prévoit, d'ici à la fin de l'année, le départ de 2 345 personnes. Ces départs ne seront pas réalisés par le biais de préretraites ou de congés de conversion, mais sur la base du volontariat, encouragé par des indemnités de licenciements importantes. Le plan prévoit aussi la création de 1 400 emplois nouveaux en cinq ans.

Cette déflation des effectifs peut sembler anormale au moment où Airbus - et donc l'Aérospatiale - envisage une multiplication des commandes du biréacteur A-320. Elle accompagne, en fait, le ralentissement des ventes et de la production des avions gros porteurs A-300 et A-310. Selon M. Jean-Louis Fache, directeur des usines de Toulouse de l'Aérospatiale, il reste deux années difficiles avant que le succès de l'A-320 ne se traduise par le plein-emploi de l'outil industriel et du personnel. L'Aérospatiale emploie 42 000 personnes.

## Deux projets d'ordonnance sur la participation

- L'intéressement pourra concerner seulement une partie du personnel
- La présence d'administrateurs salariés sera facultative

Après de longs débats, le conseil des ministres devrait adopter, le mercredi 15 octobre, deux projets d'ordonnance sur la participation financière et la représentation des salariés dans les conseils d'administration des sociétés anonymes. Préparés par les ministères de l'économie et des affaires sociales, notamment par M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès de M. Séguin, ces textes sont actuellement examinés par le Conseil d'Etat mais ne devraient subir que peu de modifications.

Le projet d'ordonnance « relative à la participation financière et à l'actionnariat des salariés » présente sous un même chapeau deux textes différents qui clarifient l'ordonnance du 17 août 1967 sur la « participation aux fruits » et celle du 7 janvier 1959 sur l'intéressement. Mais l'idée d'une « fusion » de ces deux ordonnances a été écartée (le Monde daté 24-25 août).

Le système de « participation aux fruits » de 1967 demeure obligatoire pour les entreprises dont l'effectif atteint ou dépasse cent salariés et qui dégagent des résultats. La procédure d'homologation interministérielle, après avis du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), sera supprimée. Cette suppression va rendre caduque la notion de calcul dérogatoire de la « réserve spéciale de participation » distribuée aux salariés - le contrôle (fiscal) aura lieu a posteriori, mais les délibérations du Conseil d'Etat pourraient conduire au maintien d'une intervention des ministères de l'économie et des affaires sociales s'il apparaissait qu'un accord de participation se conclut « sur le dos du fisc ».

Les pouvoirs publics ont toutefois prévu quelques verrous. La réserve spéciale de participation (6 milliards de francs en 1983) se verra fixer, en cas de majoration par rapport au droit commun, au moins un plafond : celui du bénéfice net comptable moins 5 % des capitaux propres. Mais il pourrait s'en ajouter deux autres : le bénéfice net fiscal moins 5 % des capitaux propres et la moitié du bénéfice net fiscal.

### « Gel » de trois ou cinq ans

Après de laborieuses discussions entre les ministères de l'économie et des affaires sociales, un compromis a été trouvé sur la durée d'indisponibilité de la réserve spéciale de participation. Le droit commun maintiendra - comme le souhaitait la Rue de Rivoli - un « gel » de cinq ans, mais un accord d'entreprise pourra réduire la période d'indisponibilité à trois ans.

Si l'indisponibilité est ramenée à trois ans, le revenu dégragé pour les salariés ne bénéficiera plus d'une exonération totale d'impôt, mais d'une exonération limitée à 50 % du revenu dégragé par la participation. Si, par ailleurs, la réserve spéciale de participation est majorée dans la limite du ou des plafonds, une part de ces majorations pourra constituer une provision pour investissements (sans impôts), en cas de « gel » de cinq ans, cette part sera portée de 15 % à 30 %. Pour une indisponibilité de trois ans, elle sera de 15 %. Ce taux de la provision avait été ramené à 50 % en 1973 et réduit progressivement depuis 1981.

Le projet d'ordonnance supprime également pour les bénéficiaires l'obligation de justifier impérativement de trois mois de présence dans l'entreprise ou de six mois d'ancienneté, mais les entreprises auront la faculté de prévoir une durée minimale d'ancienneté qui sera au maximum de six mois.

L'ordonnance de 1959 sur l'intéressement fait également l'objet d'un toilettage afin de la faire sortir de sa quasi-clandestinité (1 180 accords en 1985). Les entreprises

pourront continuer à distribuer des primes calculées sur leurs résultats ou leurs gains de productivité, déductibles fiscalement et exonérées de charges sociales. Mais novation : ces primes pourront ne concerner qu'une catégorie de salariés ou une partie du personnel.

Toutefois, le montant annuel des primes versées ne pourra excéder le cinquième des salaires versés à la catégorie concernée. Une « passerelle », selon l'expression de M. Arthuis, sera, d'autre part, établie entre l'intéressement et les plans d'épargne-entreprise (actuellement au nombre d'environ 1 200). Les salariés pourront reporter entièrement le produit de leur intéressement sur ces plans. Ces plans bénéficieront d'une augmentation de l'aide financière de l'entreprise, ou abondement de l'entreprise, qui ayant plafonné à 3 000 F par an et par salarié depuis 1973, sera portée à 10 000 F. Voir à 15 000 F lorsque l'épargne complémentaire sera réinvestie en actions de l'entreprise.

### Extension du référendum

Les salariés seront eux-mêmes incités à opérer un transfert vers un plan d'épargne-entreprise, grâce à une exonération d'impôt sur le revenu limitée à la moitié du plafond annuel moyen de la Sécurité sociale (soit 56 880 F actuellement). En l'absence de syndicats ou d'institutions représentatives, un projet d'intéressement pourra toujours être soumis par référendum au personnel. Mais cette possibilité sera étendue à l'ensemble des entreprises intéressées, à condition toutefois que le chef d'entreprise obtienne l'accord ou du comité d'entreprise ou d'une organisation syndicale représentative. Dans cette hypothèse, le contrat d'intéressement devra être ratifié par les salariés à la majorité des deux tiers.

Le deuxième projet d'ordonnance modifie la législation sur les sociétés commerciales afin d'offrir aux sociétés anonymes la faculté d'introduire dans leurs statuts des dispositions permettant à des salariés de s'engager avec voix délibérative dans les conseils d'administration ou de surveillance. Il s'agit donc d'une modification de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés anonymes - visant ainsi les sociétés nationales qui seront privatisées - la loi de démocratisation du secteur public du 26 juillet 1983

demeurant en vigueur pour les entreprises toujours nationalisées.

Les principes essentiels de ce texte, comme sa philosophie, ont peu évolué depuis l'été. Il s'agit bien, malgré les vœux de la CGC et de la CFTC, d'une faculté et non d'une obligation. Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires d'une société anonyme pourra modifier les statuts à une majorité des deux tiers afin de faire entrer des représentants des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance. La CGC avait proposé qu'un syndicat représentatif ait le droit de consulter le personnel sur cette formule de participation afin de saisir directement, en cas de réponse favorable, l'assemblée des actionnaires. M. Arthuis a rejeté cette demande : « J'ai peur, explique-t-il, que ce ne soit une occasion de conflit dans l'entreprise. Vouloir contourner le conseil d'administration pour que l'assemblée générale se prononce, c'est prendre le risque de bloquer toute possibilité d'ouverture ».

Pour M. Arthuis, les représentants du comité d'entreprise au conseil d'administration (de deux à quatre actuellement, selon le nombre de collèges électoraux) peuvent toujours susciter un débat ou conseil, même s'ils n'y ont qu'une voix consultative. La CFTC n'a pas été davantage entendue dans sa demande qu'il y ait au moins cinq administrateurs salariés.

### Un à quatre administrateurs

Le projet prévoit que le nombre d'administrateurs salariés ne pourra être supérieur à quatre ni excéder un tiers du total. Lorsqu'il y aura trois administrateurs actionnaires, il y aura un salarié. Lorsqu'il y en aura douze, on pourra ajouter quatre administrateurs issus du personnel. Un prochain projet de loi prévoira, en outre, que lorsqu'il y aura plusieurs administrateurs salariés, la représentation du comité d'entreprise sera ramenée à un seul membre.

Quand le conseil comprendra deux administrateurs salariés, il y aura un cadre (ou assimilé) ou un ingénieur, à partir du moment où cette catégorie est représentée dans l'entreprise. Dans ce cas, le personnel sera divisé en deux collèges (un « non-cadres » et un « cadres »). Le scrutin de liste (à la représentation proportionnelle au plus fort reste) sera à un seul tour, sauf s'il n'y n

qu'un siège à pourvoir (ce sera alors un classique scrutin majoritaire à deux tours).

Les candidats pourront être présentés soit par des organisations syndicales représentatives, soit avec la « caution » de 5 % des salariés de l'entreprise (avec, en tout état de cause, un « plafond » fixé à cent signatures). Une disposition dans laquelle les syndicats voient un « coup de canif » au « monopole syndical », mais qui s'inscrit, pour M. Arthuis, « dans la logique du droit des sociétés ». Ce projet d'ordonnance maintient une incompatibilité des mandats d'administrateur et de représentant du personnel (les incompatibilités étant énumérées). Ce sont les statuts de la société qui établiront la durée du mandat d'administrateur : elle pourra aller d'un an à six ans au maximum. Il en est de même pour les crédits d'heures.

Le projet d'ordonnance prévoit cependant une protection renforcée pour les salariés administrateurs, selon des formulations juridiques qui restent à « peaufiner », mais qui partent toutes du principe que les administrateurs salariés - contrairement aux actionnaires - ne peuvent être révoqués par l'assemblée générale des actionnaires. Il faudra sans doute un référé du tribunal de grande instance pour une révocation pour faute et un référé du conseil des prud'hommes pour un licenciement.

En dehors de ce « filet de sécurité » minimal, le texte de l'ordonnance se contente de rappeler que les administrateurs salariés sont... des administrateurs, renvoyant à la loi de 1966 pour la description de leurs droits et obligations. Mêmes droits et mêmes devoirs. Ainsi la responsabilité pénale des administrateurs salariés pourrait éventuellement être engagée, mais, aux termes de la loi du 25 janvier 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises, la charge de la preuve incombe aux créanciers ou aux pouvoirs publics (ce qui provoque alors la saisine par le procureur de la République).

Ces administrateurs salariés pourront donc toucher des jetons de présence et devront devenir propriétaires d'une action de garantie. Il s'agit d'une disposition plus que centenaire, maintenue par la loi de 1966, et que le garde des sceaux pourrait modifier ou supprimer prochainement.

MICHEL NOBLECOURT.

## LES CARREFOURS DU 2<sup>e</sup> FORUM EXPO liaisons sociales

14-15-16 octobre 1986 - CNIT Paris-La Défense

Le rendez-vous des Responsables d'Entreprise et de leurs Cadres Dirigeants

### Animer, Former, Motiver, Gérer...

### LES RÉPONSES CONCRÈTES DE 120 PROFESSIONNELS D'ENTREPRISE.

MÉTHODES ACTUELLES, EXPÉRIENCES NOUVELLES, OUTILS ORIGINAUX...

MARDI 14 OCTOBRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE DE REMUNÉRATION : SUJETS ACTUELS ET PROSPECTIFS</li> <li>• COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE</li> <li>• NOUVELLES TECHNOLOGIES ET ORGANISATION SOCIALE</li> </ul>
MERCREDI 15 OCTOBRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DRH ET FUTURS DRH : COMMENT MANAGER SA PROPRE CARRIÈRE... ET RÉPONDRE AUX ATTENTES DE L'ENTREPRISE ?</li> <li>• PRÉVOIR AUJOURD'HUI POUR MIEUX GÉRER DEMAIN : GESTION PREVENTIVE DES EFFETIFS</li> <li>• EFFICACITÉ DE L'ORGANISATION ET FLEXIBILITÉ</li> </ul>
JEUDI 16 OCTOBRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL ET DIVERSIFICATION DES STATUTS</li> <li>• FORMATION</li> <li>• PROJET D'ENTREPRISE</li> </ul>

Tous les carrefours sont animés par des Dirigeants de Grandes Entreprises Françaises et Internationales, qui exposeront leurs expériences.

QUATRE SONDAGES SOCIAUX INÉDITS : leurs résultats sur le salon.

Commandez votre « Carte Orange », laissez passer d'une journée toutes conférences.

Admission : 2<sup>e</sup> Forum Expo Liaisons Sociales, 5 avenue de la République - 75011 Paris - Tel. 48.05.91.05







## Economie

### AFFAIRES

#### Propriété industrielle

### M. Madelin prépare une loi sur la protection des circuits intégrés

A l'issue de la réunion du Conseil supérieur de la propriété industrielle du jeudi 9 octobre, le ministre de l'Industrie, M. Madelin, devait annoncer des décisions destinées à renforcer le système français de la propriété industrielle. Deux projets de loi devraient être présentés au Parlement « dans les meilleurs délais ».

Le premier vise à moderniser la loi de 1964 sur les marques. Il prévoit d'abord un allègement et une simplification des formalités, ensuite un accroissement de la sécurité des déposants et des tiers grâce à l'instauration du système de l'appel aux opposants (système qui permet aux détenteurs de marques enregistrées de s'opposer à l'enregistrement de marques qui porteraient atteinte à leurs droits) ; et enfin un renforcement de la lutte contre les contrefaçons grâce, notamment, au principe de la protection élargie des « marques notables » (protection qui dépasse le cadre de l'activité pour laquelle la marque a été déposée).

Le deuxième projet instituerait une protection pour les circuits intégrés, qui n'existe pas actuellement en France, à la différence des Etats-Unis et du Japon. Il prévoit une protection contre la copie, valable pour dix ans à partir du dépôt ou de la commercialisation du produit, mais permet la reproduction à des fins d'enseignement ou d'analyse. La France devrait se doter de cette loi avant novembre 1987, car, à cette date, les Etats-Unis mettront fin à la protection des produits français qu'ils assurent actuellement même en l'absence de législation. Une directive sur ce sujet est en discussion aux Communautés européennes.

M. Madelin devait d'ailleurs annoncer que le gouvernement soutiendrait la candidature de Strasbourg comme siège du futur Office communautaire des marques, en pourvoyant au financement de la construction de l'édifice et en insistant sur le fait que la France est le pays qui dépose le plus de marques en Europe.

C. B.

### L'Union des groupements d'achats publics survit mais ne fournira plus de voitures pour l'administration

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP) vient de sentir passer le vent du boulet. Une déclaration du ministre délégué, chargé du commerce et de l'artisanat, M. Georges Chavanes, à la mi-septembre, avait pu faire croire aux responsables de cet établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) que sa disparition était sérieusement envisagée pour donner satisfaction aux PME concurrentes, à leur avis, de façon « tout à fait abusive » par cet organisme para-commercial qui fournit la fonction publique en matériels de bureau. Il n'en sera en fait rien, mais l'UGAP perdra le monopole de la fourniture d'automobiles (30 000 unités) à l'administration.

De plus, l'obligation faite aux administrations, et aux établissements publics par une circulaire de

M. Fabius du 20 décembre dernier de consulter l'UGAP (et non de lui passer commande) sera supprimée.

L'UGAP a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de francs, auxquels il faut ajouter un peu plus de 1 milliard de francs provenant de l'opération « Informatique pour tous ». Elle a dégagé un bénéfice de 29 millions, gère près de 54 000 clients et fait appel à 984 entreprises, essentiellement des PME.

Ce qui gêne le plus l'UGAP dans la décision qui vient d'être prise, c'est le manque de trésorerie que va lui occasionner l'abandon des achats d'automobiles. A moins qu'on ne lui fournisse les fonds qui accompagnent habituellement la création d'un EPIC et qui ne lui ont pas été versés le 1<sup>er</sup> janvier dernier.

### CONSTRUCTION NAVALE

### M. Genoyer présente un plan de reprise du chantier de La Seyne

L'industriel marseillais Maurice Genoyer devait présenter, ce jeudi 9 octobre, aux syndicats du chantier naval de La Seyne (Var) son projet de reprise partielle du site. Les éléments de ce plan ont été transmis à M. Madelin le 1<sup>er</sup> octobre.

M. Genoyer, qui, dans son groupe, emploie environ huit cents personnes, pour un chiffre d'affaires de 650 millions de francs, propose de construire à La Seyne, d'une part des navires militaires (qui ne bénéficient d'aucune aide de l'Etat) et de lancer des activités diversifiées de mécanique, de tuyauterie, on d'hydraulique. Il abandonnera, en revanche, toute activité civile de construction navale, qui, selon lui et les pouvoirs publics, n'a aucune chance d'être rentable, sans de très importantes subventions de l'Etat.

La crédibilité du plan de M. Genoyer, qui embaucherait envi-

ron sept cent cinquante personnes au départ, implique un engagement du ministère de la Défense. Or M. André Giraud mène des négociations difficiles avec la Rue de Rivoli et Matignon pour élaborer la loi de programmation militaire qui couvrira cinq années et qui définira les équipements (terrestres, aériens, navals à construire). Enfin, à supposer que des besoins en matériel naval se manifestent (soit pour les forces françaises, soit à l'exportation), le chantier de La Seyne (qui a des références dans le domaine militaire) devra compter avec la concurrence d'autres chantiers privés et, surtout, des arsenaux.

C'est la raison pour laquelle M. Madelin accueille l'initiative de M. Genoyer avec « intérêt », certes, mais aussi avec « une très grande prudence ».

(Publicité)



#### Section Management International

##### Cycle normal

3 années d'études :

- directe en première année pour les titulaires de la maturité ou du baccalauréat,
- en classe préparatoire pour les non-titulaires.

##### Cycle intensif

1 année universitaire :

- directe pour les étudiants justifiant de 2 années d'enseignement supérieur ou d'une expérience professionnelle.

##### Formation continue

Horaires « à la carte » sur 3 années :

- personnes désirant perfectionner leur formation ou exerçant une activité professionnelle.

#### Section Communication

Formation aux métiers de la communication, attachés de presse, public relations, attachés commerciaux, journalistes.

2 années d'études :

- directe en première année pour les titulaires de la maturité ou du baccalauréat,
- en classe préparatoire pour les non-titulaires.

Dans toutes les options, cours parallèles en français et en anglais.

ÉCOLE DE MANAGEMENT INTERNATIONAL ET DE COMMUNICATION  
Air Center - 1214 Vernier-Genève (Suisse) - Tél. 19-41/22/411513

## SIEMENS

### MEDICAL :

## Siemens, pionnier de l'imagerie médicale : des installations dans le monde entier.

L'électronique ouvre de nouvelles perspectives pour le diagnostic médical.

Siemens, pionnier de l'imagerie médicale, a déjà reçu du monde entier des commandes pour plus de 2.000 scanographes et de 200 tomographes IRM.

Ces deux systèmes sont complémentaires et permettent de couvrir un très large champ d'explorations cliniques.

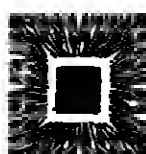
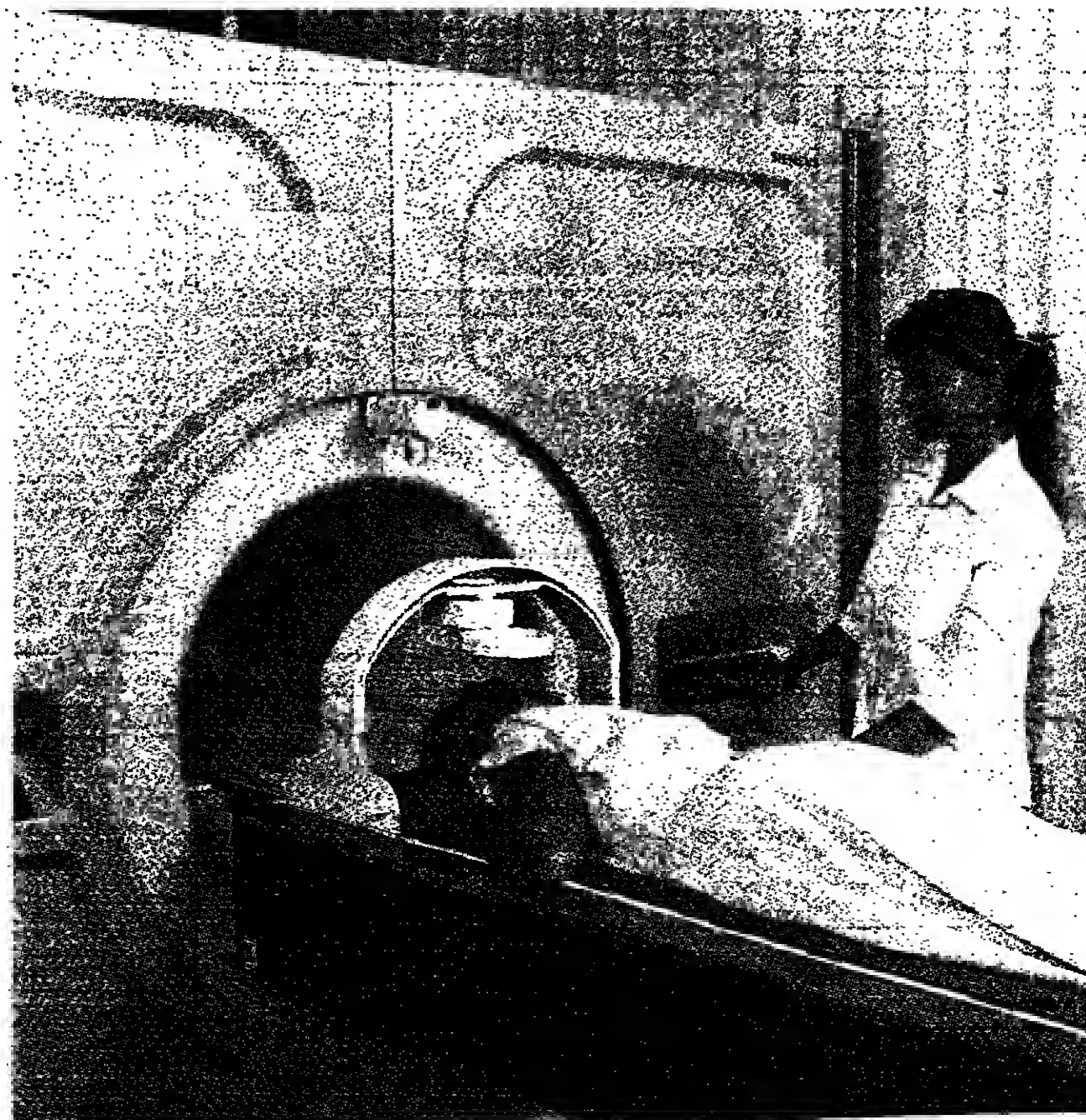
Le scanographe peut mettre en évidence des différences de contrastes minimes et permet ainsi la visualisation rapide d'organes mous, contrairement à l'image radiologique conventionnelle.

Une vingtaine de scanographes

SOMATOM DR ont déjà été installés ou livrés en France, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

Le tomographe IRM permet au médecin d'obtenir des images en coupe du corps humain dans n'importe quelle direction et de recueillir des informations sur la constitution tissulaire et biochimique des organes. Pendant l'exploration, le patient n'est pas soumis aux rayonnements ionisants.

**Siemens en France : 3.000 personnes**  
**20 agences - 3 usines - 2,2 milliards de F de CA dont 16 % à l'export - 1,3 milliard de F d'achats à des firmes françaises.**



Siemens,  
l'électronique au quotidien.



## Economie

La cession de 11 % du capital

## Plus de 46 millions de titres d'ELF-Aquitaine seraient demandés pour 10,8 millions offerts

La Chambre syndicale des agents de change communique, le 16 octobre, le nombre des ordres d'achat reçus pour l'acquisition des 11 % du capital d'ELF-Aquitaine cédés par l'Etat au public. La collecte des demandes s'est achevée le 30 septembre pour les personnes physiques, tandis que les personnes morales avaient jusqu'au 3 octobre pour transmettre leurs ordres.

Quelle a été l'ampleur du mouvement ? M. Ballardur a levé un coin du voile au Forum de l'investissement et du placement, en annonçant que trois cent mille petits épargnants avaient demandé dix titres au moins. Mais ce chiffre n'est que la partie émergée de l'iceberg. Selon certaines estimations, les ordres d'achat porteraient sur 46 millions de titres environ, alors que 10,8 millions d'actions ont été offertes.

Il ne s'agit là que d'une hypothèse basse. Le montant total des ordres

pourrait atteindre cinq, voire six fois le nombre de titres proposés. Les trois quarts de cette demande proviendraient d'investisseurs institutionnels, essentiellement français. Les investisseurs étrangers auraient aussi montré un réel intérêt pour la société pétrolière, celle-ci apparaissant jusque-là sous-représentée dans leurs portefeuilles.

Si M. Ballardur a insisté sur le « succès populaire » de cette privatisation, très partielle en demeurant, d'ELF-Aquitaine, un correctif devra sans doute être apporté à ce jugement. Avec un minimum de 46 millions de titres demandés, le succès apparaît évident. Mais est-il « populaire », dès lors que le plus clair de la demande semble provenir des investisseurs institutionnels, comme la Caisse des dépôts ou les compagnies d'assurance ? Certes, tous les ordres d'achat de 10 titres ou moins seront intégralement servis, alors que les ordres pour des quantités

supérieures « seront éventuellement l'objet de réductions » (1). Mais les petits investisseurs ne devraient pas recevoir plus de 3 millions de titres. Quel des 7,8 millions d'actions restant à distribuer ? Il faudra servir convenablement les institutionnels, souligne-t-on dans le milieu bancaire, car ils sont, plus que les petits porteurs, des éléments régulateurs du marché, susceptibles d'assurer aux titres un bon comportement ultérieur. Nul doute que le gouvernement devra considérer avec une attention particulière les ordres des « zinghis » au moment crucial de la répartition des titres et de la réduction quasi certaine des ordres.

Dans ce partage, les « mains fortes » des institutionnels, grâce à leur capacité de « gendarmes » sur le titre, ne vont-elles pas prévaloir sur les « mains faibles » des petits porteurs ? La question est posée avec d'autant plus d'acuité que certains

prêtent à ces organismes l'intention de vouloir jouer sur les deux tableaux. La Caisse des dépôts aurait « spontanément » passé des ordres d'achat de titres d'ELF-Aquitaine avec une ardeur qu'il aurait parfois fallu calmer. Or, le 1<sup>er</sup> octobre, lors de la reprise des cotations d'ELF, ce sont probablement des ventes importantes de l'ERAP, holding d'Etat qui échappaient à l'ELF, mais aussi d'investisseurs institutionnels qui ont empêché le titre de s'élever nettement au-dessus de 305 F, le prix fixé par M. Ballardur pour l'offre publique de vente. D'aucuns estiment que la Caisse des dépôts aurait ce jour-là vendu 600 000 actions d'ELF. Le cours a ainsi chuté à 305 F, alors qu'il aurait pu, compte tenu de la demande, retrouver son niveau précédent, à savoir 339 F.

La pression vendeuse, qui s'est exercée sur ELF, a, du même coup, affaibli la position des socialistes. Le discours de M. Joxe sur le non-respect par le gouvernement des règles du « juste prix » aurait, en effet, eu plus d'impact si le cours de Bourse s'était établi à 340 ou 350 F.

L'Etat a-t-il réellement obtenu l'appui d'investisseurs institutionnels, et de la Caisse des dépôts notamment, pour contenir l'option ELF ? Dans une telle hypothèse, ce service financier n'aurait-il pas été « acheté » par l'Etat ? En clair, les institutionnels auraient-ils accepté de céder une partie de leurs titres, entre 320 F et 330 F, sans la garantie qu'ils obtiendraient ensuite, lors de la distribution finale, une quantité jugée acceptable d'actions proposées à 305 F ? Aussi longtemps que ne sera pas précisé leur rôle dans le « maintien » du cours de Bourse, la controverse sur le « juste prix » sera le talon d'Achille des privatisations.

L'annonce par ELF de déconvenues importantes dans le Bassin parisien a-t-elle pu avoir un effet sur la fin de la période d'acceptation des ordres d'achat est même susceptible d'attiser la polémique. Si chacun s'accorde à reconnaître qu'en fixant le cours à 305 F le gouvernement a retenu un « prix attractif » pour le marché, a-t-il pour autant choisi un « juste prix », tenant compte, comme l'a préconisé le Conseil constitutionnel, de la valeur boursière de l'actif et du bénéfice net ? Les précautions prises pour éviter l'embourgeoisement du titre d'ELF font la fine réputation. Le cours du pétrolier a-t-il été fixé en tenant compte de la logique du marché, perméable aux fluctuations de cours, et celle, intangible, du droit.

ERIC FOTTORINO.

(1) Lorsque la demande de titres excède l'offre, les ordres d'achat sont réduits dans une proportion variable.

● La chambre de commerce de Paris pour un encouragement fiscal à l'investissement. — M. Philippe Clément, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, s'est prononcé, le lundi 6 octobre, pour la mise en place d'un « mécanisme d'encouragement fiscal en faveur de l'investissement ». Selon lui, « l'incertitude pesant sur la reprise de l'investissement » doit être « atténuée par des mesures de portée plus immédiate que l'allégement de la fiscalité sur les bénéfices ».

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans notre article du Monde du 8 octobre intitulé « Ingénieurs et architectes pénalisés sur les frontières de leurs compétences respectives ». Le permis de construire a été instauré en 1943. La séparation des compétences n'en remonte pas moins à Louis XV, sous le règne duquel a été créée l'Ecole nationale des ponts et chaussées (1747).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## AUSSÉDAT REY

## RECTIFICATIF

Les perspectives de résultat du deuxième semestre demeurent bonnes, bien que les coûts de la pôle et de l'énergie rattrapent nettement par rapport à leurs points les plus bas de premier semestre. Il ne faut donc pas attendre au deuxième semestre la reconquête du niveau de rentabilité des six premiers mois, mais les résultats de ce semestre seront nettement bénéficiaires pour la société mère et pour le consolidé.

## La Bourse c'est ma vie.

La Bourse sur Minitel. L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.

Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVÉ A CUI PARLER.

## Marchés financiers

PARIS, 8 octobre

## Statu quo

S'inspirant de l'exemple donné par Wall Street, la Bourse de Paris a, mercredi, consciencieusement copié sur ses positions. Au point d'équilibre à la fin de la session préliminaire du matin, l'indice de référence n'a enregistré ni la clôture de la grande séance qu'une variation insignifiante : + 0,01 %. Quelques grandes valeurs ont pourtant réussi à tirer leur épingle du jeu, comme Dassault, L'Oréal, Roussel-Uclaf, Carrefour, MCF, tout Schindler, entraînant dans leur sillage bon nombre de titres de second plan : Seb, Moulinex, CFAO, Lagard, Bie. Enfin, l'attention s'est concentrée sur Navigation Météo en liaison avec les prévisions sur la progression des bénéfices pour 1988 : + 28 %. Mais comme d'habitude, les transactions, modérément fournies, se sont déroulées sur fond d'irritation. Prouvost, Locomotives, Générale Occidentale, Radiotechnique, CSE ont perdu du terrain. Presses de la Cité, enfin, a continué de refluer et Elf s'est effrit.

De l'avis général, le marché pourait se consolider. Plus que jamais, les investisseurs analysent les résultats d'entreprises. Malheur à celles, qui déçoivent. D'après un spécialiste, « la Bourse tourne le dos aux grandes valeurs », pour entrer dans des eaux plus calmes. Mais en se matérialisant, le projet d'épargne-retraite pourrait donner un second souffle au marché. Tout dépendra des modalités.

Sur le marché obligataire, le baïson s'est relâché et s'est limité à un tiers de variation. Les produits à taux variable ont été recherchés. Mais pour le reste, les investisseurs sont réticents, au mépris des retours que les SICAV de trésorerie pourraient affecter. Le rendement des obligations reste bon, beaucoup estimant que les taux réels en France resteront intéressants. Lourdeur du MATIF.

NEW-YORK, 8 octobre

## Raffermissement

La tendance s'est raffermie, le 8 octobre, à Wall Street, dans un marché assez actif, où 142 millions de titres ont été échangés, contre 125,10 millions la veille. En clôture, l'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles a gagné 19,40 points, à 1 803,86. L'indice des valeurs de transport a, pour sa part, gagné 19 points, à 1 228,13 points, approchant ainsi son record absolu de 1 230,84 atteint le 31 mars dernier. Le nombre des hausses a prévalu sur celui des baisses, puisque en cumulant 945 valeurs en progression, 571 en repli et 457 inchangées.

Autour du Big Board, on attribue ces gains à l'effet d'entraînement exercé par les transports, notamment les compagnies aériennes. Certaines compagnies ayant annoncé de bons résultats au troisième trimestre ont aussi contribué à soutenir le marché. Parmi ces dernières, CBS gagnait 3 3/4 à 129 3/4. Quelques inquiétudes concernaient, en revanche, IBM, qui a perdu 5 points le 7 octobre. Alors que les résultats du groupe risquent d'être médiocres, son concurrent, Digital Equipment, a vu modifier de perspectives de bénéfices actives.

VALEURS	Cours du 7 oct.	Cours du 8 oct.
Alcan	38 5/8	37 1/4
AT&T	22 7/8	23 1/4
Boeing	34	34
Chrysler	36 7/8	37 7/8
Coca-Cola	78 1/2	79 1/2
Eastman Kodak	55	56
Exxon	67 3/8	68 1/8
IBM	128 1/2	127 1/2
General Electric	71 3/4	72 3/8
General Motors	68 3/4	69
Goldman Sachs	57 1/2	57
IBM	128 1/2	127 1/2
ITT	81	82 3/8
Johnson & Johnson	28 1/2	29 1/2
Pfizer	55 5/8	57 1/2
Schering	33 3/4	33 7/8
Union Carbide	54 1/4	54 1/2
Union Pacific	57 5/8	58 3/8
United States Steel	20 3/8	20 7/8
Westinghouse	27 1/8	27 1/2
Weyerhaeuser	32 1/8	32 3/8

## INDICES BOURSIERS

PARIS	7 oct.	8 oct.
Indice Cote 100 (100 = 31 déc. 1985)	347,5	347,5
Valeurs françaises	347,5	347,5
Valeurs étrangères	112,1	112,1
Cote des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)	387,2	387

## NEW-YORK

Indice Dow Jones	7 oct.	8 oct.
Industrielles	1 784,65	1 803,86
Indice Financial Times	7 oct.	8 oct.
Industrielles	1 257,3	1 248,1
Mines d'or	329,4	333,5
Fonds d'Etat	82,98	82,49

## TOKYO

Nikkei	8 oct.	9 oct.
Nikkei	17 514,8	17 558,2
Indice général	1 449,61	1 477,24

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 octobre					
Nombre de contrats : 10 478					
COURS	ÉCHÉANCES				
		Oct. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier .....	1.1	109,20	110,30	110,25	109,90
Précédent .....		109,55	110,75	110,65	110,30

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**BAISSE DU BÉNÉFICE NET DE TOTAL CFP.** — Le bénéfice net de Total CFP (société mère) s'est établi à 863 millions de francs au premier semestre 1988, contre 1 037 millions durant la même période de 1985, et 1 623 millions de francs pour l'ensemble de l'année dernière. Ce résultat a, selon les dirigeants de Total, été influencé par d'« importants effets de stocks négatifs ». Les dividendes encaissés au cours du premier semestre ont été de 1 437 millions de francs, un montant supérieur à la moitié de ce qu'il est prévu de recevoir pendant l'exercice.

## BILLETTS DE TRÉSORERIE : STABILITÉ DES ENCOURS.

Les encours des billets de trésorerie émis par les entreprises se sont élevés à 24,8 milliards de francs le 3 octobre, contre 24,9 milliards de francs à la fin de la semaine précédente.

## Une prime d'assurance

Une prime d'assurance de 100 millions de francs a été versée à la Caisse nationale de l'énergie.

Un ouvrage intitulé « L'industrie nucléaire en France » est paru chez les Presses universitaires de Nancy.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

Le Monde a été élu « journal préféré des Français » par une enquête de l'Institut de sondage de l'Opinion.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## société nationale elf aquitaine

Société anonyme au capital de 1 001 266 300 F  
Siège social : Tour ELF, 2, place de la Coupole  
La Défense 6 - Courbevoie (92)  
RCS Nanterre B 552 188 784

## AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la Société nationale ELF-Aquitaine sont convoqués le :

lundi 27 octobre 1988 à 11 heures

au siège social : Tour ELF

2, place de la Coupole, Quartier La Défense 6

92400 Courbevoie

en assemblée générale extraordinaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1<sup>re</sup> Mise en conformité des statuts avec l'arrêté du 15 septembre 1986 pris par le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et instituant une action spécifique de l'Etat dans le capital de la Société nationale ELF-Aquitaine.

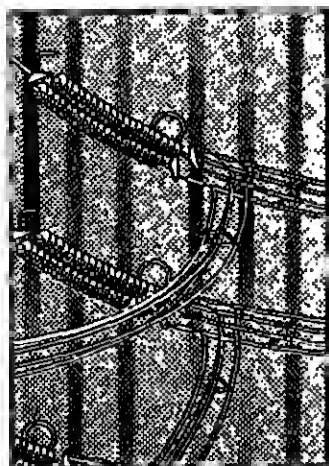
2<sup>de</sup> Modifications des indications concernant le siège social.

A — Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres de 10 F qu'il possède, nominatif ou au porteur, a le droit de prendre part de cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint. Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée, ou à s'y faire représenter, les actionnaires auront au préalable à justifier de leur qualité :

- si leurs actions sont nominatives, par l'inscription en compte desdites actions cinq jours au moins avant la date de cette assemblée ;
- si leurs actions sont au porteur, par le dépôt au guichet de la banque Paribas, 3, rue d'Armin, 75002 Paris, ou 80, avenue du Général-de-Gaulle, 94009 Créteil-L'Éclair, cinq jours avant la date de l'assemblée, d'un certificat de l'intermédiaire habilité, prévu par le décret n° 83-359 du 2 mai 1983, constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Le service des assemblées de la banque Paribas tiendra des formules de pouvoir et des cartes d'admission à la disposition des actionnaires.

B — Le mandataire, désigné par un actionnaire, en vue de le représenter à l'assemblée générale, doit être muni d'un pouvoir régulier déposé à la banque Paribas trois jours au moins avant la date de l'assemblée.



## EDF

## EMPRUNT OCTOBRE 1986

4 milliards de francs  
Obligations de 5000 F

## Emprunt 8% - F 2 000 000 000

Le 15 juillet 1987, cet emprunt sera assimilé à celui émis par EDF en juin 1986  
Durée : 14 ans, 268 jours  
Intérêt nominal : 97,90 %, soit 4 895 F  
Date de jouissance et de règlement : 20 octobre 1988  
Remboursement normal : 15 juillet 2001.

Remboursement anticipé : au gré de l'émetteur, par rachats en Bourse ou sous préavis de 45 jours tout ou partie des obligations à chaque échéance à partir de la 7<sup>ème</sup> année moyennant un supplément d'intérêt  
Taux actuariel brut à la date de jouissance : 8,05 %

## Emprunt à taux variable TMO - F 1 500 000 000

Durée : 10 ans.  
Prix d'émission : 100 %, soit 5000 F  
Intérêt : — 90 % de la moyenne des TMO mensuels du 1<sup>er</sup> octobre au 31 septembre précédant chaque échéance, — exceptionnellement 81 % de la moyenne définie ci-dessus le 20 octobre 1987.

Amortissement normal : au pair en totalité le 20 octobre 1996.  
Amortissement anticipé : au gré de l'émetteur par rachats en Bourse sous préavis de 45 jours à chaque échéance à partir de la 7<sup>ème</sup> année moyennant un supplément d'intérêt.  
Règlement et date de jouissance : 20 octobre 1996.

## Emprunt à taux fixe ajustable - F 500 000 000

Durée : 15 ans.  
Prix d'émission : 100 %  
Date de règlement et de jouissance : 20 octobre 1996  
Intérêt : — moyenne des TMO mensuels du 1<sup>er</sup> septembre 1986 au 31 août 1987 diminuée de 0,10 % et arrondi à la décimale inférieure, — exceptionnellement le 1<sup>er</sup> coupon sera augmenté pour que le taux de rendement actuariel brut de l'emprunt au règlement soit

exactement égal à la moyenne des TMO mensuels du 1<sup>er</sup> 09/1986 au 31/08/1987 diminuée de 0,10 %.  
Remboursement normal : au pair en totalité le 20 octobre 2001  
Remboursement anticipé : au gré de l'émetteur par rachats en Bourse, ou par remboursement anticipé à partir de la 7<sup>ème</sup> échéance, à tout moment, moyennant un supplément d'intérêt

Une note d'information (visa COB n° 86-333 du 1<sup>er</sup> octobre 1986) peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement  
La Caisse Nationale de l'Énergie est chargée du service des titres.  
B.A.L.O. du 6 octobre 1988

هكنا من الأمل



# BOURSE DE PARIS

8 OCTOBRE Cours relevés à 18 h 05

[illegible]

## Comptant (sélection)

[illegible]

## Second marché (selection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS				
Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours	Cours préc.	Dernier cours			
A.S.P.A.	1300	1310	Dreyfus	1855	1856	Males	280	
A.M. (Paris)	463	469	Durand	944	935	Reunis-Clémence	767	767
A.M. (Lyon)	400	400	Durand-Huguenot	971	971	Reunis-Clémence	767	767
A.M.F.	758	758	Ecluse Reunif.	294	289 50	Renouveau-R.D.	36 10	3600
A.P.	1347	1349	Edin. S. Demand			Petit Bourse	250	258
A.P. (Paris)	1180	1210	Expend.	421 20	438	Pétrolefin	427	444
A.P. (Lyon)	320	325	Fluoréol	770	769	Renard	585	619
Banque de France	1180	1210	Fluoréol	380	405	St-Etienne-Industrie	1435	1451
Banque de Lyon	670	668	Gaz Deguyenne	915	915	St-Hippolyte-Montperron	280	280
Banque de Paris	2650	2618	L.C.C.	236	232	S.C.G.P.A.	240	230 40
Banque de Rouen	2236	2236	Id Industriel	340	353	Suez-Marse	1000	1000
Banque de Saône	778	778	Id des G. de m. et	327	327	S.E.P.	1207	1158
Banque de Seine	2118 40	2118	Luz-Industrie	390	390	S.E.P.	1336	1336
Banque de Somme	1400	1386	Mareuil	479	480	S.M.T. Gaspel	325	318 50
Banque de Valenciennes	118 50	123	Mines Industrielle	410	426	Solheim	320 50	320 50
Banque de la Somme	158	158 50	Mitahay, Mitre	143 80	148	Sopas	010	84
Banque d'Alsace	1989	1950	M.M.B.	730	759	Valérie de France	344	344

**SICAV** (collection)

8/10

VALUES	Envision Frns Inc.	Reicht nut	VALUES	Envision Frns Inc.	Reicht nut	VALUES	Envision Frns Inc.	Reicht nut
A.A.A.	726 99	705 25	First Associations	1226 11	1265 11	Pasha George	16526	630 18
Action Forces	494 51	442 54	Franchising	309 59	305 41	Pasha George	630 18	617 57
Adco	102 02	102 02	Franchise	361 02	361 02	Pasha George	1115 49	1147 20
AdCoast	632 82	652 81	Franchising	797 91	776 18	Pasha George	1989 27	1935 56
A.E.F. Action (ex-CP)	1182 05	1143 01	Franchise	80529 39	80325 96	Pasha George	266 70	276 56
A.E.F. BDO	177 94	177 94	Franchise	697 87	697 87	Pasha George	271 07	271 07
A.E.F. BDO	1105 12	1105 12	Franchise	12423 02	12423 02	Pasha George	1004 83	1004 83
A.E.F. BDO	499 59	499 59	Franchise	1100 95	1107 14	Pasha George	7378 76	7378 76
A.E.F. BDO	1183 02	1187 08	Franchise	80789 83	80034 83	Pasha George	5044 28	5044 28
Agfish	227 27	217 27	Franchise	140 13	140 13	Pasha George	2919 32	2919 32
Alto	211 47	201 47	Franchise	710 49	710 49	Pasha George	102 02	102 02
ALTO	211 47	201 47	Franchise	510 95	499 70	Quart	104 48	105 87
Amco Oil	8059 17	8059 17	Franchise	779 85	743 22	Quart	173 90	171 33
Amco Oil	102 02	102 02	Franchise	1133 25	1285 07	Quart	102 02	102 02
Amco Oil	330 46	346 46	Franchise	1285 07	1285 07	Quart	1226 09	1226 09
Amco Oil	5007 64	5057 63	Franchise	1393 93	1393 93	Quart	1067 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418 53	399 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	329 53	329 53	Franchise	1936 31	1940 31	Quart	1049 69	1049 69
Amco Oil	418							

## Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Attribution</b>		
Air Liquide .....	74	73 90
Cadex .....	232	.....
Gold, Pampier Français ..	255	257
Pampier Néerland .....	240	.....
Total .....	0 95	0 80

## Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 0/10	COURS DES BILLET	
			Achat	Vente
Conte-Lain (50) .....	0 880	0 846	0 200	0 800
E20 .....	0 832	0 816	.....	.....
Aluminium (1000 DM) .....	227 800	227 400	317 800	227 500
Aluminium (1000 t) .....	57 500	57 100	15 200	10 050
Cuivre (1000 t) .....	86 000	85 600	20 200	.....
Plomb (1000 t) .....	85 800	85 400	32 500	30
Verre (1000 t) .....	98 400	98 000	55	31
Caoutchouc (20 t) .....	9 450	9 350	9 100	9 000
Caoutchouc (20 t) .....	9 450	9 350	9 100	9 000
Gomme (1000 grammes) .....	4 700	4 332	.....	4 400

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 8/10
Or fin (100 en barre) .....	12200	91800
Or fin (500 grammes) .....	92980	91890
Pièces (5 grammes) (200 g) .....	540	546
Pièces (5 grammes) (10 g) .....	370	
Pièces (5 grammes) (20 g) .....	562	570
Pièces (5 grammes) (10 g) .....	330	528
Souverains .....	668	668
Pièces de 20 dollars .....	3205	2185
Pièces de 10 dollars .....	1590	1620

a : coupon détaché  
 o : offert  
 d : droit détaché  
 d : demandé  
 ♦ : prix précédent  
 \* : marché continu



